

# De vaches et d'hirondelles

Grands éleveurs et paysans saisonniers au Mexique





*La collection « à travers champs », publiée par les éditions de l'Orstom, témoigne des mutations que connaissent aujourd'hui les sociétés rurales et les systèmes agraires des pays tropicaux.*

*Les études relèvent souvent des sciences sociales, mais les pratiques paysannes sont également éclairées par des approches agronomiques.*

*Les publications s'organisent autour d'un thème ou s'appliquent à des espaces ruraux, choisis pour leur caractère exemplaire.*

Jean BOUTRAIS  
Directeur de la collection

*déjà parus dans la collection « à travers champs »*

*Le risque en agriculture - Collectif*  
Éditeurs scientifiques : Michel Eldin et Pierre Milleville.

*La mutation d'une économie de plantation en basse Côte-d'Ivoire*  
Jean-Philippe Colin.

*Les charriés de la Bagoné. Gestion paysanne d'une opération cotonnière en Côte-d'Ivoire*  
Jacqueline Peltre-Wurtz et Benjamin Steck.

*Paysans montagnards du Nord-Cameroun*  
Antoinette Hallaire.

*Sous l'empire du cacao. Étude diachronique de deux terroirs camerounais*  
Christian Santoir.

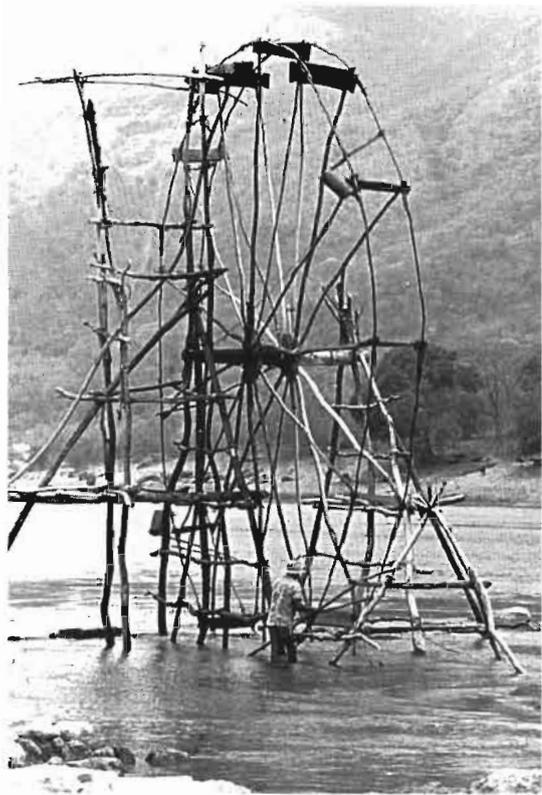
*Des barbelés dans la Sierra. Origines et transformations d'un système agraire au Mexique*  
Hubert Cochet.

*L'ombre du mil. Un système agro-pastoral en Arbinda (Burkina Faso)*  
Dominique Guillaud.

*Le meilleur héritage. Stratégies paysannes dans une vallée andine du Pérou*  
Marguerite Bey.

# De vaches et d'hirondelles

*Grands éleveurs et paysans saisonniers au Mexique*



*L'une des dernières norias,  
installée durant la saison  
sèche 1987-1988 sur le cours  
du Balsas.*

# De vaches et d'hirondelles

*Grands éleveurs et paysans saisonniers au Mexique*

Éric Léonard

**Éditions de l'Orstom**

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Collection 

Paris 1995

*Cet ouvrage est le texte remanié d'une thèse soutenue à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, chaire d'agriculture comparée et de développement agricole.*

---

*Crédit photos*

Les photographies sont de Éric Léonard

*Maquette de couverture* : Michelle Saint-Léger

*Photo de couverture* : Scène de la vie rurale mexicaine

(« amate », peinture sur écorce battue) - Cliché Éric Léonard

*Fabrication, coordination* : Catherine Richard

---

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

## Remerciements

---

Mes remerciements s'adressent à tous les paysans et éleveurs des Terres Chaudes qui m'ont accueilli avec patience et compréhension. Entre tous, je tiens à exprimer ma gratitude à don Salvador González et à sa famille pour leur amitié et leurs encouragements quotidiens. Je n'oublie pas les fonctionnaires de la Sarh qui, à Huetamo, Carácuaro ou Tiquicheo, m'ont aidé dans ce travail.

Merci aux étudiants et chercheurs du Colegio de Michoacán, en particulier à Thierry Linck, sans qui ce travail n'aurait jamais commencé et à Martín Sánchez, à qui je dois la plus grande partie du matériel d'archives que j'ai utilisé.

Ce travail a été réalisé grâce à l'appui matériel de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom) et à la confiance de Jean-Yves Marchal. Il doit enfin beaucoup à Marc Dufumier et Marcel Mazoyer (chaire d'agriculture comparée et de développement agricole de l'Institut national agronomique Paris-Grignon) pour leurs orientations théoriques et méthodologiques.

À tous, merci.



*Arrimado* : paysan sans terre ou endetté, installé comme métayer ou salarié agricole sur un grand domaine.

*Arroba* : mesure employée à l'époque coloniale, équivalant à un poids de 11,5 kilos.

*Bracero* : nom donné aux travailleurs mexicains employés aux États-Unis.

*Broker* : courtier jouant le rôle d'intermédiaire commercial et financier entre les importateurs de produits agricoles aux États-Unis et les producteurs au Mexique ou en Amérique centrale.

*Cabo* : contremaître dirigeant une équipe agricole, sur les chantiers de coupe de canne à sucre notamment.

*Caporal* : employé sur un grand domaine d'élevage, en charge du cheptel du propriétaire. Il peut éventuellement remplir les fonctions d'administrateur du domaine.

*Cascalote* : écorce d'une légumineuse (*Caesalpinia cacalaco*) riche en tanin et utilisée pour le tannage des peaux.

*Doradilla* : maladie virale affectant la culture des melons.

*Ejido* : structure foncière issue de la Réforme agraire, qui correspond au transfert des terres

d'une grande propriété à un groupe de paysans. La gestion de ces terres repose sur la communauté paysanne, qui peut décider d'une exploitation de type collectif, individuel ou mixte, les terres demeurant inaliénables.

« Assemblée éjidale » : assemblée réunissant l'ensemble des attributaires de terres d'un *ejido*, chargée d'avaliser les décisions concernant la gestion de l'*ejido*.

« Banque éjidale » : banque publique chargée d'attribuer des prêts aux membres des *ejidos*.

« Communauté éjidale » : ensemble de paysans bénéficiaires de terres de statut *ejido*.

« Commissariat éjidal » : pouvoir exécutif de l'*ejido*, élu par l'assemblée éjidale, chargé en particulier des relations avec les institutions (banques, encadrement agricole) et les autorités politiques.

« Éjidataire » : paysan qui a reçu ou hérité une terre de statut *ejido*.

*Feed lot* : technique d'élevage intensif des bovins, caractérisée par la stabulation permanente des animaux et la fourniture de rations alimentaires enrichies.

« Parcelle éjidale » : terre cultivée à titre individuel par un bénéficiaire de la Réforme agraire.

*Encomienda* : division administrative au début de la période coloniale.

*Encomendero* : responsable d'un territoire au début de la période coloniale, chargé de l'administration et de l'évangélisation de la population indienne, en échange de la perception d'un tribut en produits et en travail.

*Estancia* : droit d'exclusivité de pâturage, attribué à de grands éleveurs par l'administration coloniale, sur des terres de la Couronne ou des communautés indiennes. Ces concessions ont souvent été à l'origine des grandes propriétés foncières.

*Gañanes* : travailleurs salariés, en charge d'un attelage de bœufs et d'une parcelle sur un grand domaine.

*Golondrinas* ou « hirondelles » : expression désignant la main-d'œuvre saisonnière qui se déplace entre des régions agricoles différentes.

*Hacienda* : grand domaine détenu en propriété privée, souvent d'origine coloniale.

*Kulaki (koulaks)* : paysans, souvent enrichis rapidement et

de manière peu honnête. Le terme, d'origine russe, est devenu d'usage courant après la politique menée par Staline contre la classe des paysans riches, dans les années trente.

*Machete* : outil agricole de base, en forme de long couteau, servant à faucher ou couper de petits arbres.

*Mezcal* : alcool issu de la fermentation et de la distillation de la sève d'agave.

*Municipio* : division administrative actuelle au Mexique, correspondant approximativement à une commune et regroupant un centre urbain et un certain nombre de villages.

*Peon* : ouvrier agricole.

*Porfiriato* : époque de la présidence de Porfirio Diaz (1876-1911) marquée par l'essor du capitalisme commercial et industriel et par le développement de la grande propriété aux dépens des paysans des communautés indiennes.

*Rancho* : propriété privée de taille variable, spécialisée dans l'élevage bovin.

*Tarecua* : outil agricole constitué d'un long manche en bois terminé par un fer triangulaire, utilisé comme une bêche.

Introduction :  
les Terres Chaudes

---

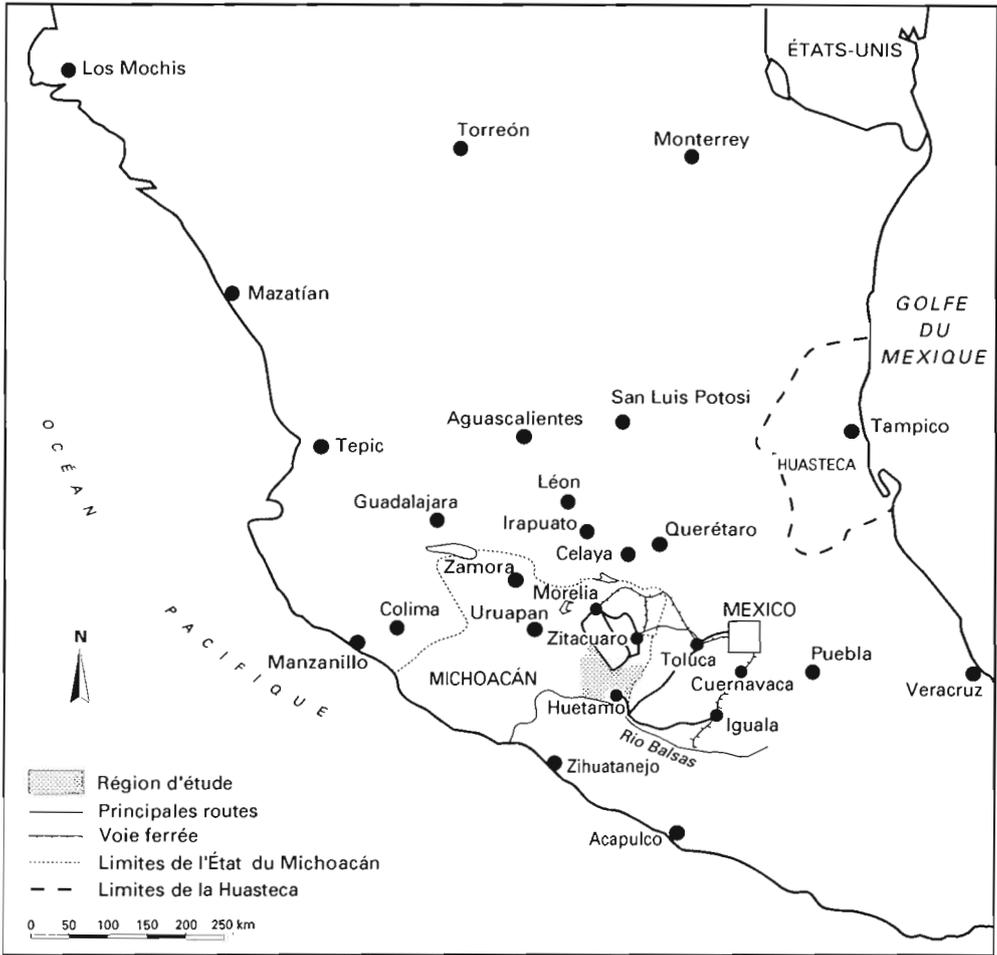


Figure 1

*La région des Terres Chaudes sur le Tropic Sec mexicain.*

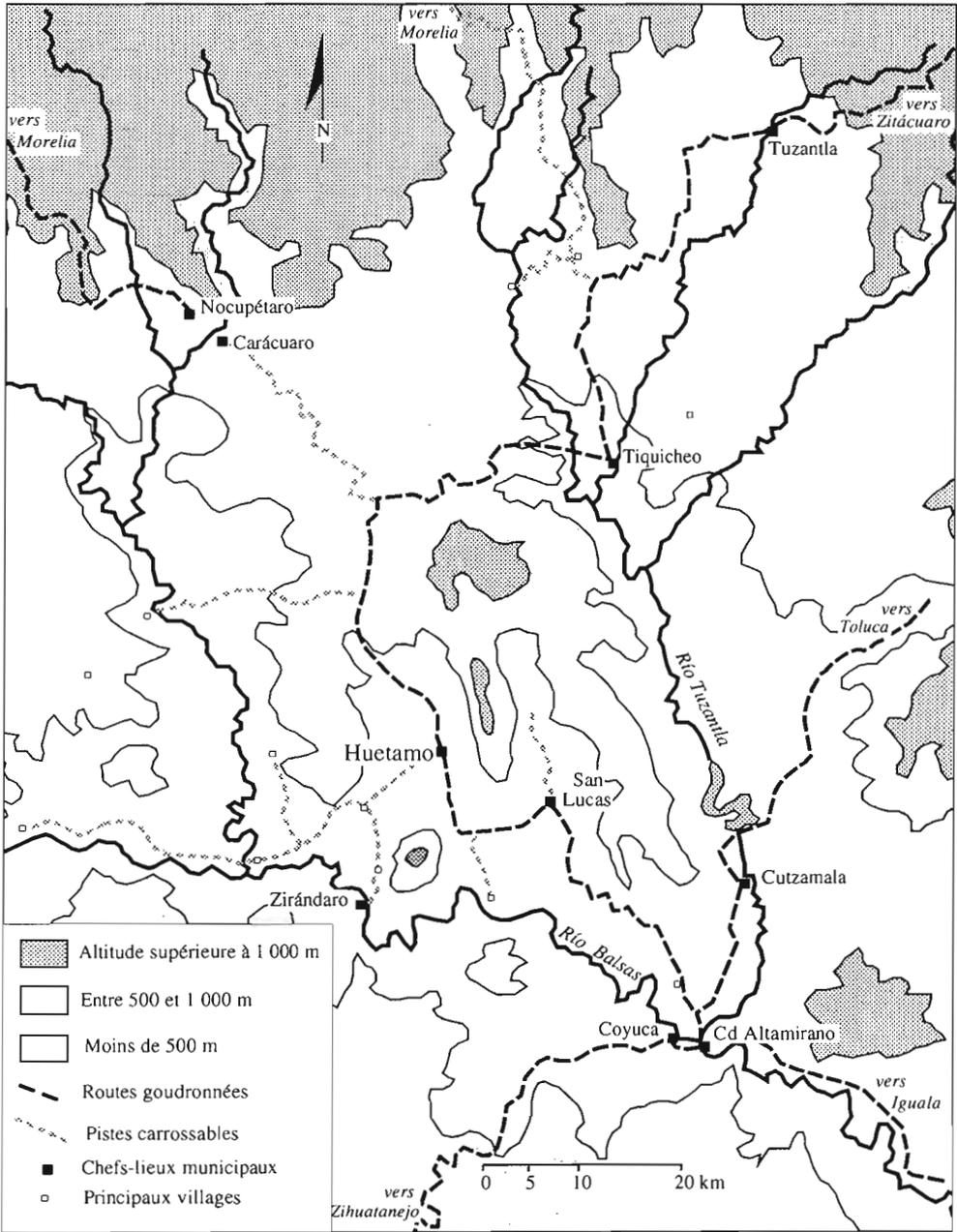
La dépression du Río Balsas, dans le sud-est de l'État du Michoacán, est longtemps restée une région enclavée, insérée entre deux massifs montagneux culminant à plus de 3 000 mètres, l'axe volcanique central et la Sierra Madre del Sur. Le relief accidenté, le climat sec et torride (elle est connue sous le nom de Terres Chaudes) et la rareté des voies de communication, tout concourt à en faire un lieu de purgatoire, à moins de 200 kilomètres de la ville de México (fig. 1). Un regard moins superficiel

permet pourtant d'y observer une économie intégrée de longue date au marché national et international, qui offre un raccourci presque caricatural des déséquilibres de l'agriculture mexicaine.

De très grands élevages extensifs y côtoient de petites exploitations agricoles ; l'opulence d'un groupe réduit de grands propriétaires et de commerçants contraste avec la pauvreté d'une majorité de paysans minifundistes. Les Terres Chaudes ont pourtant été le théâtre d'une réforme agraire de grande ampleur voici plus d'un demi-siècle, qui était censée fractionner les grands domaines privés et favoriser le développement de la paysannerie. L'étude de quelques exploitations issues de cette Réforme agraire a vite permis de constater qu'un large processus de reconcentration foncière était en cours : dans chaque village, un petit nombre de familles ont évincé celles qui avaient reçu les terres des grands domaines et ont accaparé des superficies importantes. Une analyse plus poussée révèle que la concentration foncière dépasse largement le cadre des *ejidos* et met en cause nombre de propriétaires et de commerçants, théoriquement touchés par les expropriations, mais qui ont pu préserver leur pouvoir économique puis l'étendre.

Une recherche de type agro-économique requiert l'analyse des conditions particulières de mise en place de la Réforme agraire dans les Terres Chaudes, ainsi que celle du système agraire qui existait avant son application. Une telle approche fait apparaître que les mécanismes actuels de différenciation sociale et de concentration foncière reposent sur des bases identiques à celles qui permirent le développement des grands domaines voici plus d'un siècle. Au long de cette histoire agraire, les éleveurs ont mis à profit les écarts de productivité et d'accumulation dont ils bénéficiaient pour s'imposer dans un premier temps aux communautés indiennes qui occupaient la région puis à la petite paysannerie issue de la Réforme agraire, en les dépossédant de leurs terres.

La Révolution mexicaine et la Réforme agraire qui l'a suivie à partir de 1930 n'ont pas réussi à inverser cette tendance. Si le pouvoir politique des grands éleveurs fut alors remis en question et la plupart de leurs domaines démantelés, les mécanismes de différenciation et de subordination liés à la propriété du bétail n'en furent pas modifiés pour autant. Les petites unités de production créées, dépourvues de capital d'exploitation, sont vite retombées sous la coupe des éleveurs, qu'il s'agisse des anciens propriétaires ou d'une nouvelle oligarchie née de la Révolution.



Source : E. LÉONARD, d'après SPP - Inegi : Cartes topographiques 1/250 000, « Morelia » (E 14-1) et « Ciudad Altamirano » (E 14-4).

Figure 2

*Les Terres Chaudes :  
topographie  
et voies de communication.*

L'histoire de cette société agraire n'est pas pour autant figée ou cyclique. Les processus de différenciation et de concentration foncière sont avant tout le produit d'une intégration croissante aux échanges marchands. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'insertion des Terres Chaudes dans le marché national a conduit à une spécialisation vers la production de viande bovine et de cuirs pour la ville de México. Cette spécialisation vers l'élevage extensif s'est accentuée après la Réforme agraire, et la production de jeunes taurillons, engraisés ensuite dans d'autres régions du Mexique, est devenue la principale activité économique. Au cours des dernières années, la diffusion de la seconde révolution agricole a renforcé le rôle et la prospérité des éleveurs, alors que la petite paysannerie était peu à peu ruinée par la baisse des cours des produits vivriers et les importations de maïs et de soja en provenance des États-Unis d'Amérique

À chaque étape de cette histoire économique, alors que se renforce l'intégration de la région aux marchés national et international, l'élevage bovin extensif reste l'instrument privilégié de l'appropriation et de la concentration des moyens de production. Ses fonctions économiques et sociales demeurent inchangées, alors que les tentatives de diversification et d'intensification des paysans minifundistes sont remises en question, les unes après les autres, par l'élargissement des marchés. Si bien que la vente saisonnière de sa force de travail, à des distances de plus en plus importantes, est progressivement devenue une nécessité vitale pour la petite paysannerie ; avec les vaches, les « hirondelles »<sup>1</sup> sont devenues les figures centrales du paysage agraire des Terres Chaudes.

La place laissée aux Terres Chaudes dans l'économie mexicaine peut en partie s'expliquer par le manque d'avantages comparatifs de la région. Elle constitue une longue dépression au pied du plateau central où se concentre plus de la moitié de la population du Mexique. C'est une zone de basse altitude (300 à 800 mètres), encaissée entre l'Altiplano et la Sierra Madre, au relief tourmenté et au climat semi-aride.

De l'histoire géologique des Terres Chaudes résulte un relief formé d'une alternance de cordillères d'altitude moyenne (500 à 1 000 mètres) et de vallées, très encaissées au contact de l'Altiplano, qui s'évasent progressivement vers le sud, pour déboucher sur la plaine alluviale du Balsas (fig. 2). Cette dernière demeure relativement étroite dans sa partie michoacanaise (plaine de Huetamo et de San Lucas), mais elle s'élargit sensiblement à l'est de la zone d'étude (Terres Chaudes de Guerrero). On y trouve

1. Les « hirondelles » (*golondrinas*) forment une main-d'œuvre qui se déplace, en un va-et-vient saisonnier, entre les régions de grande agriculture irriguée (canne à sucre, maraîchage), qui recrutent des travailleurs peu qualifiés durant la saison sèche, et les zones déshéritées d'agriculture pluviale, où elle subsiste sur des lopins minifundistes.

les meilleurs sols de la région, enrichis par les dépôts alluviaux du Balsas et du Río Tuzantla (feozems et cambisols). Dans la moitié nord, qui fait transition avec l'Altiplano, les régosols et les lithosols dominent. Plus minces et peu évolués, ils sont plus pauvres en matière organique et particulièrement sensibles à l'érosion.

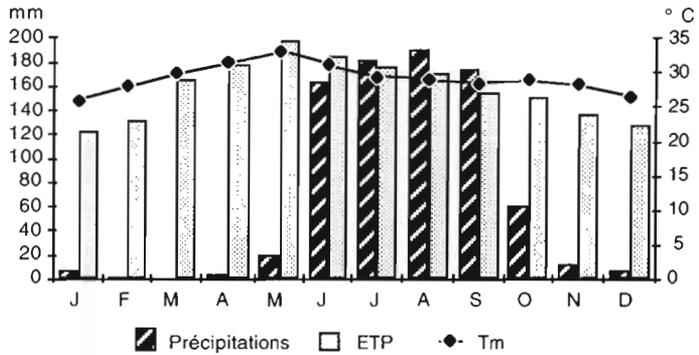
L'insertion des Terres Chaudes entre deux chaînes de haute altitude (3 000 mètres pour la Sierra Madre et plus de 4 000 mètres pour l'axe néo-volcanique au nord) soumet la région à un climat torride et à un régime des pluies très irrégulier. Les deux barrières montagneuses bloquent les masses d'air océanique en provenance du Pacifique ou du golfe du Mexique, et contribuent à concentrer les précipitations sur une très courte période de l'année.

Le volume total des précipitations n'est pas en cause puisqu'il varie entre 700 et presque 900 millimètres. Mais 90 % des pluies s'écoulent en moins de quatre mois, entre la mi-juin et la mi-octobre (fig. 3). Elles prennent la forme de pluies torrentielles que les sols ne parviennent pas à absorber en totalité et dont l'effet érosif est intense. Les dates d'établissement de la saison des pluies sont sujettes à de fortes fluctuations et peuvent perturber gravement le calendrier agricole. Sur le reste de l'année, l'ensoleillement et les températures élevées favorisent un déficit hydrique important qui interdit le développement des cultures. Un gradient climatique de faible amplitude existe pourtant entre le nord et le sud de la région. Le régime des pluies tend à se régulariser à mesure que l'on progresse vers l'Altiplano ; les précipitations sont plus abondantes et mieux réparties ; les risques de sécheresse s'estompent. Les risques d'érosion s'accroissent en revanche sur un relief plus escarpé et des sols plus minces.

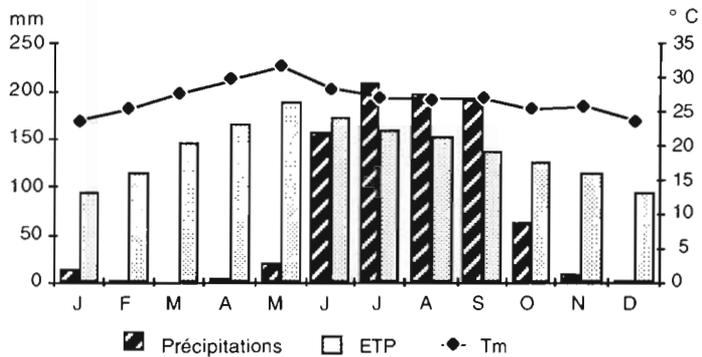
Les ressources hydrographiques ne permettent guère de compenser ces facteurs limitants de l'activité agricole. Les rivières qui dévalent de l'Altiplano (Río Tuzantla, Río Carácuaro, Río Purungueo, Río Tacámbaro et Arroyo Colorado) suivent des vallées étroites, où les possibilités d'irrigation sont très réduites. La plupart des cours d'eau mineurs sont temporaires et, s'ils peuvent être à l'origine de graves crues durant le cycle pluvial, ils s'assèchent rapidement après les dernières pluies. Seules les vallées du Balsas et du Río Tuzantla constituent des axes de communication et de peuplement importants. Leurs cours s'insèrent dans des plaines plus étendues, où se trouve la majorité des terrains labourables et où s'est concentré l'essentiel de la population depuis les temps précolombiens.

Cinq *municipios* du sud-est du Michoacán (ceux de Huetamo, San Lucas, Tiquicheo, Carácuaro et Nocupétaro) forment une région

Plaine alluviale (Huetamo : pluviométrie de 830 mm)



Piémont (Tiquicheo : pluviométrie de 880 mm)



Source : voir annexe 2

Figure 3

Caractéristiques climatiques des Terres Chaudes.

de 6 000 kilomètres carrés environ, dont seule la marge nord s'élève au dessus de 1 000 mètres et se raccorde plus directement avec l'Altiplano central. Ces cinq *municipios* ont une histoire commune et s'intègrent aujourd'hui à un même système agraire, caractérisé par la coexistence et la concurrence entre les grandes propriétés d'élevage et les exploitations agricoles minifundistes.

Les mécanismes d'accumulation différentielle liée à la propriété du bétail, de subordination et de paupérisation paysanne qui caractérisent le fonctionnement de cette société agraire ont des racines historiques qui remontent à la colonisation espagnole. Aussi les deux premiers chapitres sont-ils consacrés au processus de formation et d'expansion des grandes propriétés privées qui dominaient le paysage des Terres Chaudes au début du siècle.

Il s'agit de comprendre comment les colons créoles descendus de l'Altiplano au XVIII<sup>e</sup> siècle sont parvenus à s'imposer aux communautés indiennes, à les déposséder de leur patrimoine foncier et à concentrer d'énormes superficies dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Grâce à l'introduction de nouveaux moyens de production, en particulier l'élevage bovin et la traction attelée, ils ont pu réaliser une véritable révolution agricole et bénéficier de gains de productivité considérables. Si la mémoire paysanne entérine la dernière étape de cette histoire, il a fallu recourir à certaines archives régionales et à bon nombre d'ouvrages historiques pour en cerner le cheminement.

Le troisième chapitre s'attache aux modalités d'application de la Réforme agraire entre 1935 et 1960. Avec le fractionnement des grands domaines et la distribution de lopins individuels, le système agraire régional évolue sensiblement. Pourtant, les mécanismes de différenciation se remettent très vite en place, identiques à ce qu'ils étaient auparavant. Les paysans qui ont reçu une parcelle demeurent sans capital ni moyen de production, hormis la terre. Ils sont amenés à passer sous la coupe d'un grand éleveur qui leur fournit attelages et crédit, mais s'approprie l'essentiel de leurs surplus. Cette paysannerie se trouve dans l'obligation de chercher dans la double activité et le travail salarié, parfois à des centaines de kilomètres des Terres Chaudes, les revenus complémentaires qui permettront sa survie. Des migrations saisonnières se mettent en place ; les paysans des Terres Chaudes deviennent les « hirondelles », une main-d'œuvre itinérante et bon marché seulement présente dans la région durant le cycle des cultures pluviales. Face à cette population de paysans pauvres, les grands éleveurs ont repris une position dominante. Ils ont perdu la propriété de la terre mais conservé le contrôle des autres moyens de production. Mieux que tous les documents écrits, les anciens ont su dépeindre cet immense espoir d'une liberté reconquise, vite déçu à l'épreuve du temps et des réalités économiques.

Les quatrième et cinquième chapitres décrivent les transformations récentes du système agraire (1960-1989). L'intégration progressive des Terres Chaudes dans la division internationale du travail contribue à accélérer les mécanismes de différenciation mis en place au lendemain de la Réforme agraire. Le revenu des petits paysans chute avec le prix des produits vivriers et le fractionnement des lopins familiaux au gré des héritages. La production extensive de jeunes bovins devient la seule activité qui maintienne une bonne rémunération du travail, mais elle requiert de grandes superficies et demeure l'apanage des gros éleveurs. Le développe-

ment de la petite irrigation et de la production maraîchère s'avère insuffisant pour enrayer la spirale de paupérisation qui touche le plus grand nombre. Le processus d'expulsion et de concentration foncière s'accélère et les troupeaux bovins occupent progressivement l'espace détenu autrefois par les « hirondelles ».

Le sixième chapitre enfin s'attache à caractériser les différents systèmes de production qui se sont développés dans la région, à chiffrer leurs résultats économiques et à interpréter à partir de ces résultats les mécanismes qui ont permis une différenciation aussi forte entre les différents groupes de producteurs. Pour cette partie, comme pour les deux précédentes, les enquêtes effectuées auprès des agriculteurs et des éleveurs de la région ont constitué la principale source d'information. Un total de 250 enquêtes ont été conduites dans 60 villages, hameaux et ranchos des Terres Chaudes. Un grand nombre d'entre elles avaient un contenu essentiellement historique, mais 141 ont pu être utilisées pour établir une typologie des producteurs.



La révolution agricole créole  
et le développement  
de la propriété privée (1450-1870)

---

« Une terre inhabitable pour qui n'y est pas né et insupportable pour les autochtones »<sup>1</sup>. Cette réflexion d'un voyageur du xvii<sup>e</sup> siècle traduit le jugement que les créoles de l'Altiplano portent alors sur les Terres Chaudes. Épuisées les mines d'or et de cuivre et la main-d'œuvre indienne qui ont fait sa richesse dans les premières décennies de la colonisation, la plaine du Moyen-Balsas ne présente plus d'intérêt pour le centre de la Nouvelle-Espagne. C'est pourtant là que dans la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle s'installe une population de paysans métis expulsés des grandes plaines agricoles de la Nouvelle-Espagne. Ils vont réaliser une véritable révolution agricole et évincer progressivement les communautés indiennes décimées par les épidémies. Un nouveau système agraire se met alors en place, basé sur la propriété privée du sol et sur l'association étroite de l'élevage bovin à l'agriculture. Au cours du xix<sup>e</sup> siècle, ce nouveau mode d'exploitation du milieu supplantera progressivement les systèmes de production hérités de l'époque préhispanique.

1. *Una tierra para quien no ha nacido en ella inhabitable y para los nacidos insufrible* (D. BASALENQUE, 1963 : 42).

## LES TERRES CHAUDES DANS L'EMPIRE TARASQUE : UN CENTRE STRATÉGIQUE ET ÉCONOMIQUE

---

Au début du xv<sup>e</sup> siècle, alors que les tribus aztèques étendaient leur domination à la vallée de México, le pouvoir politique et militaire des Tarasques s'était constitué sur les hautes terres du Michoacán, qui ne tarda pas à contrôler une grande partie de l'ouest du Mexique. L'émergence des deux États expansionnistes aztèque et tarasque s'est traduite dès la deuxième moitié du xv<sup>e</sup> siècle par un affrontement qui devait durer jusqu'à la colonisation espagnole. Les régions situées sur le versant sud de l'Altiplano sont vite devenues un enjeu majeur de cette confrontation. Elles recelaient une grande partie des métaux précieux (or, argent et cuivre) travaillés sur le plateau central. Elles étaient également un passage obligatoire pour les caravanes commerciales qui reliaient la Costa Grande du Pacifique à l'Altiplano et approvisionnaient le centre en sel, coton, cacao, coquillages, plumes, etc. Leur colonisation est vite devenue une étape nécessaire dans le développement des deux empires.

Dès le milieu du xv<sup>e</sup> siècle, les Tarasques ont donc entrepris la conquête de la plaine du Moyen-Balsas et des balcons qui la dominent, alors que les Aztèques suivaient une progression simi-

laire en direction de la Sierra Madre del Sur. Ce processus de colonisation s'est bientôt transformé en affrontement. Les vestiges de fortifications à Temascaltepec, Tlatlaya, Acapetlahuaya et Tetela del Río en territoire aztèque et Cutzamala, Tlaltchapa, Ajuchitlán ainsi que sur le cours du Moyen-Balsas côté tarasque<sup>2</sup> attestent du degré de militarisation dont les Terres chaudes furent alors l'objet.

Pour les seigneurs de Tzintzuntzan, une clé de la défense de la région résidait dans l'augmentation de sa faible population. À la fin du xv<sup>e</sup> siècle une ambitieuse politique de peuplement fut entreprise. Des populations alliées ou soumises à l'empire tarasque s'établirent ainsi sur les rives du Balsas, en provenance d'horizons aussi divers que le nord-est du Michoacán ou la côte du Pacifique<sup>3</sup>. Les documents laissés par les conquérants (la *Visita de Antonio de Carvajal*, la *Suma de Visitas* et les *Relaciones y Memorias de la Provincia de Michoacán*) indiquent que la majeure partie de la population était installée dans la plaine du Balsas, sur les sols alluviaux plus profonds et fertiles alors que les parties plus accidentées au nord de la région demeuraient relativement désertes. Le peuplement semble avoir reposé sur des villages et bourgades de taille respectable rassemblant la grande majorité de la population : Nocupétaro, Tuzantla, Cuseo, Zirándaro, Guayameo, Coyuca, Pungarabato et les centres militaires qu'étaient Cutzamala et Ajuchitlán, où se concentraient 10 à 15 000 hommes d'armes ainsi qu'un important appareil administratif (D. D. BRAND, 1952).

Dans l'ensemble de l'empire tarasque, la terre demeurait sous le contrôle du souverain, lequel en déléguaient l'usufruit aux communautés villageoises et à la noblesse administrative ou religieuse. Le droit de jouissance du sol était conditionné au paiement d'un tribut à l'État. La collectivité villageoise, responsable dans son ensemble, le payait en travail et en nature, en partie au pouvoir central et en partie au pouvoir administratif local. La répartition des terres entre les familles se décidait au niveau de la communauté et restait conditionnée à l'exploitation effective du sol<sup>4</sup>.

Les tributs mentionnés par les conquérants consistaient en coton brut et tissé, en or et en argent, en provisions de guerre et en armes (arcs et flèches, boucliers, parures de guerre)<sup>5</sup>. Le coton, tissé ou non, figurait toujours en tête de ces denrées, depuis les Terres chaudes jusqu'à la côte, tant pour les possessions tarasques que pour celles des Aztèques. M. C. LABARTHE (1969) en a fait l'un des principaux moteurs de l'expansion des deux empires vers la Costa Grande. La majorité des produits était fournie sous une forme déjà élaborée artisanalement au sein des villages.

2. D. D. BRAND (1952) : 57-58.

3. J. GARCIA PAYON (1941).

4. Bien qu'il n'y ait pas eu dans le Mexique précolombien de réelle propriété privée de la terre, certaines formes d'appropriation individuelle du sol étaient semble-t-il apparues au sein de la noblesse et même, dans le cas des Tarasques, dans la plèbe des agriculteurs (G. RIVERA MARIN, 1983).

5. *Relación de Zirándaro y Guayameo, Relación de Asuchitlán, Relación de Tuzantla* (A. OCHOA et G. SANCHEZ D., 1985).

Il est probable que les mines les plus importantes étaient placées sous le contrôle direct de l'État. Elles auraient alors été exploitées grâce au tribut en travail exigé des villages voisins et des esclaves capturés lors des combats contre les armées aztèques. Cela permet de comprendre pourquoi, dans une région aussi riche en gisements exploités, le tribut en métaux n'est mentionné que par la seule *Relación de Ajuchitlán*. À l'arrivée des Espagnols, une bonne demi-douzaine de centres miniers étaient exploités dans la région (fig. 5). Parmi les plus importants, les mines et fonderies de La Huacana et de Churumuco produisaient chaque année un total de 270 quintaux de cuivre, alors que sur le gisement de Cocián près de Turicato, 90 personnes travaillaient à l'extraction et à la fonte du métal<sup>6</sup>.

### *Le système néolithique de culture sur défriche et d'exploitation des plages alluviales*

Malgré l'intérêt des grands empires de l'Altiplano pour les Terres Chaudes, l'agriculture de cette région ne semble pas avoir connu de grand développement. L'irrigation est restée embryonnaire, contrairement aux régions voisines de Mésio-Amérique (P. ARMILLAS, 1947). Les efforts de l'administration centrale et la mobilisation de la main-d'œuvre locale s'orientaient de préférence vers l'exploitation minière et l'organisation d'un système de défense. Faute d'ouvrages hydrauliques, l'irrigation restait limitée à de petites superficies plantées en vergers et cacaoyères. Les textes laissés par les colonisateurs mentionnent effectivement la présence de cacaoyers sur tous les périmètres irrigués. Le pouvoir administratif, que ce soit au niveau central (empereur) ou local (caciques) contrôlait directement ces cultures. Leur entretien était assuré par la population locale, dans le cadre d'un tribut fourni en partie en travail.

D'autre part, l'existence de vastes étendues inondées et fertilisées périodiquement par les crues du Balsas ou de ses affluents a favorisé le développement d'une agriculture de contre-saison relativement productive, utilisant la réserve hydrique des sols préalablement engorgés et permettant l'emploi de la main-d'œuvre agricole sur la quasi-totalité du calendrier. Ces plages ont probablement été le premier milieu colonisé pour l'agriculture dans les Terres Chaudes et le plus intensivement exploité : c'est à proximité des terrains où les risques d'inondation étaient les plus forts que s'établirent les villages les plus importants. C'est là qu'était entreprise la culture du coton, après la décrue et sur de grandes superficies, en rotation avec les produits vivriers, maïs, haricots, courges, tomates, piments, et le tabac<sup>7</sup>.

6. V. DE QUIROGA, 1533 : *Relación de las Minas de Cobre*, in E. DE LA TORRE VILLAR (1984).

7. *Suma de Visitas de Pueblos*, in E. DEL PASO Y TRONCOSO (1905).

L'exploitation des sols préalablement engorgés permettait de s'affranchir partiellement des risques liés à l'irrégularité des pluies et de bénéficier d'une concentration de la fertilité grâce aux crues des rivières dévalant de l'Altiplano, au besoin prolongées par l'aménagement de murs de rétention en bordure des plus petits cours d'eau. Les semis y étaient réalisés début octobre, lorsque le débit des cours d'eau se régularisait, sans préparation préalable du terrain et sans employer d'autres outils que le bâton fousseur. La levée d'adventices étant limitée par l'inondation, il est probable que le travail investi sur la parcelle demeurait réduit. Ce système de culture demeurait soumis à des risques : une crue tardive emportant les semis ou, à l'inverse, une interruption précoce de la saison des pluies qui pouvait compromettre la maturation des plantes. La récolte s'effectuait entre les mois de janvier et mars, en milieu de saison sèche.

La prépondérance donnée par les chroniqueurs espagnols à ce type d'exploitation du milieu ne doit pas occulter le fait que la culture pluviale a probablement eu beaucoup plus d'importance que les textes ne lui en donnent<sup>8</sup>. Hors de l'axe du Balsas, les versants et collines boisés au nord et au centre de la région étaient certainement exploités bien avant l'arrivée des Espagnols. Il s'agissait d'une agriculture par défriche-brûlis et recrû forestier pour la production vivrière, mais aucune indication dans les textes ne permet d'évaluer les durées de culture et de recrû. La *Relación de La Huacana* donne pour le village de Churumuco situé sur la rive du fleuve une image probablement proche de ce que fut le paysage agricole des Terres Chaudes au début du xvi<sup>e</sup> siècle :

« Ils travaillent les terres sans les fumer ni les désherber car l'inondation du fleuve fertilise toute la terre, ce qui est beaucoup ; et sur les élévations éloignées des rivières, ils disposent de grandes étendues de terre, très planes, sur lesquelles il y a de très grands semis de maïs... »

L'utilisation des plages humides comme de la forêt tropicale épineuse permettait de distribuer le travail agricole sur l'ensemble de l'année, pratiquement sans temps mort, en enchaînant les semis d'agriculture pluviale en mai et juin, le semis des plages alluviales en octobre, les deux récoltes, en novembre-décembre puis en février, et enfin la défriche-brûlis, en préparation du cycle pluvial suivant, à la fin de la saison sèche (fig. 4).

Dans le cadre de ce système de production et compte tenu du niveau des forces productives (irrigation embryonnaire, outillage limité), on peut situer la capacité de travail d'un homme à un hectare en semis pluvial, et autant sur les plages humides lorsque

8. Lorsque furent écrites les *Relaciones y Memorias* (1579), la chute démographique subie par les villages indiens avait certainement favorisé la concentration des activités agricoles sur les terrains les plus productifs en bordure des cours d'eau.

celles-ci étaient disponibles. Si l'on considère des rendements de l'ordre de 700 kilos de maïs par hectare en année normale, un chef de famille pouvait produire environ 1,2 tonne de grain à l'année, en plus du coton payé en tribut. En estimant la consommation annuelle *per capita* à 200 kilos et en considérant le renouvellement du stock de semences, cette quantité permet l'entretien d'environ 5 à 6 personnes par an. Or les évaluations faites sur la taille des familles indigènes au Mexique central avant la colonisation espagnole la situent à 4,5 personnes (W. BORAH et S. COOCK, 1963). Il est donc peu probable que le léger surplus agricole dégagé à l'échelle de la région ait permis l'entretien de l'important appareil administratif et militaire (au moins 15 000 personnes) qui y séjournait. L'État devait pour cela recourir à des importations de grains depuis l'Altiplano.

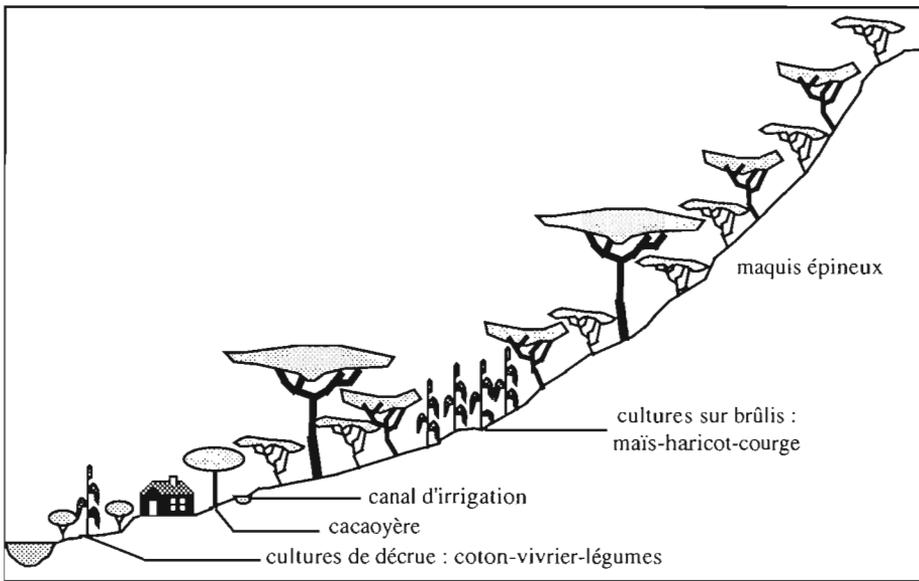


Figure 4

*Exploitation du milieu  
dans les Terres Chaudes  
au début du XVI<sup>e</sup> siècle.*

## *Les rapports d'échange*

Les courants d'échange avec le centre de l'empire ont sans doute été intenses : la densité de bourgades d'importance, la protection militaire dont elles étaient l'objet et leur situation géographique,

à mi-chemin entre l'Altiplano et la côte de Zacatula, faisaient des Terres Chaudes un lieu de passage préférentiel pour les caravanes commerciales. Le sel et le cacao étaient acheminés depuis la côte jusqu'au Moyen-Balsas et, de là, expédiés vers les grandes villes tarasques de l'Altiplano (Tzintzuntzan, Zacapu) avec le coton et les métaux produits dans la région. Les fruits et légumes récoltés sur les plages alluviales durant la saison sèche venaient grossir encore le volume de ce commerce (S. LECOIN, 1988). En sens inverse, il est probable que les caravanes étaient utilisées pour importer le maïs et les haricots produits sur le plateau et approvisionner ainsi l'appareil d'État que la population des Terres Chaudes ne pouvait seule entretenir (fig. 5).

D'autres éléments dans les *Relaciones de La Huacana* et la *Suma de visitas* confirment l'existence de grandes voies de communication et d'échange traversant les Terres Chaudes. On sait par exemple que de nombreux radeaux étaient construits et entretenus pour permettre le passage du fleuve en toutes saisons et même durant les crues estivales. Le village de Cuseo devait d'ailleurs son nom aux grandes Calebasses, servant de flotteurs aux embarcations, qui y étaient produites en grande quantité<sup>9</sup>.

Objet de nombreuses convoitises et d'une importante immigration, centre d'approvisionnement et lieu de passage essentiel pour l'État tarasque, pièce fondamentale de son dispositif stratégique dans la confrontation avec l'empire aztèque, les Terres Chaudes ont probablement connu dans les soixante années qui précédèrent la colonisation espagnole une intense activité politique et économique. Ce passé devait cependant sombrer dans l'oubli à l'issue de la grave crise démographique du XVI<sup>e</sup> siècle et de trois siècles et demi d'une relative marginalisation.

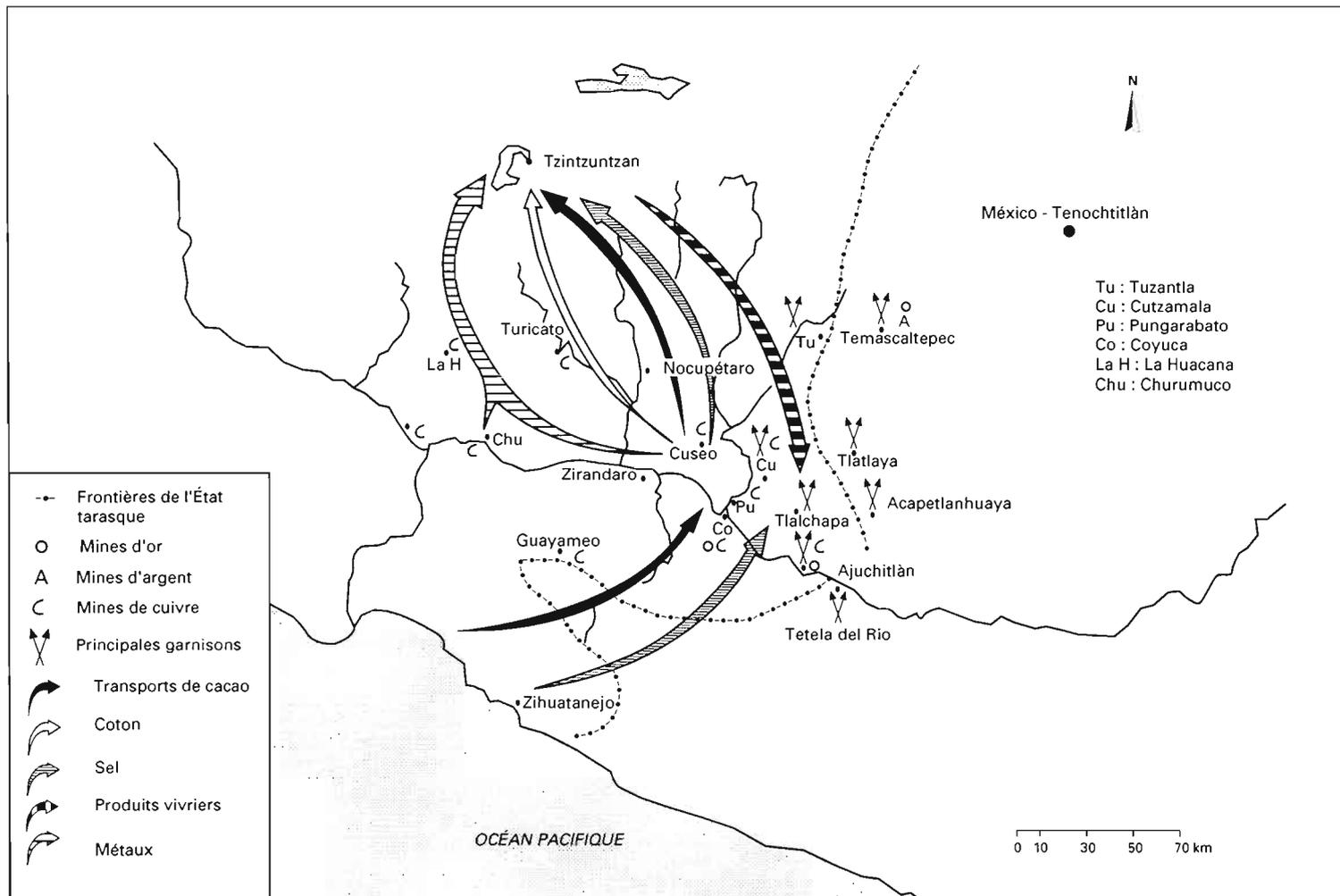
9. *Relación de Cuseo*,  
in A. OCHOA et  
G. SANCHEZ (1985).

## L'ÉCONOMIE DE PILLAGE ET LA CATASTROPHE DÉMOGRAPHIQUE

---

Le rêve doré des conquérants s'est d'abord tourné vers le balcon sud de l'Altiplano, où se trouvaient les principales mines des empires centraux. Comme le souligne F. CHEVALIER (1953), « les mines sont le nerf moteur de la colonisation, laquelle stagne là où elles sont absentes ». Le sud-est du Michoacán ne fit pas exception ; durant quarante ans son économie a été orientée de façon exclusive vers l'exploitation des métaux et de la main-d'œuvre. La région fut divisée en quatre *encomiendas*, celles de Turicato,

Figure 5  
Les Terres Chaudes dans l'empire tarasque.



Cutzio, Pungarabato et Coyuca. Le conquérant qui en recevait la charge bénéficiait du tribut et des services de la population indienne en échange de son administration et de son évangélisation. Elle s'avéra être pour les bénéficiaires une manne parfaitement adaptée à l'économie de pillage qui se mettait en place.

Jusque vers 1550, l'économie de la jeune colonie a tourné essentiellement autour d'une demi-douzaine de centres miniers. Les principaux, Taxco, Sultepec et Temascaltepec, faisaient face aux Terres Chaudes, à une distance qui varie entre 50 et 100 kilomètres. En fait, la région s'inscrivait presque entièrement dans un triangle défini par les mines de Talpujahuá, Sultepec et Temascaltepec, et Espiritu Santo, cette dernière située au sein même de l'*encomienda* de Cutzio. Cela faisait d'elle un lieu privilégié pour le prélèvement des vivres et surtout de la main-d'œuvre nécessaires à l'exploitation minière. Dès 1525 ont été organisées des déportations d'esclaves et de sujets rendant tribut en travail. Les *encomenderos* se chargeaient d'approvisionner en hommes, contre rétributions, les mines de Temascaltepec, Sultepec, Taxco ou Talpujahuá et les plantations de cacao de la côte, partout où l'économie coloniale générait une forte demande en main-d'œuvre. Cette pratique s'est poursuivie longtemps après l'abolition de l'esclavage des Indiens et la disparition des *encomiendas*, jusqu'à une période avancée du XVII<sup>e</sup> siècle par le biais des « répartitions » obligatoires de travailleurs sur les propriétés espagnoles<sup>10</sup>. Mais « l'âge d'or » de l'*encomienda* des Terres Chaudes ne dura pas plus de quatre décennies. Dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, l'épuisement progressif des gisements locaux d'or et d'argent, et surtout celui de la main-d'œuvre indigène détournèrent intérêts et capitaux vers le nord de la Nouvelle-Espagne, le *Gran Chichimeca* où, entre 1545 et 1565, avaient été découverts de gigantesques gisements d'argent (Zacatecas, Pachuca, Sombrerete, Guanajuato). Dès 1580, les mines d'Espiritu Santo n'occupaient plus que deux Espagnols et une cinquantaine d'Indiens, et ils n'étaient plus que treize tributaires en 1605<sup>11</sup>. Les épidémies qui dévastèrent la région et tarirent le réservoir de main-d'œuvre dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle sont à l'origine de cet abandon.

## La catastrophe démographique

L'histoire du Mexique au cours du premier siècle de la colonisation se caractérise par une crise démographique profonde. W. BORAH et S. COOK ont évalué la chute de population à 23 % dès la première décennie de colonisation<sup>12</sup>. Mais la plus importante dépression au sein de la population indigène s'est produite

10. VOIR C. MORIN (1979) : 31.

11. M.O. DE MENDIZABAL (1939) : 306 et suivantes.  
E. DE LA TORRE VILLAR (1984) : 141-142.

12. Cités par S. NAVARRETE (1988) : 112.

à partir de 1540, du fait de la suite ininterrompue d'épidémies qui dévastèrent la partie centrale de la Nouvelle-Espagne en 1545, 1553, 1564, 1576-1580, 1588 et 1595. Écrites en 1580, les *Relaciones y Memorias* nous donnent un aperçu de leurs effets dans le sud-est du Michoacán. On sait en particulier que la population d'Ajuchitlán se réduisit d'un tiers entre 1560 et 1580 et qu'à cette date « il n'y avait plus de vieux »<sup>13</sup>. La moitié de la population du Michoacán disparut ainsi entre 1574 et 1580.

Aux effets des épidémies, il faut ajouter ceux des transferts de population, volontaires ou non, qui semblent avoir été particulièrement importants dans les Terres Chaudes. Les extractions de main-d'œuvre de la part des *encomenderos* s'avéraient souvent définitives :

« [...] Pedro Meneses a eu de grandes quantités de bétail (à proximité de Puebla et de México) que gardaient les Indiens du village de Coyuca et pour sortir ces Indiens vers la terre froide depuis la terre chaude, ces Indiens qui travaillaient ainsi mouraient et de même sont morts de nombreux Indiens pour avoir été dans les mines d'argent, d'or et de cuivre. »<sup>14</sup>

Ces exactions ont pu motiver la fuite de nombreux habitants de Coyuca et d'autres villages vers l'Altiplano, comme en fait l'hypothèse S. NAVARRETE (1988), ou les phénomènes de « nomadisation » mentionnés par la *Relación de Ajuchitlán*. Par la suite, la politique des « congrégations » d'Indiens, entreprise à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle pour faciliter l'évangélisation et le contrôle administratif des populations<sup>15</sup>, a encore augmenté l'impact des épidémies et des prélèvements de main-d'œuvre.

On peut estimer qu'au total la chute démographique a atteint au moins 90 % sur les deux rives du Balsas. Ce chiffre se situe dans la moyenne de la dépression calculée par COOK et SIMPSON (1948) pour l'ensemble du Mexique central : 11 millions d'habitants en 1519 et guère plus de 1 500 000 autour de 1650<sup>16</sup>. Cependant, tous les documents concordent pour affirmer que les zones basses et côtières furent plus durement touchées que l'Altiplano (tabl. 1).

Avec une densité de population oscillant autour de 0,4 à 0,5 habitant au km<sup>2</sup> durant toute la première moitié du xvii<sup>e</sup> siècle, le sud-est du Michoacán ne pouvait attirer les convoitises d'une population blanche à la recherche de bras plus que de terres. Les Terres Chaudes constituaient au milieu du xvii<sup>e</sup> siècle un semi-désert humain sans ressources minières d'intérêt ni suffisamment d'eau ou de bonnes terres pour justifier l'investissement de capitaux. Elles ne disposaient d'aucun atout susceptible de compenser l'attrait exercé par les grands centres économiques de la Colonie.

13. N. PERCHERON (1988) : 140 et 145.

14. - Procès de Pedro Meneses - *encomendero* de Coyuca, in N. PERCHERON (1988) : 151.

15. Les « congrégations » visaient à rassembler toute la population d'une communauté indienne, souvent dispersée en de multiples hameaux sur tout le territoire communal, au sein d'un seul village ou centre de peuplement, autour de l'église et de son *cacique*.

16. Cités par W. BORAH (1975) : 17.

Tableau I  
*Évolution  
 de la population totale  
 des Terres Chaudes  
 sur les deux rives du Balsas  
 entre 1520 et 1870*

Années	Population Rive Gauche	Population du sud-est Michoacán		
		Plaine alluviale	Piémont	Total
1520	30 000	15 000	5 000	20 000
1540	22 500			
1580	9 100	4 500-5 000		
1605	4 100	1 800 (?)		
1632	3 000	1 400	750	2 150
1746		2 830	400	3 230
1760	7 755			
1765		3 125	1 835	4 960
1770		4 050	1 720	5 770
1790	16 050	4 830	3 100	7 930
1822	20 600 (?)	6 700	1 250	7 950
1860	34 300 (?)	12 000 (?)	6 400 (?)	18 400 (?)
1870	39 800 (?)	15 600 (?)	6 715	22 315

Sources : voir annexe 1.

## *Une place marginale dans la géographie économique de la Nouvelle-Espagne*

Au cours des *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* siècles les Terres Chaudes demeurent en marge des dynamiques de colonisation créole. À partir de 1570-1580, les vastes plaines fertiles du Bajío et les vallées de México, Toluca et Valladolid concentrent l'intérêt des agriculteurs espagnols et métis. À la différence des steppes du nord de la Nouvelle-Espagne, la région ne connut pas davantage l'invasion des vaches et des moutons des conquérants : à la fin du *xvi<sup>e</sup>* siècle, le régisseur d'Ajuchitlán déplorait l'absence d'éleveurs sur d'aussi abondants pâturages<sup>17</sup>. Alors que les concessions de terres faites par l'administration aux colons au cours du *xvi<sup>e</sup>* siècle représentaient 755 000 hectares sur la partie de l'Altiplano surplombant les Terres Chaudes (pour une superficie totale de 20 000 kilomètres carrés) et plus de 850 000 hectares dans le Bajío, elles dépassaient à peine 95 000 hectares pour l'ensemble de la région située entre l'Altiplano et la Costa Grande, soit plus de 25 000 kilomètres carrés (W. BORAH, 1975).

Le développement des grands domaines céréaliers ou sucriers au *xvii<sup>e</sup>* siècle dans les grandes vallées de l'Altiplano (México, Chalco, Puebla, Toluca), dans le Bajío ou sur les balcons dominant les Terres Chaudes (plantations sucrières de Zitácuaro, Tuzantla ou Tacámbaro) n'a pas concerné la région du Moyen-Balsas. Sa position excentrée, trop éloignée des centres de consommation, l'impossibilité d'y irriguer de grandes superficies et surtout le manque chronique de main-d'œuvre dissuadèrent jusqu'au début du *xviii<sup>e</sup>* siècle les colons et les capitaux.

Il semble que durant les deux premiers siècles de la colonie, l'économie agricole locale se soit presque limitée au secteur indi-

17. *Relación de Asuchitlán* (A. OCHOA et G. SANCHEZ, 1985).

gène. Les communautés indiennes avaient été relativement épargnées dans leur patrimoine foncier. Si certaines ventes ou locations de terres ont été constatées dès le xviii<sup>e</sup> siècle (G. SANCHEZ D. et R. A. PÉREZ, 1989), la majorité d'entre elles bénéficiaient de très vastes terres, à défaut d'une population abondante pour les exploiter : 48 300 hectares pour la communauté de Purungueo, 19 300 hectares pour les 13 familles de la communauté de Carácuaro en 1757, plus de 19 000 hectares autour du village d'Acuyo en 1709 et près de 30 000 hectares pour la communauté de Cutzio composée de 156 familles vers 1750<sup>18</sup>.

Ces villages conservaient en outre le contrôle des meilleures terres dans la plaine du Balsas et au long des principaux cours d'eau. L'activité agricole s'est concentrée au voisinage de ces plages, les cultures de décrue (rotation maïs-coton) constituant le principal mode d'exploitation du milieu, probablement sans grande évolution des techniques préhispaniques de mise en valeur. Seule culture ayant une valeur d'échange dans la région, le coton est devenu un élément central des systèmes indigènes de production. Durant toute la période coloniale, la production cotonnière, exigeante en travail, fut essentiellement assignée aux communautés indiennes. En revanche, sa commercialisation semble avoir progressivement échappé aux producteurs : dans le courant du xviii<sup>e</sup> siècle, elle était totalement contrôlée par un petit nombre de commerçants métis résidant à Valladolid ou Pátzcuaro (C. MORIN, 1979). En ce qui concerne le maïs et les autres produits vivriers, ce n'est qu'exceptionnellement, à l'occasion des grandes crises de production agricole, que les paysans indiens des Terres Chaudes eurent accès aux marchés urbains de l'Altiplano.

En dehors du commerce du coton, les courants d'échange qui s'étaient développés aux temps préhispaniques tombèrent en désuétude au cours du xvii<sup>e</sup> siècle. La disparition du pouvoir politique de Tzintzuntzan et la concentration de l'activité commerciale de la colonie autour de la ville de México et vers la côte du golfe du Mexique marginalisèrent la route qui reliait la *meseta* tarasque à la côte du Pacifique, en passant par le Moyen-Balsas. La conquête des Philippines, l'essor de la route Acapulco-México pour les échanges entre l'Altiplano et la côte, productrice de cacao et réceptrice des marchandises asiatiques, ont accentué ce déclin.

Les commerçants espagnols ou métis ne faisaient que de rares et sporadiques incursions dans les Terres Chaudes. Durant près de deux cents ans, l'unique mention qui est faite de ces commerçants concerne les acheteurs de coton et ceux qui venaient chercher le *cascalote* (l'écorce d'une légumineuse, *Caesalpinia cacalaco*, qui

18. D'après G. SANCHEZ D. et R. A. PÉREZ (1989) et la carte de « composition » de terres que la communauté de Cutzio tient encore en sa possession.

présente de fortes concentrations de tanins) pour le tannage et la teinte des peaux, dont la métropole et les mines faisaient grande consommation (MORIN, 1979). La région de Huetamo et Zirándaro échappait tellement à l'intérêt des commerçants que la pratique des « répartitions » commerciales n'y eut même pas lieu, un cas unique dans tout le diocèse du Michoacán, qui s'étendait depuis San Luis Potosi jusqu'à la côte du Pacifique<sup>19</sup>.

Tout semble en revanche indiquer que l'intégration des populations des Terres Chaudes aux circuits monétaires et de travail salarié de la Colonie a été très rapide. Dès 1580, le régisseur de Ajuchitlán pouvait écrire que :

« ... les Indiens se rendent à la côte de Zacatula pour travailler quelques jours et gagner quelque argent et du cacao qu'ils ramènent de là-bas, et ils y emmènent du piment et des graines de courge, des poules, des Calebasses et de la toile de coton, et au Michoacán (l'Altiplano) ils emmènent du coton pour le vendre ; et ils vont travailler aux mines de Sultepec... »<sup>20</sup>

Plus encore que l'esclavage et le procédé des « répartitions » de travailleurs qui lui succéda, l'instauration du tribut en espèces fut déterminant dans ces mouvements. Les migrations volontaires pour chercher du travail ont pu s'effectuer sur des distances importantes, vers le Bajío en plein développement ou vers les mines d'argent plus au nord<sup>21</sup>.

19. C. MORIN (1979) : 175. La « répartition » (*repartimiento*) commerciale était une association entre un fonctionnaire local et un commerçant par laquelle le fonctionnaire garantissait le quasi-monopole de l'exploitation commerciale d'une circonscription donnée, en échange d'un intéressement aux bénéfices.

20. *Relación de Asuchitlán* (A. OCHOA et G. SANCHEZ, 1985).

21. Voir C. MORIN (1979) : 29-32.

## L'IMMIGRATION CRÉOLE ET LA FORMATION DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

---

En 1632, sur tout le territoire qui s'étend du pied de l'Altiplano jusqu'aux rives du Balsas ne vivaient guère plus de 15 familles espagnoles<sup>22</sup> et l'on peut évaluer la population non indigène à moins de 200 personnes à cette époque (tabl. II). Après le déclin minier que connut le Moyen-Balsas à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, l'élevage bovin dans sa forme la plus extensive était devenu la principale ressource de ce groupe.

Dès les premières années de la colonisation, des lois avaient été promulguées qui donnaient à tout éleveur un droit de vaine pâture sur les terres des communautés indigènes, une fois les récoltes levées. Par la suite, l'administration coloniale instaura des droits d'exclusivité de pâturage, les *estancias* de bétail, qui contribuèrent à sédentariser les troupeaux, mais qui ne constituaient pas

22. D'après les documents publiés par R. LOPEZ LARA (1973).

un droit de propriété pour le bénéficiaire. En 1632, neuf *estancias* s'étaient développées dans la région sans qu'il soit possible de savoir si les terrains étaient détenus en propriété ou en usufruit (LOPEZ LARA, 1973). Elles se situaient sur le piémont de l'Altiplano, près des bassins sucriers de Tuzantla et de Turicato, ou à proximité des mines d'Espiritu Santo. On dénombrait alors près de 15 000 bovins, soit déjà sept fois plus que l'ensemble de la population humaine établie dans les Terres Chaudes ; mais, avec une densité de 0,025 animal par hectare, la région restait très en retrait par rapport à celles voisines de Temascaltepec ou de Tacámbaro.

Dès cette époque, les documents publiés par R. LOPEZ LARA mettent pourtant en évidence l'existence de véritables « seigneurs de bétail », tels que J. Madaleno et les familles Maldonado ou Bravo, bénéficiaires de plusieurs *estancias*. Trois personnes rassemblaient plus de 12 000 têtes de bétail de part et d'autre du Balsas. Il serait aventureux d'attribuer à ces propriétaires de bétail l'origine de la grande propriété foncière régionale. On sait pourtant avec certitude que l'une au moins de ces *estancias*, celle de Cutzián, qui regroupait déjà six à sept mille bovins, est à l'origine de ce qui fut durant plus de deux cent cinquante ans le plus important latifundium des Terres Chaudes.

La population créole du Moyen-Balsas allait cependant considérablement s'accroître dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque se mirent en place des courants migratoires dirigés vers le versant sud de l'Altiplano et vers les terres laissées vacantes par les communautés indiennes.

### *La poussée des « gens de raison »<sup>23</sup>*

Au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, la Nouvelle-Espagne a connu une phase d'expansion économique prolongée. Le développement démographique et agricole de l'Altiplano à cette époque s'est traduit dans l'occupation des sols par l'augmentation générale des superficies emblavées et l'accroissement du loyer de la terre dans les grandes régions agricoles de la colonie. Dans le Bajío, devenu le grenier du pays (fig. 8), ce phénomène a eu deux conséquences sur la dynamique des populations humaines et animales : d'une part une partie des petits fermiers et métayers était expulsée de la périphérie des domaines céréaliers et devait chercher plus au sud les moyens de sa survie ; d'autre part l'occupation des parcours du

23. Ce terme désigne depuis l'époque coloniale et même parfois aujourd'hui encore la population blanche ou métisse, par opposition à l'indigène privé de jugement.

bétail par les cultures obligeait les éleveurs à chercher des pâturages hors du Bajío et à déplacer leurs troupeaux sur des distances de plus en plus longues<sup>24</sup>. Ainsi, « chaque année des centaines de mulâtres descendaient vers Huetamo pour ramasser du miel sylvestre, semer du maïs et conduire les animaux des grands éleveurs [...] puis retournaient vers le plateau avec femmes, enfants et animaux ; en 1743 par exemple, on décompta 436 adultes et 492 enfants »<sup>25</sup>. Les troupeaux des haciendas du Bajío séjournèrent durant la saison des pluies sur les pâturages des communautés indiennes avant d'être reconduits sur les résidus de culture des domaines céréaliers, une fois la récolte effectuée. Le développement céréalier du Bajío et d'autres grandes vallées du plateau central (Valladolid-Cuitzeo, Toluca) s'est ainsi traduit par un double phénomène d'expulsion – des petits fermiers et métayers et du bétail – en direction des régions périphériques.

À cette époque ne vivaient encore dans le sud-est du Michoacán que 150 familles non indigènes<sup>26</sup>. Mais ce nombre s'est rapidement accru avec l'avancée du bétail et du petit peuple métis. Le tableau 1 met en évidence une augmentation de la population de 150 % entre 1745 et 1790. La paroisse de Huetamo connaît à cette époque un taux de croissance annuel de 2,11 % et le village de Cutzamala parvient à doubler sa population en dix ans (MORIN, 1979). Cet accroissement ne peut s'expliquer que par un très fort excédent migratoire. La population « de raison » décuple au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, alors que la population indienne stagne ou ne se redresse qu'avec lenteur : le nombre des métis atteint dès 1765 celui des indigènes et le dépassera largement dans les années suivantes (fig. 6). C. MORIN situe le pic de cet accroissement entre 1760 et 1780, lorsque la pression sur les ressources agricoles de l'Altiplano et du Bajío devint la plus forte, avant la crise et la famine des années 1785-1786. Il est probable que celle-ci constitua un nouveau facteur d'expulsion en direction des terres « vierges » du Moyen-Balsas.

24. Sur les mécanismes d'expulsion des petits tenanciers métis des domaines céréaliers et leur installation sur les marges de l'Altiplano, voir H. COCHET (1993).

25. C. MORIN (1979) : 37.

26. D'après A. VILLASENOR et G. SANCHEZ (1748) : 66-68.

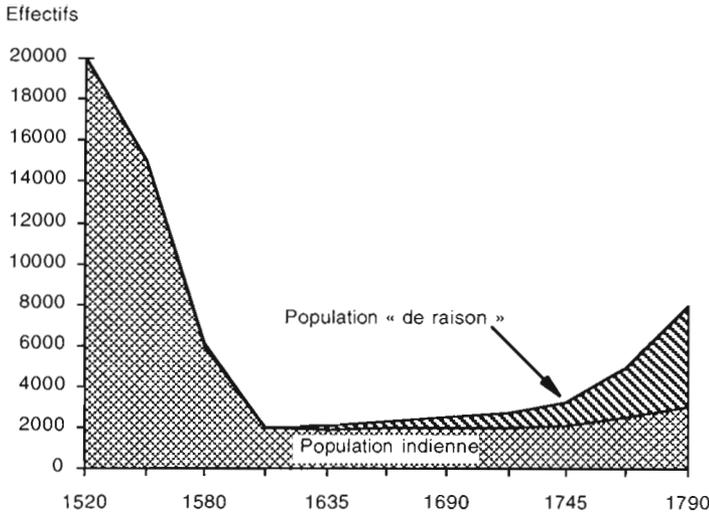
Tableau II  
Croissance de la population « de raison » dans le sud-est du Michoacán entre 1580 et 1765

Années	Rive Gauche	Terres Chaudes du Michoacán		Total Terres Chaudes
		Plaine alluviale	Piémont	
1580	30	60	20	110
1630	220	150	50	440
1745	1 250	840	300 (?)	2 400
1765	1 440	1 180	1 270	3 900

Sources : annexe 1.

Figure 6

*L'évolution démographique dans le sud-est du Michoacán entre 1520 et 1790.*



Sources : tableaux I et II.

27. Les termes d'hacienda et de rancho ont pris différents sens au cours de l'histoire. Si originellement l'hacienda désignait tout type de bien et de richesse, son usage s'est progressivement réduit à la très grande propriété foncière. C'est le sens qui lui sera attribué dans cet ouvrage. Celui du mot rancho est en revanche beaucoup plus variable. Indissociable de la société rurale mexicaine, il sert aussi bien à désigner des propriétés de taille souvent moyenne, mais pouvant atteindre plusieurs milliers d'hectares et spécialisées dans l'élevage, que des hameaux ou de petits villages, avec un sens souvent péjoratif. Cette imprécision se retrouve dans les documents, qui ne permettent pas de distinguer les lieux d'installation de fermiers ou métayers métiés des propriétés privées en formation.

28. I. GONZALEZ S. (1985) et O. MAZIN G. (1986).

Cette augmentation de 150 % en un demi-siècle s'est surtout traduite par le bouleversement des schémas de peuplement et par l'apparition d'une nouvelle structure d'exploitation du sol, d'une nouvelle organisation sociale, d'une nouvelle culture : celle du rancho et de l'hacienda, celle de la propriété privée<sup>27</sup>.

### *La formation de la propriété privée*

Deux précieux documents<sup>28</sup> permettent de cerner avec une relative précision l'avancée des « gens de raison » et leur implantation régionale autour de 1765. Le phénomène le plus important est le gonflement considérable de la population du piémont de l'axe néo-volcanique demeuré jusqu'alors relativement désert : une multiplication par quatre entre 1745 et 1765, et une croissance de 70 % dans les vingt années qui suivent. Cette poussée est liée directement à l'expansion des bassins sucriers dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour répondre à l'accroissement général de la demande dans la Nouvelle-Espagne.

Grâce aux capitaux de négociants de Valladolid ou de Pátzcuaro, plusieurs propriétés se sont formées à partir de 1750 au niveau de la rupture de pente avec l'Altiplano (G. SANCHEZ D. et R. A. PEREZ, 1989). Malgré un relief accidenté, le piémont offrait au développement des plantations sucrières certains avantages dont la plaine du Balsas était dépourvue. Un climat plus frais et les sols profonds et bien drainés des fonds de vallées représentaient les conditions idéales pour l'implantation de la canne. L'extension des propriétés

sucrières semble avoir été disproportionnée par rapport à leur production, mais il faut y voir la nécessité de dominer un bassin versant suffisamment vaste pour en contrôler les cours d'eau et assurer en tout temps l'irrigation des plantations de canne à sucre. Vers 1760, ces domaines représentaient des superficies déjà considérables : 10 600 hectares pour l'hacienda de San Antonio-Las Huertas, 3 500 hectares pour les propriétés de la famille Guedea, 5 300 hectares dans le cas de l'hacienda de Canario<sup>29</sup>. Sur ce total, compte tenu des quantités de sucre produites, il est peu probable que plus de 400 hectares de canne à sucre aient été cultivés.

C'est au sein de huit ou neuf domaines sucriers situés au pied de l'Altiplano qu'est venue se masser une grande partie de la population immigrée : 480 personnes en 1765, 800 en 1770, 1300 en 1795. Son développement est parallèle à celui de la production sucrière qui passe, dans l'hacienda de San Antonio, de 12,4 tonnes en 1755 à près de 85 tonnes en 1785<sup>30</sup>.

L'essor de l'activité sucrière dans le nord de la région ne doit pas masquer celui, conjoint, de l'élevage dans toutes les Terres chaudes, y compris au sein même des domaines sucriers. À cette époque se développèrent de grands troupeaux sur les terrains laissés vacants par les villages indigènes ; au bétail en transhumance s'ajoutait celui des grands propriétaires locaux ainsi que celui d'une foule de petits éleveurs à la recherche de pâturages. Le même domaine de San Antonio marquait 840 veaux en 1782, ce qui correspond à une population bovine d'environ 4 500 animaux. À la même époque, l'hacienda de Cutzián couvrait presque 60 000 hectares que peuplaient 700 personnes et environ 10 000 têtes de bétail<sup>31</sup>.

Mais c'est sans doute par l'apparition et la multiplication des ranchos et *estancias* à la périphérie des villages indiens que l'on mesure le mieux le développement de l'élevage à l'échelle régionale. Par l'achat ou la location de terres à des communautés décimées qui n'en avaient pas l'usage, un grand nombre de petits éleveurs métis se sont implantés dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Aucun obstacle, aucune clôture ne s'opposait à l'avancée du bétail : il suffisait d'obtenir le droit de s'installer à la périphérie de l'une de ces communautés pour avoir *de facto* accès aux pâturages indivis de celle-ci. À la condition d'éviter les divagations des animaux sur les parcelles cultivées par les Indiens, le bétail pouvait paître librement et recevait un minimum de soins. Les pâturages naturels représentant le seul fourrage des animaux, un seul vacher pouvait prendre en charge un troupeau de 150 ou 200 bovins. Pour le petit peuple métis expulsé des domaines de

29. D'après G. SANCHEZ D. et R. A. PÉREZ (1989) : 54-55.

30. *Ibid.* : 56, 61-62 et 70.

31. *Ibid.* : 53-54 et 61.

l'Altiplano où l'espace lui était fermé, la possession de quelques têtes de bétail représentait l'accès à une véritable rente de situation et à une étendue presque illimitée.

En 1765, on dénombrait ainsi sur les terres des communautés de Zirándaro et de Cutzio, ou à proximité de celles-ci, 34 ranchos occupés par 138 familles « de raison » (fig. 7) ; elles étaient 65 sur les terrains de la communauté de Purungueo et tout autant près du village de Tiquicheo<sup>32</sup>. Sur les terres des villages de Carácuaro et d'Acuyo, 37 familles métisses étaient installées en fermage, réparties en sept ranchos<sup>33</sup>. Soit 60 à 70 sites où vivaient 305 familles. La taille réduite des familles mentionnées et le nombre important de célibataires semblent étayer la thèse d'une migration récente, en provenance de régions où la pression foncière était élevée, obligeant nombre de cadets de famille à l'exode.

Ce flux se serait stabilisé à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, puisque la statistique dressée par M. DE LEJARZA en 1822 ne fait apparaître qu'un faible accroissement du nombre des ranchos et *estancias* qui atteignaient alors un total de 80 pour tout le sud-est du Michoacán. Le processus de formation de ranchos semble en revanche avoir repris par la suite : en 1848 étaient mentionnés pour l'ensemble du district de Huetamo, étendu aux juridictions de Pungarabato, Coyuca, Zirándaro et Guayameo, 309 ranchos et haciendas<sup>34</sup>. Cela élèverait le nombre de domaines particuliers à plus de 160 pour la seule rive droite, plus du double de ce qu'il était trente ans auparavant.

L'immigration métisse et l'essor des domaines sucriers ont atteint de façon inégale les communautés indiennes. Celles qui étaient situées au pied de l'Altiplano furent touchées beaucoup plus largement, dans la mesure où une partie de leurs terres s'avérait propice à la culture de la canne à sucre. C'est le cas du village de Nocupétaro, dont les terrains se trouvaient réduits à 4 600 hectares dès 1757, ou de celui d'Acuyo, qui vit ses possessions amputées de 12 300 hectares en moins de un demi-siècle<sup>35</sup>. L'accroissement de la charge fiscale des populations indigènes dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle a pu motiver certaines ventes de terres. Mais les ventes, de même que les spoliations, ont probablement été beaucoup moins nombreuses que les contrats de fermages passés avec les éleveurs. Les hameaux formés par les fermiers se sont ainsi multipliés à la périphérie des terrains communautaires, et même parfois à proximité des villages. Il semble que ces locations aient souvent concerné des superficies de plusieurs milliers d'hectares, comme

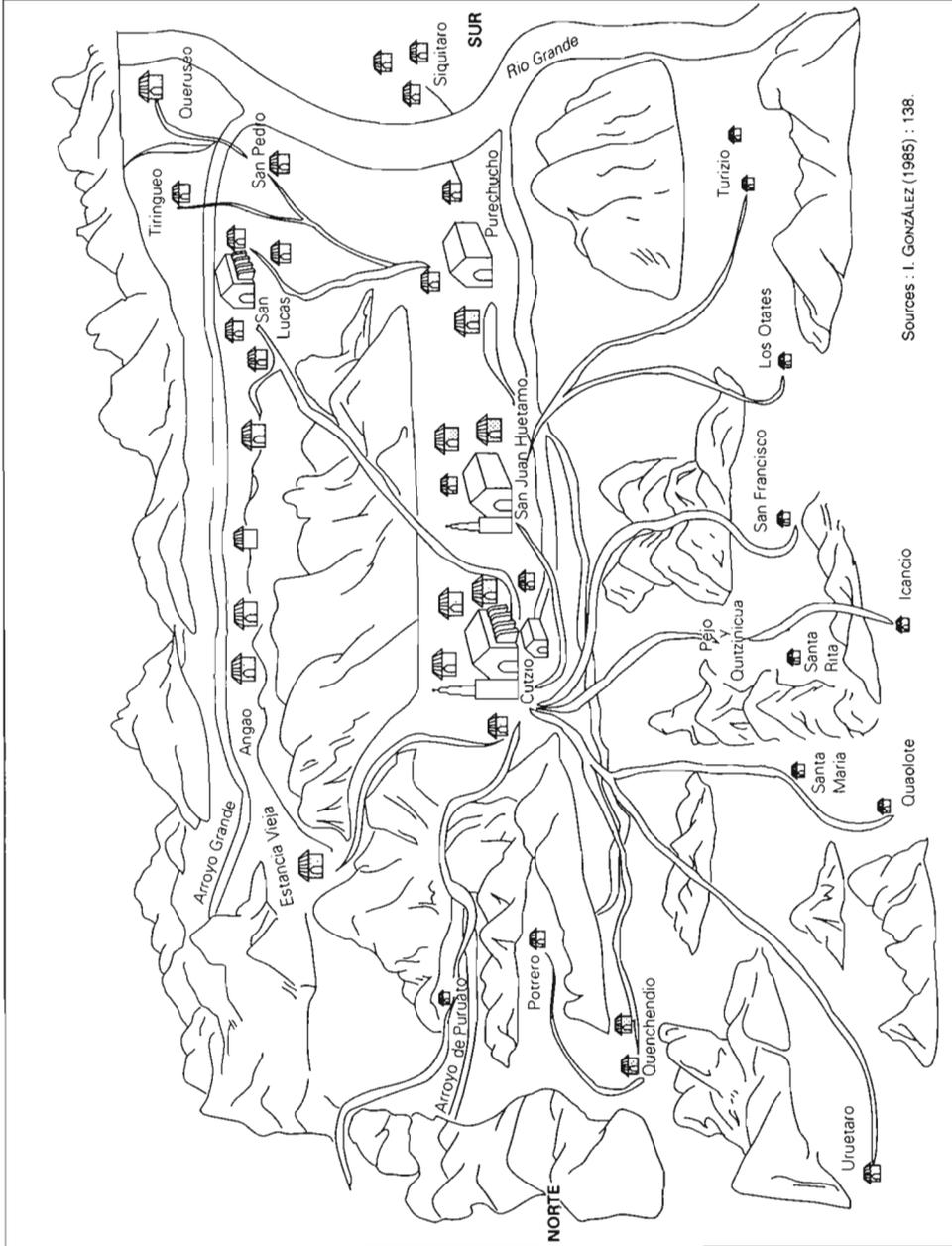
32. G. SANCHEZ D. et R. A. PÉREZ (1989) : 136-137 ; O. MAZIN (1986) : 413-426, 430 et 435.

33. I. GONZALEZ (1985) : 141-142.

34. - Productos de las Rentas de Erario General del Estado de Michoacán -, in *Boletín de Geografía y Estadística de la República Mexicana* n° 7. México, 1849.

35. G. SANCHEZ D. et R. A. PÉREZ (1989) : 50 et 55.

ce fut le cas dans l'accord passé entre les communautés de Carácuaro et Acuyo, et Manuel Amirola, qui ensuite installa 37 familles de métayers et vachers sur ces terres (I. GONZALEZ, 1985).



Sources : I. GONZÁLEZ (1985) : 138.

Figure 7  
La paroisse de Cutzio en 1765.

## UN NOUVEAU SYSTÈME AGRAIRE

---

Avec la migration métisse, c'est une véritable révolution agricole qui se produit dans les Terres Chaudes. Les migrants amènent avec eux de nouveaux moyens de production et surtout du bétail, qui va devenir l'instrument majeur de leur expansion au détriment des communautés indiennes. L'utilisation de la traction animale (araire, attelages de bœufs) leur permet d'accroître sensiblement la productivité du travail : alors que le système de culture par défriche-brûlis limitait la surface cultivable à un ou deux hectares par actif, la culture attelée des fonds de vallées autorise le triplement de cette superficie. L'aménagement des parcelles (dessouchage) et les transferts de fertilité liés aux mouvements du bétail permettent ensuite au nouvel arrivant de pérenniser son installation en mettant en place un système de culture permanent qui n'est plus tributaire du recrû forestier ou de la crue annuelle du fleuve. On évolue ainsi vers l'établissement d'un droit d'usage exclusif et permanent sur la terre cultivée, vers l'appropriation privée du sol.

Le système de production qui s'est développé dans les ranchos et les haciendas se caractérise également par la fixation d'une main-d'œuvre captive. Les *arrimados* étaient des paysans sans terre ou endettés qui trouvaient sur le domaine la sécurité alimentaire et les moyens de production qui leur faisaient défaut. Ils s'y installaient en qualité de métayers le plus souvent, recevant une parcelle, les animaux de trait ainsi qu'une avance en semences et capital en échange de la moitié de la récolte. Il est probable que cette avance jouait un rôle décisif dans l'engagement de l'*arrimado* ; elle était ensuite déduite de la moitié de la récolte qui demeurait en sa possession. Une minorité d'entre eux, propriétaires de leur propre attelage, avait accès à la terre sans autre contrepartie que le remboursement de l'avance faite par le propriétaire. D'autres se voyaient confier la traite de quelques vaches et la confection des fromages que collectait le propriétaire.

La généralisation des rapports de métayage a permis aux haciendas d'accroître leur superficie céréalière et d'acquérir un pouvoir considérable, grâce à la gestion des stocks de grain. Dès 1782, les deux plus grands latifundia de la région, Cutzián et San Antonio-las Huertas,

contrôlaient plus de 70 % de la récolte de maïs de la paroisse de Carácuaro (I. GONZALEZ, 1985). Cela leur permettait de capter une main-d'œuvre abondante lors des périodes de soudure ou à l'occasion des crises qui secouaient périodiquement la région<sup>36</sup>.

Les grands domaines se sont le plus souvent organisés autour d'un noyau irrigué et planté de canne à sucre, qui occupait les meilleurs sols. L'étendue de la plantation ne dépassait généralement pas quelques hectares, même si certaines propriétés comme celle de San Antonio parvenaient à récolter 70 ou 80 hectares de canne chaque année. Les plantations sucrières ont été le lieu de diffusion privilégié des techniques importées par les Espagnols : culture attelée et emploi de l'araire, regroupement des parcelles cultivées en soles soumises à la rotation culturale, apports de fertilisants provenant du parcage de nuit d'une partie du bétail.

Les terres laissées en métayage constituaient un périmètre autour de la plantation sucrière. Elles étaient affectées exclusivement à la production vivrière de maïs, haricots et courges associés. Outre le contrôle d'un stock de grain utile pour s'assurer une main-d'œuvre captive, ce système permettait d'élargir la base fourragère de la propriété grâce aux résidus de culture (tiges du maïs, fanes de haricots) qui constituaient l'alimentation du bétail en fin de saison sèche. Surtout, la main-d'œuvre immobilisée durant la saison des pluies par la culture du maïs ou la traite des animaux devenait parfaitement disponible de décembre à mai pour les travaux sur les plantations de canne. Le coton, qui concurrençait la canne dans l'occupation des terres les plus basses et l'emploi de la main-d'œuvre, était donc exclu de ce système.

Autour des terrains de culture, la majeure partie de la superficie des grands domaines était couverte par un maquis épineux servant de parcours au bétail (fig. 9). Sa gestion reposait sur une conduite très extensive, le troupeau se déplaçant librement sous la surveillance d'un nombre limité de vachers chargés chacun de 150 à 200 animaux. Seul le noyau cultivé du rancho ou de l'hacienda était protégé des divagations du bétail par une clôture de branchages ou une haie vive. Les limites du domaine demeuraient en revanche imprécises, en particulier au contact des terres des communautés indiennes. Lorsque les fourrages naturels venaient à se raréfier en fin de saison sèche, les parcelles cultivées étaient ouvertes aux animaux qui s'alimentaient alors des fanes de culture. L'entretien des troupeaux se faisait de la sorte à un coût très bas : le salaire des vachers et l'entretien des haies vives qui entouraient les terres cultivées.

<sup>36</sup>. Lors de la grande crise agricole de 1784-1786, 136 personnes moururent dans la paroisse de Carácuaro, 302 dans celle de Turicato (I. GONZALEZ, 1985 : 66).

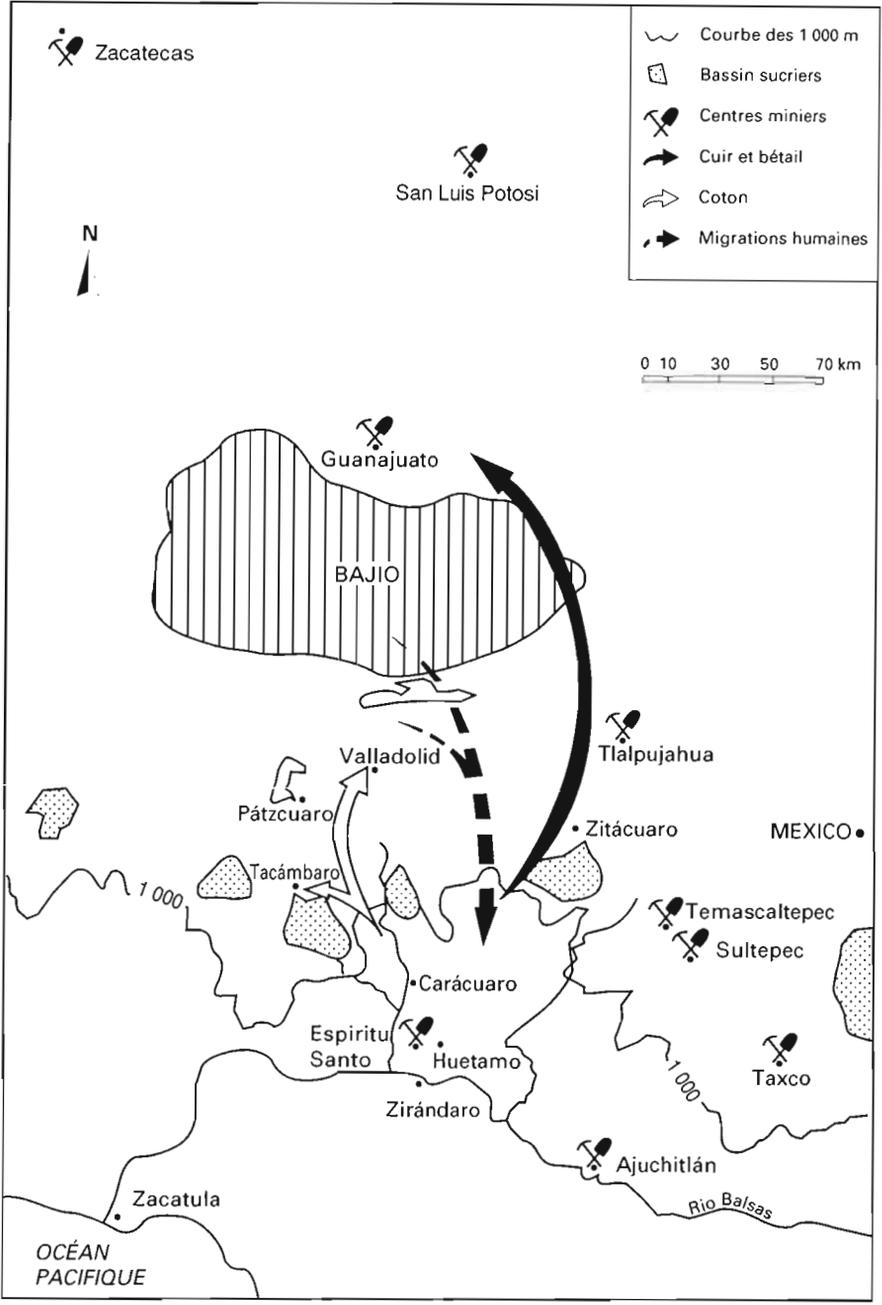


Figure 8  
*Échanges commerciaux et migration métisse au XVIII<sup>e</sup> siècle.*

Le développement des domaines privés a aussi induit de profonds bouleversements des systèmes indigènes de production. Le développement de l'élevage sous une forme individuelle au sein des

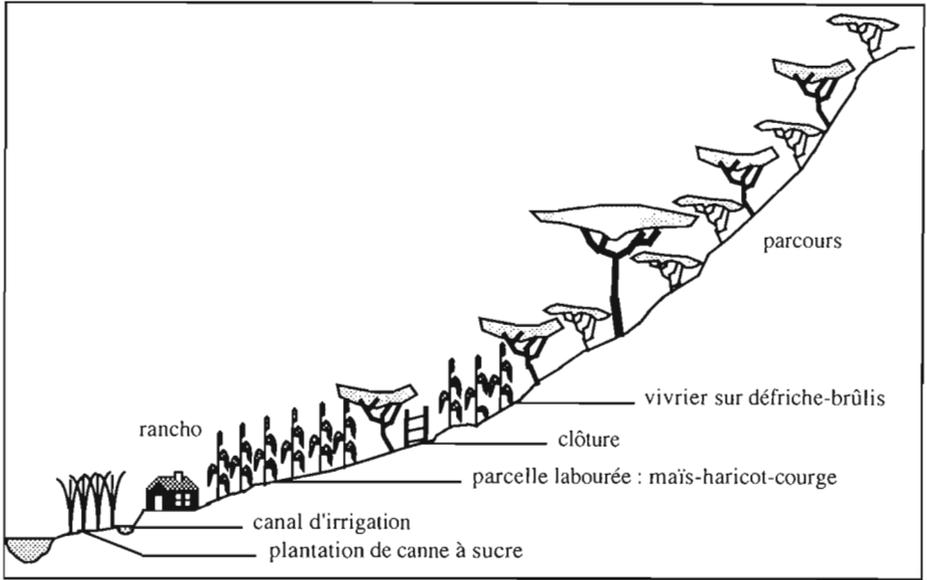


Figure 9

*Profil d'une propriété  
des Terres Chaudes  
à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.*

communautés, utilisant les parcours indivis, semble avoir été relativement rapide. L'occupation des terres par le bétail des villageois limitait en outre l'expansion des troupeaux des « gens de raison ». Principal facteur d'invasion, l'élevage devenait aussi l'une des pièces de la défense des communautés. À l'image de son homologue métisse, la population indienne se dispersait ; par migration vers les grands domaines sucriers ou d'élevage, mais aussi par essaimage sur les indivis des communautés. Il est difficile de préciser ce qui eut un rôle déterminant dans cette évolution, mais l'occupation concertée des terrains pour en prévenir l'invasion par les métis s'effectua sans doute de pair avec leur appropriation individuelle et l'affaiblissement des structures communautaires.

L'économie indigène semble avoir adopté progressivement le nouveau système agraire mis en place par les métis. Pourtant, la culture du coton connut un important développement dans toute la Nouvelle-Espagne au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais la région du Moyen-Balsas « était le jardin privé de trois ou quatre commerçants qui pratiquaient le trafic [...]. Ils se présentaient aux producteurs de coton lors du semis et leur faisaient avance de tissus [...] taxés huit fois leur prix réel ; ils revenaient au moment de la récolte ramasser une quantité de coton équivalente à la dette, taxant l'*arroba* à moitié de sa valeur [...]. Le commerçant accumu-

lait ainsi les fonctions de vendeur, d'usurier, d'acheteur et de transporteur »<sup>37</sup>. Dans ce secteur aussi s'affirmait la subordination de l'économie indigène à celle des « gens de raison ».

La population indienne n'assista pas en victime expiatoire et repliée sur soi à l'invasion de ses terres. Elle semble au contraire avoir assimilé les changements techniques et l'organisation sociale qu'apportaient les « gens de raison » dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'élevage bovin semble bel et bien s'être imposé comme axe dominant du système agraire régional dès cette époque : arme privilégiée de l'expansion métisse, les troupeaux furent aussi le principal facteur d'appropriation individuelle des terrains indivis. Pour les communautés, l'assimilation des éléments du système de production métis représentait l'une des conditions de la défense de leur patrimoine et de leur survie à moyen terme. Mais elle constituait par la même occasion un facteur de désintégration des structures communautaires d'exploitation du milieu, et le plus sûr chemin vers l'appropriation individuelle des terres.

37. C. MORIN (1979) : 174.

## L'apogée des grands domaines (1870-1930)

---

Le contremaître :  
« *Qui est Dieu ?* »  
Le chœur des journaliers  
et des métayers :  
« *Don Genaro Péreznegron* »<sup>1</sup>

1. Entrevue réalisée à Cuarangueo, *municipio* de Tiquicheo, avec Camilo Péreznegron, petit-neveu de don Genaro.

2. Période de stabilité qui clôt l'intervention française et la guerre civile, et accompagne la longue dictature de Porfirio Díaz.

Entre 1870 et 1910, avec l'établissement de la *Pax Porfiriana*<sup>2</sup> et la mise en place d'une législation libérale garantissant la viabilité et la rentabilité des investissements nationaux et étrangers, il se produit dans l'ensemble du Mexique un essor sans précédent du capital commercial et financier. La région du Moyen Balsas n'échappe pas à ce développement. Elle voit ses liens avec le marché national se renforcer, la compétition avec d'autres régions et d'autres producteurs s'affirmer. Cette mise en concurrence et la pénétration de puissants capitaux commerciaux vont provoquer la ruine des petites exploitations agricoles et un mouvement de concentration foncière sans précédent.

## L'INTÉGRATION AU MARCHÉ NATIONAL SE RENFORCE

---

Le développement des marchés régionaux qui se produit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle correspond en majeure partie à l'essor des communications et à l'incorporation croissante à l'ensemble national de régions jusqu'alors enclavées. Le facteur principal de cette évolution fut sans doute l'expansion rapide des chemins de fer : en trente ans se construisirent plus de 20 000 kilomètres de voies ferrées dans tout le Mexique. Si la région du Moyen-Balsas ne fut pas directement touchée par l'avancée du rail, elle bénéficia cependant énormément de celle-ci. En 1897 était inauguré le terminal de Zitácuaro qui reliait la zone minière du nord-est du Michoacán à la capitale du pays et plaçait *de facto* le plus grand centre de consommation d'Amérique latine à proximité immédiate des Terres Chaudes. Deux ans plus tard, la ligne México-Iguala atteignait les rives mêmes du Balsas, 120 kilomètres en amont de Pungarabato. Le chemin de fer brisait brusquement l'isolement et l'enclavement qui avaient caractérisé les Terres Chaudes durant près de trois siècles.

Mais l'essor des communications avait affecté l'économie des Terres Chaudes bien avant l'inauguration des gares de Zitácuaro ou du Balsas. Le développement antérieur des chemins de fer dans le nord du pays y avait induit de nouvelles spécialisations : alors que les régions arides frontalières des États-Unis se tournaient vers l'approvisionnement en bétail de ce nouveau marché

et délaissaient ceux de l'Altiplano, de grandes exploitations se constituaient autour de la Laguna de Torreon et se spécialisaient dans la culture irriguée et mécanisée du coton. Ces transformations devaient avoir de fortes répercussions sur l'économie du Moyen-Balsas. D'une part, les producteurs de coton des terres chaudes du golfe du Mexique et du versant Pacifique étaient évincés du marché national par les haciendas de la Laguna et ne fournissaient plus que 10 % de la production nationale dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (C. CARDOSO, 1983). D'autre part, les marchés urbains de l'Altiplano étaient amenés à chercher de nouveaux fournisseurs de viande et de bétail. Les éleveurs des Terres Chaudes y gagnaient un nouveau débouché sur le marché de México, le plus important du pays. Le renforcement des échanges avec l'Altiplano avait le même effet dynamique sur la production sucrière : alors que la demande nationale en sucre progressait rapidement, la production des Terres Chaudes fut multipliée par sept entre 1883 et 1892<sup>3</sup>. Le développement du marché national et l'intégration de la région du Moyen-Balsas se traduisaient en somme par le renforcement de l'économie métisse, axée sur les secteurs en expansion, face à son homologue indigène, pénalisée par le développement de l'industrie textile dans le nord du pays.

Le désenclavement des Terres Chaudes a également favorisé le rétablissement des courants migratoires en provenance de l'Altiplano. Même si elle n'eut pas la portée sociale ni l'importance relative de l'implantation métisse au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'augmentation de la population entre 1860 et 1920 fut considérable, dépassant 175 %<sup>4</sup>. À partir de 1890, la population des Terres Chaudes a eu un rythme de croissance double de celui observé pour l'ensemble du Michoacán. Et l'écart s'est encore creusé entre 1910 et 1920, lors de la période révolutionnaire : alors que la population de l'ensemble du pays subissait une légère dépression, celle de la région a poursuivi sa progression (fig. 10).

Contrairement à ce qui s'est produit dans de nombreuses régions du Mexique<sup>5</sup>, l'arrivée du chemin de fer aux portes des Terres Chaudes a représenté le début de l'âge d'or du commerce muletier dans la dépression du Moyen-Balsas. Aux caravanes qui descendaient depuis Zitácuaro, Morelia ou Tacámbaro s'ajouta dès le début du XX<sup>e</sup> siècle un trafic régulier de petites péniches et de chalands entre la station de chemin de fer du Balsas et les villages situés sur le cours du fleuve. Des embarcations chargées de tissus, outils, ustensiles manufacturés et aliments approvisionnaient les populations riveraines, avant d'être halées par des mules vers l'amont (P. R. HENDRICH, 1945). La situation de la région de Huetamo, au pied de l'Altiplano, en faisait également un tremplin

3. *Memorias del Gobierno del Estado de Michoacán, 1883. et 1892.* Morelia 1883 et 1892.

4. La population du sud-est du Michoacán passe de 18 400 habitants en 1860 à 50 677 en 1921.

5. Voir le cas de Cotija, évoqué par Alvaro OCHOA (1988).

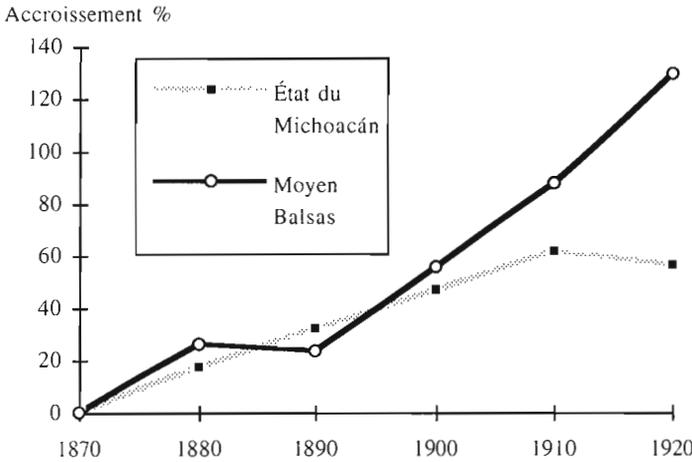


Figure 10  
Évolution comparée des populations des Terres Chaudes et de l'État du Michoacán entre 1870 et 1920.

Sources : annexe 1 et *Estadísticas Históricas de México*. SPP. México 1985 : 16.

idéal pour la prospection commerciale des immenses zones qui s'étendaient depuis les contreforts de la Sierra Madre jusqu'à la côte du Pacifique. Les foires régionales de Zitácuaro ou de Coahuayutla, à mi-chemin de la côte et du Balsas, devinrent des centres d'échange entre les produits de l'Altiplano (vêtements, outils, quincaillerie) et ceux des terres chaudes (bétail sur pied, cuirs, fromages, sel, tabac, sucre, alcool et coton)<sup>6</sup>. Jusqu'à la fin des années cinquante, les Terres Chaudes furent le théâtre d'un intense trafic muletier entre la côte, le fleuve et le plateau central, dont les riverains du Balsas étaient les acteurs principaux.

Trois siècles après l'abandon des mines tarasques, le sous-sol des Terres Chaudes éveillait lui aussi les convoitises. D'abondants gisements de cuivre étaient mis à jour à Nocupétaro, Chiranganguero, Sanchiqueo et Bastan, et des filons d'argent à Espíritu Santo et Tiquicheo (A. L. VELASCO, 1892). Les Terres Chaudes retrouvaient la fièvre minière de la conquête espagnole, mais les conquérants avaient cette fois troqué l'épée pour l'appui de puissantes sociétés financières ou commerciales.

En effet, le développement commercial et minier des années 1870-1910 s'est réalisé en liaison très étroite avec des monopoles industriels et commerciaux solidement établis à l'échelle nationale. Les grandes maisons textiles de México ou de Morelia y ont joué un rôle de tout premier ordre. Dès le début des années 1870, les sociétés J. Oliver y Cia, B. Rovés y Cia, J. Allard y Cia et surtout J. Tron y Cia financèrent la pénétration commerciale vers le Balsas et la Sierra de Guerrero par le crédit et les prêts de marchandises. Si leur intervention fut centrée dans un premier temps sur le commerce textile, elles appuyèrent très vite les secteurs productifs concurrents du coton dans l'économie régionale et contribuèrent à

6. María de la Cruz LABARTHE (1969) décrit ces circuits commerciaux et leurs ramifications dans la région de Zacatula, située sur la Sierra Madre.

la ruine de cette production en fournissant des tissus à bas prix. Elles finançaient les exploitations d'élevage et les plantations sucrières et parvinrent bientôt à détenir un monopole dans l'octroi du crédit. Ce rôle avait été assumé par l'Église pendant plus de trois siècles. La loi de nationalisation des biens ecclésiastiques votée en 1860, en dépossédant celle-ci de ses propriétés foncières et de son capital financier, avait laissé un vide dans le secteur de l'usure : les compagnies commerciales occupèrent l'espace laissé vacant par l'Église. L'expansion et le dynamisme des marchés, en particulier dans le secteur sucrier, poussaient les ranchos et les haciendas à augmenter rapidement leur capacité productive et à s'endetter. Le phénomène fut général dans le pays : dans la dépression voisine du Tepalcatepec, « la majorité des propriétés sucrières commença à travailler avec des crédits de campagne autorisés par des commerçants de Morelia... »<sup>7</sup>.

Entre 1870 et 1920, les Terres Chaudes ont à la fois attiré des migrants et des capitaux. Ces injections n'ont pas été sans effet sur l'équilibre du groupe hégémonique régional, la répartition de la terre et celle des autres moyens de production. L'époque « de paix et de progrès » qui clôt soixante années d'instabilité a permis la formation d'une bourgeoisie financière et commerçante qui va progressivement supplanter l'ancienne oligarchie foncière mise en place dans la région au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle.

7. G. SANCHEZ D. (1988) : 280. Le sud-ouest du Michoacán connaît à la même époque un processus de désenclavement et de pénétration du capital commercial similaire.

## LA FORMATION D'UNE OLIGARCHIE

L'étude des archives notariales du district de Huetamo pour les trois dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle reflète une monopolisation du crédit par les compagnies commerciales de l'Altiplano. Entre 1870 et 1910, les achats anticipés de bétail, sucre, maïs et les prêts hypothécaires se sont multipliés. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les compagnies J. Oliver, B. Rovés et J. Tron avaient accumulé des hypothèques sur plusieurs milliers d'hectares appartenant à différents propriétaires des Terres Chaudes<sup>8</sup>. « À mesure qu'avancait le Porfiriato, le groupe commercial et financier [...] se constitua clairement comme la fraction la plus puissante et dominante du bloc hégémonique local. Elle contrôlait le commerce des produits agricoles ainsi que l'approvisionnement de marchandises non agricoles ; et à travers les prêts hypothécaires et d'autre nature, exerçait un fort contrôle sur la fraction réellement propriétaire. »<sup>9</sup> À travers l'usure, le capital commercial s'affirmait comme la clé de voûte de l'économie régionale.

8. AGN Morelia. R. Escobar 1880, n° 1881, n° 21. F. Abejas 1883, n° 19 ; 1888, n° 8. *Juzgado de letras 1886*, n° 18.

9. H. DIAZ POLANCO (1982) : 48. Cette citation, qui concerne le Valle de Santiago, situé dans le Bajío, semble pouvoir s'appliquer à la plus grande partie du Centre-Ouest mexicain au cours de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

## La montée en puissance des commerçants-usuriers

Un nombre limité de commerçants, agents locaux des maisons de négoce de l'Altiplano, a joué un rôle central dans ce système de crédit et de financement des propriétés privées. Ces commerçants, créoles de l'Altiplano ou migrants récemment venus d'Europe, s'étaient installés dans les Terres chaudes au cours des années 1870. Ils y ouvrirent des magasins où s'échangeaient tous types de denrées, qui fonctionnaient également comme de petites banques locales de crédit où l'on pratiquait des taux d'intérêt mensuels de 3 %. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on comptait treize de ces « magasins mixtes » à Huetamo, et cinq autres à Zirándaro (J. FIGUEROA D., 1899). Par cette implantation, les commerçants pouvaient couvrir l'ensemble de la dépression du Balsas ainsi que tout le versant nord de la Sierra de Guerrero.

Leurs activités se sont rapidement centrées sur les secteurs en expansion : l'importation de produits manufacturés, outils et tissus, et l'exportation de bétail sur pied. Jusqu'à la révolution de 1910 et sur l'ensemble des marchés urbains de l'Altiplano, le prix de la viande et celui des peaux ont en effet suivi une progression très supérieure à celle que connaissaient les autres denrées agricoles<sup>10</sup>. Les commerçants achetaient le bétail en période de soudure, lorsque la valeur des animaux affaiblis par la saison sèche était la plus faible et les besoins de trésorerie des ranchos les plus importants. Mais ils ne recevaient les animaux que six mois plus tard, à la fin de la saison des pluies, après qu'ils aient bénéficié de cinq mois d'embouche sur des pâturages verts. À ce stade, le bénéfice du commerçant dépassait déjà 100 % : entre la prise de poids des animaux au cours de la saison des pluies et les conditions usuraires du prêt, une tête de bétail achetée 6 à 8 pesos valait six mois plus tard 14 pesos sur le marché de Huetamo ou de Zirándaro<sup>11</sup>. Les animaux étaient ensuite engraisés au maïs avant d'être vendus à Toluca ou à Mexico. On pouvait réaliser sur ces marchés une seconde prise de bénéfice dépassant 100 % : vers 1895, un bœuf acheté à condition usuraire 8 pesos à Zirándaro était vendu gras six à huit mois plus tard pour 60 ou 70 pesos dans la capitale<sup>12</sup>.

Le système de crédit concernait également le secteur sucrier. On trouve dans les archives notariales des références à l'achat de la récolte de tel ou tel planteur, à un prix extrêmement faible, six ou huit mois avant que celle-ci soit effectuée. Au cas où il n'aurait pu honorer ce contrat, le propriétaire s'engageait à rembourser jusqu'à deux fois et demie l'avance qui lui avait été faite, l'hypothèque de ses terres ou de son bétail servant de garantie<sup>13</sup>. La

10. L'augmentation du prix de la viande fut de 73 % entre 1885 et 1908 au Michoacán, alors que pour l'ensemble des denrées agricoles cette augmentation ne dépassait pas 30 % SPP-Inegi (1985) : *Estadísticas Históricas de México* : 739-740. Voir aussi D. COSIO V. (1965) : 138.

11. AGN Morelia, *Distrito de Huetamo*, F. ABEJA 1881, n° 1 et 1882, n° 2.

12. AGN Morelia, *Distrito de Huetamo*, *Juzgado de 1<sup>re</sup> Instancia*, 1894, n° 27 ; K. KAERGER (1900) : 301.

13. AGN Morelia, *Distrito de Huetamo*, F. ABLIA 1888, n° 4.



**1. Une noria,**  
*en fin de saison sèche,*  
*sur le cours du Balsas*  
*et la culture irriguée du maïs*  
*sur les plages alluviales.*

**2. Le Balsas en fin de saison sèche**  
*à hauteur de Zirándaro. Les parcelles*  
*de deux ejidatarios, séparées par une clôture,*  
*ont été pâturées pendant cinq mois*  
*de saison sèche. il ne reste plus que*  
*des fanes grossières sur le sol.*



**3. Le Balsas**  
*en fin de saison sèche.*  
*De part et d'autre de la clôture :*  
*à gauche, une parcelle surpâturée*  
*par le bétail, à droite, une prairie*  
*mise en défens.*





4. Un hameau entouré de terres de labour (maïs) occupe un fond de vallon, tandis que des maquis épineux sur les versants servent de pâturages.



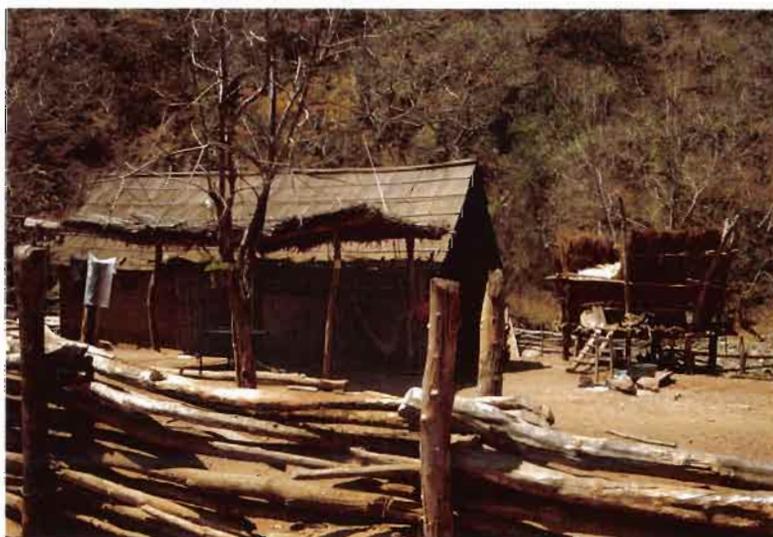
5. La culture du melon par pompage a envahi, en 1989, les terres alluviales de l'ejido de San Pedro (municipio de Tiquicheo).



6. Cultures maraichères au pied des ouvrages d'irrigation réalisés au début du siècle sur l'hacienda des frères Pardo (Tiquicheo).



7. L'un des derniers moulins à canne à sucre encore en service, sur l'emplacement de l'ancienne hacienda de El Limón. (Cjo de agua, municipio de Tiquicheo).



8. Habitation et grenier à maïs dans un ejido du piémont (municipio de Tiquicheo).

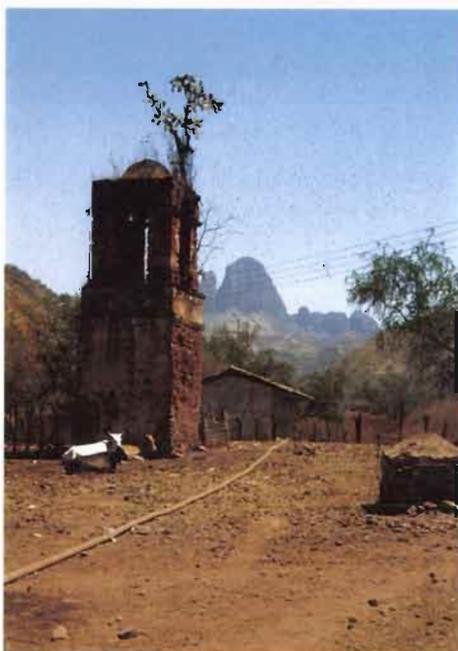
9. Les vaches allaitantes enfermées dans le corral du rancho de Guadalupe (municipio de Huetamo) après la traite.





10. Cinquante ans après la Réforme agraire, de « Révolution » il n'est plus question que sur les murs

11. Tradition et modernité : une église presque en ruine dans le village de Monte Grande (municipio de Tiquicheo) et un tuyau servant à l'irrigation d'une parcelle de melon.



tonne de sucre brun acquise « sur pied » par le commerçant pour 43 pesos en septembre 1880 pouvait être vendue six mois plus tard 88 pesos sur le marché local<sup>14</sup>.

Les commerçants locaux, érigés en « sociétés mercantiles » dont les plus fameuses furent Yrigoyen Hermanos, N. González y Cia ou celle de Florencio Jaimes, commencèrent ainsi dès les années 1880 à déposséder nombre de petits propriétaires du contrôle de la terre et à contester le pouvoir de l'oligarchie foncière traditionnelle. L'histoire de la famille Yrigoyen Olace illustre mieux que toute autre l'emprise croissante des capitaux commerciaux dans le domaine foncier puis industriel. Elle s'était implantée à Huetamo au début des années 1880, installant des « magasins mixtes » en divers points stratégiques de la région (Huetamo, Tiquicheo, Espiritu Santo) et se livrant au commerce de bovins entre les rives du Balsas et l'Altiplano<sup>15</sup>. La société Yrigoyen Hermanos se lança bientôt dans la location de terres et la production de grains, afin probablement d'assurer l'embouche du bétail rassemblé dans la région avant sa vente sur l'Altiplano<sup>16</sup>. En 1891, Yrigoyen Hermanos opérait depuis le piémont de l'Altiplano jusqu'aux contreforts de la Sierra de Guerrero et avait multiplié son capital financier par neuf en huit ans<sup>17</sup>. Entre 1880 et 1900, la société acquiert l'hacienda de Corupo, les terrains de Santa Maria et de San Miguel, près de Zirándaro, ainsi que la moitié des haciendas de Coenandio, de San Antonio et de Santa Barbara<sup>18</sup>. Ces deux dernières étaient alors les propriétés les plus prospères de la région ; on y produisait chaque année 92 tonnes de sucre blanc et 48 de sucre brun, 650 hectolitres d'alcool et près de 80 tonnes de maïs<sup>19</sup>.

Du foncier, les investissements sont passés ensuite au secteur industriel et minier. D'abord par l'acquisition de mines de cuivre et d'argent à Bastán, dans la municipalité de Huetamo<sup>20</sup>. Ensuite par l'achat d'une distillerie et d'une raffinerie de sucre à Tacámbaro, au centre de l'un des principaux bassins sucriers du Michoacán (D. FIGUEROA, 1899). En 1907, la société a fondé à Huetamo une usine d'extraction d'huile de sésame, la plus importante de la vallée du Balsas. Au début du siècle, les établissements Yrigoyen occupaient un pâté de maisons entier au centre de la ville et avouaient un chiffre d'affaire de 129 500 pesos, le quatrième de l'État du Michoacán et le second hors de Morelia<sup>21</sup>. Ils comprenaient une épicerie, un magasin de vêtements et chaussures, une pharmacie, une quincaillerie, une fabrique de glace, un moulin, et jouaient le rôle de banque régionale de dépôts et de crédit.

D'autres grands seigneurs du commerce régional ont édifié des fortunes considérables à la même époque, par exemple Nestor et Salvador González ou Florencio Jaimes. La famille González contrô-

14. *Ibid.*, R. ESCOBAR, 1880, nos 42 et 51 ; et *Memorias del Gobierno del Estado de Michoacán 1884*.

15. *Ibid.*, F. ABEJA, 1883, n° 54.

16. *Ibid.*, 1883, n° 67 et 1884, n° 22.

17. *Ibid.*, F. ABEJA 1891, n° 27.

18. *Ibid.*, *Juzgado de Letras* 1885, n° 36 ; M. MÉNDEZ 1896, n° 16 ; G. SÁNCHEZ D. et R. A. PÉREZ (1989) : 110.

19. *Memorias del Gobierno de Michoacán 1889*. Morelia 1889.

20. AGN Morelia. F. ABEJA 1891, n° 24 et M. MÉNDEZ 1896, n° 12.

21. *Memoria de Hacienda del Estado de Michoacán de Ocampo. Ejercicio Fiscal 1907-1908*. Morelia 1908.

lait la majeure partie des achats de bétail dans les *municipios* de Zirándaro et de Coyuca, depuis la rive gauche du Balsas jusqu'aux rebords de la Sierra. Elle détenait six ranchos d'élevage sur les deux rives du fleuve<sup>22</sup> et avait participé, en association avec les frères Yrigoyen, à l'achat de l'hacienda sucrière de San Antonio.

Le grand commerce régional ne fut certes pas l'unique acteur de la concentration foncière de l'époque porfiriste mais il y prit une place prépondérante. Une grande partie des achats de terres aux communautés indigènes ou à des propriétaires métis endettés se fit également à partir du capital accumulé par le biais du commerce itinérant ; ce fut le cas d'Ignacio Péreznegron, qui acheta pour une bouchée de pain des étendues considérables au village de Purungueo pour devenir vers 1870 l'un des plus importants latifundistes de la région. Plus encore que les propriétaires métis, les paysans indiens ont été les principales victimes du mouvement de concentration foncière qui s'est produit entre 1870 et 1910.

### *Le fractionnement et la vente des terres des communautés indigènes*

Les villages indiens qui avaient résisté tant bien que mal aux migrations métisses du XVIII<sup>e</sup> siècle bénéficiaient encore en 1870 d'étendues considérables de terrain dans toute la région. Mais les transformations macro-économiques et les lois libérales de démantèlement des biens de mainmorte<sup>23</sup> détenus par l'Église et les communautés indigènes bouleversèrent, en quelques années, les structures foncières. Dans les années 1868-1869, les villages indiens se virent intimer par les autorités administratives du district de Huetamo l'ordre de procéder au « désamortissement »<sup>24</sup> et à la répartition des terres entre les différents membres de chaque communauté. On a beaucoup écrit à propos de la résistance opposée par les villages indigènes du Michoacán au démantèlement des communautés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>25</sup>. Certains historiens y ont vu l'ultime manifestation d'une lutte de classes séculaire entre des sociétés communautaires et le capitalisme en expansion. La façon dont s'effectua le « désamortissement » des terres indigènes dans la région du Moyen-Balsas tend à démontrer que cette lutte était consommée depuis déjà longtemps.

Il s'est agi, dans la majorité des cas, d'une formalité administrative avalisant un processus d'individualisation du foncier déjà bien avancé. La multiplication des rapports de production et d'échange entre les villages indiens et les ranchos métis ne permettait plus d'interpréter la société régionale en termes monolithiques, par la juxtaposition de deux entités opposées dans leurs intérêts. Les

22. AGN Morelia, *Districto de Huetamo*. R. ESCOBAR 1880, nos 1 et 17, *Juzgado de 1<sup>a</sup> Instancia* 1889, n° 28.

23. À savoir les biens possédés et administrés collectivement par des associations civiles ou religieuses et qui n'étaient pas transmissibles par héritage.

24. Les lois de « désamortissement » visaient à mettre sur le marché les biens fonciers que le régime colonial avait soustrait en les confiant sous une forme indivisible aux communautés indiennes ou à l'Église.

25. Voir notamment G. SANCHEZ D. (1988).

villages indiens tendaient à ne constituer qu'un élément, certes particulièrement défavorisé, d'une société *ranchera* unique. La rapidité avec laquelle disparurent les relations communautaires qui y subsistaient démontre leur fragilité : dès 1880, il n'existait plus de propriété indivise dans les Terres Chaudes du Michoacán.

Le « désamortissement » et la distribution des terres des communautés furent immédiatement suivis de ventes massives de leur patrimoine foncier. Touchés de plein fouet par la crise de l'économie cotonnière et soumis au paiement de l'impôt foncier sur leurs nouvelles propriétés, les paysans indiens furent les premières victimes des « sociétés mercantiles » et des prêts hypothécaires qu'elles consentaient. Des ventes furent aussi effectuées pour couvrir les frais de cadastrage et de répartition qui incombait aux communautés<sup>26</sup>. En 1896, le préfet de Huetamo pouvait écrire que « la majeure partie des indigènes, dès qu'ils reçurent leurs fractions, les aliénèrent, [...] vendirent leurs portions et aucune réclamation ne fut présentée »<sup>27</sup>.

Les autorités politiques et les grands commerçants locaux y trouvèrent l'occasion de constituer de véritables seigneuries : l'hacienda de Cuenandio et les ranchos de Pejo et de la Pareja, que L. Sotelo acheta aux indigènes de Huetamo, Purechicho et San Lucas ; les plantations sucrières de Quenchendio, propriété de la communauté de Cutzeo, acquises par le préfet L. Valdés<sup>28</sup> ; les vallées de Papatzindán et de Canario, soit 15 000 hectares, achetées par I. Péreznegron aux villageois de Purungueo<sup>29</sup> ; ou les terrains de Ziritzicuaro, El Rosario, Arroyo Hondo et El Guajal en bordure du Balsas achetés par la famille González à la communauté de Purechicho. En moins de vingt ans le patrimoine foncier des communautés du Moyen-Balsas fut dissous. Les paysans indiens, dépossédés de leur lopin, vinrent renforcer, en s'y mêlant, le petit peuple des métayers et des ouvriers agricoles (*peones*) employés sur les domaines. Sans disparaître physiquement, la population indienne cessait d'exister en tant qu'entité sociale et culturelle, et même comme catégorie statistique des recensements effectués dans la région.

## L'apogée des grands domaines

Pendant les quarante années qui précédèrent le soulèvement paysan de 1910, la concentration des moyens de production a eu dans les Terres Chaudes une dimension considérable. Dès 1892, 17 personnes détenaient plus du quart du cheptel de l'ensemble

26. *Archivo del Poder Ejecutivo de Michoacán*.  
Hijuclas. Livre 1,  
f. 76-77.

27. Lettre du préfet de Huetamo au gouvernement du Michoacán. Apem Livre 5, f. 31-36 et Livre 4, f. 168-169.

28. Apem Livre 1, f. 76-77 et 213-213 v<sup>o</sup>.

29. Enquête réalisée avec Camilo Péreznegron.

du district de Huetamo<sup>30</sup>. Cette tendance s'accroît encore au cours des vingt années qui suivirent et la Révolution n'y apporta aucun changement notable : l'incorporation de la bourgeoisie foncière aux files « révolutionnaires » constituait une garantie de sa survie à moyen terme. Au milieu des années vingt, une quinzaine de familles possédait plus du quart de la superficie totale de la région et probablement près du tiers de ses troupeaux (fig. 11).

30. *Memorias del Gobierno del Estado de Michoacán, 1892.*

Propriétés	Propriétaires	Superficies	Remarques
1 San Antonio	Yrigoyen Hnos	environ 18 000 ha	hacienda sucrière
2 El Palmar	famille García	plus de 20 000 ha	environ 4 000 bovins
3 Quenchendio	Agustin Valdés	environ 20 000 ha	canne à sucre-élevage
4 Albarán	Rafael Gaona	environ 20 000 ha	près de 8 000 bovins
5 Cutzian Grande	C. Elorza	environ 20 000 ha	environ 4 000 bovins
6 Coenandio	Casildo Diaz	plus de 15 000 ha	élevage
7 Sta Teresa	R. Celis	environ 15 000 ha	environ 4 000 bovins
8 Ziritzicuaro	S. González	6 000 ha (?)	plus de 20 000 ha au Guerrero
9 Turitzio	famille Romero	6 000 à 7 000 ha	élevage
Tiquicheo	frères Pardo	environ 10 000 ha	tannerie et commerces
10 Monte Grande	F. Renteria	près de 10 000 ha	élevage
Tiringucha	Renteria Luviano	environ 10 000 ha	élevage
11 Diverses	V. Patiño	10 000 ha	4 000 bovins, Carácuaro
12 San M. Canario	J. Péreznegron	environ 10 000 ha	canne à sucre-élevage
13 San Carlos	frères Flores	environ 10 000 ha	sucre, 1 000 bovins
14 Buenavista	D. Cosio	8 100 ha	élevage

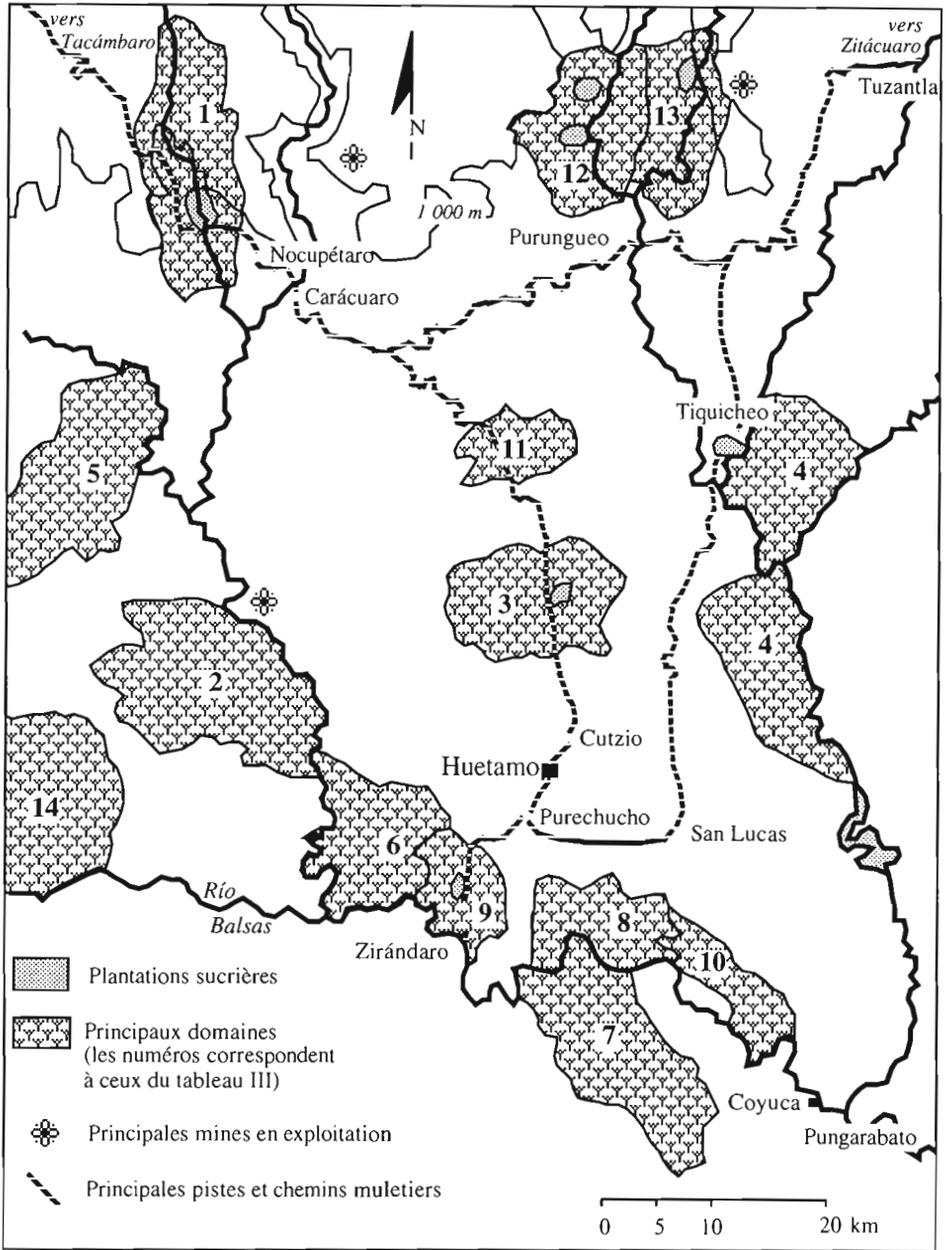
Tableau III

*Les principaux latifundia des Terres Chaudes au milieu des années vingt*

Sources : entrevues avec A. Celis, E. Echenique et P. García, Huetamo ; N. Romero, Turitzio ; J. Gaona, Tiquicheo ; C. Péreznegron, Cuarangueo. Archives de la Secretaría de Reforma Agraria, Morelia · Dotación, district de Huetamo ; dossiers 121, 387, *ejidos* de Turitzio, Ziritzicuaro, Cumburindio, San Jerónimo, Sanchiquico et Capeo. Les numéros correspondent aux domaines représentés sur la figure 11.

Au début des années trente, et malgré les premières et timides expropriations, la répartition du foncier reflétait encore la polarisation extrême de la société dans les Terres Chaudes : 21 % de la superficie demeuraient entre les mains de 14 personnes et 3,35 % des propriétaires (à peine 0,07 % de la population totale !) conservaient le contrôle de 69 % des terres de la région (F. FOGUO M., 1936).

C'est dans la plaine alluviale que le mouvement de concentration foncière fut le plus marqué. Les conditions topographiques y permettaient le développement des activités agricoles et pastorales à de moindres coûts, ainsi qu'une communication plus aisée avec les marchés régionaux et nationaux. Certaines vallées du piémont, celles de San Antonio, de Canario ou de Papatzindán, conservaient un attrait comparable du fait de leur potentiel pour l'irrigation et la production sucrière. Les parties accidentées du nord de la région furent en revanche moins touchées par la pénétration des capitaux commerciaux et la société y échappa davantage aux rapports de production capitalistes : les ranchos de taille moyenne y connurent une relative stabilité, même si la désintégration des communautés indiennes s'y effectua avec une rapidité comparable et de façon aussi complète.



Sources : voir tableau III. Les limites sont approximatives, elles ont été tracées à partir des témoignages oraux et des rapports des délégués de la Secretaría de Reforma Agraria mentionnant les ranchos et divers lieux-dits appartenant aux différentes haciendas.

Figure 11

*L'apogée des grands domaines : le paysage foncier des Terres Chaudes autour de 1920.*

Quel a pu être l'effet de cette concentration foncière sur les itinéraires techniques employés dans les Terres Chaudes ? Il apparaît

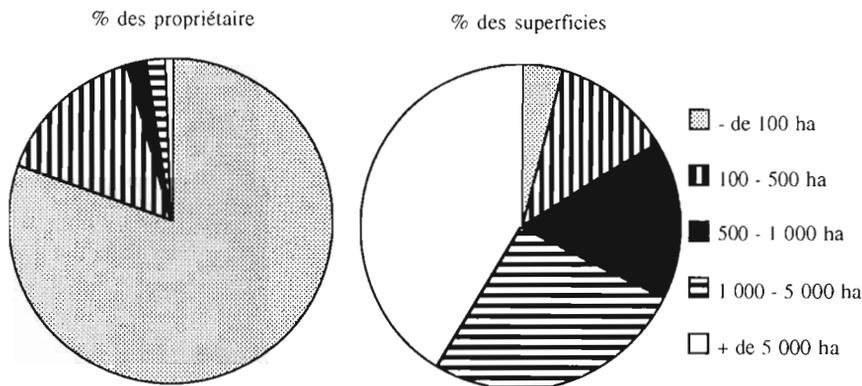


Figure 12  
Distribution de la terre entre propriétaires fonciers en 1930.

Sources : F. FOGGIO M. (1936) : *Geografía Económico-agricola del Estado de Michoacán* : 22.

que le développement de l'économie capitaliste fut loin de provoquer des changements techniques importants à l'échelle des grands domaines, et que le système de production mis en place au XVIII<sup>e</sup> siècle par les migrants métis n'a que peu évolué au long de cette période. L'apparition du sésame dans les systèmes de culture et la disparition du coton furent les principales évolutions. Mais la production de sésame n'eut longtemps qu'un intérêt marginal pour les ranchos d'élevage, du fait de sa très faible valeur fourragère. Les propriétaires s'efforcèrent au contraire de freiner sa diffusion auprès des métayers de leurs domaines.

La concentration foncière, l'élimination d'un grand nombre de fermiers, et l'installation de nombreux propriétaires dans la ville de Huetamo conduisirent en revanche à un contrôle accru sur les domaines et la production, à défaut d'en modifier réellement l'organisation. Les structures productives rodées depuis deux siècles dans les domaines d'élevage des « gens de raison » furent conservées, même si les grands propriétaires les adaptèrent en fonction de leur rapport au marché. La solution fut une combinaison de rapports de production « traditionnels » basés sur le métayage pour les cultures vivrières et de travail salarié pour les productions commerciales.

## L'HACIENDA : ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET RAPPORTS DE PRODUCTION

### *Des systèmes de culture adaptés aux contraintes écologiques*

Peu de régions au centre-ouest du Mexique présentent d'aussi rigoureuses contraintes au développement des activités agricoles

que les Terres Chaudes. Au premier rang desquelles le régime des pluies : les précipitations sont concentrées sur moins de quatre mois et la date d'établissement de la saison des pluies est tellement variable qu'il est impossible de programmer les travaux agricoles. La faible amplitude du cycle pluvial oblige pourtant le producteur à avancer autant que possible les semis. Mais, à l'issue de huit mois de saison sèche, les sols sont souvent si indurés que le labour est pratiquement impossible. Aussi le travail du sol avec l'araire et les semis se succèdent généralement dans le courant du mois de juin, dès que le régime des pluies est bien établi. D'importants goulots d'étranglement apparaissent alors pour l'emploi de la main-d'œuvre. L'humidité et les températures élevées se conjuguent pour favoriser une forte levée des adventices qui, très rapidement, menace d'étouffer les cultures. À peine le semis achevé, il faut donc s'atteler aux travaux de sarclage, les renouveler parfois trois fois en six semaines, mobiliser au cours de cette période toute la force de travail familiale et souvent nombre d'ouvriers agricoles pour pouvoir couvrir toute la superficie semée. Si la saison des pluies se fait attendre jusqu'à la deuxième quinzaine de juin, une véritable course contre la montre commence pour tous.

Un quelconque retard dans la date de semis peut compromettre la récolte à venir. Car une brusque interruption des précipitations se produit généralement dans le courant du mois d'août, pour une période qui peut varier de cinq à parfois vingt jours (fig. 13). L'importance de ce phénomène varie sensiblement d'un point à l'autre de la région. Il se fait plus sensible dans la partie sud-ouest qui borde le Balsas, mais aucun recoin des Terres Chaudes n'en est protégé. Si cette « canicule »<sup>31</sup> se prolonge et survient au moment de la floraison du maïs, les rendements sont en général affectés dans une proportion majeure. Pour éviter le risque d'une perte importante de la récolte, il s'avère donc nécessaire de semer le maïs environ quarante jours avant le début du mois d'août, soit le temps requis pour le développement des plantes et la fécondation des épis. Or il n'est pas rare qu'à la fin du mois de juin les pluies soient encore insuffisantes pour permettre les labours.

Ces conditions permettent de comprendre pourquoi, en 1930, les rendements des cultures vivrières dans le district de Huetamo étaient inférieurs de près de un quart à la moyenne de l'État du Michoacán : entre 700 et 800 kilos de maïs à l'hectare sur les parcelles labourées en année de pluviosité moyenne<sup>32</sup>. Les années de sécheresse étaient plus durement ressenties dans la région qu'en aucune autre partie du Michoacán, et le maïs y atteignait des prix record (G. SANCHEZ D., 1984). Dans ces conditions, les stratégies

31. La *Canicula* est le nom donné dans toute la région à cette courte sécheresse.

32. F. FOGGIO M. (1936). Tome I, : 316-317 et le *Primer Censo Agrícola-Ganadero 1930*.

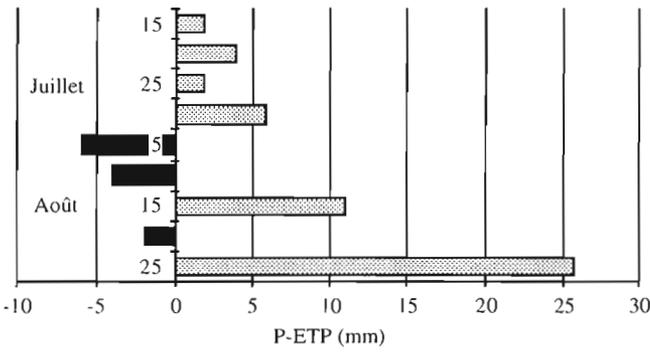


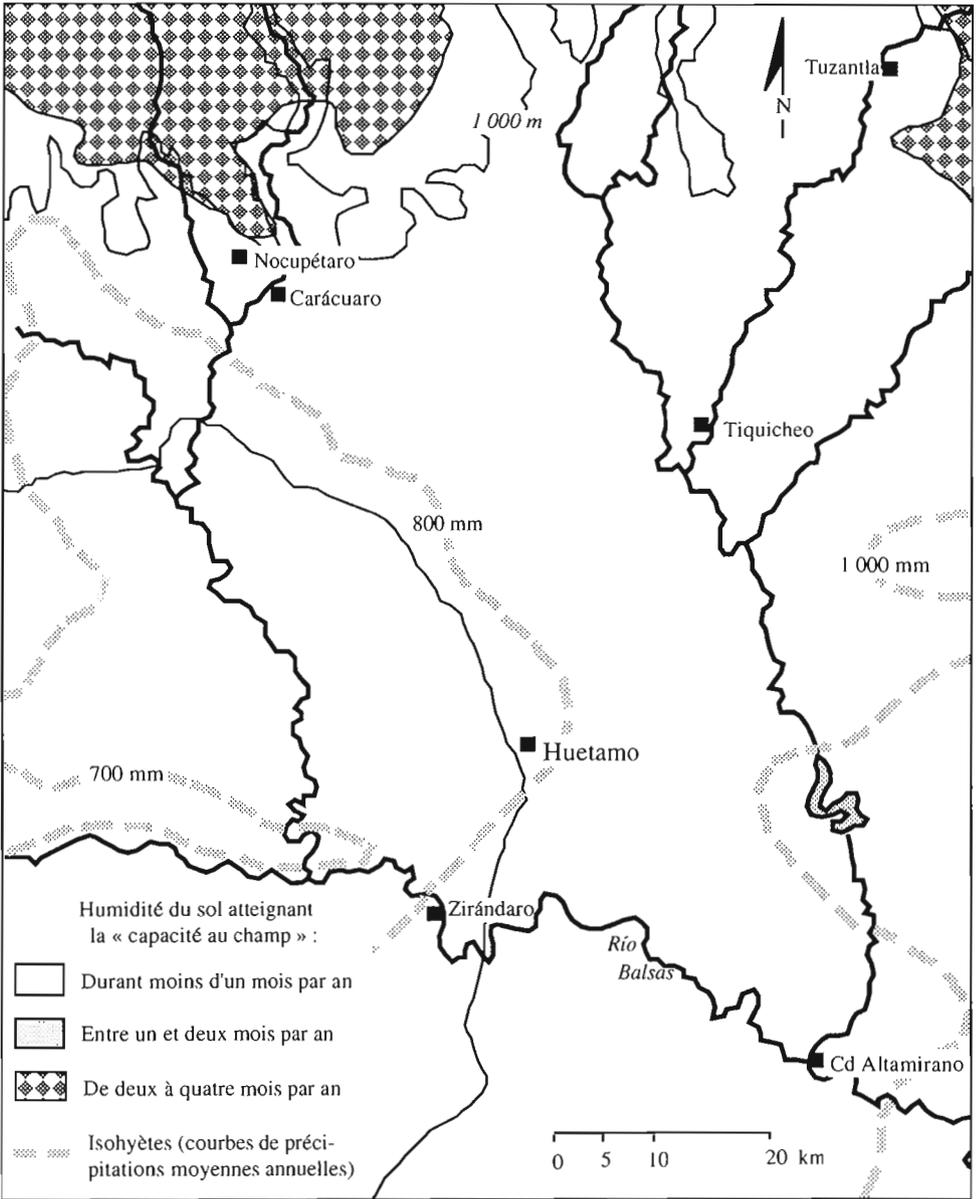
Figure 13

Bilan hydrique dans la période de développement végétatif des cultures (15 juillet-25 août) dans le sud-ouest des Terres Chaudes.

Sources : voir annexe 2.

développées par les paysans visaient essentiellement à réduire les risques de mauvaise récolte, en particulier par la combinaison des cultures. Les parcelles de cultures vivrières constituaient une association complexe d'espèces et de variétés de cycles biologiques distincts qui assuraient une récolte minimale quelle que soit la pluviométrie. Les semis se faisaient toujours en poquets où l'on mêlait, de place en place, une graine de haricot ou de courge aux semences de maïs. Les densités demeuraient faibles, 20 000 pieds de maïs à l'hectare et environ 2 000 à 2 500 plants de courge sur les parcelles travaillées à l'araire. Jusqu'à trois variétés distinctes de maïs étaient employées, chacune ayant un cycle végétatif particulier. La plus productive, plus sensible à la « canicule » du fait de la longueur de son cycle (4 mois), était associée à des variétés plus précoces. Les maïs de trois mois et de quarante jours parvenaient à fleurir avant l'établissement de la « canicule » et permettaient de disposer, durant la période de soudure, d'épis tendres à défaut d'être très pleins. De la même façon on combinait les variétés de haricots, le *judío* dans les endroits secs et la *comba* sur les lieux plus humides, et différents types de courges, la *tamalayota* pour l'alimentation familiale, la *pipián* que l'on donnait aux porcs après avoir vendu les graines et le *bule* utilisable comme récipient, flotteur pour la pêche, etc.

Les stratégies de diminution des risques s'étendaient également à la sélection des parcelles de culture. Les terres labourées en fond de vallée étaient semées de façon continue pendant parfois plus de vingt ans, sans rotation culturale ni jachère, avant d'être laissées en friche trois à cinq ans. La préparation du terrain avec l'araire ne constituait pas un labour et ne permettait pas de retourner la terre. Les transferts de fertilité entre les différentes couches du sol restaient donc limités et la terre s'appauvissait rapidement. La répétition de la culture du maïs favorisait en outre la multiplication des adventices, contre lesquelles il fallait lutter, en croisant les



Sources : S. DIAZ *et al.* (1985) : 36-50.

Figure 14

*Pluviométrie et humidité du sol dans les Terres Chaudes.*

« labours » dès leur germination, et par des sarclages précoces, à peine achevés les semis. La portance des sols ne permettant pas l'emploi des attelages, les sarclages étaient effectués à la *tarecua*,

un lourd manche de bois d'environ 1,6 à 1,7 mètre de long, terminé par un fer large et triangulaire qui, manié comme une hêche, venait couper les adventices au niveau de la racine. Le nettoyage d'un hectare dans ces conditions exigeait à deux reprises entre douze et quinze jours de travail. Lorsque les plants de maïs étaient suffisamment hauts, dans le courant du mois d'août, un fauchage au *machete* venait encore compléter les sarclages.

Par la quantité de travail qu'elle requiert et les faibles rendements obtenus, la culture attelée avait moins d'attraits que les versants que l'on pouvait cultiver par défriche-brûlis. La biomasse incendiée garantit une fertilité très supérieure à celle des terres labourées chaque année : elle autorisait, malgré l'érosion et des densités de semis moindres (environ 15 000 pieds de maïs à l'hectare), des rendements moyens de 1250 kilos. Le travail était également moindre : on semait directement et la faible levée d'adventices permettait de réduire les travaux de sarclage à un simple nettoyage au *machete*<sup>33</sup>. La plus lourde besogne, la défriche, pouvait s'étaler sur plusieurs mois de la saison sèche. De plus, le semis effectué au bâton fousseur pouvait avoir lieu beaucoup plus tôt, sur un sol encore sec. On avançait ainsi les adventices, mais aussi la « canicule », ce qui permettait l'emploi de variétés de cycle plus long, plus productives. L'inconvénient majeur d'un tel système est la rapide dégradation du milieu qu'il provoque. Dès la seconde année de culture, les mauvaises herbes tendent à envahir la parcelle, les pluies torrentielles lessivent le sol découvert et la fertilité du terrain commence à chuter rapidement. Ces difficultés deviennent insurmontables à l'issue d'un troisième cycle de culture et mettent en péril l'équilibre même du système. Un recrû forestier prolongé devient indispensable. Il doit être suffisamment long pour assurer la reproduction de la biomasse arborée et la disparition des adventices. Dix ans au moins étaient alors considérés comme un minimum. Le système de culture par défriche-brûlis exigeait donc une superficie beaucoup plus étendue : avec deux années de culture et quinze de recrû forestier, il fallait à une famille une surface douze à treize fois supérieure à celle dont elle aurait eu besoin sur une terre de labour.

Réduire les risques, c'était aussi s'assurer d'un revenu monétaire minimal en associant une culture commerciale pouvant s'intégrer dans le calendrier de travail du maïs. Après la crise de la production cotonnière à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est le sésame qui remplit cette fonction en occupant un milieu écologique et un cycle de culture totalement différents de ceux utilisés pour la culture du coton. Le sésame présente en effet un potentiel de résistance à la sécheresse et d'adaptation aux sols pauvres qui permet de le cultiver

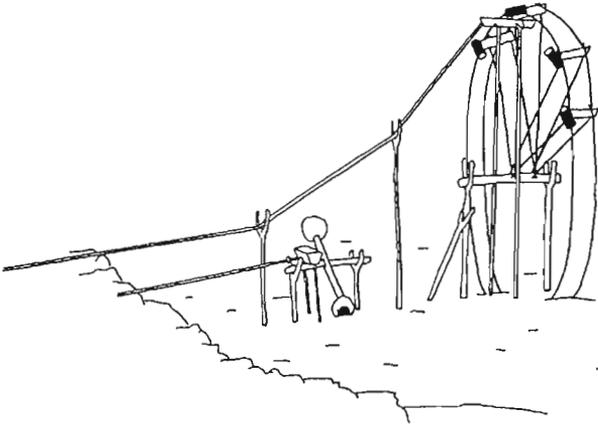
33. • Le fait que la culture du maïs donne dans la plaine un rendement très inférieur à celui des versants est surprenant, en dépit de densités de semis très supérieures [...]. Du fait que ces terrains sont plus infestés que les défriches des versants, ils requièrent quatre travaux de nettoyage (labours et sarclages) au lieu de deux - (P. HENDRICHS P., 1945 : 37).

à peu près partout, à l'exception des terrains frais, tels que les défriches, ou trop humides, comme les plages alluviales où était cultivé le coton. Il se pose ainsi en complément idéal des cultures vivrières dans l'occupation des sols et dans les stratégies des petits producteurs. Sa résistance permet de privilégier le maïs à l'époque des semis, les travaux sur le sésame s'intercalant entre ceux des cultures vivrières, et sa récolte ayant lieu un mois plus tôt. Malgré une action érosive certaine, un travail de sarclage important et des rendements ne dépassant pas 450 kilos à l'hectare<sup>34</sup>, seule l'opposition des propriétaires, qui n'avaient aucun intérêt pour une plante d'aussi faible valeur fourragère, en freina l'expansion.

Les tentatives pour exploiter au mieux les ressources disponibles ont sans doute trouvé leur meilleure expression dans le développement de la petite irrigation et des cultures vivrières de décrue. Sur les rives des principaux cours d'eau, le Balsas, les rivières Tuzantla, Carácuaro ou Purungueo, partout où l'étiage laissait apparaître de petites plages, celles-ci étaient exploitées dès la récolte du maïs, au prix parfois d'un travail considérable. Là où le coton était autrefois semé, des jardins potagers naissaient pour quelques mois ; des pieds de tomates, de piments, de poivrons, de melons, de pastèques, de tabac, quelques mètres carrés de maïs se développaient sur les sols engorgés puis étaient soigneusement arrosés chaque jour lorsque l'humidité résiduelle n'était plus suffisante. Lorsque le courant le permettait, d'incroyables échafaudages étaient installés, des norias amenant l'eau jusqu'à une hauteur de cinq mètres, qui pouvaient irriguer jusqu'à un hectare si la configuration du rivage s'y prêtait. Pour des superficies plus réduites, de petits balanciers étaient employés, que l'on établissait sur un canal de dérivation (fig. 15). Les produits étaient vendus sur les marchés locaux.

34. 313 kilos/hectare en moyenne dans la région d'après le *Primer Censo Agrícola-Ganadero*.

Figure 15  
*Les petits systèmes d'irrigation employés dans les Terres Chaudes vers 1930.*



Les efforts d'irrigation des propriétaires terriens s'orientèrent presque exclusivement vers la canne à sucre. Les exigences en eau de cette culture en limitaient les possibilités d'expansion, aussi eut-on souvent recours à une gestion très stricte des quelques rivières qui alimentaient l'irrigation : à San Antonio, il était formellement interdit de prélever de l'eau en amont de la plantation. Sur les noyaux irrigués se concentrèrent les rares tentatives d'innovation des propriétaires : des canaux cimentés et parfois de petits aqueducs existaient à San Antonio, San Carlos, Tiquicheo ou Quenchendio ; des presses métalliques ou des moulins à eau y avaient remplacé les presses en bois pour le broyage de la canne et les charrues d'acier furent employées en substitution des araires. La canne était plantée en janvier-février et récoltée entre novembre et le mois de mars de l'année suivante. L'irrigation permettant le regain des plantes coupées, la plantation pouvait être exploitée durant six à huit ans. Un ou deux cycles de maïs et de haricots, plus rarement de riz, s'intercalaient alors avant un nouveau cycle de huit ans. Bien que les plantations de canne à sucre aient toujours représenté une superficie très réduite à l'échelle des Terres Chaudes, guère plus de 400 hectares en 1930<sup>35</sup> (0,2 % de la superficie cultivée dans la région), elles suffisaient à l'approvisionnement en sucre et en alcool de celle-ci et permettaient même la vente d'excédents sur l'Altiplano.

### ***Métayers, fermiers et journaliers, une stratification du prolétariat rural***

Les latifundia s'étant spécialisés dans deux types de productions, le bétail destiné aux marchés de l'Altiplano et le sucre pour la consommation locale, leur organisation devait répondre à deux exigences majeures, en garantissant une base fourragère constante au cours de l'année et en assurant la disponibilité de la main-d'œuvre employée pour la culture de la canne à sucre. Ces contraintes ont déterminé la coexistence de rapports de production basés sur le métayage pour la culture vivrière et de relations de travail salarié pour les productions commerciales directement contrôlées par les propriétaires. Cette organisation permettait la reproduction à moindre coût d'une force de travail dont les propriétaires pouvaient disposer dès qu'ils en avaient besoin. Les paysans sans terre stationnés sur les propriétés ne constituaient pas pour autant une classe monolithique ; il est indispensable d'en percevoir la complexité pour comprendre les évolutions qui se firent jour lorsque la Réforme agraire fit voler en éclats les grands domaines.

35. D'après le *Primer Censo Agrícola-Ganadero*.

Le métayage a constitué la base des rapports de production au niveau de la propriété, sous la forme d'un pacte de sujétion et de protection entre le propriétaire et les *arrimados*. Le métayer était en général attiré par les avances qui lui étaient faites : un toit, 5 hectolitres de maïs et l'équivalent en argent de 5 autres hectolitres, soit un total de 700 kilos de grains, permettant à une famille de quatre à cinq personnes de passer les six mois qui s'écoulaient entre ce versement et la récolte. La cession d'une vache et de son veau pendant la durée de la saison des pluies complétait parfois ces garanties ; en échange des soins donnés aux animaux, la famille du métayer pouvait bénéficier durant trois mois du lait que le veau ne consommait pas. Le métayer pouvait en outre solliciter à tout moment l'aide financière du propriétaire sans que lui fussent exigés des intérêts .

La parcelle reçue en métayage équivalait à la superficie pouvant être travaillée par une paire de bœufs, soit environ 5 hectares. Le propriétaire s'engageait à la clôturer et à la débroussailler, fournissait les outils nécessaires (araire, joug, courroies) et les animaux de trait, à charge pour le métayer d'en assurer l'entretien. En décembre, celui-ci remettait la moitié de la récolte égrainée et restituait les avances en grain qui lui avaient été faites. Il laissait sur la parcelle les pailles et les feuilles de maïs à la disposition du bétail et s'acquittait de ses dettes d'argent. Pour éviter de payer celles-ci avec du maïs, dont le prix était alors au plus bas, les métayers étaient amenés à monnayer leurs services au cours de la saison sèche sur les plantations sucrières ou autour des troupeaux.

Les perspectives d'accumulation d'un métayer demeuraient réduites. Les témoignages recueillis concordent pour affirmer que les terrains labourés étaient généralement cultivés jusqu'à l'épuisement : les 5 hectares alloués à un métayer ne produisaient pas plus de 3 500 à 4 000 kilos de maïs. L'acquittement des termes du contrat et des dettes contractées à sa reconduction lui laissaient entre 1 350 et 1 650 kilos de grains<sup>36</sup> pour l'entretien de sa famille, soit de quoi nourrir pendant un an cinq à six personnes : la stricte reproduction de la force de travail. Au-delà de ce seuil, l'entretien durant cinq ou six mois des animaux de trait, l'élevage de quelques volailles, l'engraissement d'un porc ou les simples exigences de l'habillement de la famille obligeaient le métayer à recourir à de nouvelles avances. Les années de sécheresse, la famille n'avait d'autre recours que la cueillette de fruits sylvestres pour survivre : gousses de la *parota* (*Enterolobium cyclocarpum*) ou du *pinzán* (*Pithecellobium dulce*), *pitayas* (figues de barbarie de *Lemnaireocereus weberi*), *nanches* (*Malpighia mexicana* Juss).

36. Soit la moitié de la récolte (1 700 à 2 000 kilos) moins les 5 hectolitres (350 kilos) prêtés par le propriétaire, en supposant que les avances en numéraires soient remboursées par des journées de travail durant la saison sèche.

Les produits du métayage constituaient une rente appréciable pour les grands domaines, certains d'entre eux, comme l'hacienda de San Antonio, engrangeaient de ce fait jusqu'à 220 tonnes de maïs chaque année. Au début des années trente, sur la base de rendements de 700 à 800 kilos par hectare, un métayer payait ainsi à son employeur la valeur de la terre qu'il travaillait en à peine plus de deux ans<sup>37</sup>. Ces conditions demeuraient certes éloignées du servage pour dettes que l'on pouvait observer dans une grande partie du pays, mais la liberté du métayer n'en était pas moins extrêmement réduite<sup>38</sup>. Seule une très bonne récolte pouvait lui permettre de se soustraire aux avances en grains et en numéraire et de solliciter un contrat plus avantageux par le fermage d'une parcelle.

37. Vers 1933, le prix d'une tonne de maïs fluctuait dans la région autour de 40 pesos. Celui de 5 hectares de terre labourable se situait en moyenne à 165 pesos, soit à peine plus de 4 tonnes de maïs, ou le produit de deux ans de métayage (F. FOGUO M., 1936, tome 1 : 256 et 346).

38. La condition des métayers demeurait relativement favorable dans les Terres Chaudes si on la compare avec ce qu'elle était en d'autres régions telles que Oaxaca. En échange de la moitié de la récolte, les métayers devaient y fournir l'attelage de bœufs, payer un droit de récolte d'un centavo par sillon et participer aux corvées sans rémunération aucune. (K. KAMBERG, 1900 : 220-221).

39. 10 hectolitres de maïs que prêtait le propriétaire à ses métayers, soit 28 pesos, environ 60 à 80 litres de semences pour la mise en culture de 5 hectares (1,5 à 2,5 pesos), un araire (5 pesos), un joug et ses courroies (5 pesos également) font un total de 40 pesos. Il s'agit d'un minimum. L'emploi souvent nécessaire de journaliers pour les travaux de sarclage ou de récolte n'étant pas pris en compte.

Les fermiers ne constituèrent qu'une fraction minoritaire de la population des grands domaines et étaient même absents de bon nombre d'entre eux. Le fermage était un privilège accordé par le propriétaire ou son administrateur à une personne qui leur était liée par des liens de parenté ou de parrainage. Il supposait de la part du producteur une large autonomie financière, dans la mesure où il devait fournir tous les outils nécessaires à la culture et assumer la totalité des coûts de l'alimentation de sa famille et de la production, sans espérer de la part du latifundiste d'autre aide que des prêts aux taux de 3 et 5 % mensuels. Un fermier s'établissait généralement sur une partie boisée qu'il lui fallait ouvrir à la culture, défricher, clôturer et dessoucher. Pour une famille de quatre à cinq personnes, abandonner le statut et la « sécurité » du métayage pour un contrat de fermage requérait l'investissement de plus de quarante pesos en aliments, semences et outils<sup>39</sup>, soit trois mois du salaire d'un ouvrier agricole. Le risque pris était considérable puisqu'il pouvait conduire à la ruine du fermier si la récolte était mauvaise.

Le loyer de la terre demeurait relativement modéré et fixé dans toute la région à un hectolitre de maïs pour 8 litres de semences. Les parcelles labourées avaient la superficie de celles des métayers, environ 5 hectares, représentant un fermage de 500 à 600 kilos de céréales selon la qualité du sol et les densités de semis qu'il pouvait accepter. Très rarement, deux paires de bœufs et environ 10 hectares étaient alloués à certains fermiers disposant d'une main-d'œuvre familiale suffisante. Ces conditions avantageuses étaient en partie compensées par le loyer des animaux de trait (5 hectolitres de grain par bœuf), qui élevait le coût du fermage à 1 200 ou 1 300 kilos de maïs, équivalents au tiers de la

valeur marchande de la parcelle cultivée<sup>40</sup>. Pour une famille de quatre à cinq personnes, le seuil de reproduction d'un tel système se situait autour de 2 600 kilos, ou la production totale de 3,5 hectares<sup>41</sup>. Le reste de la récolte permettait d'engraisser trois ou quatre porcs et d'entretenir quelques poules.

Cette marge pouvait théoriquement permettre au fermier d'entreprendre une culture de rente sur une partie de sa parcelle. Mais les fanes des deux cultures commerciales qui se diffusèrent dans la région, le coton puis le sésame, n'ont qu'une valeur fourragère limitée. Du fait d'un travail de sarclage plus complet, la culture du sésame a en outre l'énorme désavantage de ne laisser que très peu de mauvaises herbes à la disposition des animaux, sa valeur fourragère une fois la récolte effectuée pouvant être évaluée à 40 % environ de celle des résidus d'une culture de maïs<sup>42</sup>. On conçoit que les propriétaires se soient généralement opposés à cette culture.

Le crédit fut sans doute le talon d'Achille des fermiers, comme il l'avait été auparavant pour les petits producteurs indépendants devenus *arrimados*. Les emprunts leur étaient facturés aux taux de 20 à 30 % d'intérêts pour les six mois du cycle de cultures pluviales et les prêts de maïs devaient être remboursés à raison d'une fois et demi le volume confié. Au-delà d'un certain seuil, pour l'obtention de tout autre prêt, le fermier se voyait dans l'obligation de vendre sa récolte sur pied à la moitié de sa valeur. Sa situation demeurait de ce fait relativement précaire, le volume de grains récoltés et mis en réserve déterminant directement la forme d'accès à la terre pour l'année suivante : une mauvaise récolte entraînait la diminution du nombre des fermiers et l'augmentation de celui des métayers.

Les fermiers cherchaient donc à s'affranchir de la plus lourde portion du loyer, celle qui concernait les animaux de trait. Or, sans être immenses, leurs possibilités d'accumulation étaient réelles. L'embouche de quelques porcs, la vente de petites quantités de sésame s'ils étaient autorisés à les cultiver, pouvaient leur permettre au bout de deux ou trois ans d'acquérir un animal de trait, d'accroître le surplus familial et de devenir à terme autonomes dans l'emploi de la force de traction<sup>43</sup>. Mais de nombreux propriétaires s'opposaient formellement à l'entrée sur leurs domaines d'animaux qui ne leur appartenaient pas. Les autres la limitaient à deux ou trois têtes de bétail (une vache et sa suite) et imposaient un droit de pâturage de 12 pesos par an et par animal, soit plus du tiers de la valeur moyenne d'une vache en 1930<sup>44</sup>. De telles

40. 1 300 kilos de maïs achetés au producteur avaient vers 1930 une valeur de 51,5 pesos et 5 hectares de terres labourées valaient alors 165 pesos en moyenne.

41. Soit 1 300 kilos en paiement du loyer, 1 000 à 1 200 kilos pour l'alimentation de la famille durant une année et environ 200 kilos pour le complément alimentaire des boeufs durant le cycle de culture.

42. Sur un hectare, les résidus de culture du maïs ont une valeur approximative de 1100 unités fourragères, alors que dans le cas du sésame, cette valeur descend à 450 UF (E. LÉONARD et H. MÉDINA, 1988 : 49).

43. Le prix d'un taurillon équivalait en 1930 à celui d'une tonne et demie de maïs, la production moyenne de 2 hectares.

44. En 1930, la valeur moyenne d'une tête de bétail dans les Terres Chaudes ne dépassait pas 35 pesos (F. FOGGIO M., tome II : 18).

limitations avaient en outre l'inconvénient d'interdire au fermier la possession conjointe d'une paire de bœufs et de leur relève, l'obligeant à recourir périodiquement à la location et à l'achat de nouveaux animaux.

En définitive, l'accès à une portion de maquis à cultiver par défriche-brûlis était encore la plus rentable des options pour le fermier. Le loyer était limité à celui de la terre et les densités de semis, plus faibles que sur les parcelles labourées, réduisaient son coût de 25 à 50 %<sup>45</sup>. La culture sur brûlis permettait surtout d'obtenir des rendements supérieurs de 50 % à ceux d'une parcelle labourée, au prix d'un travail très inférieur. Dans ces conditions et après paiement du fermage, la culture de trois hectares laissait un produit net de trois tonnes de maïs en moyenne et, déduits les besoins pour l'alimentation de la famille, un surplus de 1 800 kilos environ : de quoi acheter une vache ou engraisser une demi-douzaine de porcs. Cette marge conférait au fermier une autonomie peu désirable pour le propriétaire. Aussi les superficies mises en défriche étaient-elles généralement limitées à deux ou trois hectares par famille et laissées à des personnes de confiance. Pour le propriétaire, l'intérêt de ce type de contrat résidait essentiellement dans l'éclaircissement du couvert arboré, permettant l'accroissement de la production de fourrages herbacés après abandon de la parcelle. Les risques d'érosion imposaient d'en limiter l'extension, mais dans certaines zones particulièrement accidentées, elles étaient le seul système de culture possible.

Une dernière forme de fermage concernait les rives des cours d'eau où l'on produisait des fruits et des légumes durant la saison sèche. Ce fut aussi la seule qui imposait le paiement du loyer en espèces avant même d'entreprendre la culture : 12,5 à 15 pesos par hectare, soit plus d'un mois de salaire. L'accès à ces terrains supposait que le fermier se soit dégagé de tout engagement vis-à-vis du propriétaire.

L'accès à la terre, sous quelque forme que ce soit, restait conditionné à l'assentiment du propriétaire, au terme d'une longue période probatoire de travail salarié à son service. Les jeunes gens qui voulaient demeurer sur le domaine se voyaient ainsi confier une paire de bœufs et la mise en culture d'une parcelle pour démontrer leur capacité de laboureurs sans avoir à assumer aucun des coûts de la production. Ces *gañanes* recevaient nourriture et vêtements et étaient souvent logés dans la maison même de leur patron, mais ceux qui avaient la charge d'une famille pouvaient solliciter d'autres conditions : une hutte de branchages, 4 à 5 hectolitres de maïs et le

45. Les densités de semis étaient d'environ 8 à 9 litres de semences à l'hectare sur une défriche contre 10 à 12 litres sur une parcelle labourée.

salaires normal d'un journalier. Il s'agissait là de la première marche d'un lent processus d'accumulation qui les conduisait d'abord au métayage puis, si la chance leur souriait, au fermage.

Ces perspectives faisaient des *gañanes* une population stable et fixée sur l'exploitation. Ce n'était pas le cas de la majorité des ouvriers agricoles et de leurs familles, en quête perpétuelle d'un emploi sûr et d'un toit, d'un domaine à l'autre. Le cycle des cultures pluviales leur assurait le plein emploi durant environ trois mois, pour les semis et les sarclages, puis à l'occasion des récoltes. Pour un salaire quotidien d'un demi-peso au début des années trente, l'équivalent de 12 kilos de maïs, il gagnaient dans ce laps de temps à peine de quoi nourrir une famille de quatre à cinq personnes pendant un an ; le revenu d'un journalier était dans les Terres Chaudes inférieur de près de 40 % à la moyenne observée dans l'État du Michoacán<sup>46</sup>.

Le problème de l'emploi et de la survie devenait plus aigu avec l'arrivée de la saison sèche. La récolte de la canne à sucre ne procurait pas suffisamment de travail et une grande partie des ouvriers agricoles s'exilait sur les plantations de café de la côte du Pacifique ou dans les bassins sucriers de Zitácuaro, Tacámbaro, Urecho. Ceux qui avaient gagné le droit de séjourner sur un grand domaine s'employaient sur les défriches, à la cueillette de fruits sylvestres et surtout au ramassage du *casalote* (*Caesalpinia cacalaco*), l'écorce employée dans le tannage des peaux. Les acheteurs itinérants offraient en 1935 jusqu'à 0,5 peso pour une arrobe de 11,5 kilos. Mais il fallait auparavant avoir acquitté un droit de 0,4 peso par arrobe au propriétaire du terrain, de sorte que la rémunération d'un tel travail dépassait rarement 0,3 peso par jour, selon les témoignages recueillis. La collecte des écorces est donc restée une caractéristique de la couche la plus misérable de la population, celle qui demeurait endettée à vie auprès d'un propriétaire.

## *La conduite des troupeaux*

Un rancho de 1 500 hectares hébergeait en général une demi-douzaine de métayers ou fermiers et leurs familles, ainsi qu'un *caporal*, chargé des soins d'un troupeau bovin de 150 à 200 têtes de bétail. Sur les bases qui viennent d'être exposées, on peut estimer la superficie qui y était cultivée annuellement à 40 hectares, soit moins de 2,5 % de la surface totale.

La conduite des troupeaux visait à garantir le maintien des animaux à partir des seules ressources fourragères du rancho en

<sup>46</sup>. 0,8 peso par jour en 1930 (F. FOGGIO M., 1936, tome. III : 242).

s'appuyant sur une rotation relativement simple des animaux sur les pâturages. Dès les premières précipitations, le bétail était envoyé sur les parties les plus élevées et fraîches de l'exploitation, là où la poussée d'herbe était la plus précoce. Il s'y maintenait en broutant les bourgeons et les jeunes pousses. Les animaux demeuraient environ six mois sur les pâturages de *grama* (*Hilaria cenchroides*) et d'*aceitilla* (*Bouteloa filiformis*), jusqu'à la fin novembre. Le troupeau était alors transféré sur des prairies plus basses et humides, qui avaient été mises en défens durant toute la saison des pluies, puis sur les terrains de culture où subsistaient les chaumes de maïs. L'exploitation était donc divisée en trois parties, dont les capacités de rétention d'humidité étaient distinctes.

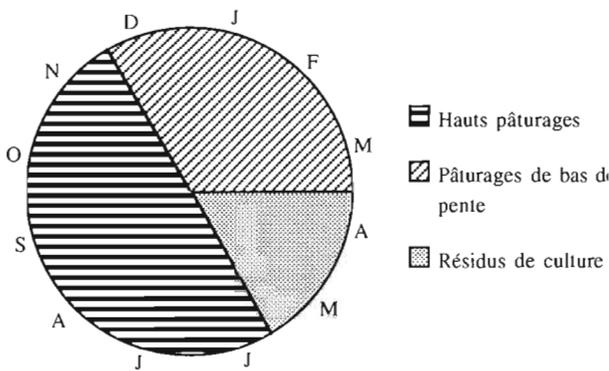


Figure 16

Calendrier fourrager  
d'un rancho  
des Terres Chaudes  
dans la première moitié  
du 20<sup>e</sup> siècle.

47. La production fourragère d'un hectare de fanes de maïs peut être évaluée à 1,5-1,8 tonne de matière sèche, soient environ 700 à 800 unités fourragères (*Memento de l'Agronome*, ministère de la Coopération, 1980). Il faut ajouter à ce total la valeur des adventives, (700 et 800 kilos de matière sèche, soit 300 UF). Si 70 % environ de ces fourrages sont effectivement consommés par les animaux (soit 730 UF), et en se basant sur des besoins quotidiens de 4 UF par animal, un hectare de fanes de maïs permet théoriquement l'entretien de 3 animaux durant soixante jours.

Il s'agissait en fait d'un mécanisme de transhumance au sein même des grandes propriétés, visant l'exploitation optimale des différents étages de l'écosystème. L'efficacité de ce mode de conduite des troupeaux dépendait donc de la capacité des domaines à s'étendre et à recouper l'ensemble des étages écologiques. Une fois cette concentration effectuée, le système fonctionnait pratiquement seul, à partir d'un suivi minimal et sans requérir le moindre investissement.

La période critique dans la conduite du troupeau se situait au cours des deux derniers mois de saison sèche. Les résidus d'un hectare de maïs permettaient l'entretien d'environ trois unités animales durant cette période et pas davantage<sup>47</sup>. La superficie mise en culture au niveau de chaque exploitation devait donc correspondre à la taille du troupeau qui y était entretenu. En fait, les enquêtes réalisées dans la région démontrent que ces deux variables s'ajustaient en général strictement, ce qui équivaut à la

mise en culture d'environ 50 hectares pour un troupeau de 150 têtes de bétail, jeunes et adultes confondus (E. LÉONARD et H. MÉDINA, 1988).

Cette constitution d'une réserve de fourrages secs ne servait qu'à limiter la perte de poids des animaux tout au long de la saison sèche. Ce n'est qu'à la faveur des quatre mois de pluies de juillet à octobre que le bétail engraisait sur les pâturages verts. Au cours de cette période s'effectuait la fécondation de vaches demeurées stériles le reste de l'année du fait d'une alimentation déficiente, en minéraux notamment. De la sorte, les mises-bas avaient lieu en fin de saison sèche et les veaux bénéficiaient très vite de la montée de lait qui suivait l'arrivée des pluies. Mais la reproduction et la lactation représentaient une telle dépense pour les vaches qu'il se passait en général treize à seize mois entre la mise-bas et le retour de chaleur, soit environ deux ans entre les naissances. La productivité des troupeaux demeurait donc très faible : le nombre de naissances annuelles ne dépassait pas 20 à 25 % des effectifs d'un troupeau et il fallait plus de trois ans pour qu'un jeune atteigne un poids de 250 à 300 kilos.

Le cycle des vêlages assurait une production de lait maximale au cours de la saison des pluies, entre les mois de juillet et octobre. Au début du mois d'août, les veaux étaient séparés de leurs mères et parqués dans un enclos. Chaque matin, les vaches étaient traites avant d'être laissées quelques heures avec leur veau puis ramenées sur les pâturages. La traite se poursuivait durant trois mois, jusqu'à ce que les ressources fourragères ne permettent plus ces prélèvements quotidiens. Ici encore, la production demeurait faible, environ deux litres par animal et par jour. Un troupeau de 150 têtes, produisant environ 35 veaux à l'année, permettait chaque jour de traite la confection d'un fromage de 7 kilos, guère plus.

La conduite du troupeau reposait sur le *caporal*. Ses conditions d'existence plaçaient ce personnage en bonne position dans la pyramide sociale du rancho. Il recevait comme salaire la totalité du produit de la traite, la jouissance de deux ou trois paires de bœufs et le libre accès aux terrains de culture correspondants. Il était libre de faire appel à des métayers ou de louer ces attelages pour son compte. Le *caporal* bénéficiait même parfois d'un intéressement à la production du troupeau : il recevait, sur l'hacienda de San Antonio, deux pesos pour chaque vêlage. En contrepartie, il devait assurer le paiement de ses aides, vachers ou garçons de traite. Mais, même si sa famille ne pouvait assumer ces charges, le système assurait au *caporal* un excédent annuel de près de

100 pesos et plus de 300 kilos de fromage<sup>48</sup>, de quoi acheter cinq à six vaches et engraisser une dizaine de porcs. Si les propriétaires leur imposaient le plus souvent une limite assez basse à la possession de bovins, les *caporales* entretenaient généralement des troupeaux d'une cinquantaine de chèvres qui divaguaient dans les maquis du rancho sous la garde d'un chien. Ils s'imposaient donc comme des personnages à part au sein des grands domaines, un privilège qui leur était généralement accordé en raison de liens de parenté avec les propriétaires.

Pour préparer les animaux à la vente, les mâles de trois à quatre ans étaient souvent castrés à la fin de la saison des pluies et mis en enclos pour une période d'embouche de trois mois. Ils étaient nourris avec les stocks de maïs obtenus des fermages et des métayages. Les animaux ne parvenant pas à digérer la totalité du maïs, on attachait un porc au pied de chaque bœuf, qui se nourrissait des déjections de celui-ci et engraisait dans le même temps. Les porcs étaient acquis jeunes, souvent en paiement des dettes des métayers qui les avaient nourris durant le cycle pluvial avec des courges et de l'herbe.

Ce système d'embouche connut quelques perfectionnements dans les premières années du xx<sup>e</sup> siècle, lorsque la culture du sésame commença à se diffuser chez les petits propriétaires et les fermiers. Près de Huetamo et à San Antonio, la société Yrigoyen engraisait les animaux achetés alentour avec un mélange de maïs moulu et de tourteaux de sésame. On parvenait ainsi à sortir au terme de 90 jours des animaux atteignant 700 kilos et d'une configuration idéale pour le marché de México. Bien que sujet à caution, le recensement agricole de 1930 donnait le chiffre de 1 325 têtes de bétail engraisées dans la région, la plupart dans la municipalité de Huetamo. Mais il ne s'agissait que d'une petite proportion (2 %) de l'important troupeau bovin (64 600 têtes de bétail) qu'entretenaient les Terres Chaudes dès cette époque.

48. Si l'on considère des salaires de 0,5 peso pour un vacher et de 0,3 peso pour un garçon de traite, les charges salariales d'un *caporal* ne devaient pas excéder 175 à 180 pesos par an. Une fois déduite la consommation familiale, deux parcelles de maïs lui laissaient un produit de 6,7 tonnes, l'équivalent de 270 pesos en 1930. Son bénéfice net s'élevait à 90 pesos, sans prendre en compte le produit de la traite.

## LES TERRES CHAUDES DANS L'ENVIRONNEMENT NATIONAL

---

Au début des années trente, les Terres Chaudes avaient complété leur intégration à l'économie nationale même si, par bien des aspects, elles demeuraient en marge des grands axes d'échange du centre du pays. L'infrastructure des communications ne s'était guère modifiée depuis l'époque coloniale, si l'on excepte l'instal-

lation de deux lignes télégraphiques dans les années 1880 : seule une piste, qui demeurait impraticable à tout véhicule, reliait la région à l'Altiplano et toutes les autres voies se réduisaient à des chemins muletiers (fig. 17). Hormis un trafic fluvial d'intensité mineure au long du Balsas, la totalité des transports se faisait encore à dos de mule. Mais la faiblesse des infrastructures n'empêcha pas le développement des échanges commerciaux. La structure du commerce régional demeura le reflet de la concentration des richesses qui s'était produite avant la fin du siècle, mais elle constitua également un facteur de différenciation au sein de la masse des paysans sans terre.

### *Vachers et muletiers sur les routes commerciales*

Le bétail sur pied représentait la part la plus importante des exportations de la région du Moyen-Balsas. À la fin de la saison des pluies, lorsqu'ils revenaient des pâturages avec un poids maximal, les animaux étaient rassemblés, sélectionnés et les plus âgés étaient envoyés vers les places commerciales de l'Altiplano et surtout sur le marché de México. Les animaux y étaient convoyés directement en lots de 30 à 50 têtes ou, plus fréquemment, amenés jusqu'aux stations de chemin de fer de Zitácuaro ou de Toluca où ils étaient vendus à des commissionnaires de la capitale. Depuis Huetamo, le trajet durait dix à douze jours jusqu'à Zitácuaro, quinze jours pour arriver à Toluca et dix-sept à dix-huit à México. Des pâturages étaient loués à chaque étape par l'un des vachers qui précédait le troupeau. En dépit de prix moins attractifs, la place de Morelia, plus proche, attirait une partie des ventes des environs de Nocupétaro et de l'hacienda de San Antonio. À partir du mois de mars, les mâles qui avaient été sélectionnés et engraisés suivaient à leur tour le même chemin ; les ventes se poursuivaient de la sorte tout au long de la saison sèche, jusqu'à la fin avril.

Malgré l'existence d'un potentiel important dans la région et d'une demande stable sur l'Altiplano, les animaux de trait ne constituèrent qu'une fraction négligeable du commerce de bovins. Quelques paires de hœufs étaient certes envoyées de Tiquicheo vers la vallée de Toluca et Atlacomulco, ou de Carácuaro vers Tacámbaro, mais la mauvaise adaptation des animaux au climat plus froid du plateau en limitait la demande. Les porcs gras en revanche furent l'objet d'un commerce régulier avec Zitácuaro et Morelia. Ils étaient acheminés par voie terrestre en lots de 70 ou 100 animaux. Des mules chargées de maïs accompagnaient le convoi afin de poursuivre l'embouche des porcs tout au long du trajet : entre Huetamo et Zitácuaro, on obtenait une prise de

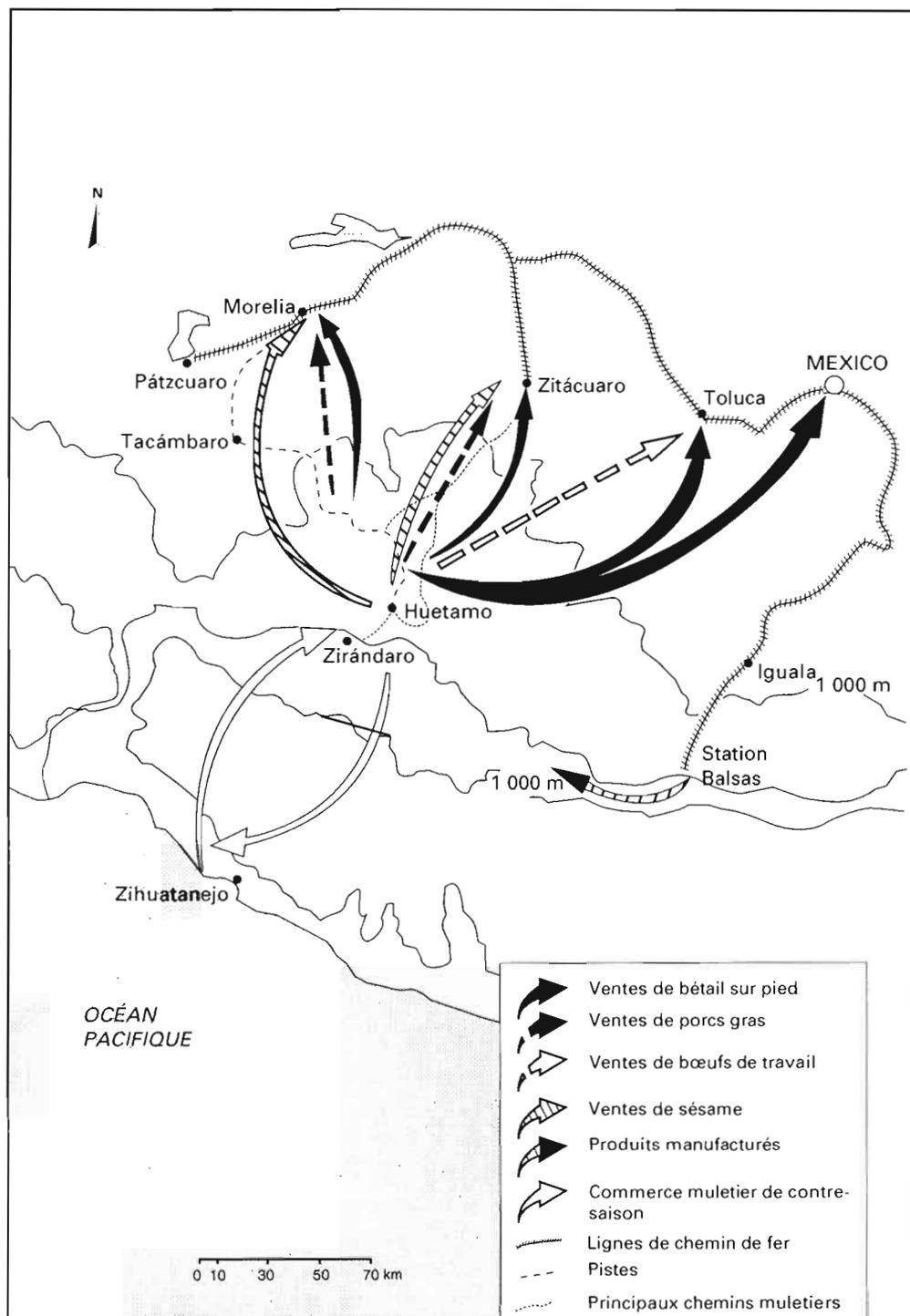


Figure 17

Principales voies de communications et essor du commerce régional au début du xx<sup>e</sup> siècle.

poids atteignant 15 kilos par tête en quatre semaines. Malgré ces délais, l'emboûche de porcs et leur vente sur les marchés urbains de l'Altiplano constituaient certainement la valorisation la plus rentable du maïs collecté sur les grands domaines.

Le commerce des produits agricoles concernait essentiellement de petits volumes de sucre, huile et graines de sésame, et d'écorces de *cascalote*, expédiés vers Morelia ou Zitácuaro. Les ventes de sésame prirent une importance croissante au cours du xx<sup>e</sup> siècle, après l'installation de l'usine d'extraction d'huile de la société Yrigoyen. Comme le commerce du bétail, elles étaient le domaine réservé d'usuriers qui achetaient sur pied la récolte des fermiers et métayers des grands domaines, souvent à la moitié de sa valeur. En échange d'un peu de sucre, de maïs ou de quelques mètres de tissu que les commerçants fournissaient à crédit aux producteurs durant la saison des pluies, « le sésame rapportait 150 % trois mois plus tard, avec la terrible condition qu'à défaut de paiement à la première récolte, ils se feraient payer le double à la récolte suivante, et ils ont fait emprisonner des misérables pour ce motif »<sup>49</sup>. Le sésame était transporté jusqu'aux usines *Tron Hermanos* ou *Santa Lucía* à Morelia, ou à la station de chemin de fer de Zitácuaro. Il pouvait être également revendu sur la place de Huetamo, à la fabrique Yrigoyen ou à l'un des six ateliers d'extraction d'huile qui existaient dans la région<sup>50</sup>. Une fois mise en barils, l'huile était expédiée à dos de mules vers Morelia et le Bajío.

De façon générale, le commerce de gros demeurait contrôlé par les grands capitaux régionaux et les propriétaires terriens. Mais la distribution des produits manufacturés dans les ranchos et les zones enclavées permit l'émergence d'un groupe de petits commerçants saisonniers. Des petits propriétaires et les fermiers qui avaient pu acheter un âne ou une mule et se libérer des corvées sur les grands domaines venaient solliciter auprès des grands négociants des prêts de marchandises. À la fin de la récolte, ces colporteurs se dirigeaient vers l'ouest de la région ou vers la Sierra de Guerrero et la côte du Pacifique avec de la farine, du sucre, quelques pièces de tissu et des ustensiles métalliques manufacturés. Ils échangeaient ces produits contre des chèvres, des cuirs, du tabac, du mezcal (l'alcool extrait de la sève d'agave) et du sel qui étaient ensuite revendus dans les villages des Terres Chaudes ou parfois transportés jusqu'à Tacámbaro, Pátzcuaro ou Zitácuaro. Le trafic se poursuivait tout au long de la saison sèche, jusqu'à la période de préparation des semis au mois de mai.

Le commerce muletier constituait un moyen d'accumulation rapide, mais il dépendait de l'appui des grands commerçants et donc des recommandations ou des liens de parenté dont le candi-

49. Archives de la Secretaría de Reforma Agraria, Morelia. *Dotación, exp. 121*, année 1927 (cité par G. SÁNCHEZ D. et R.A. PÉREZ, 1989 : 128).

50. F. FOGGIO M., 1936, tome III : 245.

dat pouvait se prévaloir auprès de l'oligarchie régionale. Il demeurait hors d'atteinte de la grande masse des métayers et des journaliers, de tous ceux qui ne pouvaient accéder à la propriété d'un âne ou se libérer des corvées pour dette sur le domaine pour la durée d'un voyage.

### *L'oligarchie face au mouvement révolutionnaire*

Le soulèvement révolutionnaire de 1910 secoua violemment les Terres Chaudes, sans pour autant conduire à une remise en question du pouvoir des grandes familles qui avaient édifié leur prospérité lors de la dictature porfirienne. L'engagement des grandes familles dans l'insurrection madériste contre le pouvoir de don Porfirio puis dans la défense de la nouvelle Constitution leur permit de limiter l'impact du soulèvement populaire local (V. OIKION SOLANO, 1986). La victoire finale de la tendance réformatrice bourgeoise sur les forces agraristes leur garantit une relative stabilité. Après avoir donné deux généraux à la défense de la Révolution, l'oligarchie régionale parvint à se faire représenter par deux députés fédéraux et deux gouverneurs d'États (dont l'un en Basse-Californie !). En évitant toute marginalisation politique, elle parvint à filtrer la diffusion du message agrariste qu'avait fait naître la Révolution et à contrôler ses effets.

Aussi les programmes de réforme agraire restèrent-ils longtemps sans effet dans les Terres Chaudes. Les troupes fédérales stationnées dans la région et placées sous les ordres de membres de l'oligarchie locale furent plus souvent employées à étouffer les revendications paysannes qu'à les défendre<sup>51</sup>. En dehors de ces pressions, l'absence de noyaux de population d'importance au sein des grands domaines rendait difficile l'aboutissement des demandes de dotations de terres (pour qu'une telle demande soit prise en compte par l'administration, elle devait émaner d'un « noyau de population » d'au moins vingt personnes de plus de seize ans). En 1933, seize ans après l'établissement des décrets agraires de 1917, moins de 11 500 hectares avaient été soustraits à la grande propriété dans le district de Huetamo, soit 1,9 % des terres de la région (F. FOGUO M., 1936). Absolument rien n'avait changé pour l'immense majorité des *arrimados*.

Ainsi, au cours des dernières décennies du <sup>xx</sup>e siècle se produit un double mouvement de pénétration : une nouvelle vague de migrants et des capitaux commerciaux se dirigent depuis l'Altiplano vers la région du Moyen-Balsas. Il s'agit d'un phénomène général à l'ensemble du Tropicque Sec mexicain, jusqu'alors

51. Voir l'exemple du lieutenant R. Vázquez, lançant ses soldats contre des paysans qui occupaient des terrains dont il avait pourtant été légalement dépossédé par décret présidentiel (G. SANCHEZ D. et R.A. PÉREZ, 1989).

enclavé, dont l'intégration à l'économie nationale se complète au cours de cette période<sup>52</sup>. Comme dans beaucoup d'autres régions, l'élevage bovin extensif, la clé de la révolution agricole créole et du développement de la propriété privée au siècle précédent, constitue le secteur d'investissement privilégié des capitaux. Cette association – on pourrait parler d'imbrication – entre capital commercial et élevage bovin ne sera pas démentie jusqu'à nos jours.

Le marché du bétail sur pied est alors en pleine expansion sur l'Altiplano et autorise des taux de profit importants. Pour que la rentabilité de cet élevage soit maximale, il faut concentrer des superficies considérables, au niveau de tout un bassin versant, de façon à s'assurer le contrôle des différents étages écologiques entre lesquels transhume le bétail et celui des ressources hydriques qui permettent de développer une petite production sucrière. Les réseaux de commerce et d'usure deviennent le principal instrument de paupérisation et d'expropriation des paysans qui occupaient ces terres. Les petits tenanciers indiens et les migrants pauvres deviennent des producteurs de fourrages et une main-d'œuvre occasionnelle, assujettie au domaine. Ainsi se met en place une société duale, caractérisée par une concentration extrême des richesses et des moyens de production : un schéma classique au Mexique et en Amérique latine.

52. Voir H. COCHET (1993).



Terre et liberté ?

Les limites d'une réforme agraire (1935-1960)

---

3

La relative quiétude des grands propriétaires fonciers a pris fin brutalement, en 1934, après l'élection du général Lázaro Cárdenas à la tête du pouvoir fédéral. Après les ravages de la guerre des *Cristeros*, qui s'était étendue à tout le centre du Mexique et avait servi de réceptacle aux aspirations d'une petite paysannerie déçue par les fruits amers de la Révolution, la crise économique mondiale de 1929 acheva d'affaiblir la tendance modérée qui dirigeait le pays depuis vingt ans. Avec Lázaro Cárdenas, c'est l'aile radicale et « agrariste » du mouvement révolutionnaire qui occupe le pouvoir entre 1934 et 1940. Pour la majorité de la population rurale, ce changement se traduit par le démantèlement du système latifundiaire et une distribution de terres sans précédent dans l'histoire du pays<sup>1</sup>. La période qui s'étend de 1935 à 1945 constitue un tournant radical dans l'histoire agraire des Terres Chaudes et aboutit à la disparition de l'oligarchie qui s'était développée à la fin du siècle précédent. Les haciendas les plus importantes sont démantelées et leurs terres distribuées à plus de 5 800 familles qui en étaient dépourvues. En dix ans, le paysage foncier mais aussi toute l'organisation sociale et économique des Terres Chaudes sont bouleversés ; une nouvelle structure foncière prend la place du grand domaine : l'*ejido*.

1. Entre 1934 et 1940, l'administration cardéniste entreprit la distribution de 20 137 000 hectares (deux fois plus qu'au cours des vingt années précédentes) à 775 845 paysans (voir A. GILLY, 1971 : 359).

## L'EJIDO ET LES ÉJIDATAIRES

Entre 1935 et 1945, la majorité de la superficie agricole des Terres Chaudes est répartie entre les paysans sans terre qui travaillaient autrefois les grands domaines. Les dotations de terre, qui ne représentaient que 11 500 hectares en 1933, s'élevaient dès 1935 à 24 560 hectares et à 159 468 hectares, soit 53 % de la superficie agricole utile, quinze ans plus tard<sup>2</sup>. L'essentiel de ces distributions a eu lieu sous le sexennat de Cárdenas. Elles concernèrent une proportion très importante de terrains cultivables puisque en 1960, 62 % de la superficie cultivée avaient été soustraits aux latifundia<sup>3</sup>. Mais le rythme des expropriations s'était déjà fortement réduit et seuls 4 930 hectares furent distribués entre 1950 et 1960 : à cette date, la Réforme agraire semblait avoir atteint son terme (fig. 18).

Ces chiffres dissimulent cependant de profondes disparités entre les étendues vallonnées de la plaine alluviale au sud et à l'est de la région, et les reliefs accidentés du piémont de l'Altiplano. Si l'on excepte les domaines sucriers, c'est à proximité des Río Balsas et Tuzantla, où la culture attelée était possible, que les latifundia

2. F. FOGGIO M. (1936) : 222 et *III Censo Agrícola Ganadero y Ejidal ; Estado de Michoacán, 1950*.

3. *IV Censo Agrícola Ganadero y Ejidal. Estado de Michoacán, 1960*.

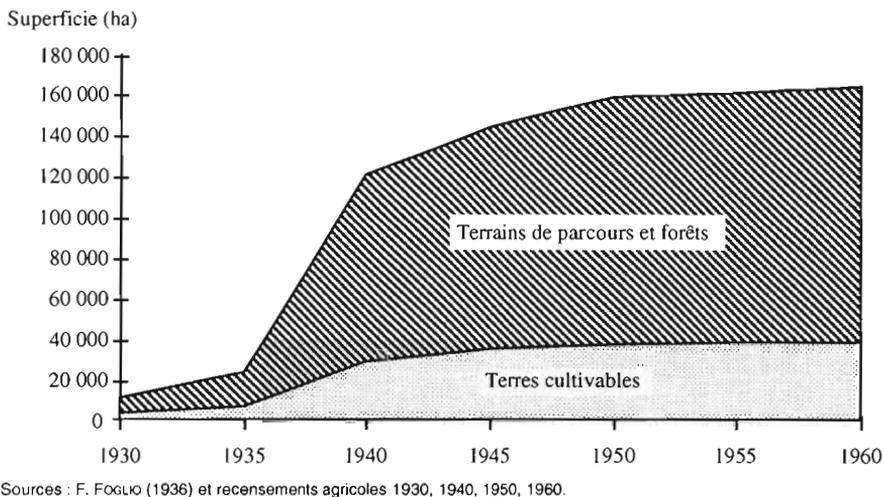


Figure 18

*Superficie distribuée dans les Terres Chaudes entre 1930 et 1960.*

les plus importants s'étaient développés. La population y était plus dense et beaucoup mieux intégrée aux circuits d'échange ; les conditions d'une alliance de classes favorables à une redistribution des richesses y étaient généralement réunies. Dans ces contrées, la Réforme agraire prit une grande ampleur.

Dans les étroites vallées du nord des Terres Chaudes, la situation était radicalement différente : le contrôle du propriétaire sur ses métayers était plus aisé et la dispersion de la population ne permit que rarement de former les « noyaux de population » d'au moins vingt personnes qui seuls étaient pris en compte pour l'attribution de terres<sup>4</sup>. La Réforme agraire n'eut donc qu'une portée marginale dans cette partie de la région, les grandes haciendas sucrières de San Antonio ou San Miguel exceptées. À l'issue de la grande vague d'expropriations de l'époque cardéniste, alors que dans le *municipio* de San Lucas, situé au confluent du Balsas et du Tuzantla, 68 % du territoire communal et 71 % des terres cultivées avaient été distribués, ces chiffres tombaient à 17 et 10 % seulement dans le *municipio* de Carácuaro<sup>5</sup>.

Malgré ces disparités, l'impact de la Réforme agraire dans l'organisation sociale et économique des Terres Chaudes fut considérable. Plus de la moitié de la superficie de la région et une grande partie de sa population furent soustraites au contrôle de l'oligarchie. Les terres libérées ne passèrent pas pour autant sur le marché foncier et ceux qui les reçurent ne devaient pas devenir des

4. « Au hameau de Los Limones, je n'ai trouvé que cinq maisons habitées. [...] ils me dirent qu'ils se trouvaient là en tant qu'ouvriers agricoles ou métayers ; qu'ils savaient que neuf ans auparavant, un groupe de paysans de la région avait demandé ces terres, mais comme ce groupe n'avait aucune implantation locale, il s'était désintégré. [...] Ne trouvant donc pas un centre de population suffisamment important pour considérer légale la procédure, je me suis rendu dans les hameaux les plus proches, tous très éloignés et habités par des petits propriétaires. [...] J'en ai conclu que ce village se trouve dans l'incapacité d'obtenir des terres selon le Code agraire en vigueur » (archives de la *Secretaría de Reforma Agraria*, Morelia. Carácuaro Dotación juin 1935. Cité par G. SANCHEZ D. et R. A. PÉREZ, 1989 : 143).

5. *Censo Agrícola, Ganadero y Ejidal 1950*.

petits propriétaires privés autonomes. La Révolution mexicaine avait défini pour eux une structure foncière hybride, inspirée à la fois de la communauté indienne et de la propriété privée, miroir de ses propres contradictions : l'*ejido*.

### *L'ejido, l'usufruit individuel et la gestion communale des terres*

L'histoire de la Réforme agraire mexicaine se résume en effet aux concessions faites par la tendance libérale à l'aile la plus radicale du mouvement révolutionnaire. Entre le modèle du *farmer* américain que les modérés rêvaient d'adapter aux campagnes mexicaines et les exigences d'une masse énorme de paysans sans terre ni capitaux, la Réforme agraire produisit « une forme hybride de propriété, appelée propriété éjidale, dont la situation et l'orientation dépendent, plus que de lois établies, des relations de force sociales en un moment donné » (A. GILLY, 1971). L'*ejido* correspond à la cession par l'État d'une étendue de terres à un village ou à un groupe de paysans, afin que chaque chef de famille puisse disposer d'une parcelle cultivable. Cette cession demeure conditionnée à la mise en valeur effective de sa parcelle par l'éjidataire qui ne peut ni la vendre, ni la louer, ni l'hypothéquer.

L'*ejido* n'est pas uniquement composé de terres cultivables, mais aussi de parcours pour le bétail et de forêts, initialement indivis, sur lesquels l'ensemble des villageois bénéficie d'un droit d'usufruit, comme cela se produisait dans le cadre des anciennes communautés indiennes. Les modalités d'exploitation de ces ressources doivent être définies par l'assemblée des éjidataires qui peut décider d'une parcellisation complète des terrains, de leur exploitation collective ou, le plus souvent, d'une formule intermédiaire, seules les terres de culture étant individualisées, les pâturages et bois demeurant indivis. Cette organisation est évolutive, soumise dans une grande mesure à la pression démographique au sein de l'*ejido* et surtout aux intérêts divergents des groupes qui le composent.

Dans la région du Moyen-Balsas, les parcelles attribuées individuellement n'ont pas dépassé huit hectares de terrains plats, et elles correspondaient le plus souvent à l'ancienne unité de semis employée dans les grands domaines : la superficie que pouvait labourer une paire de bœufs, soit 5 à 6 hectares. Lorsque ces parcelles étaient en nombre insuffisant, on procédait à la distribution de portions de 10 ou 12 hectares de maquis à flanc de colline, pour en permettre l'exploitation par défriche-brûlis. Ces limites

restent cependant toutes théoriques, dans la mesure où la pression démographique et la répartition inégale des moyens de production au sein des *ejidos* conduisirent au fractionnement et à la concentration des terres cultivées, de même qu'au détournement des ressources communes. Pris dans les contradictions entre l'usufruit collectif des terres et leur exploitation sous une forme individuelle, l'*ejido* n'a constitué en effet qu'un frein à l'accumulation capitaliste.

## Les kulaki de l'*ejido*<sup>6</sup>

Même s'il forme une personnalité juridique unique et un ensemble indivisible, l'*ejido* s'est constitué sur la base d'une communauté de paysans qui présentaient de grands contrastes quant à leur position sociale, leur capacité d'accumulation et leurs intérêts. L'attribution d'une parcelle n'ouvrait pas les mêmes perspectives à l'ancien ouvrier agricole qui ne disposait que de sa *tarecua*<sup>7</sup> et d'un *machete* pour la cultiver, et au fermier propriétaire d'une charrue et d'un attelage de bœufs ; même si elle représentait une amélioration immédiate des conditions de reproduction de l'un comme de l'autre.

Lorsque furent dissous les grands domaines, la majorité des métayers et des journaliers était dépourvue d'outils et de capitaux. Beaucoup ne pouvaient même pas s'affranchir des avances en maïs et en argent du propriétaire sans mettre en péril la survie de leur famille<sup>8</sup>. La carence en outils, animaux de travail et capitaux obligeait ces paysans à ouvrir les portes de l'*ejido* à ceux qui possédaient déjà un bien, du bétail surtout, et pouvaient fournir à leurs voisins les moyens de production qui leur faisaient défaut : attirer du bétail sur les terres de l'*ejido* était une condition indispensable à leur mise en valeur. De la sorte vinrent se joindre aux journaliers, métayers ou fermiers du grand domaine les protégés de l'ancien propriétaire, ses « caporaux » avec leur petit troupeau, voire parfois son administrateur, des membres de sa famille, ou un petit éleveur venant d'un autre village. Leur intégration dans la communauté éjidale n'exigeait pas nécessairement la concession d'une parcelle de plein droit. Il leur suffisait de laisser leur bétail croître et se multiplier sur les parcours indivis et les résidus de culture de l'*ejido* et de louer chaque année les bœufs de travail aux détenteurs de la terre. Dans certains cas, le propriétaire exproprié put même laisser son troupeau sur les terres de l'*ejido*, aux bons soins de caporaux choisis parmi les personnes influentes du village. En échange du financement du commissariat

6. Nous reprenons ici le terme employé par Jean MEYER (1987).

7. La *tarecua* constitue une sorte de lance-bêche, terminée par un large fer triangulaire, qui est employée lors des travaux de sarclage.

8. Selon J. MEYER (1987), dans la Ciénega de Chapala, au nord-ouest du Michoacán, entre 75 et 93 % des bénéficiaires de la Réforme agraire étaient dépourvus d'un attelage de bœufs et du plus petit capital productif.

éjidal ou du paiement de l'impôt foncier dû par l'*ejido*, on pouvait ainsi reproduire en partie le schéma d'exploitation de l'hacienda sans toucher à sa véritable richesse, le bétail<sup>9</sup>.

De la sorte s'est constituée, dès la formation des *ejidos*, une classe réduite de « nantis », monopolisant le bétail et la force de traction qui permettaient la mise en valeur des terres et contrôlant donc dans une grande mesure l'accès des plus déshérités aux cultures. L'organisation spatiale au sein de l'*ejido* différait très peu de celle du grand domaine et l'entretien des troupeaux était facilité par le fait que les parcelles cultivées n'étaient pas physiquement individualisées et formaient souvent un ensemble compact. Le droit de vaine pâture permettait ainsi d'exploiter les résidus de culture en saison sèche tout comme les parcours boisés durant la saison des pluies : les éleveurs avaient accès à une véritable rente. Les terres indivises, qui constituaient sans doute le principal héritage légué à l'*ejido* par l'ancienne communauté indienne, contribuaient ainsi à renforcer les stratégies d'accumulation individuelle et à accroître les inégalités.

Entre les parcelles abandonnées par des paysans qui n'avaient pu se soustraire à la « protection » d'un propriétaire et celles qui n'étaient cultivées qu'en partie par manque d'attelages et d'outils, la disponibilité de terres était grande pour qui pouvait les exploiter. Dans certains *ejidos*, il était possible de disposer de trois ou quatre parcelles tant que la pression démographique l'autorisait (E. LÉONARD et H. MÉDINA, 1988). Par la suite, la disponibilité de terres à louer aux éjidataires pauvres a permis aux propriétaires d'attelages de conserver une superficie cultivée importante. Le surplus des petits producteurs, capté au travers des locations d'animaux de trait et de l'usure, augmentait encore la marge d'accumulation des paysans aisés. Les éjidataires ont bien vite trouvé un épithète à ces *kulaki*, celui d'*agraristas-agarristas*<sup>10</sup>.

Ce pouvoir économique s'est rapidement traduit en pouvoir politique. L'*ejido* étant considéré par l'État comme un tout indivisible, disposant d'un statut juridique unique, et non comme une addition de paysans indépendants, l'Administration ne reconnaissait comme interlocuteur qu'un « commissariat » de trois membres, élus par l'ensemble des éjidataires. C'est ce commissariat qui était chargé de la diffusion des programmes publics d'appui à la production agricole. Or, l'éjidataire n'étant pas propriétaire de sa parcelle, jusqu'en 1956 c'est l'ensemble de l'*ejido* qui était considéré comme emprunteur. C'est donc le commissariat éjidal qui effectuait la gestion des enveloppes et la sélection des candidats au crédit, avec les abus que l'on imagine. À travers le contrôle du commissariat éjidal, les propriétaires de bétail pouvaient filtrer

9. Don Roman Celis put ainsi laisser à partir de 1942 4 000 têtes de bétail sur les terrains qui lui avaient été confisqués dans l'État de Guerrero (fig. 8). Presque cinquante ans après, ses héritiers y conservent toujours une partie de ce bétail sans avoir jamais acquis le moindre droit éjidal (enquête auprès de don Alejandro Celis à Huetamo).

10. Les « agraristas-accapareurs ».

l'accès de la majorité au crédit officiel et prolonger leur domination économique. Ils intervenaient de même dans toutes les décisions relatives à la gestion des terrains de l'*ejido*. Pour le groupe dominant, il convenait que l'organisation de l'espace s'apparente à celle qui était en vigueur dans les grands domaines, reposant sur l'exploitation individuelle des parcelles – qui laissait une porte ouverte à l'accumulation foncière – et l'indivision des parcours pour le bétail, dont l'accès devait demeurer libre.

C'est ce schéma qui a été reproduit dans la majorité des *ejidos*. Les terrains plans étaient divisés entre tous les producteurs et cultivés individuellement au sein d'un vaste espace clôturé. Une fois les récoltes effectuées, le bétail pouvait y pénétrer, sans limitation quant à la taille des troupeaux. Les cultures de défriche étaient regroupées sur un secteur déterminé des indivis, de façon à faciliter leur protection contre les divagations du bétail. On déterminait ainsi un périmètre de défriche, qui se déplaçait ensuite sur les parcours au fil des ans, de sorte qu'il était impossible à un éjidataire de revendiquer un droit de pérennité sur une portion quelconque des indivis. Enfin, l'accès aux parcours était absolument libre pour tout le bétail des éjidataires, ou conditionné au paiement d'une participation aux frais généraux de l'*ejido* pour ceux qui n'en étaient pas membres.

Cette organisation a évidemment connu des modifications en fonction des rapports de force qui existaient entre les *kulaki* et les éjidataires pauvres. Dans la plaine alluviale, où le poids des éleveurs s'est avéré dès le début très important, l'extension des superficies cultivées par la colonisation et la défriche des parcours fut souvent l'objet d'un veto. Cela permettait de conserver des pâturages étendus, mais aussi de contrôler plus efficacement l'accès aux terrains de culture en le faisant dépendre de la force de traction. Dans les parties plus accidentées du nord de la région, la situation était souvent différente. La population était plus faible et l'accumulation primitive plus limitée. La faible extension des *ejidos* et des terres labourables conduisit parfois à la division effective de tous les terrains entre les membres de l'*ejido*, de sorte que l'accumulation de bétail ne pouvait se faire que dans le cadre physique de chaque dotation<sup>11</sup>. Plus fréquemment, des parcours furent conservés mais l'accès du bétail demeura limité à cinq têtes pour chaque éjidataire. Au-delà de ce chiffre, ainsi que pour tout animal extérieur à l'*ejido*, le paiement d'un « impôt » devenait obligatoire. Mais ces situations où les petits producteurs purent contrebalancer le pouvoir des *kulaki* furent une exception.

11. C'est le cas des *ejidos* de Capire de Bravo dans le *municipio* de Carácuaro ou de Ojo de Agua dans celui de Tiquicheo. Il convient de préciser que ces *ejidos* furent créés au cours des années soixante, lorsque l'appropriation des ressources communales par les éleveurs était déjà évidente dans la plaine alluviale et perçue comme une menace par les paysans du piémont.

Pour la bourgeoisie éjidale en voie de constitution, les clés du pouvoir résidaient dans les méthodes déjà largement éprouvées au sein des grands domaines. De la même façon qu'elle avait été l'instrument le plus efficace dans la concentration foncière au siècle précédent, l'usure s'affirma comme le pivot de l'organisation économique et sociale des *ejidos*. En portant un coup terrible à l'ancienne oligarchie, la Réforme agraire permit le développement d'une nouvelle bourgeoisie agraire et commerciale au niveau de chaque localité et à l'échelle régionale. Son essor s'identifia à l'expansion rapide de deux marchés : celui du sésame au niveau national et celui du crédit dans les *ejidos*.

## LE CONTRÔLE DE LA PRODUCTION PAYSANNE : SÉSAME ET CRÉDIT AGRICOLE

---

L'ancienne oligarchie foncière et commerciale ne se remit jamais de la confiscation de ses terres. La majorité des grands propriétaires et de nombreux commerçants préférèrent liquider biens et troupeaux et se replier sur les établissements commerciaux qu'ils avaient pu constituer sur l'Altiplano. Cette génération qui avait fondé sa prospérité sur l'élevage extensif et le commerce du bétail vit dans les expropriations un obstacle majeur à la survie de ces activités. La chute des prix du bétail liée à la crise de 1929 acheva de la dissuader. Il est significatif que parmi l'ancienne oligarchie seule la famille Yrigoyen ait pu conserver une partie de son pouvoir : en diversifiant ses activités vers le commerce du sésame et de son huile, elle s'était placée dans une position favorable pour anticiper le changement radical que constitua la Réforme agraire. L'effacement de ces grands commerçants laissait le champ libre à une nouvelle génération d'entrepreneurs. La Réforme agraire jetait les bases d'une rapide expansion des marchés du crédit, des biens de consommation et des produits agricoles ; libérée de la tutelle des propriétaires et de l'obligation de produire du maïs-fourrage, la population des *ejidos* pouvait rapidement être incorporée à un marché dont le crédit et le sésame constituèrent les fondements économiques.

À la fin des années dix, un petit contingent de migrants originaires du Proche-Orient avait abordé les côtes mexicaines<sup>12</sup>. Certains d'entre eux pratiquèrent le commerce ambulancier d'épicerie, quincaillerie et textiles sur les chemins des Terres Chaudes, à la façon des muletiers mexicains. Bien avant 1930, les plus entrepreneurs, Julian Abraham, Antonio Flores, Pedro Kuri, Pedro

12. Les recensements font état de 2 907 personnes originaires de Turquie, de Syrie et du Liban en 1910, 5 967 en 1921 et 10 548 en 1930 (*Estadísticas Históricas de México* cit. Tome I : 44-45).

Zegbi, s'étaient établis sur la place de Huetamo. Ils formaient l'une des composantes d'une classe émergente de petits commerçants qui cherchaient à contourner les monopoles des grandes sociétés mercantiles régionales. Celles-ci contrôlant les secteurs les plus lucratifs, les exportations de sucre et de bétail vers les principaux centres de consommation, c'est dans d'autres créneaux, le négoce de grains, de maïs et surtout de sésame, que ces nouveaux commerçants se spécialisèrent. Effectués à une échelle modeste, ces négoce demeuraient peu rentables par rapport au commerce du bétail. Ils permirent cependant d'établir des liens avec l'industrie des huiles, encore embryonnaire dans le centre du pays, et les capitaux (ceux des familles Gutiérrez Pardo ou Ontañón) qui appuyaient son développement.

Les perspectives de ce groupe demeuraient cependant limitées aussi longtemps que l'oligarchie maintenait son contrôle sur la majorité des terres et des producteurs de la région. Ce blocage faisait des commerçants de grains les alliés objectifs des organisations « agraristes » qui demandaient l'expropriation des grands domaines. Il n'est pas fortuit que les zones où la Réforme agraire connut le plus grand développement fussent précisément celles où la pénétration commerciale était la plus forte et où les perspectives de développement d'une agriculture tournée vers le marché étaient les plus importantes : les conditions d'un large consensus y étaient rassemblées.

L'industrie nationale d'extraction d'huiles végétales a largement appuyé ce groupe de commerçants à partir de 1930. Dans les années qui suivirent la grande crise économique de 1929, le marché des huiles (pour la consommation humaine, la fabrication de savons, de peintures, etc.) a connu une croissance rapide et la production a triplé entre 1930 et 1941 (BANCO DE MÉXICO, 1943). Les matières premières consistaient alors essentiellement en graines de coton, coprah et sésame, mais c'est cette dernière culture qui a le plus bénéficié du développement de ce marché. Alors que le sésame représentait 11,6 % de la production nationale d'huiles en 1930, ses parts de marché atteignaient 30 % vingt-cinq ans plus tard<sup>13</sup>. La région du Moyen-Balsas était alors considérée comme le meilleur fournisseur en quantité et qualité de cette graine.

Au début des années trente, plusieurs sociétés s'étaient implantées à proximité de la région et se livraient à une forte concurrence pour l'obtention de la matière première. Les usines installées à México (Bola de Nieve, 1-2-3, Santa Rosa, El Clavel), Toluca (Ignacio Salgado SA), Zitácuaro (Martínez) et Morelia (Santa Lucía et Tron Hermanos) s'approvisionnaient essentiellement

13. A. GONZALEZ G., 1937 ; BANCO DE MÉXICO SA , 1956.

à partir de la production des Terres Chaudes. Entre 1930 et 1941, cette forte augmentation de la demande conduisit au triplement des prix au producteur. Le phénomène fut ensuite accentué par le conflit mondial, qui interrompit les importations de coprah en provenance d'Asie du Sud-Est : le prix de la tonne de sésame sur la place de México passa de 380 pesos au début de 1941 à 503 pesos à la fin de la même année, puis à 820 et 1 180 pesos en janvier et juin 1943 (E. GARCIA M., 1945) ; une nouvelle multiplication par trois en à peine plus de deux ans. Pour le producteur, comme pour le commerçant, le sésame devint de loin la spéculation la plus lucrative dans la région de Huetamo.

À l'apogée de la crise économique mondiale de 1929, le sésame fut sans doute l'un des rares produits dont les prix augmentèrent en termes réels, alors qu'en quatre ans le maïs perdait près du tiers de sa valeur. En 1940, les prix réels du sésame avaient presque doublé par rapport à la décennie antérieure, et ceux du maïs poursuivaient leur stagnation. Après la Seconde Guerre mondiale, le rétablissement des importations de coprah eut un effet dépressif sur la demande de sésame, mais celle-ci devait se rétablir par la suite et se maintenir à un niveau relativement élevé : en 1960, l'évolution relative des prix des différents produits de l'agriculture et de l'élevage dans les Terres Chaudes demeurait très favorable au sésame (fig. 19).

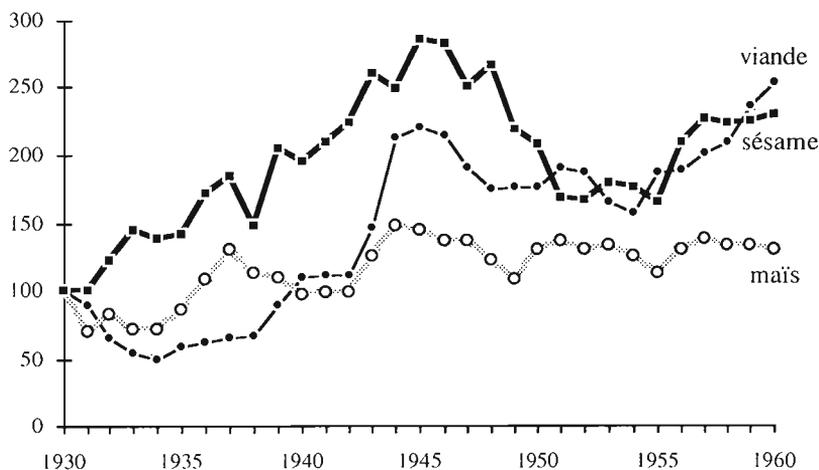


Figure 19  
Évolution des indices des prix à monnaie constante du maïs et du sésame (prix au producteur) et de la viande de bœuf (marché de México) entre 1930 et 1960.

Sources : annexe 4.

L'évolution des prix aux producteurs ne reflète que partiellement celle qui eut lieu aux portes des usines d'extraction d'huile. Lors de la hausse provoquée par le conflit mondial, la différence de prix entre les marchés de Huetamo et de México représentait 50 % du prix d'achat au producteur en 1941, 106 % l'année suivante et

probablement près de 130 % en 1943<sup>14</sup>. Si l'on considère que le coût du transport à dos de mule jusqu'aux usines Tron de Morelia s'élevait à dix pesos par hectolitre de semences (70 pesos par tonne) en 1940 et seulement sept pour l'acheminer à la station de chemin de fer de Zitácuaro (SHCP, 1940), on peut évaluer le bénéfice moyen des intermédiaires à 370 pesos par tonne en 1942 : l'équivalent du prix alors payé au producteur ! Le négoce s'avérait d'autant plus rentable que l'investissement initial du commerçant pouvait demeurer faible. Les fabriques d'huile avançaient les capitaux nécessaires au financement de la production et à l'achat de la récolte à des taux d'intérêt très faibles, 1 à 2 % mensuels sur une période de six mois, de mai à décembre, payables en sésame<sup>15</sup>.

Aux côtés de la famille Yrigoyen, qui parvint à contrôler le quart de la production régionale de sésame jusqu'au seuil des années soixante, se sont constituées de véritables fortunes, celles de Rufino Castillo (propriétaire d'une presse à huile et d'une fabrique de savon), de Julian Abraham et plus tard de Salvador Patiño (dont les ventes de sésame s'élevaient à 7 000 tonnes vers 1965<sup>16</sup>) à Huetamo, de Luis Alcaraz à Limón de Papatzindán, celle des frères Pardo à Tiquicheo ou de Carlos Santoyo à Carácuaro. Depuis l'époque cardéniste, ce sont ces « alliés de la Révolution » et leurs héritiers qui ont détenu le pouvoir politique dans les cinq *municipios* de la région, passant successivement de la direction de la chambre de commerce régionale à celle de l'un des comités municipaux du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), ou de l'une des présidences municipales à la chambre des députés de l'État du Michoacán.

L'organisation de la production de sésame, son financement et sa commercialisation reposaient sur une structure pyramidale au sommet de laquelle régnaient les grands industriels de l'Altiplano. Les prêts concédés par les grandes fabriques d'huile aux principaux acheteurs des centres de commercialisation (Huetamo, Carácuaro, Limón de Papatzindán et Tiquicheo) étaient ensuite canalisés vers un réseau de petits intermédiaires et de commissionnaires locaux, installés dans chaque village ou *ejido* et solidement intégrés à leur communauté sociale. Ceux-ci se chargeaient à leur tour de distribuer le financement entre les producteurs. À chaque étape, le coût du crédit augmentait sensiblement : les prêts à 1 % mensuel concédés par les fabriques aux grands intermédiaires étaient transmis avec des intérêts de 2 et 3 % aux commerçants locaux. Les éjidataires, eux, n'obtenaient en général de financement qu'à des taux de 5 à 10 % mensuels. Les paiements devaient bien sûr être effectués en sésame, le prix d'achat suivant le gradient inverse de celui du crédit.

14. D'après les prix présentés par F. GARCIA (1945) et ceux du tableau III.

15. Enquête auprès de don Luis Alcaraz, Limón de Papatzindán, *municipio* de Tiquicheo.

16. Entrevue avec l'intéressé, Huetamo.

L'extension de ce marché exigeait un fort développement des infrastructures et le désenclavement de certaines aires dont le potentiel productif avait été démontré. S'appuyant sur les investissements publics réalisés dans les années cinquante (amélioration des pistes reliant Nocupétaro à Tacámbaro, et Tafetán à la route nationale Morelia-México), quelques commerçants entreprirent eux-mêmes la construction de routes reliant les villages les plus isolés : Luis Alcaraz finança dans les années cinquante la réalisation d'une piste reliant Carácuaro à Limón de Papatzindán et de chemins annexes vers les vallées de Purungueo et San Miguel Canario, au total 85 kilomètres. Cette opération lui permettait de contrôler un vaste secteur et de capter une production de 2500 tonnes de sésame chaque année<sup>17</sup>. Le sésame, transporté à dos de mule jusqu'à Tafetán ou Nocupétaro, y était ensuite embarqué sur des camions qui rejoignaient Morelia en deux ou trois jours. La construction de routes « carrossables » aux frontières nord de la région favorisa un léger déplacement du commerce vers le piémont de l'Altiplano, sans pour autant mettre en question le pouvoir des grands intermédiaires de Huetamo. La ville demeurait le centre commercial et financier des Terres Chaudes. Au milieu des années cinquante, la société Yrigoyen y transformait chaque année près de 3 000 tonnes de sésame avant d'expédier l'huile non raffinée à dos de mules à la fabrique Santa Lucía de Morelia qui finançait l'entreprise<sup>18</sup>.

### *La petite production paysanne : mirages et sujétion économique*

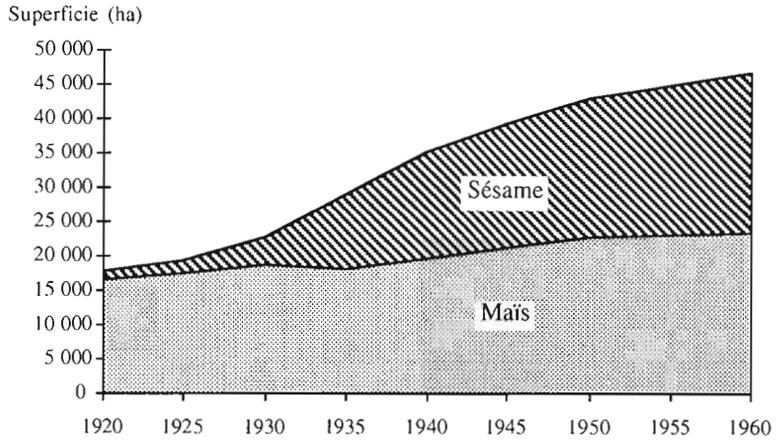
De par ses conditions climatiques extrêmement favorables à la culture du sésame (saison pluviale courte et chaude, permettant le développement rapide des plantes et leur récolte dans des conditions de faible humidité) et sa proximité des centres de transformation, la région du Moyen-Balsas bénéficia d'une situation de quasi-monopole dans la culture de cet oléagineux. Elle n'était réellement concurrencée, sur le cycle pluvial, que par la frange côtière de l'État de Guerrero, beaucoup plus enclavée et éloignée des marchés. Dès 1940, on y récoltait le tiers de la production nationale et la région de Huetamo fournissait à elle seule le quart de celle-ci (BANCO DE MÉXICO, 1943). Dans les vingt années suivantes, la superficie de sésame ne cessa d'y progresser, au point de représenter la moitié de la superficie cultivée dans les Terres Chaudes (fig. 20).

Un nombre réduit d'entrepreneurs agricoles, bénéficiant d'un large accès au crédit offert par les fabriques d'huile de Morelia et

17. Entretien avec Luis Alcaraz.

18. Enquête auprès de Enrique Echenique, Huetamo.

Figure 20  
Évolution de  
la superficie  
cultivée  
entre 1920  
et 1960.



Sources : recensements agricoles et F. FOGGIO M. (1936).

México, a joué un rôle dans cet accroissement des superficies. Leur champ d'action se limita le plus souvent aux *ejidos* situés sur les meilleures terres, dans les plaines alluviales du Balsas ou du Río Tuzantla. Les *éjidataires* les plus pauvres et dépourvus de moyens de production recevaient d'eux une paire de bœufs, un joug et un araire, la semence, ainsi qu'une certaine quantité d'argent et de maïs ; ils devaient semer en sésame toute leur parcelle. Les travaux de récolte étaient financés pour moitié par le « patron » et celle-ci divisée en deux parts égales. L'*éjidataire* devait alors immédiatement acquitter ses dettes sur la part qui lui revenait. En somme, sa situation demeurait semblable à celle qui était la sienne sur le grand domaine, mais cette fois c'est sur sa propre parcelle qu'il était « métayer » et le sésame y avait remplacé le maïs comme culture obligatoire. À partir des années quarante-cinq - cinquante, les superficies cultivées sur la base de ce rapport ne cessèrent de croître, grâce à l'emploi des premiers tracteurs. L'entrepreneur assurait alors le labour du terrain et la préparation du lit de semence, et l'*éjidataire* prenait en charge tous les autres travaux. L'utilisation du tracteur permettait de contrôler des superficies considérables : au seuil des années soixante, Enrique Hernández, Juan Abraham, Irineo García, Nicolas Romero ou Remedio Suárez cultivaient des centaines d'hectares chaque année. Ils étaient les symboles du « miracle économique » de la région, l'image d'une agriculture marchant enfin dans les pas de son aînée nord-américaine.

En fait, ce « néo-latifundisme »<sup>19</sup> n'avait que peu à voir avec le système de production du *farmer* des grandes plaines. Les grands agriculteurs de la région de Huetamo s'appuyaient certes sur un capital productif important, sur la possession de nombreux

19. Pour reprendre le terme employé par R. STAVENHAGEN (1974).

attelages et sur l'introduction des premiers tracteurs. Mais la production demeurait relativement extensive, visant l'exploitation des terres jusqu'à leur épuisement, sans apport d'intrants autres que la force de traction. « Le bénéfice dépendait principalement de l'extension que l'on arriverait à couvrir, plus que des rendements que l'on pourrait y obtenir »<sup>20</sup>. Lorsque la fertilité des sols commençait à décroître et que les problèmes phytosanitaires se multipliaient sous l'effet de la monoculture prolongée de l'oléagineux, il suffisait à l'entrepreneur de se déplacer vers un autre *ejido* et d'autres paysans pauvres. Grâce à un cycle de production court (n'exigeant le contrôle de la terre que durant trois mois) et à ses prix très attractifs, le sésame s'accommodait parfaitement des conditions mises en place par la Réforme agraire et permettait une rentabilité exceptionnelle des investissements.

Mais l'essor de la culture du sésame ne peut être attribué à ces seuls entrepreneurs. Ceux-ci ne représentèrent jamais plus de quelques milliers d'hectares et peut-être le cinquième de la production régionale. L'accroissement des superficies fut essentiellement le fait des petits producteurs éjidataires.

Les prix élevés proposés furent déterminants dans la diffusion de la culture : en 1940, le produit brut d'un hectare de sésame était de 40 à 50 % supérieur à celui que pouvait procurer la culture du maïs<sup>21</sup> et l'écart entre les deux cultures quant à la productivité du travail atteignait 22 % (tabl. iv). Pour un agriculteur employant une main-d'œuvre uniquement familiale, la différence était sensible. Quinze ans plus tard cependant, la différence entre produits bruts s'était réduite à 10 %, mais la superficie de sésame continuait à croître au même rythme et elle se maintint à un niveau très élevé bien après que cette culture eut perdu son attrait économique pour le producteur.

La structure du crédit qui se mit en place après l'évincement des grands propriétaires constitue une explication à ce phénomène. Toute avance en argent ou en maïs devait être remboursée en graines de sésame et seule la location des animaux de trait, vestige du passé, continua souvent à se négocier en hectolitres de maïs. Auprès des commerçants et des usuriers, le sésame faisait office de monnaie d'échange et aucune marchandise n'était prêtée si le débiteur ne s'engageait pas à livrer sa récolte au même guichet. Le petit producteur ne pouvait obtenir de crédit à des taux inférieurs à 5 % mensuels, et souvent ils oscillaient entre 8 et 10 %. À partir de la date des semis et pour tout prêt supplémentaire, il se trouvait dans l'obligation de vendre sur pied sa récolte, aux trois quart, voire aux deux tiers du prix qu'avait le sésame l'année précédente.

20. R. SEAVENHAGEN (1974) : 50.

21. En 1940 les prix au producteur étaient, à Huetamo, de 33 pesos pour deux hectolitres de sésame et 5 pesos par hectolitre de maïs (SHCP, 1940 : 347), soit respectivement 239 et 72 pesos par tonne (on remarquera l'écart avec la moyenne des prix calculée au niveau national, de 296 pesos/tonne pour le sésame et de 97 pesos/tonne pour le maïs, voir l'annexe 4). Les rendements à l'hectare oscillaient alors autour de 375 kilos pour le sésame et 800 kilos pour le maïs, autorisant un produit brut de 90 et 58 pesos respectivement.

L'effet bénéfique du sésame sur les rendements des cultures vivrières a constitué un autre facteur d'expansion. Bien des terres de labour avaient été soumises depuis des décennies à la monoculture du maïs et les rendements y étaient particulièrement faibles. En intercalant un cycle de culture de sésame entre deux semis de maïs, on brisait le cycle de reproduction des parasites et des adventices. Pour beaucoup de paysans, « le sésame servait d'engrais au maïs »<sup>22</sup>. L'oléagineux avait aussi l'immense avantage de ne pas concurrencer le maïs dans l'emploi de la main-d'œuvre : il s'accommode d'un semis tardif, présente une sensibilité réduite à la sécheresse du mois d'août et se récolte un bon mois avant que les épis de maïs ne soient mûrs. Pour un petit producteur cherchant à optimiser l'utilisation de sa main-d'œuvre familiale pour ne pas avoir recours à des travailleurs salariés, l'étalement du calendrier de travail était indispensable. La monoculture du maïs sur 5 à 6 hectares de la parcelle éjidale créait de sérieux goulots d'étranglement pour les labours et les sarclages car la « canicule » d'août ne permettait pas d'échelonner les semis. Sa rotation avec le sésame offrait au contraire la possibilité d'utiliser toute la superficie cultivable, en atténuant l'acuité des pointes de travail.

Le sésame est pourtant plus exigeant en main-d'œuvre que le maïs. La préparation du terrain (passages croisés avec l'araire) était en général effectuée après avoir terminé le semis des cultures vivrières, sa réalisation tardive permettant l'élimination de la première levée d'adventices. Les densités de semis ont toujours été élevées pour compenser ce retard relatif, dans l'objectif de favoriser l'étouffement des mauvaises herbes et de réduire les risques de mauvaise germination ou de pourrissement des jeunes plantes. Les densités de semis étaient beaucoup plus élevées que pour le maïs : elles atteignaient 30 000 à 35 000 poquets, soit, à raison d'une dizaine de graines par poquet, jusqu'à 300 000 plantes à l'hectare. Le sésame assurant une couverture limitée du sol, les travaux de sarclage, effectués avec la *tarecua*, étaient particulièrement lourds, d'autant qu'ils étaient parfois complétés d'un buttage à l'araire. Mais comme le semis, ils avaient lieu après le sarclage des parcelles de maïs et pouvaient être menés à bien sur deux à trois hectares, grâce au travail d'une famille de quatre personnes.

La récolte en revanche constituait le point le plus sensible de ce calendrier, dans la mesure où elle ne peut souffrir aucun délai et doit se réaliser dès la fin des pluies, sur un très court laps de temps (l'ouverture des fruits provoque de fortes pertes de grains si la moisson est un tant soit peu retardée) : au-delà d'une superficie

22. Cette affirmation des vieux paysans de la région de Huetamo peut surprendre. De par la brièveté de son cycle végétatif, sa faible couverture du sol et l'importance des travaux de sarclage (qui constituent en outre un facteur non négligeable d'érosion), la culture du sésame est généralement considérée comme particulièrement épuisante pour les sols. Il est cependant probable qu'en brisant le cycle de reproduction des parasites du maïs, son introduction dans les systèmes de culture ait été ressentie comme un bienfait par les producteurs et qu'elle ait permis une légère augmentation des rendements de la céréale.

limite, l'emploi de main-d'œuvre salariée devient indispensable. Par ailleurs, les fortes densités de semis imposaient la moisson d'un très grand nombre de pieds de sésame, dont le contenu de semences était relativement faible. Or le paiement des journaliers pour la récolte du sésame se fait à la tâche, en fonction du nombre de gerbes constituées par chacun et non de sa récolte de grain. Les opérations de coupe, de confection et de transport des gerbes puis l'assemblage des meules exigent ainsi l'emploi de huit à dix adultes par hectare. Pour une superficie de 3 hectares, ce sont trente journées de travail qu'il faut distribuer sur quatre à six jours. Pour beaucoup d'ajidataires, l'emploi de journaliers, dont les salaires augmentaient alors sensiblement du fait du considérable accroissement de la demande, obligeait à recourir à l'usurier en lui vendant la récolte sur pied. La superficie semée était donc limitée à la capacité de la main-d'œuvre familiale. À cette condition, l'introduction du sésame permettait d'améliorer sensiblement la productivité du travail.

Travaux	Maïs	Sésame
Labour : 1 <sup>er</sup> passage	4 jours/ ha	4 jours/ ha
2 <sup>e</sup> passage	4 jours	4 jours
Semis	2 jours	2 jours
1 <sup>er</sup> sarclage	7 jours	10 jours
Bultage	1 jour	1 jour
2 <sup>e</sup> sarclage	7 jours	8 ou 9 jours
Récolte du sésame	-	10 jours
« Battage » et transport	-	3 jours
Récolte et transport du maïs	7 jours	-
Total (journées par hectare)	32	43
Rendement	800 kg	375 kg
Équivalent monétaire en 1940 (pesos)	58	90
Productivité du travail (pesos/jour)	1,8	2,2

Tableau iv

*Temps des travaux  
et productivité  
du travail  
sur une parcelle  
labourée,  
comparaison  
entre maïs  
et sésame*

Quel gain monétaire le producteur pouvait-il obtenir sur une parcelle de six hectares où il cultivait maïs et sésame en rotation ? En 1940, le délégué de promotion agraire de Huetamo estimait que le coût à couvrir sur une telle superficie s'élevait à 200 pesos, en dehors de la location de la force de traction (SHCP, 1940). Dans le cas où cette somme avait été empruntée à un usurier en mai, au taux de 5 % mensuels, c'était 255 pesos que le producteur devait rembourser lorsqu'il venait vendre sa récolte de sésame. La même année, le prix au producteur dans la région s'établissait à 239 pesos par tonne. L'ajidataire devait donc donner 1 065 kilos de sésame à l'usurier en paiement de sa dette. En misant sur un

rendement de 375 kilos par hectare selon les statistiques de l'époque<sup>23</sup>, la production de trois hectares (1 125 kilos) était presque entièrement engloutie pour ce paiement. Il faut ajouter à cette quantité le coût de location d'une paire de bœufs qui, en raison de la pénurie relative d'animaux de trait, s'élevait fréquemment à 10 ou 12 hectolitres de maïs dans les années qui suivirent la Réforme agraire, presque la production totale d'un hectare. La superficie dont disposait réellement l'éjidataire pauvre pour entretenir sa famille et accumuler un petit surplus atteignait donc à peine deux hectares : sa marge d'accumulation ne dépassait pas celle des fermiers des grands domaines.

L'entretien d'une famille de cinq personnes et d'une basse-cour réduite représentant environ 1 200 kilos de maïs, soit la production de 1,5 hectare, il ne restait en fait qu'un demi-hectare au petit producteur pour créer un surplus. Cette superficie était généralement semée de sésame, dans la mesure où la force de travail familiale le permettait.

La culture du sésame s'est développée dans toute la région, à l'exception des sols trop humides et des versants trop frais et trop sensibles à l'érosion. Sur tous les terrains plans, la rotation maïs-sésame s'est généralisée, parfois même sous la forme d'une rotation triennale de type sésame-sésame-maïs. Les collines de pente faible et sur-pâturées dont les sols maigres ne permettaient pas la culture vivrière purent être mises en valeur, grâce aux maigres exigences nutritives de l'oléagineux. Les rendements y demeuraient faibles et décroissaient très rapidement mais ces terrains n'en étaient pas moins cultivés durant trois à cinq cycles, avant d'être laissés deux à trois ans en friche<sup>24</sup>. Le sésame s'étendait dans toutes les Terres Chaudes, représentant jusqu'à 80 % de la superficie labourée autour de Huetamo (SHCP, 1940). Dans bien des *ejidos* au long du Balsas, le maïs était confiné aux versants et au système de culture par défriche-brûlis, alors que le sésame occupait tous les fonds de vallées et les terrains peu pentus (P. HENDRICH, 1945).

Très vite cependant se sont manifestés certains signes de fragilité du système économique qui se développait autour de Huetamo dans la dépendance presque exclusive de la production du sésame. Au début des années quarante, alors que la région demeurait relativement enclavée, l'extension des superficies consacrées à l'oléagineux au détriment de la culture du maïs finit par provoquer une sérieuse pénurie d'aliments de première nécessité. Au printemps 1940, le prix au détail du maïs atteignit le triple de celui proposé au producteur à la récolte précédente

23. BANCO DE MÉXICO SA (1943) : 501. Dans les Terres Chaudes, les rendements du sésame, comme ceux des autres cultures, se caractérisaient par leur extrême faiblesse par rapport aux moyennes nationales. À la même époque, les rendements moyens du sésame étaient de 550 kilos/hectare dans l'État de Sinaloa et de 660 kilos/ha dans l'État de Colima.

24. La terre étant complètement abandonnée durant cette période, il s'agit bien d'une friche et non d'une jachère.

(SHCP, 1940). À la même époque, les excès de cette spécialisation devinrent également évidents dans certains villages où les problèmes phytosanitaires se multipliaient et où les terres s'appauvrissaient (G. GONZALEZ, 1937). Il est probable qu'autour de Huetamo, la production connut alors une légère stagnation et que le maïs réoccupa certains terrains dont il avait été déplacé. Mais l'extension du rayon d'action des grands commerçants et la diffusion de la culture du sésame dans les parties les plus reculées des Terres Chaudes prolongèrent l'accroissement des superficies, et l'organisation économique régionale ne fut pas affectée par ces manifestations alarmistes. Au seuil des années soixante, les grands commerçants et certains entrepreneurs agricoles étaient apparemment parvenus à détourner à leur profit les acquis de la Réforme agraire. Il en alla du crédit public comme des distributions de terres.

### *Le crédit public : subvention à l'usurier*

L'importance du crédit dans la conduite de la Réforme agraire n'avait pas été ignorée par l'administration cardéniste. Une banque nationale de crédit éjidal (BNCE) avait été créée, dont les agences locales étaient chargées d'aider les éjidataires dans l'acquisition des moyens de production leur faisant défaut et de financer la production agricole par des crédits de campagne adaptés aux conditions locales. Dès 1935 fut inaugurée une agence locale à Huetamo et son rayon d'action atteignait à peu près toute la zone de grande agriculture de la région au début des années cinquante.

L'impact des programmes d'équipement des *ejidos* (fourniture à crédit de charrues et d'attelages) demeura cependant extrêmement limité, en partie en raison du manque de fonds à la disposition de l'agence régionale. En 1936, le montant des crédits destinés à l'achat d'attelages atteignait la coquette somme de 7 841 pesos, la valeur de 87 paires de bœufs à répartir entre environ 1 500 éjidataires<sup>25</sup>... et vingt-cinq ans plus tard, on recensait 1 325 charrues métalliques dans les *ejidos* de la région pour une superficie cultivée de presque 40 000 hectares<sup>26</sup>. Les mêmes restrictions budgétaires empêchaient la mise au point de lignes de crédits de campagne qui auraient permis au paysan de couvrir la totalité des frais de production, en particulier le coût de location des animaux de trait. Le crédit agricole ne prenait en compte que le coût des cultures et non les flux de trésorerie du producteur. Or, c'est un crédit à la consommation, au moment de la soudure, qui lui faisait le plus défaut et seul l'usurier local y pourvoyait. Bien avant la récolte, l'éjidataire se trouvait donc de nouveau

25. F. FOGGIO M. (1936), tome III : 365.

26. *IV Censo Agrícola, Ganadero y Ejidal 1960.*

dans l'obligation de recourir à l'assistance de celui-ci : il s'avérait impossible de s'attaquer avec succès aux bases de l'usure locale sans se substituer à celle-ci dans toutes ses fonctions.

L'organisation et le fonctionnement du système de crédit public offrent un autre exemple de ses lacunes et de son inefficacité. La prise en compte de l'*ejido*, dans sa globalité, comme sujet de crédit conduisait à la concentration d'un pouvoir considérable entre les mains du commissariat éjidal qui devenait le seul interlocuteur entre la banque et les éjidataires. Grâce au contrôle exercé sur ce commissariat, l'oligarchie éjidale et les petits usuriers locaux parvenaient à orienter la diffusion du crédit en fonction de leurs intérêts. Le cas des financements pour l'achat de tracteurs est particulièrement révélateur. Malgré le coût et la rentabilité douteuse d'une telle acquisition dans une région où le relief se prête rarement à leur emploi, quelques sociétés éjidales avaient bénéficié, dans le courant des années cinquante, de la fourniture de tracteurs à prix subventionnés. Au bout de quelques années, et après paiement d'une bonne partie du solde, l'utilisation abusive des machines au profit de ceux qui cultivaient les superficies les plus importantes, la mauvaise répartition des responsabilités dans leur entretien provoquèrent la dissolution des sociétés et leur liquidation, entraînant la mise en vente des tracteurs. Invariablement, ils furent rachetés à la moitié ou au tiers de leur valeur réelle par les notables des *ejidos* ou quelques grands entrepreneurs, après versement d'une gratification aux autorités éjidales<sup>27</sup>.

Dans le courant des années cinquante, l'administration du crédit public devint un foyer de corruption notoire. Les autorités politiques municipales, largement contrôlées et manipulées par les grands commerçants de grains, multiplièrent les ingérences dans l'utilisation des fonds, les déviant sur tel ou tel *ejido* et au bénéfice de tel ou tel cacique villageois. La forme de collusion la plus fréquente consistait dans le détournement d'une partie du crédit accordé à un *ejido* par le commissariat et l'inspecteur local de la banque éjidale. En effectuant de petits prélèvements (10 ou 20 %) sur les enveloppes destinées à des producteurs ignorant le montant total qui leur était alloué, on constituait ainsi une cagnotte qui était ensuite divisée en deux parts égales. L'assurance à la production incluse dans les lignes de crédit constituait elle aussi une source de profits faciles : les années de sinistre, inspecteur et commissariat, grossissant le trait, faisaient les démarches nécessaires pour que l'*ejido* soit exonéré du paiement du crédit, puis informaient les producteurs que celles-ci n'avaient pu aboutir et empochaient leurs versements. Le niveau de remboursement des prêts de campagne avoisina peu à peu le néant, les éjidataires

27. Le nombre de tracteurs ne dépassait pas six unités dans les *ejidos* de toute la région en 1960, ce qui tend à prouver que la plupart de ces tracteurs furent récupérés par les grands entrepreneurs privés qui en détenaient dix-neuf à la même époque. (*IV Censo Agrícola Ganadero y Ejidal 1960*).

refusant de payer un crédit dont il n'avaient reçu qu'une fraction, et la liste rouge des réfractaires, interdits de tout nouveau financement, ne fit que croître. En 1946, l'utopie cardéniste avait vécu et le volume des crédits alloués aux *ejidos* commença à fondre.

En fait, la banque éjidale était devenue un instrument de plus dans les mains des grands commerçants pour contrôler la production régionale de sésame. Pour faciliter le remboursement du crédit, on demandait parfois aux producteurs d'un *ejido* de livrer leur récolte à un commerçant donné qui se chargeait lui-même de déduire les paiements sur la part de chacun et remettait ensuite cette quantité à l'inspecteur de la banque avec, bien sûr, la commission qui lui était due. Ainsi en 1938, « au moment de la récolte du sésame, [...] le délégué de promotion éjidale fit passer une circulaire à tous les commissaires exigeant sous la menace de dures peines qu'ils fassent livrer la récolte à un seul commerçant de cette localité »<sup>28</sup>. Une telle injustice provoqua un tollé et par la suite on fit en sorte que le gâteau soit plus équitablement réparti entre les membres de la chambre de commerce de la ville : les grands commerçants de grain avaient acquis une position incontournable que les responsables locaux de la Réforme agraire et du crédit aux *ejidos* ne songèrent jamais à mettre en question.

À la fin des années cinquante, les espérances nées avec la fondation de la banque éjidale s'étaient définitivement évanouies et les activités de celle-ci avaient plus une valeur symbolique qu'un réel impact sur l'activité économique des Terres Chaudes. À l'épreuve du temps, l'idéal des paysans qui s'étaient lancés dans la lutte révolutionnaire au cri de « Terre et Liberté ! » s'était effiloché. La Réforme agraire de l'époque cardéniste leur donna accès aux terres, mais elle échoua dans la tentative de leur laisser la liberté d'y produire. Fixées par l'usurier et le propriétaire de l'attelage de bœufs, les conditions de la production ne laissaient à l'éjidataire qu'une faible marge d'accumulation. C'est dans ces limites étroites que se jouait désormais sa survie au sein de l'*ejido*.

28. SHCP (1940) : 344.

---

## ÉLEVEURS-COMMERÇANTS ET « HIRONDELLES » : ACCUMULATION ET DIFFÉRENCIATION DANS LES *EJIDOS*

---

L'intégration de la petite paysannerie des Terres Chaudes au marché national des produits et des capitaux s'est complétée au cours des années qui suivirent la Réforme agraire, et cette intégration

s'est également étendue au domaine du travail. Jusqu'alors, la main-d'œuvre paysanne libérée des travaux agricoles du cycle pluvial était employée sur les plantations sucrières des haciendas de la région. En brisant le contrôle exercé par les grands propriétaires sur la population de leurs domaines, la Réforme agraire a libéré cette force de travail et permis son emploi dans d'autres secteurs d'activité. À partir des années quarante, des mouvements saisonniers de grande amplitude se sont dès lors développés depuis les Terres Chaudes vers d'autres bassins d'emploi.

### *Muletiers et travailleurs migrants, figures centrales du système agraire*

L'accroissement de la demande et de la production de sésame avait provoqué le gonflement et l'accélération des échanges entre la région du Moyen-Balsas et les grands centres de consommation. Une importante augmentation de la capacité de transport par la multiplication du nombre des muletiers et de leurs animaux était indispensable pour soutenir cette croissance. Par ailleurs, la Réforme agraire, en brisant certains monopoles et en libérant un grand nombre de consommateurs de la tutelle et des prélèvements de l'ancienne oligarchie, ouvrait également de nouvelles perspectives pour le commerce itinérant. Ces facteurs ont favorisé un essor du trafic muletier dans le courant des années quarante et cinquante.

Dès la fin de la récolte, les principaux négociants de sésame et les fabricants d'huile brute envoyaient des caravanes d'ânes et de mules vers Zitácuaro et Morelia. De novembre à avril, un flot ininterrompu s'écoulait au long des pistes menant de Huetamo à Morelia en passant par Carácuaro, Nocupétaro et Acuitzio ou à Tiquicheo, Tuzantla et Zitácuaro. Le *cascalote* était également convoyé jusqu'à la station de chemin de fer de Zitácuaro. Le fret était payé aux muletiers à la « charge », soit l'équivalent de deux hectolitres de grain (approximativement 140 kilos) que l'on répartissait sur deux ânes. En 1939, il en coûtait 7 pesos pour un voyage de trois jours à Zitácuaro et 10 pesos pour les cinq jours de marche à Morelia (SHCP, 1940). Ces quantités représentaient alors respectivement 20 et 30 % du prix d'achat au producteur de la quantité de sésame transportée, et le muletier pouvait doubler son bénéfice s'il parvenait à effectuer le retour au service d'un commerçant. C'est-à-dire qu'en six semaines de service ininterrompu, deux ânes pouvaient rapporter autant que la production moyenne d'un hectare de sésame. Cette activité offrait des perspectives d'accumulation appréciables... à la condition de disposer des animaux de bât nécessaires.

L'importance économique des ânes et des mules n'a cessé de croître après la Réforme agraire. À la fin des années trente, la plaine du Balsas se trouvait dans une situation similaire à celle des balcons de l'Altiplano soixante ou soixante-dix ans plus tôt, au moment de la pénétration des « sociétés mercantiles » en direction des Terres Chaudes. Avec l'émergence d'un centre commercial et financier tel que Huetamo, elle devint un tremplin idéal pour la prospection de régions plus enclavées, telles que la Sierra Madre de Guerrero (au sud des Terres Chaudes) ou les parties accidentées de l'ouest de la région. La Réforme agraire, en permettant l'émancipation relative d'une grande partie de la population, élargit la base humaine du commerce itinérant mis en place à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et amplifia considérablement le marché potentiel. Comme au siècle précédent, il s'agissait d'échanger des biens manufacturés (tissus, vêtements, outils et ustensiles de cuisine) contre des produits agricoles ou d'élevage collectés dans les secteurs les plus isolés, à des conditions extrêmement avantageuses.

Huetamo fut de loin le pôle dominant, de par sa position privilégiée à mi-chemin entre l'Altiplano et la chaîne côtière, et aussi parce que la population susceptible de s'engager dans ce type de commerce était nombreuse. On y obtenait auprès des grands commerçants les fonds nécessaires à l'entreprise, ainsi que les produits industriels qui servaient de base au trafic. Le muletier recevait vêtements et tissus à crédit, payables au retour de sa tournée. Quelques magasins de Huetamo, tels ceux de R. Castillo, J. Abraham, A. Flores ou les établissements Yrigoyen se firent ainsi une spécialité des ventes de biens manufacturés avec un crédit de deux ou trois semaines. Ceux qui disposaient d'une solvabilité et d'une crédibilité suffisantes s'adressaient aux grandes maisons de commerce textile de Morelia ou de México, directement ou bien au travers de leurs agents de Zitácuaro ou de Tacámbaro. Les prix tout comme les conditions du crédit y étaient plus attractifs, mais il fallait alors allonger sensiblement la portée du trafic, sa durée et donc les temps de rotation du capital investi.

Les colporteurs se dirigeaient vers les hameaux demeurés sans aucune communication avec le monde extérieur durant la saison des pluies, de façon à y parvenir au moment de la récolte du maïs ou immédiatement après celle-ci. La Sierra de Guerrero constituait l'objectif le plus prisé car elle était accessible aux muletiers deux mois avant la maturation des variétés locales de maïs. On pouvait alors acheter la récolte sur pied, en échange de sucre et de vêtements, et la recevoir quelques mois plus tard à l'occasion d'un autre voyage. Le crédit pouvait parfois courir sur tout le cycle pluvial. Des commerçants des Terres Chaudes qui sillonnaient la

région se convertirent ainsi en usuriers des communautés indiennes de la Sierra, à la façon de leurs prédécesseurs de l'Altiplano soixante-dix ans plus tôt dans la dépression du Balsas<sup>29</sup>. Les itinéraires du trafic longeaient le cours du Río Balsas, au pied de la Sierra, en passant par les mines de Placeres del Oro et la zone productrice de sésame de Guayameo, puis plongeaient vers la côte du Pacifique et les villages de La Unión, Zihuatanejo, jusqu'à Petatlán. La tournée depuis la plaine du Balsas durait environ trois semaines. D'autres trajets conduisaient aux contreforts de la Sierra de Inguarán, à l'ouest des Terres Chaudes, ou aux étroites vallées des *municipios* de Carácuaro ou de Tiquicheo (fig. 2 et 21).

Le sucre, les vêtements et les ustensiles métalliques étaient échangés contre le sésame, le sel, les piments et les noix de coco de la côte, des chèvres, des poules et du *mezcal* dans la Sierra ou des cuirs de vache et de chevreuil et des fromages dans les Terres Chaudes. Lorsque les pénuries d'aliments faisaient monter les prix à Huetamo, le maïs s'ajoutait à ces denrées. Malgré les dimensions modestes de ce commerce (la plupart des colporteurs voyageaient avec seulement deux ou trois ânes), les taux de profit qu'il générait pouvaient être considérables. « Une pièce de tissu achetée à México pouvait se revendre dans les ranchos avec 200 % de bénéfice. » « Dans les ranchos, j'achetais les fromages fabriqués durant la saison sèche et j'arrivais parfois à les revendre dix fois leur prix à Huetamo. <sup>30</sup> » Selon les anciens muletiers, en une saison, on pouvait avec de la chance multiplier par dix l'investissement initial, malgré les taux d'intérêt élevés pratiqués par les grandes maisons de commerce pour le prêt des marchandises. Le commerce itinérant représentait le moyen d'accumulation le plus rapide, à défaut d'être le plus sûr, pour qui disposait déjà d'un petit capital<sup>31</sup>. Autour de Huetamo, il devint la source de richesse d'un petit nombre et le rêve doré de la majorité.

Cette activité restait souvent du domaine du souhait car elle dépendait dans une large mesure des prêts de marchandises consentis par les commerçants de Huetamo ou les fabriques textiles de l'Altiplano. Pour le petit producteur, l'achat au comptant des vêtements et de la ferblanterie, après le remboursement des dettes contractées durant le cycle pluvial, était impossible sans compromettre les réserves de maïs de sa famille. Or la confiance de l'usurier à l'endroit d'un éjidataire ne disposant d'aucun titre de propriété dépendait de la solvabilité qu'il pouvait démontrer : l'accès aux marchandises était réservé aux personnes ayant atteint un certain niveau d'accumulation ou pouvant faire état de recommandations. L'appartenance à la petite oligarchie éjidale ou, pour le moins, des relations privilégiées avec elle étaient indispen-

29. Voir le témoignage de P. HENDRICH (1945) sur les modalités de ce commerce dans la Sierra de Guerrero.

30. Enquête auprès de don Silvestre Chavarrieta, Huetamo.

31. Le risque de tout perdre faisait partie intégrante du trafic. Les colporteurs voyageaient toujours armés et essayaient généralement de se regrouper en petites caravanes pour aborder les parties les plus isolées de leurs périples. Il n'était pas rare que les villageois avec qui s'effectuait le troc tentent de reprendre leur bien en tendant des embuscades sur le chemin du retour.

• Certains retournaient en caleçons à Huetamo et bien heureux d'avoir conservé la vie - (entrevue avec don Natividad Romero, Turitzio, *municipio* de Huetamo).

sables pour avoir quelque chance de succès dans cette entreprise. Le groupe des colporteurs demeura donc réduit, même si son influence fut déterminante dans le comportement économique de la majorité des éjidataires : il y eut toujours beaucoup de candidats mais peu d'élus. Ces conditions permettent également de comprendre pourquoi la majorité des muletiers était originaire des environs de Huetamo, peu d'entre eux provenant du piémont de l'Altiplano. L'essor de la culture du sésame dans les plaines alluviales y avait favorisé la multiplication de petits intermédiaires liés aux grandes maisons de commerce qui finançaient la production aussi bien que le trafic saisonnier. Les voies du crédit pour ces deux activités suivaient les mêmes canaux et les mêmes taux d'intérêt ascendants depuis la maison mère jusqu'au petit commerçant de village. Ce sont donc surtout des personnes impliquées dans le négoce du sésame qui pouvaient se lancer dans le colportage avec des conditions favorables.

Le petit peuple des *ejidos* n'avait pas d'autre choix que de vendre sa propre force de travail durant la longue saison sèche. Les paysans des Terres Chaudes constituaient la main-d'œuvre idéale pour les grandes zones d'agriculture commerciale qui connurent un développement rapide dans l'après-guerre. Vers le nord et les côtes s'étendaient des périmètres irrigués où la demande de main-d'œuvre non qualifiée ne cessait de croître et se maintenait à un niveau élevé tout au long de l'année. Les paysans pauvres y trouvaient l'occasion d'améliorer leurs revenus.

Au niveau national cependant, l'instauration des programmes de recrutement de main-d'œuvre mexicaine pour couvrir les besoins de l'économie nord-américaine entre 1942 et 1964 eut un impact considérable sur les migrations de travailleurs. Les salaires proposés dans les fermes de Californie ou du Texas étaient de 35 à 70 % supérieurs à ceux offerts dans le centre du Mexique, pourtant plus favorisé que la région du Moyen-Balsas<sup>32</sup>. Mais, pour en bénéficier, l'éjidataire des Terres Chaudes devait se rendre aux centres de recrutement les plus proches : Querétaro, à presque 250 kilomètres de Huetamo, ou Aguascalientes, 300 kilomètres plus au nord. Au-delà du coût du voyage, le candidat à la migration devait ensuite couvrir les frais d'enregistrement puis ceux du « tirage au sort » qui désignait les heureux élus. Les premiers représentaient presque dix jours du salaire d'un journalier et il fallait payer jusqu'à quatre fois plus pour que « la chance » soit favorable au téméraire<sup>33</sup>. De la sorte, il était pratiquement impossible d'obtenir un de ces contrats de travail sans l'appui d'un usurier. Un autre écueil de taille résidait dans le fait que ces contrats

32. Voir R. ROBLES B. (1988) : 134. La différence entre le salaire minimum payé dans l'État de Zacatecas et celui offert en Californie était de 45 % en 1952, 70 % en 1955 et 35 % en 1960.

33. *Ibid.* : 135. Il en coûtait 50 pesos de l'enregistrement et 200 pour obtenir un contrat en 1958. Au total l'équivalent de 35 à 40 jours de travail salarié dans les Terres Chaudes.

temporaires ne coïncidaient pas nécessairement avec la saison sèche et empiétaient fréquemment sur une bonne partie du cycle des cultures pluviales. L'éjidataire partant aux États-Unis s'exposait, si sa position n'était pas bien assurée au sein de l'*ejido*, au risque d'être privé à terme de son droit d'usufruit. Ce sont donc en majorité les fils des éjidataires aisés qui purent bénéficier de cette ouverture et en tirer le meilleur parti.

Pour les petits producteurs des Terres Chaudes, seuls les bas salaires offerts dans les zones d'agriculture commerciale du pays étaient accessibles. Dès le début des années quarante, des migrations saisonnières se mirent en place entre la région du Moyen-Balsas et la zone sucrière du golfe du Mexique. Entre 1940 et 1970, la production sucrière connut en effet dans tout le pays un développement rapide et soutenu : elle fut multipliée par quatre entre 1945 et 1960, pendant que la superficie plantée de canne doublait<sup>34</sup>. La région du golfe du Mexique assura l'essentiel de cet accroissement et regroupait les deux tiers de la superficie sucrière en 1960. La constitution de ces zones de monoculture posait de sérieux problèmes dans l'emploi de la main-d'œuvre, à l'occasion de la coupe de la canne. C'est la raffinerie de sucre qui devait organiser et financer cette récolte sur tout son bassin d'approvisionnement. Des fronts de coupe étaient ainsi mis en place, dont la progression rapide imposait l'emploi d'une importante main-d'œuvre salariée. La quantité de travail requise sur les plantations durant le reste de l'année ne permettant pas le maintien d'un prolétariat nombreux, c'est à une main-d'œuvre saisonnière qu'il était fait appel : en 1970, un total de 56 700 travailleurs émigrés étaient employés à la récolte de la canne à sucre dans le seul État de Veracruz<sup>35</sup>. Ils y séjournèrent durant la saison sèche, avant de rejoindre leur région d'origine pour le cycle pluvial. Cette caractéristique leur a valu le surnom d'hirondelles...

Le recrutement des coupeurs de canne répondait à un impératif : la récolte devait commencer le plus tôt possible, de préférence dès le début du mois de décembre, afin de devancer l'arrivée de la saison des pluies qui provoquait une diminution sensible du rendement en sucre à partir du mois de mai. Les raffineries sucrières ont donc cherché leur main-d'œuvre saisonnière dans les régions où elle se libérait le plus tôt et pouvait demeurer disponible le plus longtemps, c'est-à-dire là où le cycle de cultures pluviales était le plus court : dans les terres chaudes de la côte du Pacifique et de la dépression du Balsas. La différence de revenus était par ailleurs sensible pour les producteurs des régions arides : l'écart entre salaires minima dans la partie nord du Guerrero et dans la région du Golfe était de 15 % en 1950, 20 % en 1955 et 40 % en 1960

34. La production nationale de sucre raffiné passa de 376 000 tonnes en 1946 à 600 000 deux ans plus tard et 1 500 000 tonnes en 1960. En partie grâce à une augmentation d'un tiers des rendements de canne à l'hectare, mais surtout du fait de l'accroissement des surfaces plantées : 183 500 hectares en 1950, 346 000 hectares en 1960 et 546 000 hectares en 1970. (D'après R. ROBLES, 1988 : 60.)

35. C. BOHEY *et al.* (1975), cité par L. PARÉ (1977) : 115.

(R. ROBLES, 1988). Et cet écart s'est accru par la suite, parallèlement au développement pétrolier sur toute la côte atlantique.

Le système de recrutement mis en place par les raffineries de sucre reposait sur un nombre limité d'intermédiaires chargés d'organiser la récolte. Le recruteur s'imposait ainsi comme le seul responsable de la main-d'œuvre et l'unique interlocuteur des producteurs de canne. Il se rendait dans les Terres Chaudes vers le milieu du mois de novembre pour prospecter villages et *ejidos*, et préparer la migration en prenant contact avec un petit nombre de contremaîtres qui bénéficiaient d'une certaine autorité au sein de leur communauté. Ces *cabos* étaient chargés de recruter en quinze jours le plus grand nombre possible de travailleurs, 30 à 100 selon leur influence et la taille du village, et de constituer l'équipe qu'ils allaient diriger durant les six mois de récolte. Au début du mois de décembre, les volontaires étaient rassemblés sur la place de Huetamo et embarqués sur des camions qui les emmenaient jusqu'à la route Morelia-México. De là, ils continuaient en autobus affrétés par les recruteurs. C'était le plus souvent des familles entières qui se déplaçaient vers la côte atlantique. Cela était largement encouragé par les dirigeants des raffineries, qui espéraient ainsi réduire la mobilité de leur main-d'œuvre dans une situation de forte concurrence entre raffineries pour le contrôle de la force de travail. Leur réservoir de main-d'œuvre occasionnelle était accru par la même occasion. Dans le même objectif, le coût du transport était avancé par le recruteur et ensuite prélevé sur le salaire du migrant au cours de la récolte.

Les opérations de coupe se déroulaient dans des conditions très pénibles. Chaque parcelle de canne était préalablement incendiée pour la débarrasser des feuilles, qui ne contiennent pas de sucre, et faire fuir les serpents. La coupe était ensuite effectuée manuellement, au *machete*, chaque travailleur devant charger les cannes qu'il avait récoltées sur son dos et les amener jusqu'aux camions qui effectuaient le transport à la raffinerie. La journée de travail durait dix à quatorze heures, selon la vitesse d'allée et venue des camions et l'état du terrain qui se dégradait avec l'approche de la saison des pluies ; elle se déroulait dans la fumée et la poussière des incendies. Luisa PARÉ a évalué la dépense énergétique quotidienne des « hirondelles » à plus de 7 000 calories. La ration alimentaire, limitée à 2 500 calories par la nécessité de nourrir toute une famille à partir d'un seul salaire, ne couvrait en aucun cas les besoins énergétiques<sup>36</sup>. À mesure qu'avancait la saison de coupe, le travailleur perdait du poids, devenant de plus en plus vulnérable aux maladies pulmonaires, à la malaria et aussi aux accidents (les blessures avec les *machetes* étaient fréquentes).

36. L. PARÉ (1981) : 246.

Les coupeurs étaient payés à la tâche, en fonction du poids de canne fraîche qu'ils parvenaient à récolter. Un travailleur expérimenté pouvait couper 2 à 4 tonnes de cannes chaque jour, une moyenne de 2,5 ou 3 tonnes étant plus fréquente. Cette quantité était pesée lors du déchargement des camions à la raffinerie et le salaire correspondant était versé au recruteur qui le répartissait entre ses contremaîtres après avoir prélevé sa commission. Lorsque l'argent arrivait entre les mains du coupeur, la moitié de la somme payée par le propriétaire de la plantation avait généralement disparu dans les poches de ces deux intermédiaires. En 1977, dans l'État de Veracruz, les recruteurs demandaient au producteur 20 pesos par tonne de canne récoltée. Ils en conservaient 8 et les contremaîtres prélevaient à leur tour 1 peso pour chaque tonne coupée par leur équipe<sup>37</sup>, de sorte que le journalier recevait un peu plus de la moitié du produit de son travail. Un coupeur ayant récolté 3 tonnes de canne au cours de la journée gagnait ainsi en 1979 à peine 75 % du salaire agricole minimum en vigueur dans l'État de Veracruz<sup>38</sup>. Et les rémunérations devenaient de plus en plus faibles à mesure que la saison des pluies approchait et que les averses interrompaient le travail. Les journées chômées n'étaient payées qu'à 50 % du salaire moyen, et il n'y avait aucune autre possibilité d'emploi dans la région.

Ces conditions particulières permettaient à peine aux migrants de vivre au jour le jour durant les six mois de la récolte. Avec leur maigre salaire, ils devaient nourrir l'ensemble de la famille, mais aussi acheter des *machetes* qu'il fallait changer toutes les six semaines environ. Sur certaines plantations, la situation était encore aggravée par le fait que le salaire n'était versé qu'à la fin de la semaine de travail, afin d'éviter les fuites de main-d'œuvre. Cela amenait les journaliers à s'endetter fréquemment. Les mêmes réseaux d'usure qui fonctionnaient dans les Terres Chaudes se reconstituaient dans les aires de travail saisonnier. Confinés en bordure des villages ou isolés au milieu des plantations, les migrants avaient le plus souvent recours pour leurs achats au contremaître qui détenait un petit commerce où se vendaient aliments, vêtements et *machetes* à crédit, et où se prêtaient de petites sommes d'argent. Rien ne s'opposait à ce que les avances en argent dépassent la capacité de remboursement à court terme du demandeur, si celui-ci engageait sa récolte de sésame à venir.

« À la coupe de la canne, ce n'étaient que souffrances et on ne pouvait rien économiser ». Il est évident que seuls les recruteurs et les contremaîtres tiraient un bénéfice de la migration. Pourquoi alors y participer ? Le seul intérêt pour le petit producteur des Terres Chaudes était qu'ainsi il assurait – mal – la survie de sa

37. *Ibid.* : 249 et I. P. JUAREZ, (1981) : 262-267.

38. Voir les chiffres avancés par I. P. JUAREZ (1981) : 269. La tonne de canne était alors payée 33 pesos au journalier et le salaire agricole minimum en vigueur s'élevait lui à 130 pesos.

famille durant six mois sans toucher à ses réserves de maïs. Cette opportunité était d'importance vitale lorsque la consommation de la famille dépendait, durant les six mois du cycle pluvial, des avances faites par l'usurier local. Le travail de journalier dans les plantations sucrières permettait de diviser par deux la consommation familiale de maïs au village et donc de réduire d'autant la superficie affectée chaque année aux cultures vivrières. On pouvait alors accroître dans une proportion équivalente les semis de sésame et multiplier le surplus monétaire de l'exploitation : pour une famille de cinq personnes et une dotation éjidale de 6 hectares, l'économie permise par la migration équivalait à peu près à 500 kilos de grain, soit la production de 0,5 à 0,7 hectare de maïs. Cette surface libérée correspondait au doublement de la capacité d'accumulation de la famille, qui disposait alors pour créer un surplus de 1 ou 1,2 hectare au lieu de 0,5 hectare auparavant<sup>39</sup>. La migration permettait donc d'abaisser sensiblement le seuil de reproduction des petites exploitations. Elle devint en peu de temps un élément de base des stratégies paysannes et prit une ampleur considérable dans toute la région, parvenant à impliquer jusqu'à 70 % de la population de certains *ejidos*. Son impact s'étendit aux propriétés privées, aux ranchos d'élevage, où les propriétaires ne purent longtemps s'opposer au départ temporaire de leurs fermiers et métayers malgré les pressions qu'ils tentaient d'exercer sur eux.

Dans le courant des années soixante, le développement de l'agriculture commerciale irriguée dans tout le pays permit d'étendre les possibilités d'emploi à d'autres régions et à d'autres productions (fig. 21). Vers les États de Tabasco et Campeche, où les plantations de canne s'étendaient et où le développement pétrolier créait des emplois ; mais aussi vers la dépression du Tepalcatepec voisine, où un vaste programme d'irrigation était mis en œuvre et où les cultures de coton, citrons et maraichères (melons, tomates...) s'étendaient. En remontant vers le nord la côte du Pacifique, on trouvait du travail dans les plantations sucrières ou de melons de l'État de Colima, pour la récolte du tabac dans l'État de Nayarit ou celle de la tomate dans celui de Sinaloa. Par la suite, la construction du port et du complexe sidérurgique de Lázaro-Cárdenas à l'embouchure du Balsas attira une partie des « hirondelles », au cours des années soixante-dix. À mesure que l'infrastructure des communications s'améliorait entre les Terres Chaudes et le reste du pays, le rayon d'action des migrants s'amplifiait et leurs activités se diversifiaient. Mais ces emplois ne reposaient pas sur des réseaux de recrutement et obligeaient le migrant à couvrir lui-même les frais de transport, à chercher un

39. L'accroissement des semis de sésame avait à son tour pour effet de rendre la migration plus aisée, puisqu'en réduisant le travail de récolte du maïs on hâtait la libération de la main-d'œuvre.

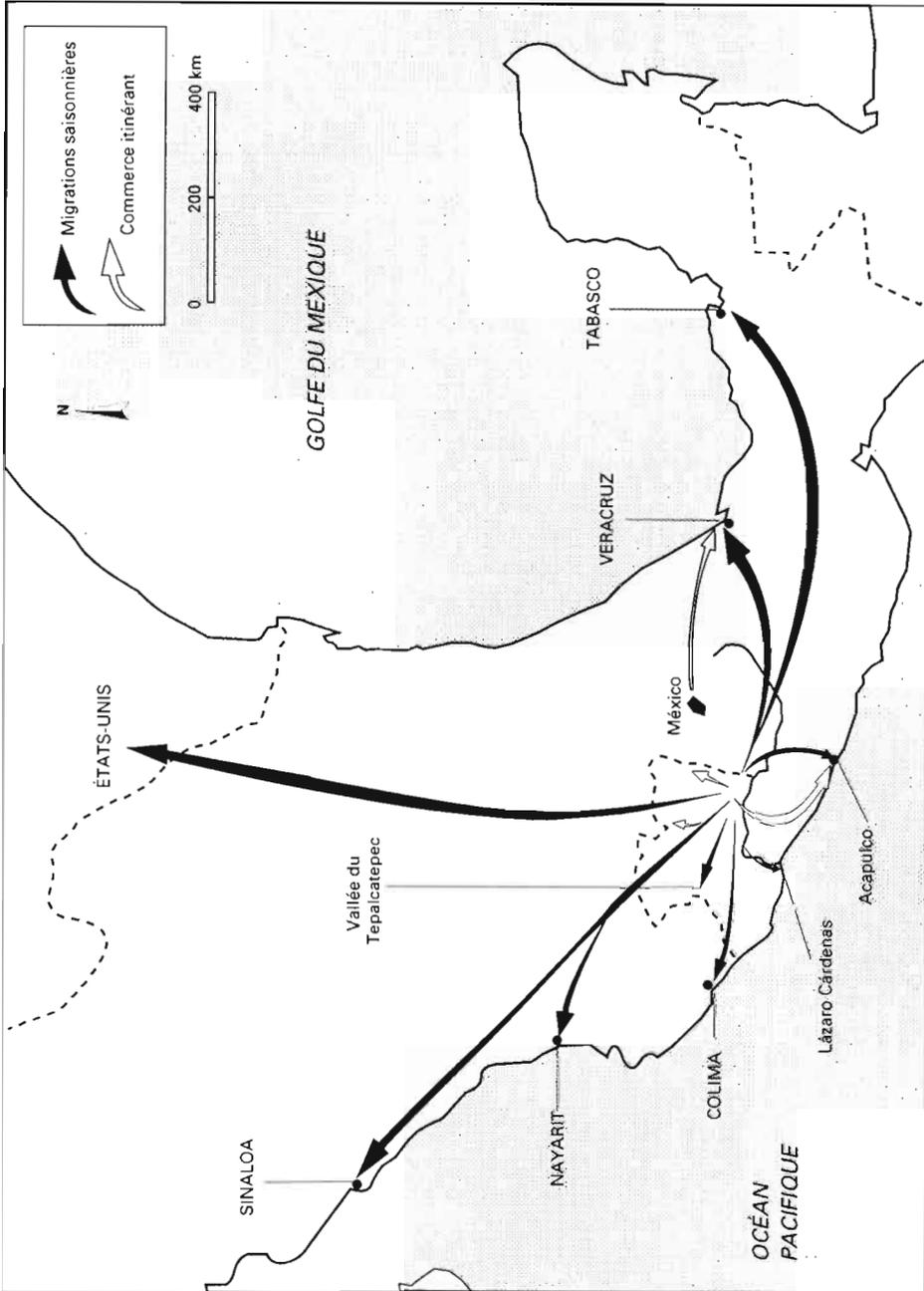


Figure 21

Migrations et commerces saisonniers, les activités de contre-saison vers 1960.

employeur, à assumer certains risques. Aussi l'essentiel du flux de main-d'œuvre continua-t-il à se diriger vers le golfe du Mexique et à faire la richesse des contremaîtres et des recruteurs.

Ces mouvements migratoires influencèrent également la structure du commerce saisonnier de produits manufacturés. Dans les

années cinquante-cinq à soixante-dix, le désenclavement progressif de la Sierra et de la côte de Guerrero, en permettant le développement des commerces fixes et régulièrement approvisionnés, finit par altérer sa rentabilité. Les colporteurs commencèrent donc à se déplacer vers les régions où l'emploi était en pleine croissance et suivirent le mouvement des « hirondelles ». Les ânes furent troqués pour les autobus, les trains ou le télégraphe, qui reliaient México au golfe du Mexique. Ces nouveaux moyens accéléraient le rythme du commerce et la vitesse de rotation du capital investi. Les colporteurs travaillaient avec des établissements commerciaux de la capitale, usant des recommandations des négociants de Huetamo, Zitácuaro ou Morelia, mais sans changer les mécanismes du trafic. Le délai entre la prise à crédit des marchandises et leur écoulement dépassait rarement une semaine. Il était ainsi possible de réduire au maximum le coût du crédit (par ailleurs moins cher dans la capitale) et de multiplier les opérations au cours de la saison sèche. Malgré leurs maigres revenus, les « hirondelles » des Terres Chaudes constituaient une clientèle privilégiée des colporteurs : il était tentant de profiter de prix plus bas que chez les grands commerçants de Huetamo, quitte à s'endetter auprès d'un trafiquant originaire du même village ou d'un *ejido* voisin, en mettant en gage la récolte de sésame à venir.

Dès le début des années cinquante, il était évident pour les couches les plus pauvres de la population, comme pour les petites oligarchies éjidales, que les conditions de l'accumulation – ou son accélération dans le second cas – passaient par la migration saisonnière. De la sorte l'intégration des producteurs au marché national se complétait, aussi bien pour leur production et les capitaux qui la rendaient possible que pour leur propre force de travail. Concrètement, pour les éjidataires de la région, cela signifiait que six mois par an l'*ejido* ne serait plus la base de leurs systèmes de production ; il demeurait cependant le lieu où se manifestaient les stratégies d'accumulation que la migration rendait possible.

### *Les paliers de l'accumulation : une société à deux vitesses*

À partir de la fin de la Réforme agraire, le commerce saisonnier a donc constitué la seule voie d'accumulation rapide pour la population des *ejidos*. Mais il était conditionné par l'accès aux animaux de bât et par les prêts de marchandises que consentaient les négociants de Huetamo. Le trafic saisonnier étant totalement dissocié,

dans le temps et dans le cycle de l'usure, de la production du sésame, c'est en fonction d'un capital en bétail ou des garanties qu'un éleveur pouvait donner que la solvabilité du candidat était évaluée. L'élevage demeurait la clé du pouvoir dans les *ejidos* comme il l'avait été dans le processus de concentration foncière au siècle précédent. La possession des attelages permettait de contrôler l'accès de la majorité des éjidataires à la terre et à la culture du sésame. Elle était aussi la source de gros profits : la réduction des effectifs des troupeaux des grands propriétaires avait provoqué une inflation durable sur le loyer des bœufs qui passa dans la plaine alluviale de 10 à 12, voir 14 hectolitres de maïs. La possession de bétail constituait enfin une rente de situation pour tout éjidataire : dans l'immense majorité des *ejidos*, l'accès aux parcours indivis et aux résidus de culture était absolument libre. Rien d'étrange à ce que l'élevage soit devenu la principale forme d'investissement des bénéficiaires du trafic saisonnier. Ainsi se refermait le « cercle vertueux » des deux activités.

Le petit nombre initial des *kulaki* a constitué au cours des années quarante et cinquante une classe d'éleveurs-commerçants qui concentrait les pouvoirs politique et économique dans chaque *ejido*. La plupart des marchés demeuraient sous leur coupe, depuis celui des terrains éjidaux (dont ils avaient la maîtrise au travers du commissariat) jusqu'à celui du travail (puisqu'ils fournissaient l'essentiel des contremaîtres employés sur les plantations sucrières), en passant par le marché de l'usure, celui des produits agricoles (de par leur position d'intermédiaires) et celui des articles de consommation (par le commerce fixe et itinérant)<sup>40</sup>.

Ce schéma d'accumulation n'était pourtant pas hors de portée du commun des petits producteurs. L'économie réalisée sur les réserves de maïs grâce à la migration leur permettait de multiplier par deux la superficie disponible pour l'obtention d'un éventuel surplus. Pour une dotation de taille moyenne et une famille de cinq personnes, cette superficie équivalait environ à un hectare ; semée en sésame, elle permettait théoriquement d'obtenir un produit monétaire de 90 pesos en 1940. C'était, à cette époque, la valeur moyenne de deux ânes suffisamment robustes pour les employer au trafic<sup>41</sup>. Si l'éjidataire trouvait par la suite du travail auprès de l'un des grands commerçants de grains pour transporter du sésame durant la saison sèche, les deux ânes pouvaient lui rapporter une moyenne de 8 pesos par semaine<sup>42</sup>, le double si on lui confiait une charge pour le retour vers Huetamo. Au cours de six mois de trafic, à raison de 150 jours de transport effectif, le bénéfice du muletier s'établissait entre 170 et 340 pesos, équivalents à

40. Voir à ce sujet G. GORDILLO (1988).

41. Selon P. HENDRICH S. (1945, T. I : 95), le prix d'un âne en 1940 variait entre 25 et 50 pesos dans la région. Il est probable que la valeur d'un âne de bât, plus robuste, oscillait plutôt entre 40 et 45 pesos.

42. L'aller et retour à Zitácuaro durait 6 jours et était payé 7 pesos, celui à Morelia 9 jours pour 10 pesos, ce qui représente une moyenne de 8 pesos par semaine de transport si le retour était fait « à vide ».

deux ou quatre fois l'investissement réalisé dans l'achat des ânes. Au terme de quelques saisons, ces bénéfiques lui permettaient théoriquement d'acquérir une paire de bœufs et une certaine autonomie vis-à-vis de ses créanciers.

Les possibilités d'accumulation étaient donc réelles pour le petit producteur. Mais on ne pouvait pas s'improviser muletier : la confiance des négociants de grains était nécessaire et il fallait pouvoir faire état d'une capacité de transport suffisante, deux ânes au minimum. Il fallait aussi, pour suivre le schéma décrit ci-dessus, réduire de moitié la superficie vivrière cultivée l'année même où l'on se lançait dans le transport de charges, au risque de ne pouvoir subvenir aux besoins de sa famille au-delà de quelques mois si ce négoce n'aboutissait pas. Aussi l'acquisition d'ânes était-elle plus fréquemment le fruit d'un long et patient processus d'accumulation, passant par plusieurs séjours sur les plantations de canne à sucre, et que chaque cycle de culture pouvait remettre en cause. Enfin, la possession d'animaux de bât, comme de trait, réduisait la mobilité de l'éjidataire qui ne pouvait plus ensuite participer aux migrations saisonnières sans vendre son bien ou payer un éleveur pour qu'il en prenne soin ; elle requérait donc de sa part une assise économique et sociale suffisante.

Une fois cette stabilité acquise, et après quelques saisons de transport pour le compte d'un commerçant, le muletier pouvait acquérir les quelques têtes de bétail qui lui donneraient éventuellement accès aux prêts de marchandises et au commerce itinérant. Seule une petite élite y parvenait. Comme l'écrivait P. HENDRICHS en 1945 : « Les paysans qui peuvent se permettre le luxe de posséder une simple vache sont plus que comptés, sans parler de s'adonner à l'élevage sur une plus grande échelle. » Il s'agissait dans tous les cas d'un processus lent, dépendant des relations que le muletier avait pu établir avec les négociants en grains, et des aléas climatiques de chaque année. Une mauvaise récolte provoquait, pour faire face aux échéances, la vente de la vache ou de l'âne que l'on avait mis tant de temps à acquérir ; c'était un pas en arrière qu'il fallait rattraper par de nouvelles années d'efforts.

C'est en fait une société à deux vitesses qui s'est formée dans les *ejidos* de la région, au cours des années qui suivirent la Réforme agraire. Malgré la migration saisonnière, la vulnérabilité des « hirondelles » demeurait évidente, notamment face aux problèmes de succession et de division des parcelles éjidales. Si l'exploitation d'un lopin de six hectares leur ménageait un certain surplus, avec la moitié ou le tiers de cette superficie les petits producteurs se trouvaient rejetés en dessous du seuil de reproduction<sup>43</sup>. En fait, la

43. Toujours en 1940, la culture de trois hectares coûtait 100 pesos (SHCP, 1940) qui, empruntés au taux de 5 %, auraient nécessité le remboursement de 130 pesos au mois d'octobre, soit la production de sésame de 1,5 hectare. Si l'on suppose que le producteur devait louer de toute façon une paire de bœufs (soit l'équivalent de la production d'un hectare de maïs) pour mettre en culture une parcelle de 3 ha, il ne restait pour l'alimentation de la famille que la récolte de 0,5 hectare, ou de quoi nourrir une famille de cinq personnes pendant quatre mois et demi environ... C'est-à-dire que même les six mois de migration hors de l'*ejido* ne permettaient pas l'autonomie de la famille pour la consommation de maïs.

situation économique de la majorité des éjidataires ne leur permettait pas de se priver du moindre hectare sans courir le risque d'une rapide paupérisation. Au seuil des années soixante, une nouvelle génération a commencé à prendre la succession des premiers éjidataires et de nombreuses parcelles durent être divisées en unités qui n'étaient plus viables. La pression démographique à l'intérieur des *ejidos* se traduisit donc par un phénomène de prolétarianisation croissante des plus petits producteurs et par la vente de parcelles, devenues trop petites, à qui en offrait le meilleur prix<sup>44</sup>. Un processus de concentration foncière mené par un nombre limité de familles s'est développé parallèlement au morcellement des terres des producteurs les plus pauvres. Le poids démographique de la classe des éleveurs parmi les détenteurs de droits éjidiaux n'a donc cessé de croître.

Lors de la formation des *ejidos*, beaucoup de parcelles étaient demeurées inoccupées et les possesseurs d'animaux de trait avaient souvent pu exploiter deux, trois, voire quatre dotations, tant l'espace abondait. Mais très rapidement, cette situation s'inversa et dans les décennies qui suivirent, la pression sur les terres ne fit que s'accroître. Les cultures s'étendirent aux réserves foncières que les ingénieurs du département des affaires agraires avaient délimitées en bordure des terrains de parcours de chaque *ejido*, malgré le faible potentiel agricole de ces terres. La rapidité du processus de colonisation et d'occupation des terres disponibles ne peut s'interpréter qu'en fonction d'un large consensus au sein des assemblées éjidales. Il y eut en fait convergence d'intérêts entre les paysans sans terre et les éleveurs pour favoriser l'exploitation de la totalité de l'espace cultivable. Les besoins d'un cheptel bovin en expansion dépassaient à terme la valeur fourragère des résidus de culture, d'autant plus que la généralisation de la rotation maïs-sésame entraînait une réduction globale du nombre d'unités fourragères disponibles à l'hectare<sup>45</sup>. L'augmentation de la superficie cultivée devenait nécessaire pour permettre le maintien d'un nombre croissant de bovins. On touche là au nœud des contradictions du système d'accumulation des éleveurs-commerçants. Leur pouvoir reposait sur le monopole des animaux de trait et sur leur position d'intermédiaires quant au crédit et à la commercialisation des produits de la petite agriculture. Dans les deux cas, l'essor du sésame avait joué comme catalyseur, dans la mesure où il renforçait le rôle des intermédiaires-usuriers en même temps qu'il conférait aux terres de labour – les seules où l'on cultive l'oléagineux – une importance qu'elles n'avaient pas auparavant. Mais l'extension des cultures de sésame mettait à son tour en péril l'entretien des troupeaux.

44. Ce procédé absolument proscrié par le code agraire, au même titre que le fermage des parcelles éjidales, est en fait devenu très courant et facile à mettre en oeuvre : l'éjidataire peut en effet léguer sa dotation en héritage et doit désigner son successeur à la délégation agraire. Il lui est extrêmement facile de changer par la suite cette désignation contre espèces sonnantes et trébuchantes puis d'alléguer son incapacité à travailler sa parcelle pour que la vente de son droit éjidal revête l'apparence de la légalité.

45. Les cannes et les adventices disponibles sur un hectare de maïs représentent à peu près 1 100 unités fourragères, soit une quantité suffisante pour assurer l'alimentation d'une vache durant 210 à 240 jours (voir le chapitre 2). En revanche, sur une rotation bi-annuelle maïs-sésame, la valeur fourragère des résidus de culture descend à 775 UF (450 UF par hectare de sésame) et ne permet le maintien d'une vache que pendant 160 jours, soit une diminution de plus d'un quart par rapport au chiffre précédent.

Les pâturages de basse altitude qui servaient à l'alimentation du bétail durant les premiers mois de la saison sèche furent donc peu à peu ouverts à la culture attelée, défrichés et dessouchés. Les parcours défendus par les éleveurs n'échappèrent pas non plus aux coupes sauvages pour la construction de clôtures et des habitations d'une population en expansion. Dans les villages du nord de la région, où les terres labourables étaient rares, la croissance démographique a surtout provoqué une pression accrue sur les versants. Leur exploitation s'est accélérée, au point d'entraîner une réduction sensible des périodes de recrû forestier, celles-ci passant de quinze-vingt ans à huit ou dix ans au seuil des années soixante. Outre la baisse de la fertilité qu'une telle évolution impliquait, c'est l'équilibre écologique des versants qui était peu à peu mis en question. Au niveau régional, la pression sur les ressources naturelles et les défrichements ont entraîné des modifications perceptibles du régime climatique. Cela s'est surtout traduit par le raccourcissement progressif de la saison des pluies et par l'accroissement de la fréquence et de la durée de la petite saison sèche du mois d'août, la « canicule ».

Les coupes de bois, le raccourcissement de la saison des pluies et le gonflement des effectifs de bovins ont coïncidé dans bien des *ejidos* pour créer de multiples tensions autour de la gestion de l'espace fourrager commun. Partout où la croissance des troupeaux avait été rapide, de violents conflits apparurent entre les petits producteurs défendant leur production vivrière et les éleveurs qui, pressés par la raréfaction des pâturages, favorisaient dès la mi-novembre les incursions du bétail sur les terres de culture en détruisant les clôtures. Le problème pouvait se répéter en fin de saison sèche quand approchait la date du retour des troupeaux sur les parcours : la diminution du nombre d'arbustes fourragers, dont les jeunes pousses constituaient la première nourriture des animaux, et le fréquent retard des premières pluies conduisaient alors les éleveurs à prolonger le plus longtemps possible l'utilisation des résidus de culture, alors que les agriculteurs faisaient pression pour pouvoir débroussailler et incendier les terrains en préparation des labours. Les mouvements du bétail cristallisèrent ainsi l'opposition entre éleveurs-commerçants et « hirondelles » dans les parties sud et est de la région. Les mêmes raisons furent à l'origine de la décision d'interdire l'accès de certains *ejidos* au bétail qui leur était étranger. Cette position dépendait, bien sûr, de la capacité des *ejidos* à se suffire pour l'emploi des animaux de trait, et donc du degré d'accumulation atteint par l'oligarchie locale.

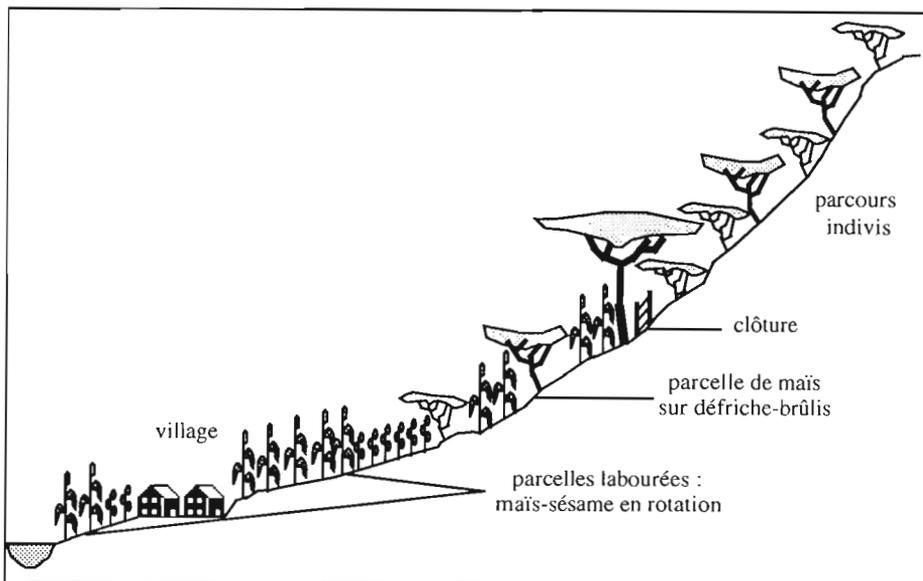


Figure 22

*Occupation de l'espace  
dans un ejido des Terres Chaudes  
autour de 1960 (profil topographique).*

L'effet des changements climatiques sur les systèmes de cultures n'a pas été négligeable. Le raccourcissement relatif de la saison des pluies renforçait l'importance du sésame, moins exigeant et plus résistant à la sécheresse que les cultures vivrières de maïs, haricots et courges associés. Les haricots *judío* ou *comba* furent peu à peu évincés des parcelles labourées, leur culture se limitant aux versants plus arrosés et aux bas-fonds humides (fig. 22). Les témoignages recueillis concordent pour attribuer cette évolution aux modifications du climat plutôt qu'à l'adoption de nouveaux moyens de production<sup>46</sup>. Dans les parties les plus arides, à l'ouest de la région, les semis de cultures vivrières furent même parfois limités aux variétés de maïs de quarante jours sur défriches, alors que la culture de l'oléagineux occupait toutes les terres labourées (HENDRICH, 1945).

La canne à sucre en revanche eut à souffrir autant de la diminution des réserves en eau que des changements dans la tenure du sol. Dans la majorité des grands domaines, son exploitation reposait sur une gestion très stricte des sources et des petits cours d'eau, ainsi que de la main-d'œuvre. La disparition d'une tutelle

46. Il en va différemment en d'autres régions du Mexique central, où l'on associe parfois l'emploi des engrais azotés et la multiplication des parasites et maladies cryptogamiques sur le haricot (voir dans le cas du nord-est du Michoacán E. LÉONARD, 1988 : 126). Certains agronomes expliquent ce phénomène par le fait que l'excès d'azote dans le sol provoquerait un affaiblissement des mécanismes de résistance des légumineuses aux parasites.

unique qui contrôlait l'ensemble d'un bassin versant pour concentrer la totalité des ressources en eau sur un périmètre réduit<sup>47</sup> marqua le déclin de la culture. Ne bénéficiant d'aucun encadrement technique, les éjidataires ne parvinrent jamais à gérer les infrastructures d'irrigation (canaux, petits barrages) et de production (moulins à canne, fourneaux) que les propriétaires avaient abandonnées. Celles-ci se dégradèrent peu à peu jusqu'à devenir inutilisables. Même lorsqu'on put les préserver, comme à San Antonio ou à San Carlos, la réduction des disponibilités en eau au cours de la saison sèche conduisit à délaisser la production sucrière. En 1960, la superficie plantée ne représentait plus qu'une soixantaine d'hectares à l'échelle de la région contre 400 trente ans plus tôt, et on en comptait à peine 22 en 1970<sup>48</sup>.

47. À San Antonio, tout prélèvement d'eau sur le cours de l'Arroyo Colorado était strictement interdit durant la saison sèche et même le bétail ne pouvait s'y abreuver.

48. *Censos Agrícolas Ganaderos y Ejidales, 1960 y 1970.*

## CRISE ET REDRESSEMENT DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

---

### *Les propriétaires face aux politiques agricoles*

La vague d'expropriations des années 1935-1945 provoqua de la part des propriétaires de ranchos de nombreuses ventes de terres et de bétail au plus bas prix. Ces ventes ont souvent fait le bonheur des politiciens locaux ou des intermédiaires qui s'enrichissaient par le commerce du sésame. Il se produisit à l'intérieur du secteur privé une redistribution foncière partielle, au profit des groupes de pouvoir qui étaient en ascension. Dans les Terres Chaudes, la conséquence la plus évidente de ce phénomène fut la réduction de la taille des propriétés, que l'on divisait pour échapper aux lois imprécises sur la concentration foncière. Jusqu'alors, les règles de succession en vigueur sur les grands domaines voulaient que ceux-ci soient considérés comme un ensemble indivisible. Les cadets de famille pouvaient prétendre à leur part sur le bétail, mais devaient se tourner vers d'autres activités (le commerce, la politique ou l'armée le plus souvent) pour assurer leur avenir. Avec la Réforme agraire, la majorité des propriétés furent scindées en unités de 300 à 1 000 hectares et réparties entre tous les membres de la famille, même si, dans bien des cas, le domaine conservait initialement la même organisation, fonctionnant comme une seule exploitation dont les parcours demeuraient indivis et où les troupeaux se confondaient. Au fil des générations, l'autonomie de chaque héritier s'affirmait cependant,

et la possibilité qui lui était donnée de vendre sa part à un tiers acheva de modifier définitivement l'aspect des domaines qui avaient survécu à la grande vague d'expropriations.

La législation nationale ne tarda pas à venir au secours du secteur privé pour le protéger de toute nouvelle redistribution foncière. Les modifications apportées à partir de 1946 par l'administration de M. Alemán à l'article 27 de la Constitution permettaient la concentration de 100 hectares de terrains irrigués, 200 hectares en agriculture pluviale et, surtout, établissaient que « l'on considérera petite propriété d'élevage celle qui ne dépassera pas la superficie nécessaire pour maintenir jusqu'à 500 têtes de bétail bovin ou leur équivalent d'espèces mineures, dans les termes fixés par la loi, en accord avec la capacité fourragère des terrains »<sup>49</sup>.

Poser les limites de l'accumulation foncière en ces termes, c'était rendre possible la reconstitution de latifundia dans la région. Lorsque l'administration entreprit l'évaluation de la « capacité fourragère des terrains » au début des années soixante-dix, celle-ci fut estimée entre 5,5 et 13,5 hectares par animal dans la région du Moyen-Balsas<sup>50</sup>. L'existence de propriétés de 2 750 à 6 750 hectares devenait de la sorte parfaitement légale. La portée de la loi était encore amplifiée par le fait que ce plafond ne s'appliquait pas à une famille, mais à chacun des membres d'un couple formé sous le régime de la séparation des biens. Il devenait ainsi possible de concentrer par le jeu des écritures des superficies considérables.

Quoi qu'il en fût de la législation en ce domaine, la division des propriétés avait provoqué la dispersion des fermiers et des métayers, et il devenait de plus en plus difficile de former ces hameaux d'au moins vingt personnes majeures qui, seuls, étaient pris en compte dans les procédures de dotations de terres. Formée dans le courant des années cinquante, l'« Association locale des éleveurs » de Huetamo a rapidement regroupé les plus éminents propriétaires du *municipio* et profité du pouvoir croissant de la « Confédération nationale des éleveurs » auprès du gouvernement central pour obtenir certificats d'inaffectabilité et protections. Très vite la suivirent celles de Tiquicheo, San Lucas, Carácuaro et Nocupétaro. De la sorte, presque toutes les revendications visant de nouvelles distributions de terres furent muselées dès la fin des années quarante. Le blocage fut sans doute plus évident encore près du piémont de l'Altiplano : dans le *municipio* de Carácuaro, entre 1947 et le seuil des années soixante-dix, aucune des douze demandes de terres qui furent formulées par différents villages ne put aboutir (G. SANCHEZ D. et R. A. PÉREZ, 1989).

49. Article 27 constitutionnel, cité par J.L. ZARAGOZA et R. MACIAS (1980).

50. Sarh, *Comisión Técnica Consultativa para la Determinación Regional de los Coeficientes de Agostadero: Estados de Michocán y Colima* : 18-19, 24-26 et 45-50. Voir l'annexe 5.

La législation mise en place depuis la Révolution a contribué à renforcer l'orientation des ranchos vers l'élevage bovin dans sa forme la plus extensive. D'une part cette activité, plus qu'aucune autre, permettait d'accumuler de grandes étendues de terres sans encourir les foudres de l'expropriation. En ce sens, les propriétaires n'avaient aucun intérêt à intensifier les systèmes d'élevage pour accroître les charges en bétail et voir se réduire les coefficients de pâturages qui leur permettaient de conserver des milliers d'hectares. D'autre part, les systèmes les plus extensifs favorisaient la diminution de la main-d'œuvre employée sur la propriété et donc celle des demandeurs de terres en puissance. Après avoir connu une brève crise au plus fort des redistributions foncières, l'élevage bénéficia d'une forte reprise dès le début des années quarante.

Coïncidant avec la Réforme agraire, la chute des prix du bétail liée à la crise de 1929 et à l'interruption des exportations de bovins vers les États-Unis avait incité beaucoup de propriétaires à liquider, tant qu'il en était encore temps, leurs possessions dans la région. Mais la Seconde Guerre mondiale constitua un facteur de redressement inespéré. La demande de bétail augmenta fortement sur le marché américain, au moment où le Canada interrompait ses exportations de brouillards pour faire face à son propre effort de guerre. Les prix du bétail furent multipliés par 2,3 de 1938 à 1945 et les exportations mexicaines passèrent de 193 000 à 543 000 têtes entre 1937 et 1941, absorbant l'essentiel de la production des états frontaliers (L. MARTIN E., 1960). Le marché de México souffrant d'une relative pénurie, le prix de la viande connut également une évolution ascendante, triplant en termes réels entre 1938 et 1945<sup>51</sup> (fig. 19). Comme dans le cas du sésame, la croissance de la population urbaine et l'évolution des modèles alimentaires (donnant un poids croissant à la consommation de viande) contribuèrent à maintenir un cours élevé pour le bétail après la fin de la guerre et pendant les années du « miracle économique » mexicain.

Les activités d'embouche bénéficiaient de conditions de plus en plus favorables grâce aux progrès de la culture du sésame et de sa transformation dans la région. La production croissante de l'usine Yrigoyen et des unités plus petites augmentaient les disponibilités en tourteaux protéiques que les éleveurs de la région pouvaient associer au maïs pour composer des rations peu coûteuses qui permettaient des prises de poids beaucoup plus rapides. L'embouche de bœufs et de taurillons à la fin de la saison des pluies reçut ainsi une nouvelle impulsion dans le courant des années cinquante. À cette époque, des enclos furent construits

**51.** En pesos de 1930, le prix de gros du kilogramme de viande sur le marché de México passa de 0,5 peso environ en 1938 à 0,8 peso en 1941, 1,07 peso en 1943 et 1,61 peso en 1945 (fig. 19 et annexe 4).

à l'entrée de Huetamo pour permettre le rassemblement du bétail acheté dans la région et son engraissement. L'amélioration des communications avec le plateau central favorisait l'arrivée de maquignons venant du Bajío ou du nord-est du Michoacán. En brisant le monopole détenu par les commerçants locaux depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, ces derniers favorisèrent également l'augmentation continue des prix du bétail dans l'ensemble de la région.

Plusieurs facteurs techniques et économiques favorisaient donc le redressement de l'élevage et la spécialisation des propriétés privées. Il ne faut pas négliger pour autant l'influence de la petite paysannerie éjidale dans cette évolution. L'accroissement de la population des *ejidos* et de la superficie labourée soutenait la demande pour les animaux de travail. Mesuré en monnaie constante, le coût de location des attelages aux environs de Huetamo avait suivi une progression moyenne supérieure de 2 % à l'indice général des prix, supérieure même à l'évolution des prix du sésame entre 1940 et 1960<sup>52</sup>. La fourniture de paires de bœufs aux agriculteurs démunis était devenue sur le long terme l'une des activités les plus rentables à l'échelle de la région. Ces conditions permirent à certains des grands propriétaires expropriés de maintenir des troupeaux parfois considérables sur le territoire des *ejidos* qui venaient de se former. R. Celis put ainsi laisser 4 000 têtes de bétail pâturer sur les terrains qui lui avaient été confisqués ; à San Miguel, la famille Péreznegron conservait plus de 600 animaux. Il en allait de même dans les *ejidos* de San Antonio et la Estancia dans le *municipio* de Nocupétaro.

Les pâturages des propriétés privées étaient exploités durant la saison des pluies, les parties les plus basses étant clôturées et préservées des animaux, afin de permettre les semis effectués par les vachers et quelques fermiers et servir de réserve fourragère. Mais au début de la saison sèche, le bétail était transféré dès que possible sur les résidus de culture des *ejidos*, moyennant paiement si nécessaire, et y demeurait parfois jusqu'à leur épuisement complet. Il pouvait alors être ramené sur le rancho pour les dernières semaines de sécheresse et atteindre les premières pluies dans un état d'alimentation satisfaisant. L'*ejido* servait ainsi de réserve de fourrages pour les propriétés environnantes qui dépassaient largement les chargements à l'hectare théoriquement permis par la qualité des pâturages naturels. En contrepartie, les possibilités de croissance du troupeau éjidal se trouvaient considérablement limitées par la saturation de ses propres ressources fourragères. De la même façon que le contraste grandissait entre les éleveurs-commerçants et les agriculteurs au sein des *ejidos*, il ne cessait de se

52. En valeur réelle (pesos de 1930), le prix moyen au producteur de sésame en 1960 (278 pesos par tonne) n'avait augmenté que de 18 % par rapport à son équivalent de 1940 (236 pesos) ; alors que le loyer des attelages progressait de 55 % dans le même temps.

préciser entre les *ejidos* producteurs de sésame et de maïs et les ranchos d'élevage. Le recensement agricole de 1960 fournit des chiffres qui illustrent parfaitement le contrôle que pouvait exercer le secteur privé sur l'activité productrice dans les *ejidos* vingt à vingt-cinq ans après la Réforme agraire. Alors que les propriétés privées ne représentaient que 38 % des terres cultivées de la région, elles détenaient 46 % des charrues métalliques, 58 % des animaux de travail et 76 % des tracteurs recensés<sup>53</sup>.

## *L'évolution des rapports sociaux de production*

Les conditions de vie et de travail de la population des grands domaines ne pouvaient demeurer inchangées au travers du processus de distribution des terres. La Réforme agraire avait provoqué un mouvement migratoire depuis les ranchos vers les *ejidos* voisins qui, s'il n'apparaît pas sur les statistiques officielles en raison des faibles distances parcourues, n'en fut pas moins important en bien des points de la région (tabl. v).

53. *IV Censo Agrícola, Ganadero y Ejidat 1960.*

Ranchos	1921	1940	1960
Albarrán	102	49	57
San Miguel Canario	255	4	43
El Guayabo	307	68	75
Monte Grande	218	135	100
Paso de Puruchúcuaro	178	22	37
La Cacámicua	73	0	22
El Guaco	109	47	41
El Guayabito	114	31	32
Pinzán Colorado	175	90	10
Tecuanchuato	84	32	11

Tableau v

*Évolution de la population de quelques propriétés entre 1921 et 1960*

Sources : recensements de 1921, 1940 et 1960.

Dès 1940, un observateur s'étonnait du nombre de hameaux où « le dépeuplement s'est accentué de façon alarmante au cours des dernières années » dans les *municipios* de San Lucas et de Nocupétaro<sup>54</sup>. Ce phénomène ne tarda pas à prendre des proportions inquiétantes pour certains ranchos qui, en un court laps de temps, se trouvèrent privés de l'essentiel de leur main-d'œuvre. Au seuil des années soixante, la population d'un rancho de 1 000 hectares se limitait en général au *caporal* et à deux ou trois familles de fermiers : une diminution de près des deux tiers par rapport à celle qui y vivait trente ans auparavant. Le maintien d'un minimum de travailleurs sur les propriétés passait par une révision des rapports de production dans la forme où ils étaient établis depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Cela se traduisit par la disparition graduelle du métayage, dès le début des années cinquante dans les

54. SHCP (1940) : 350 et 362.

zones où la Réforme agraire avait eu le plus fort impact puis, progressivement, en direction du piémont et du nord-ouest de la région où il subsistait encore au début des années soixante-dix. Le fermage devint le rapport de production dominant là où il était encore marginal vingt ans plus tôt, mais ses modalités évoluèrent elles-mêmes sensiblement.

L'une des conditions pour prendre une terre en fermage était autrefois de disposer de réserves de grains et de capitaux suffisantes pour passer le cycle de cultures pluviales sans avoir à recourir à l'usurier. Pour retenir les métayers sur le domaine, il ne suffisait donc pas de leur faire miroiter un possible changement de statut, il fallait aussi résoudre le problème crucial des avances sur récolte. Les métayers devenus fermiers continuèrent à bénéficier de prêts sans intérêt qui contribuaient à élever sensiblement leur marge de bénéfice. Araire ou charrue, joug et courroies leur étaient également prêtés de plus en plus souvent. Le loyer de la terre suivit dans le même temps une nette tendance à la baisse. En 1970, à proximité de Huetamo, une parcelle de cinq hectares que l'on pouvait cultiver avec une paire de bœufs ne se louait plus que pour deux hectolitres de maïs le temps de la saison des pluies, soit une diminution de plus des deux tiers par rapport au prix payé trente ans auparavant. Mais cette évolution était en partie compensée par la hausse enregistrée sur le prix de location des animaux de trait, qui atteignait souvent 14 hectolitres de grain. Les prélèvements opérés par le propriétaire s'élevaient de la sorte à plus de 1 100 kilos de maïs, à peine moins que ceux en vigueur avant la Réforme agraire (1 200 à 1 300 kilos). En fait, le véritable avantage pour le fermier résidait moins dans la réduction des loyers que dans la possibilité d'échapper, grâce aux prêts que lui faisait le propriétaire, aux conditions de l'usure dont souffrait la majorité des éjidataires. Pour le paysan sans terre, il était ainsi infiniment plus avantageux d'obtenir un contrat de fermage dans un rancho que dans un *ejido*.

Les mêmes impératifs conduisirent les propriétaires à autoriser le départ de leurs fermiers au cours de la saison sèche. Les migrations vers les plantations de canne à sucre de la côte atlantique ou les champs de coton de la vallée d'Apatzingan se généralisèrent à la population des ranchos. En revanche, les propriétaires maintinrent généralement des conditions très strictes quant aux possibilités de cultiver le sésame ou de posséder des têtes de bétail, toutes concessions qui auraient pu limiter les réserves de fourrages du troupeau. Le sésame fut souvent circonscrit à des superficies très réduites et il ne fut jamais permis aux fermiers de posséder plus de deux ou trois têtes de bétail.

Ces changements ont constitué une évolution graduelle sur plus de trente ans avec de grandes variations, aussi bien d'un point à l'autre des Terres Chaudes qu'entre ranchos voisins. Ils correspondirent dans une large mesure à l'avancée de la Réforme agraire vers les parties les plus enclavées et accidentées de la région. Le métayage, qui avait survécu jusqu'au début des années soixante-dix dans de grandes zones des *municipios* de Carácuaro, Nocupétaro ou Tiquicheo, ne céda la place qu'à l'issue de la seconde vague de distributions de terres, qui toucha le piémont à partir de la fin des années soixante et offrit une véritable alternative aux populations isolées qui y habitaient. De façon générale, cette évolution s'acheva en même temps que l'intégration des Terres Chaudes au marché national, alors que se multipliaient les communications avec le centre du pays. Ces changements préparaient une nouvelle spécialisation économique de la région, vers l'élevage naisseur cette fois. Le secteur privé allait en être le principal bénéficiaire.

La Réforme agraire des années 1935-1950 n'a modifié que très partiellement l'extrême déséquilibre qui caractérisait la société agraire des Terres Chaudes. Seule la terre a été redistribuée. Les autres moyens de production, bétail, outils, capital, sont restés concentrés entre peu de mains : celles des anciens propriétaires et d'une nouvelle oligarchie commerçante, qui a su rétablir les réseaux d'usure à l'origine de la grande phase de concentration foncière du siècle précédent. En monopolisant le crédit et la force de traction, éleveurs et commerçants ont contrôlé l'accès des éjidataires au foncier et sont parvenus à préserver les rentes dont ils bénéficiaient avant la Réforme agraire : libre accès aux parcours, qui demeurent indivis, droit de vaine pâture sur les parcelles cultivées.

En tant qu'entité sociale, l'*ejido* conserve la fonction qui était assignée aux *arrimados* des grands domaines. Il constitue une réserve de fourrages facilement accessible pour le bétail des éleveurs, mais aussi une réserve de main-d'œuvre peu coûteuse, disponible à l'époque où les grandes régions d'agriculture commerciale du pays (golfe du Mexique, périmètres irrigués du versant pacifique) en ont besoin. L'espace social et économique du paysannat des Terres Chaudes s'est élargi, pas sa fonction économique. Dans la région du Moyen-Balsas, la Réforme agraire a servi à briser le monopole qu'exerçait une petite oligarchie sur un marché captif de producteurs et de force de travail, mais elle n'a que partiellement modifié les conditions de vie et les perspectives d'accumulation de ces producteurs. Était-ce réellement son objectif ?

Transformations et crise  
d'un système agraire (1960-1990)

---

Au cours des années cinquante à soixante-dix, le « miracle économique » mexicain s'est appuyé sur une politique volontariste d'industrialisation et de substitution aux importations. L'appareil productif s'est alors concentré dans des bassins fortement urbanisés : la population urbaine, qui ne représentait que 35 % des habitants du Mexique en 1940, a atteint le niveau de la population rurale dès 1960 et l'a doublé dans les vingt années suivantes<sup>1</sup> ; en 1980, les onze plus grandes villes du pays regroupaient à elles seules le tiers de sa population totale. Ce développement du complexe urbano-industriel a été largement financé par le secteur agricole, grâce à des transferts massifs de capitaux<sup>2</sup> et aux devises captées via les agro-exportations, mais aussi grâce à la fourniture d'aliments à bas prix qui permettaient la reproduction d'une main-d'œuvre peu coûteuse dans les centres urbains. Les prix des produits vivriers ont été maintenus à un niveau très bas jusqu'au milieu des années soixante-dix, en particulier celui du maïs, qui a chuté d'environ 40 % entre 1963 et 1979<sup>3</sup>. Les importations de grain à bas prix ont permis à partir de 1970 de maintenir cette politique en palliant les fluctuations de la production nationale.

Dans ces conditions, les politiques de soutien à la production agricole ont porté sur deux axes. Le premier visait l'extension des superficies cultivées grâce au déplacement de la « frontière agricole ». C'était l'objectif des projets nationaux de colonisation et de défrichement de millions d'hectares dans les régions tropicales humides, mais aussi des grands travaux d'irrigation qui ont transformé le paysage des États arides du nord et les grands bassins hydrographiques du pays (D. BARKIN et T. KING, 1970). Entre 1940 et 1973, le gouvernement a financé l'équipement de 2,45 millions d'hectares et la superficie totale irriguée a presque été multipliée par cinq (C. HEWITT, 1978). L'autre volet de l'action des pouvoirs publics concernait l'accroissement des rendements et la modernisation de l'agriculture par la « Révolution verte ». La sélection de variétés à fort potentiel (de blé surtout, mais aussi de sorgho, de soja, de riz et, à un degré moindre, de maïs) a accompagné la promotion de « paquets techniques » (engrais chimiques, pesticides, machines agricoles) à des prix subventionnés<sup>4</sup>.

Ces deux axes du développement agricole se confondent cependant dans la mesure où le changement technique et la Révolution verte se concentrent sur les zones et les secteurs sociaux qui présentent un « potentiel de développement » jugé suffisant. Jusqu'au

1. *Estadísticas Históricas de México* : 33.

2. Les transferts directs de capitaux depuis l'agriculture vers l'industrie par l'intermédiaire du système bancaire ont été estimés à 2 500 millions de pesos entre 1942 et 1960 ; voir C. HEWITT (1978) : 28.

3. *Nacional Financiera SA* (1983).

4. L'indice du prix réel des intrants pour l'agriculture passe de 100 en 1950 à 61 en 1965 et 37 en 1980 ; voir T. LINCK (1988) : 23.

milieu des années soixante-dix, entre 70 et 100 % des investissements publics sont destinés à l'irrigation et cinq des trente-trois États de la fédération, parmi les moins peuplés, reçoivent à eux seuls plus de la moitié de ces capitaux (LINCK, 1988). Les propriétaires fonciers qui disposent de superficies importantes et les entrepreneurs agricoles se trouvent au centre de ce processus de modernisation : 75 % des terres ouvertes à l'irrigation entre 1940 et 1960 leur sont destinées (HEWITT, 1978). Entre 1950 et 1965, les rendements et les superficies cultivées ne cessent de croître ; la production agricole augmente à un rythme moyen de 5 % par an, bien au-dessus du taux de croissance démographique, et l'approvisionnement des villes est assuré.

Mais les secteurs en expansion, orientés vers l'exportation et les marchés urbains, sont vite occupés par les grands entrepreneurs agricoles. L'essor des classes moyennes urbaines détermine en effet une évolution rapide de la demande d'aliments. Pendant que la consommation de maïs, haricots et saindoux ne progresse que lentement, celle de fruits et de légumes, de viande et de graisses végétales connaît une véritable envolée. À partir de la fin des années cinquante, la production de viande et d'huiles est progressivement dominée par un complexe fortement capitalisé et lié à des multinationales américaines (Anderson-Clayton, Ralston Purina, International Multifood). S'y associent, d'une part, un élevage très « technifié » et souvent établi hors sol (porciculture, aviculture, élevage laitier), d'autre part, l'industrie des oléagineux dont les résidus protéiques constituent la base des aliments concentrés distribués au bétail. Le développement des élevages hors sol est parallèle à celui des cultures de sorgho et de soja qui ont une part dominante dans la composition des aliments pour le bétail. Sans pour autant parvenir à satisfaire la demande interne, leur production croît à un rythme accéléré : 15 % par an pour le sorgho au cours des années soixante-dix, 20,6 % par an pour le soja entre 1960 et 1984<sup>5</sup>.

Alors que ces évolutions se dessinent, les Terres Chaudes paraissent bénéficier d'une position favorable : leur intégration à l'économie nationale s'est traduite par une spécialisation marquée dans la production d'huile et celle de bovins à viande. Mais l'émergence de nouveaux bassins producteurs sous l'impulsion des pouvoirs publics et des capitaux privés va rapidement réduire à néant les avantages comparatifs qui avaient permis l'essor de la culture et du commerce du sésame ; c'est vers une nouvelle spécialisation que l'économie régionale va devoir s'orienter.

5. Sur ces évolutions, voir G. ARROYO (coord., 1989) : 147-148.

# LA CRISE DES PRODUCTIONS TRADITIONNELLES ET LA SPÉCIALISATION VERS L'ÉLEVAGE NAISSEUR

## *Le déclin de la production paysanne de sésame*

À partir de 1960, l'évolution du secteur industriel des graisses végétales se caractérise par l'importance croissante que prennent les résidus protéiques dans le chiffre d'affaire du complexe : entre 1960 et 1983, la demande de tourteaux protéiques et d'aliments concentrés progresse en moyenne deux fois plus vite que celle des huiles<sup>6</sup>. Les oléagineux utilisés (sésame, coprah, coton, cartame, soja) étant interchangeables dans les processus de transformation, les industriels ont donc orienté de plus en plus fréquemment le choix des matières premières en fonction de leur potentiel pour la production de tourteaux. Bien que l'huile de sésame soit d'une qualité supérieure et bénéficie d'une forte demande sur le marché, la pauvreté des résidus protéiques issus de l'extraction pénalisent cette matière première au profit du soja et du cartame. Sur une échelle établie en 1985 en fonction de la relation « prix des produits créés (huile et tourteau) / prix de la semence », le sésame arrivait en dernière position, derrière le cartame, le soja, le coprah et la graine de coton (J. AGUIRRE, 1986). La demande industrielle de sésame a donc rapidement décliné. Entre 1960 et 1984, alors que la consommation de soja et de cartame progressait respectivement de 20,6 et 9,2 % par an, celle de sésame se réduisait au rythme annuel de 9,3 % (ARROYO, 1989).

6. Voir V. SANCHEZ P. (coord., 1988) et J. AGUIRRE A. (1986).

Années	Sésame	Coton	Cartame	Soja
1970	24 %	28,7 %	27 %	15,4 %
1975	12	13	44	26,8
1980	9	17,4	23,2	27
1984	4,5	9,3	21	48

Tableau vi

*Part des principaux oléagineux dans la composition des huiles alimentaires au Mexique (1970-1984)*

Source : G. ARROYO (1989).

Alors que les régions productrices de sésame et de coprah se localisaient en grande partie sur le versant sud de l'Altiplano (Costa Grande de Guerrero, dépressions du Balsas et du Tepalcatepec) et se caractérisaient par une petite agriculture pluviale, les nouvelles cultures de soja et de cartame ont souvent été entreprises sur de grandes exploitations irriguées, implantées dans les États de Sinaloa, Sonora ou en Basse-Californie, avec des gains de produc-

tivité considérables. Les industries d'extraction ont logiquement suivi le déplacement des sources d'approvisionnement. En 1983, 46 % de la production nationale d'huiles brutes était réalisée dans le quart nord-ouest du pays, contre 23 % dans le nord-est, 20 % dans l'État de Jalisco et seulement 1,5 % dans le centre du pays, qui était pourtant le plus grand foyer industriel du secteur trente ans plus tôt (ARROYO, 1989). La région du Moyen-Balsas s'est ainsi trouvée de plus en plus éloignée (entre 1 500 et 2 500 kilomètres) des principaux centres de transformation des graines oléagineuses.

La délocalisation des industries s'est accompagnée d'un phénomène de forte concentration, apparu dès la fin des années cinquante. Entre 1965 et 1975, le quart des fabriques d'huiles a disparu, les plus touchées étant les petits établissements employant moins de quinze personnes, dont le nombre se réduit alors de moitié (ARROYO, 1989). Dès 1975, les grandes et très grandes entreprises concentrent 88 % de la production nationale d'huiles et de tourteaux (SPP, 1981). Alors qu'en 1970 il existait encore de nombreuses fabriques implantées dans les Terres Chaudes ou dans leur proche voisinage (à Arcelia et Iguala dans l'État de Guerrero, à Huetamo, Zitácuaro et trois usines à Morelia dans celui du Michoacán), celles-ci avaient toutes disparu dix ans plus tard. Après avoir été rachetés par la société Santa Lucía vers 1968 et après avoir réduit considérablement leur production, les établissements Yrigoyen ferment définitivement leurs portes en 1974. À partir de 1973, les principales fabriques qui désertaient le plateau central ont cessé de financer les grands commerçants en grains de la région et le système usurier a été désorganisé. Mis en concurrence directe avec le soja ou le cartame cultivés dans des conditions de productivité très supérieures (irrigation, mécanisation) et préférés par les industriels, le sésame des Terres Chaudes était encore pénalisé par des coûts de commercialisation et de transport beaucoup plus importants.

Les prix de garantie proposés par l'État ont logiquement suivi ces évolutions du marché. Les importations massives de soja nord-américain dont les prix étaient fortement subventionnés ont permis d'approvisionner à de faibles coûts l'industrie nationale et de contenir le prix des huiles alimentaires. Mais elles ont surtout contribué à la baisse continue des prix au producteur : sur la période s'étendant de 1966 (date d'établissement du prix de garantie pour le sésame) à 1979, la dépréciation a atteint 36 % pour l'oléagineux, plus forte encore que celle du maïs (20,5 % pendant le même intervalle)<sup>7</sup>.

Aussi à partir du milieu des années soixante-dix le gouvernement a-t-il partiellement levé les lourdes taxes qui pénalisaient les

7. SPP (1981).

exportations de sésame, de façon à orienter une proportion croissante de la production vers le marché international de la consommation en frais. Cette évolution a permis d'élever progressivement la moyenne nationale des prix au producteur à partir de 1975 (fig. 26). Mais l'accès aux canaux d'exportation demeure conditionné à l'attribution de quotas par le gouvernement et par la qualité des semences produites : elles doivent répondre à des impératifs de propreté et seules les variétés blanches trouvent preneur. Il s'agit là d'un désavantage pour les paysans des Terres Chaudes où les variétés locales dites « crèmeuse » ou « brune » dominent : elles sont pénalisées au niveau des prix, car elles requièrent un coûteux traitement de décorticage.

Malgré ce handicap, une société exportatrice, la Dipasa, s'est implantée sur la place de Huetamo en 1979 et s'est alors livrée à une courte guerre des prix avec les grands commerçants en grains de la région. Cette année-là, les prix offerts au producteur doublèrent presque dans les six mois qui suivirent la récolte, mais l'embellie fut de courte durée et, un an plus tard, les cours avaient retrouvé leur bas niveau antérieur (12 pesos par kilo en octobre 1979, 12,5 pesos en octobre 1980, après un passage au-dessus de 20 pesos en avril<sup>8</sup>). Il est probable que des accords tacites furent passés entre la direction de Dipasa et les grands commerçants de Huetamo, mais l'éloignement des centres de commercialisation a également pesé sur cette évolution : il y a près de 1 500 kilomètres de mauvaises routes entre Huetamo et Mazatlán, où est embarqué le sésame exporté par voie maritime, et 2 200 kilomètres jusqu'à Hermosillo, d'où s'effectuent les ventes vers les États-Unis. Il est beaucoup plus profitable pour les exportateurs de s'approvisionner sur les espaces irrigués des États de Sinaloa, Sonora, ou de Basse-Californie, et ce sont les producteurs de ces régions qui ont le plus bénéficié des quotas d'exportation<sup>9</sup>. Seules de petites quantités de sésame produites dans les Terres Chaudes ont accès au marché extérieur et la majorité de la production doit être recyclée à bas prix vers l'industrie des huiles.

Ce n'est donc que de façon marginale que les paysans du Moyen-Balsas ont pu profiter de l'ouverture du marché mondial et de l'évolution favorable des prix qui en a découlé. Entre 1980 et 1983, les prix offerts aux producteurs de sésame du Michoacán sont restés inférieurs à ceux qui étaient en vigueur au nord-ouest du pays dans une proportion variant entre 22 et 60 % (SPP, 1987). Même lorsque des quotas d'exportation ont pu être obtenus, leur effet sur le niveau des prix dans la région a été virtuellement nul et seules les marges de bénéfices de Dipasa et des grands commerçants se sont alors accrues : en 1987, le kilogramme de sésame

8. Enquête auprès de Salvador Patiño, Huetamo.

9. Dans les États du Nord-Ouest, la culture du sésame est entreprise en fonction des quotas d'exportation (J. AGUIRRE, 1986). L'évolution des superficies de sésame dans les trois États du Nord-Ouest et celle des exportations mexicaines au cours des dernières années est d'ailleurs parfaitement parallèle. Voir SPP (1979, 1982 et 1987) et V. SANCHEZ P. (1988) : 54-56.

acheté à 700 pesos par l'entreprise fut revendu deux mois plus tard pour 1,5 dollar, soit 2 250 pesos, à la frontière américaine<sup>10</sup>.

La forte expansion du secteur des oléagineux s'est donc paradoxalement traduite par la perte progressive des avantages comparatifs dont les Terres Chaudes jouissaient depuis trente ans. Les répercussions en ont été accrues par la multiplication des problèmes phytosanitaires et d'épuisement des sols sur certaines terres soumises à la monoculture du sésame depuis la Réforme agraire. À partir des années soixante, les rendements ont commencé à décroître sensiblement dans la région, en particulier sur le piémont de l'Altiplano, où la relative fraîcheur du climat accentuait la portée des infections fongiques (pourrissement du talle et des racines) et limitait le développement des plantes. Autour de Tiquicheo par exemple, la moyenne des rendements est passée de 400 kilos par hectare en 1965 à 270-280 kilos entre 1985 et 1988<sup>11</sup>. Au début des années soixante-dix, les producteurs placés dans les conditions écologiques les moins favorables ont commencé à abandonner sa culture. Quinze ans plus tard, elle avait totalement disparu du *municipio* de Nocupétaro et de la majeure partie de celui de Carácuaro. La réduction des superficies s'étend désormais à la plaine alluviale, pourtant terre d'élection du sésame. Cette tendance n'a été que partiellement et temporairement modifiée par les augmentations ponctuelles des prix du sésame dues à l'accroissement des volumes exportés (comme ce fut le cas en 1980, après l'établissement de Dipasa à Huetamo). À partir du milieu des années soixante, le sésame a cessé d'être une production bénéficiant d'une bonne infrastructure commerciale et financière et de prix rémunérateurs, pour devenir une spéculation de plus en plus aléatoire et toujours moins rentable. D'une moyenne régionale de plus de 20 000 hectares semés chaque année au début de cette période, on est passé à une superficie inférieure à 12 000 hectares au cours des dernières années.

10. I. SANTACRUZ et R.M. BARR (1988) : 18. En 1979, le prix de garantie du sésame représentait environ 46 % du cours en vigueur sur le marché international (voir G. KNOCHENTHAUER, 1985).

11. D'après les moyennes établies par la Sarh (District IX, Huetamo).

Tableau VII

*Évolution de la superficie, de la production et du rendement du sésame dans les Terres Chaudes entre 1960 et 1988*

Années	1960	1970	1978	1980	1982	1984	1986	1988
Superficie (ha)	21 960	17 400	14 100	22 130	10 560	18 570	15 550	9 900
Production (t)*	-	-	4 860	7 790	2 290	5 010	4 310	3 000
Rendement (kg)	-	-	345	352	220	270	280	275

Sources : recensements agricoles 1960 et 1970 et Sarh, District IX (Huetamo).

\* Les chiffres de production proposés par les recensements agricoles de 1960 et 1970 correspondent à des rendements moyens de 1 070 et 630 kilos/hectare pour l'ensemble de la région, qui sont en contradiction flagrante avec les témoignages que nous avons pu recueillir (maximum de 450 kilos les meilleures années et sur les meilleures terres...). Ils ne figurent donc pas dans le tableau.

## *Le développement de l'élevage naisseur*

Parallèlement au développement de l'élevage hors sol à la périphérie des grands centres urbains et à celui du complexe oléagineux-aliments concentrés, l'élevage bovin a, lui aussi, connu une croissance soutenue. Entre 1950 et 1980, la production nationale a été multipliée par 3,7, passant de 1 445 000 têtes en 1950 à 2 300 000 dix ans plus tard, 3 820 000 en 1970, et l'on a abattu ou exporté 5 300 000 têtes de bétail en 1980 (REIG, 1982). Cette évolution correspond surtout à une expansion spatiale, puisque la superficie occupée par l'élevage bovin a doublé entre 1940 et 1980.

Ces chiffres dissimulent un phénomène de spécialisation et de division du travail dans la production bovine entre les différentes régions d'élevage du pays. L'essentiel de l'accroissement des effectifs et des superficies fourragères a eu lieu dans les zones tropicales du golfe du Mexique et de la côte du Pacifique, alors que dans les États du Nord, foyer traditionnel de l'élevage national, les troupeaux suivaient une croissance très lente. Sur la façade atlantique en revanche, le Tropic Humide mexicain, l'augmentation a été beaucoup plus importante, en particulier dans les États de Veracruz, du Chiapas et de Tabasco et dans la région de la Huasteca (fig. 25), où les effectifs sont passés de 2 390 000 têtes en 1950 à 3 665 000 dix ans plus tard, 5 095 000 en 1970 et 8 140 000 en 1980, soit une multiplication par 3,5 en trente ans (REIG, 1982). Ces régions ont énormément bénéficié du développement des infrastructures de communication et d'irrigation au cours des quarante dernières années et, grâce à des conditions climatiques très favorables (températures élevées, pluviométrie abondante et bien répartie dans l'année) qui permettent de disposer de pâturages naturels abondants et de charges animales élevées, les activités d'embouche ont prospéré.

Le Tropic Humide est ainsi devenu le principal fournisseur en viande des grandes villes du centre du pays, évinçant les régions qui disposaient d'un environnement moins favorable. Ce fut le cas de grandes zones d'élevage du plateau central, de l'État du Michoacán et des Terres Chaudes en particulier qui, jusqu'alors, avaient assuré une bonne partie des approvisionnements de la ville de México. Contrairement à ce qui s'est produit dans certaines zones du plateau central, dans le Bajío ou l'État de Jalisco, où l'existence de terres irriguées, d'importantes ressources fourragères (grâce à la culture du sorgho) et la proximité de centres urbains importants ont permis l'essor d'un élevage hors sol, les éleveurs des Terres Chaudes n'ont pu rivaliser sur le marché de l'embouche avec ceux des régions humides où la productivité du

travail était beaucoup plus élevée. Les activités d'engraissement de bœufs et de taureaux ont commencé à décliner dans le courant des années soixante et les expéditions de lots de bétail gras vers la station de Zitácuaro se sont définitivement taries vers 1975.

En revanche, la spécialisation du golfe du Mexique dans les activités d'embouche a généré une forte demande pour des animaux jeunes, de douze à dix-huit mois, susceptibles d'être engraisés en un court laps de temps, ce qui permet aux exploitations de ne pas avoir à entretenir un important troupeau reproducteur. La seule région de la Huasteca importe chaque année entre 60 000 et 80 000 veaux à cette fin (REIG, 1982). Nous touchons ici à un autre aspect de la spécialisation régionale qui caractérise l'élevage bovin depuis les années soixante, dans laquelle s'est engagé le versant pacifique des États de Guerrero, Michoacán, Colima et Jalisco, le Tropicque Sec mexicain. Dans toute cette partie du pays, l'activité d'élevage s'est réduite à la production de jeunes mâles, qui sont ensuite exportés vers les régions d'embouche. On y assume les risques liés à la naissance et aux premiers mois d'existence des veaux pour les vendre à l'âge où la conversion alimentaire est la meilleure.

Les premières ventes de bétail à destination de la Huasteca ont eu lieu au cours des années soixante, mais le commerce des veaux a réellement pris son essor à partir de 1970, lorsque l'amélioration du réseau routier permit de désenclaver définitivement la région : construction des routes Toluca-Ciudad Altamirano (autrefois Pungarabato) et Huetamo-Zitácuaro entre 1970 et 1972, amélioration de la piste Huetamo-Carácuaro-Villa Madero, devenue praticable pour les véhicules à la fin des années soixante-dix et finalement goudronnée en 1989. Désormais transporté par camions, le bétail peut être rapidement acheminé jusqu'à la Huasteca, à près de 1 000 kilomètres de son point de départ.

Les livraisons de veaux se sont d'abord faites sous forme d'association entre des éleveurs de Huetamo et des propriétaires de pâturages : les premiers livraient les broutards, qui étaient pesés à leur arrivée puis, de nouveau, au moment de la vente, après quatre à six mois d'embouche. Le bénéfice correspondant au gain de poids était divisé entre les deux parties, l'éleveur-naisseur empochant de surcroît la quantité équivalente à la première pesée<sup>12</sup>. Cette forme de métayage eut cours avec un certain succès jusqu'à la fin des années soixante-dix. Certains éleveurs, tels que J. Nuñez, R. Luviano ou J. Sánchez, ont même prolongé cette activité en achetant des propriétés dans les *municipios* de Tempoal (Veracruz) et de Tanquián (San Luis Potosi), où ils effec-

12. Entrevue avec  
Joaquín Gaona,  
Tiquicheo.

tuent l'embouche du bétail né sur leurs ranchos de Huetamo ou de Tiquicheo<sup>13</sup>. Mais dès que la région est devenue plus accessible aux véhicules, ce sont les éleveurs et les maquignons des régions d'embouche qui ont pris le contrôle de ce commerce. Cette évolution peut s'expliquer par l'augmentation de la demande de broutards et la diversification des régions d'engraissement que l'on observe depuis dix ans : il est devenu tout aussi rentable et moins coûteux pour les commerçants de bétail de Huetamo de limiter leur rôle à la collecte des veaux et d'attendre l'arrivée des acheteurs qui désormais se bousculent.

À la fin des années soixante-dix, mettant à profit la forte disponibilité en aliments concentrés (sorgho, tourteaux protéiques) et toute l'infrastructure qui s'était développée depuis vingt ans autour de l'aviculture et de la porciculture hors sol, des élevages d'embouche ont en effet commencé à se développer sur l'Altiplano qui surplombe les Terres Chaudes. À la suite des crises qui ont secoué l'élevage laitier ou celui des porcs, de nombreuses exploitations y ont diversifié leurs activités vers l'engraissement de lots de broutards, comme dans le nord-est du Michoacán, la région de Cadereyta dans l'État de Querétaro ou le triangle Irapuato-Valle de Santiago-La Piedad dans le Bajío. Dans toute cette partie de l'Altiplano, l'embouche repose sur l'utilisation des aliments les moins coûteux et fait appel aux litières récupérées dans les élevages avicoles, lesquelles contiennent de grandes quantités d'aliments gaspillés par les volailles et présentent un contenu élevé en protéines. Mêlées au sorgho et à de petites quantités de tourteaux, elles composent un aliment peu cher à défaut d'être très bien assimilé par l'animal. Elles permettent en tout cas une prise de poids pouvant dépasser 200 kilos après sept mois d'engraissement intensif<sup>14</sup>.

Dans ces nouveaux centres de production, l'embouche a généralement lieu durant la saison sèche, entre les mois de novembre et de juin, afin d'éviter les problèmes sanitaires qui apparaissent avec les pluies et pour bénéficier des meilleurs prix : déprimés dès la fin de la saison des pluies par les ventes des régions arides, les cours du bétail ne se rétablissent qu'avec le printemps et atteignent leur niveau le plus élevé durant les mois de mai et juin. Les achats de broutards ont donc lieu sitôt effectuée la récolte du sorgho en octobre-novembre. Alors que les expéditions de bétail à partir des Terres Chaudes débutaient autrefois au mois de décembre, quand les troupeaux descendaient des parcours, et se poursuivaient jusqu'en mai, lorsque partaient à leur tour les lots de bœufs gras, le commerce des broutards se concentre désormais entre les mois d'octobre et de décembre (fig. 23).

13. *Ibid.*

14. Entrevues avec Ignacio Mozqueda, Ruben Jaramillo et Hugo Rodríguez à Pueblo Nuevo (Guanajuato), et avec Armando Flores, maquignon à Huetamo.

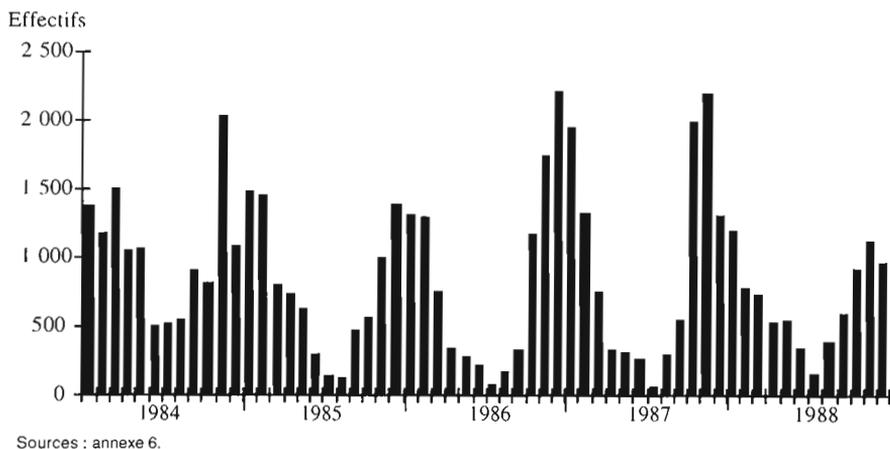


Figure 23

*Ventes mensuelles de bétail  
(taurillons et bêtes de réforme)  
à l'extérieur des Terres Chaudes  
(1984-1988).*

Pour les éleveurs des Terres Chaudes, cette modification du calendrier a l'avantage de permettre une meilleure utilisation des réserves fourragères, dans la mesure où les ventes de brouards s'effectuent au retour des pâturages d'altitude, lorsque leur poids est le plus élevé et leur aspect le meilleur. Les résidus de culture et les pâturages de bas de pente demeurent entièrement disponibles pour l'alimentation du troupeau reproducteur et des plus jeunes animaux au long de la saison sèche. Il devient possible d'accroître le nombre de mères et donc la production annuelle de veaux sans avoir à améliorer la production fourragère ni les infrastructures de l'exploitation. Les expéditions de vaches de réforme vers les abattoirs de Morelia, Zitácuaro, Toluca ou México sont, elles, beaucoup plus uniformément réparties au cours de l'année. Mais elles n'ont plus désormais qu'une importance secondaire dans l'économie régionale : à poids équivalents, le prix des vaches se situe en moyenne 25 à 35 % en dessous de celui des taurillons.

Le développement de l'élevage bovin hors sol sur l'Altiplano a considérablement augmenté la demande pour les brouards des Terres Chaudes. Hormis les raisons évidentes de proximité entre les deux régions, c'est paradoxalement la rusticité du bétail élevé autour de Huetamo qui le rend particulièrement adapté au type d'embouche qui est mené dans les *feed lots*. Le mélange de sorgho et de litière de volailles qui est donné aux animaux est très mal assimilé par les races sélectionnées pour la production de viande (Angus, Hereford, Gyr ou Brahman) et engendre souvent

de sérieux problèmes sanitaires. Le bétail des Terres Chaudes au contraire « profite mieux des fourrages grossiers et sa prise de poids est plus rapide, même si elle est potentiellement moindre »<sup>15</sup>. Les ventes de broutards des dépressions du Balsas et du Tepalcatepec ont donc bénéficié d'une forte demande au cours des années quatre-vingt, l'augmentation des prix du bétail sur pied devenant supérieure à celle observée dans le Tropicque Humide pour des animaux pourtant plus fins<sup>16</sup>.

Les acheteurs de bétail de la Huasteca ont donc été évincés par des concurrents moins exigeants quant à la qualité des animaux et disposés à les payer beaucoup plus cher. Alors qu'en 1978, la Huasteca recevait les deux tiers des broutards produits dans la région du Moyen-Balsas<sup>17</sup>, cette proportion s'était réduite à 15 % six ans plus tard et à moins de 5 % en 1988<sup>18</sup>. En 1984, les éleveurs de Querétaro avaient remplacé ceux du Tropicque Humide en tant que premiers clients des Terres Chaudes et engraisaient la moitié des broutards nés dans la région (S. DIAZ *et al.*, 1985). Quatre ans plus tard, ce sont pourtant les *feed lots* du Bajío qui captaient la moitié des ventes, suivis par les grands engraisseurs d'Aguascalientes, et la région de Querétaro ne représentait plus que 6,5 % du marché. Entre 1986 et 1988, les ventes de taurillons se sont réparties de la façon suivante :

15. Entrevue avec R. Jaramillo.

16. Cette information a été confirmée par plusieurs maquignons de la région.

17. Entrevues avec Taide García et Horacio Martínez, Huetamo.

18. Voir l'annexe 6.

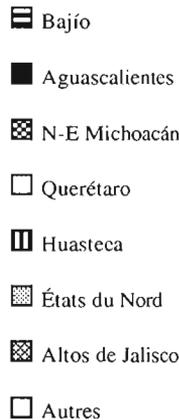
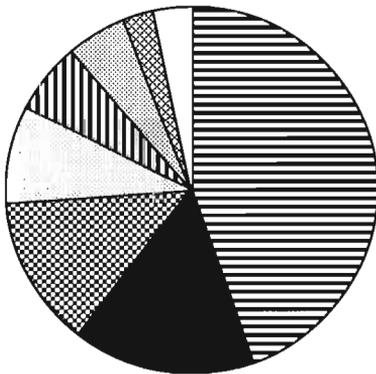


Figure 24

*Destinations des broutards nés dans les Terres Chaudes (moyenne 1986-1988).*

Sources : annexe 6.

Ce qui caractérise ce marché depuis quelques années, c'est donc sa grande souplesse, mais aussi l'extrême dépendance des éleveurs des Terres Chaudes vis-à-vis d'un nombre réduit de clients qui achètent la moitié ou plus de leur production. Or le débouché vers les élevages hors sol du plateau central demeure très aléatoire. L'embouche y dépend de la disponibilité des crédits ban-

caires, de la récolte de sorgho et du prix des résidus de l'aviculture, tout autant que de la rentabilité d'autres spéculations hors sol, la porciculture ou la production laitière. La crise de l'embouche autour de Querétaro au cours des dernières années provient de la forte réduction des crédits dans cette région à partir de 1985<sup>19</sup>. De même, son essor à la même époque dans le triangle Irapuato-Valle de Santiago-La Piedad est lié à la crise de l'élevage porcin qui a sévi dans cette région.

Les fluctuations du marché ont joué à leur tour en faveur de la concentration du commerce régional du bétail en un petit nombre de mains, et on assiste depuis une quinzaine d'années à la renaissance d'une classe de grands maquignons. Le suivi des exportations de bétail depuis la place de Huetamo (où se concentre plus de la moitié du commerce régional des broutards) au cours des années 1987 et 1988 a révélé que 45 % à 65 % du total des transactions s'effectuaient par l'intermédiaire de trois commerçants seulement<sup>20</sup>. Moins de vingt personnes ont la mainmise sur le commerce de bétail entre l'ensemble des Terres Chaudes et l'extérieur. Elles s'appuient sur un réseau constitué par de grands éleveurs et des commissionnaires locaux pour drainer les animaux des villages et des ranchos, depuis les recoins les plus isolés de la région.

Le plus souvent, les bovins sont achetés aux éleveurs sans être pesés, en fonction de leur configuration et de leur poids estimé, mais le paiement n'intervient que sous huit jours, lorsque le bétail a pu être revendu aux engraisseurs. À l'automne 1988, les broutards étaient payés aux producteurs 3 300 à 3 400 pesos par kilo de poids vif s'ils avaient été amenés jusqu'à l'enclos et à la balance du maquignon. Dans le cas contraire, l'achat « au jugé » réduisait ce prix de 10 à 15 %. La revente aux acheteurs des régions d'embouche s'effectuait, elle, à la même époque, sur une base de 3 800 pesos par kilo, rapportant au maquignon un bénéfice de 20 à 30 % par rapport au prix d'achat, sans qu'il ait eu à avancer le moindre peso dans l'affaire.

En dehors du rôle prépondérant des intermédiaires ou de l'instabilité du marché de l'embouche, c'est le niveau des exportations de bétail qui détermine en grande partie le prix des taurillons. Le Mexique fournit bon an mal an entre 60 et 80 % des importations nord-américaines de bétail sur pied (M. RUTSCH, 1984). Il s'agit encore de broutards, qui sont transférés sur les pâturages du Texas, du Nouveau-Mexique ou de l'Arizona avant d'être mis à l'embouche dans les *feed lots* du *Corn Belt* ou de la région des Grands Lacs. Les prix offerts à la frontière sont supérieurs de 40 à 150 % à ceux pratiqués sur le marché national<sup>21</sup> et le niveau des

19. Entrevue avec A. Flores.

20. D'après l'étude des *guías de tránsito* établies par l'Association locale des éleveurs de Huetamo, qui mentionnent le vendeur, l'acheteur, le nombre total d'animaux expédiés et leur destination.

21. Voir M. RUTSCH (1984) et N. REIG (1982).

exportations influe directement sur le cours des taurillons et de la viande dans le pays entier. Elles sont en conséquence strictement réglementées : des quotas d'exportation sont établis chaque année et seules certaines régions au nord du pays peuvent en bénéficier (fig. 25). Au sud de cette « ligne de démarcation », le bétail est théoriquement réservé à la consommation nationale.

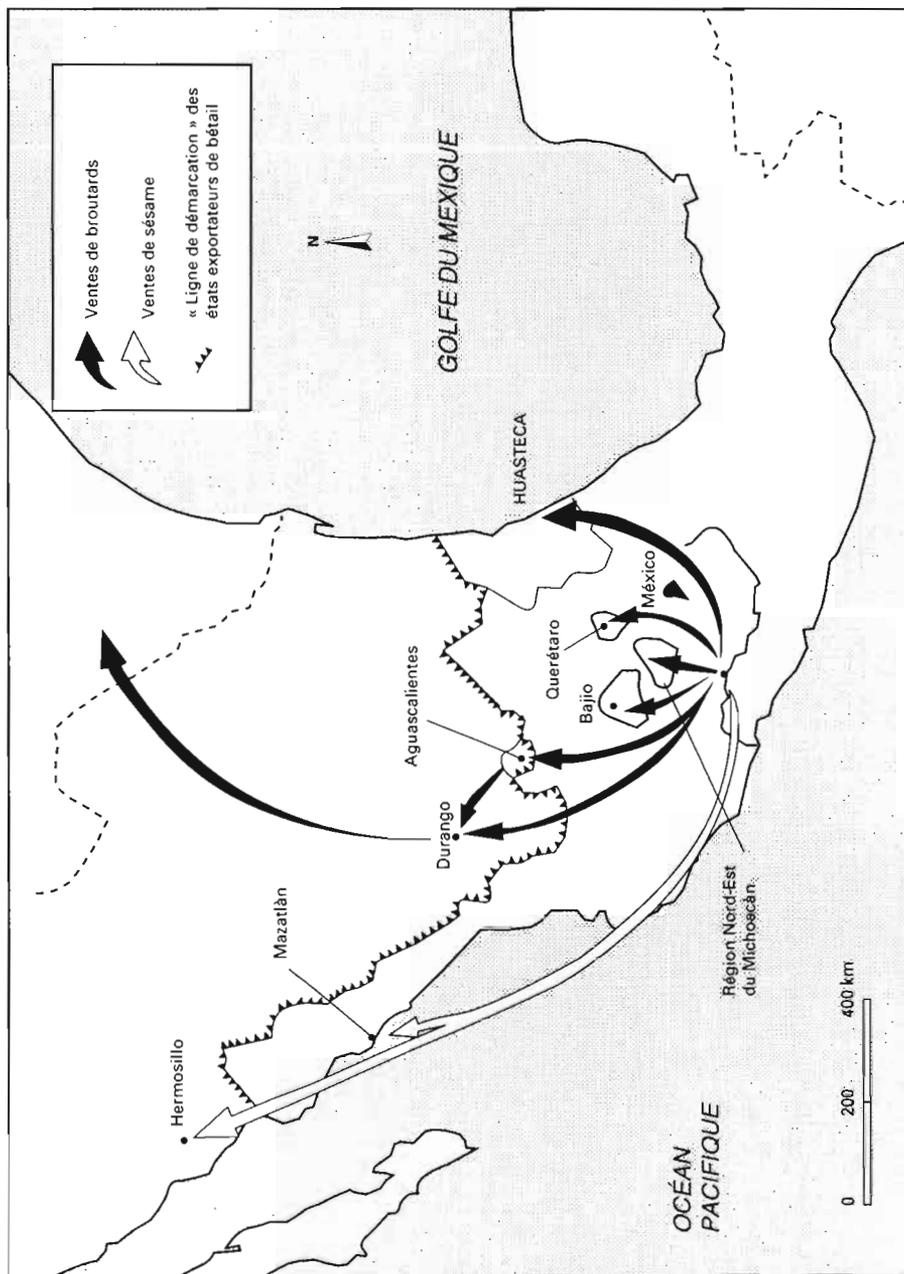
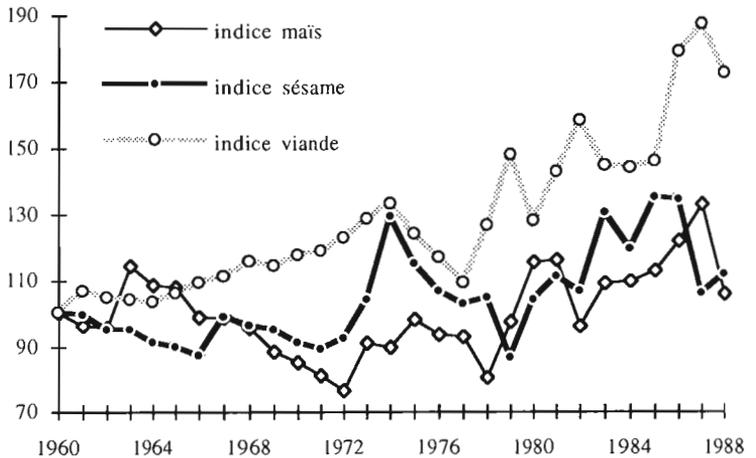


Figure 25  
Les Terres Chaudes et leurs principaux débouchés commerciaux en 1988.

Mais lorsque la demande de taurillons s'accroît aux États-Unis (quand, par exemple, le faible prix des céréales incite les producteurs à recycler et valoriser leur récolte par l'embouche) ou quand le gouvernement mexicain autorise des sorties massives de bétail pour subvenir à ses besoins en devises, des filières de contrebande se mettent en place depuis le centre du pays. Plus de 250 000 têtes de bétail ont ainsi passé clandestinement la frontière en 1979, et, en juillet 1987, on estimait que 80 % des animaux vendus au Texas auraient dû alimenter le marché intérieur mexicain<sup>22</sup>. Au cours de ces périodes, la fraude s'organise depuis les Terres Chaudes vers les États d'Aguascalientes, Durango ou Chihuahua. Les prix du bétail suivent alors une évolution rapide à la hausse. À l'inverse, si le Mexique ferme temporairement la frontière ou si le prix des grains s'élève aux États-Unis, ralentissant l'activité des *feed lots*, le bétail des régions frontalières, de très bonne qualité car il est sélectionné pour satisfaire aux exigences du marché nord-américain, afflue à bas prix sur les marchés de l'Altiplano, où il concurrence les taurillons des Terres Chaudes, comme ce fut le cas en 1974-1975, en 1980-1981 ou en 1988-1989.

Malgré ces fluctuations du marché, l'élevage bovin demeure l'activité qui a bénéficié de l'évolution la plus favorable si l'on se réfère aux moyennes nationales des prix. Alors que les cours du maïs périclitaient et que ceux du sésame suivaient une évolution chaotique après avoir longtemps chuté, le prix de la viande bovine n'a cessé d'augmenter dans l'ensemble du pays (fig. 26).

22. M. RURSCH (1984) : 186 et la Revue *Agrosintésis*, vol.18, juillet 1987 : 62.



Sources : annexe 4.

Figure 26

Évolution des indices des prix à monnaie constante (1960) du maïs et du sésame (moyennes nationales) et de la viande de bœuf (marché de México), 1960-1988.

L'étude des prix pratiqués dans les Terres Chaudes durant les années quatre-vingt est plus édifiante encore : la production de taurillons a bénéficié de rémunérations excellentes, grâce notamment au niveau élevé des exportations de bétail entre 1982 et 1983 puis de 1985 à 1987. Et la fermeture temporaire de la frontière en 1988 n'a atténué que très partiellement la hausse des années précédentes. Le prix réel des brouards sur la place de Huetamo a augmenté de 20 % en sept ans, faisant de l'élevage extensif la spéculation de loin la moins coûteuse et la plus rémunératrice.

Années	Prix nominal	Prix réel (1981)	1981=100
1981	50	50	100
1982	90	57	114
1983	190	61	122
1984	300	69	138
1985	450	56,5	113
1986	1 040	70,5	141
1987	2 200	65	130
1988	3 900	60	120

Tableau VIII

*Évolution du prix des taurillons à Huetamo (pesos par kilogramme vi) entre 1981 et 1988*

Sources : *Asociación Ganadera Local*, Huetamo ; entrevues avec T. García et A. Flores, Huetamo.

Pour autant, l'expansion du marché de la viande bovine qui a permis à des régions de l'Altiplano de se lancer dans l'embouche et de concurrencer les éleveurs du Tropique Humide n'autorise-t-elle pas une spécialisation similaire dans les Terres Chaudes ? Car la région n'est éloignée que de 250 kilomètres des lieux de production de sorgho, de luzerne et de fumier de volailles. Elle demeure proche des abattoirs de México, de Toluca ou de Morelia et, depuis quelques années, l'amélioration de l'infrastructure routière a considérablement facilité et accéléré les communications avec ces différents centres. Les enquêtes réalisées à Huetamo, à Tiquicheo et à Pueblo Nuevo dans le Bajío révèlent qu'au début de l'année 1989, le coût réel des aliments employés pour l'engraissement du bétail était supérieur de 20 à 25 % dans les Terres Chaudes en raison des frais de transport (les engraisseurs de Pueblo Nuevo ou de Cadereyta sont souvent eux-mêmes producteurs de sorgho et parfois de luzerne, ce qui leur permet de réduire leurs coûts d'alimentation). Certains maquignons de Huetamo et de Tiquicheo se sont pourtant essayés à l'embouche avec succès, obtenant même en 1988 des taux de profit de 10 à 12,5 % quand les taurillons engraisés avaient été achetés au prix en vigueur à Huetamo, et supérieurs s'ils étaient nés sur leur exploitation<sup>23</sup>. L'engraissement demeure donc une activité rentable dans la région, surtout si l'on songe qu'en 1988 le marché n'était pas particulièrement favorable après les restrictions qui

23. En 1988, un lot de 60 taurillons de 200 kilos achetés pour 45 millions de pesos à Huetamo et amenés à un poids moyen de 380-400 kilos en 7 mois, avec un coût de 29 millions pour les aliments (40 tonnes de sorgho = 16 millions de pesos, 20 tonnes de fumier de volailles, soit 4,2 millions de pesos et 12 tonnes de luzerne = 4,8 millions de pesos, transport depuis le Bajío = 4 millions de pesos - inclus), 3 millions de main-d'œuvre (deux employés à plein temps) et 2 millions de transport à l'abattoir de Morelia, soit un coût total de 79 millions de pesos, pouvait y être revendu 88 millions de pesos. Sources : entrevues avec Pedro Suazo et Ogurio Orozco à Huetamo et avec Carlos Sánchez à Tiquicheo.

touchèrent les exportations de taurillons vers les États-Unis. Et pourtant, la plupart des commerçants de bétail qui en ont fait l'essai n'ont pas renouvelé l'expérience.

Ces maquignons bénéficient des contacts établis dans les grands abattoirs péri-urbains et sur les sites d'embouche du Bajío ou de Querétaro, d'où proviennent les aliments. Ils profitent des expéditions de broutards pour s'approvisionner en sorgho et en fumier de volailles. Ils peuvent ainsi réduire les coûts de transport et vendent mieux leur bétail à l'abattage (au lieu de le céder sur pied aux portes de l'abattoir, ils paient le dépeçage et récupèrent ensuite les carcasses, viscères et peaux qu'ils vendent séparément aux bouchers ou aux industriels). Mais l'élevage extensif ou la vente des taurillons procurent une productivité du travail et du capital très supérieure à celle de l'embouche : il faut deux salariés à temps plein pour suivre l'engraissement d'un lot de 100 bovins, alors qu'un *caporal* et sa famille, qui ne reçoivent aucun salaire, peuvent assurer seuls la surveillance d'un troupeau de 400 têtes de bétail qui garantit la vente du même nombre de taurillons. Ceux qui sont les mieux placés pour réaliser de gros profits n'ont guère d'intérêt à se lancer dans l'embouche : le commerce des broutards, à partir d'un investissement très inférieur, leur assure une rotation plus rapide du capital, sans qu'ils aient à prendre le moindre risque.

Malgré ses qualités d'adaptation aux pires conditions d'embouche, le bétail « créole » élevé depuis des siècles dans les Terres Chaudes répond mal aux exigences du marché des broutards. Sa petite taille et son arrière-train osseux le dévalorisent et le rendement des carcasses (moins de 50 % du poids vif) est beaucoup trop faible. À partir du moment où les ventes en direction de la Huasteca se sont intensifiées, un flux continu d'animaux sélectionnés, de races Gyr, Brahman ou Indobrasil, que les maquignons ramenaient du Tropique Humide et revendaient comme reproducteurs, s'est établi en sens inverse. Outre leur haute taille et leur bonne conformation qui en font un produit demandé sur le marché de l'embouche, les zébus sont parfaitement adaptés au climat éprouvant du Moyen-Balsas et font une très bonne utilisation des fourrages lignifiés. La diffusion du phénotype zébu s'est donc effectuée assez rapidement dans la région. En revanche, l'introduction d'autres races sélectionnées pour leur conformation (Hereford, Angus ou Charolais) n'a eu aucun résultat car ces animaux ne résistaient pas au climat torride. Seuls les taureaux de race Brune des Alpes ont connu un certain succès. Ils sont employés pour améliorer le faible potentiel laitier des hybrides de zébus sans nuire à leurs qualités bouchères. La plupart des gros

éleveurs utilisent successivement des reproducteurs zébus et « suisses » pour bénéficier au maximum de l'hétérosis qui peut résulter des croisements (bons niveaux de production laitière, donc meilleure alimentation des veaux, et bons rendements des carcasses à l'abattage).

Ce sont avant tout les riches éleveurs qui ont bénéficié de ces apports, car ces animaux coûtent un prix équivalent à la valeur de cinq ou six broutards de 200 kilos. Dans les petits troupeaux, ce sont plutôt des descendants de taureaux sélectionnés qui sont employés, et leur renouvellement est également beaucoup plus lent, de sorte que la consanguinité est parfois préoccupante. Les caractéristiques du bétail de la région se sont cependant fortement améliorées et, à l'exception des ranchos les plus isolés, le phénotype zébu domine désormais dans la plupart des troupeaux.

Les transformations de l'environnement macro-économique des Terres Chaudes ont donc remis en question les phénomènes de spécialisation qui étaient apparus au lendemain de la Réforme agraire. Affectée par la baisse des rendements, la diminution puis l'évolution totalement chaotique des prix, qui en ont fait une spéculation trop hasardeuse, la production paysanne de sésame a également été touchée par la forte hausse des coûts de la main-d'œuvre qui l'a pénalisée plus qu'aucune autre culture au cours des dernières années (chap. 5). Moins exigeant en intrants et en main-d'œuvre et stimulé par des prix réels à la hausse, l'élevage de jeunes bovins n'a cessé de progresser dans le même temps. Le cheptel bovin de la région est ainsi passé de 51 300 têtes de bétail en 1960 à 101 800 en 1970, 138 600 en 1980 et 202 000 en 1988, soit une multiplication par quatre en moins de trente ans<sup>24</sup>.

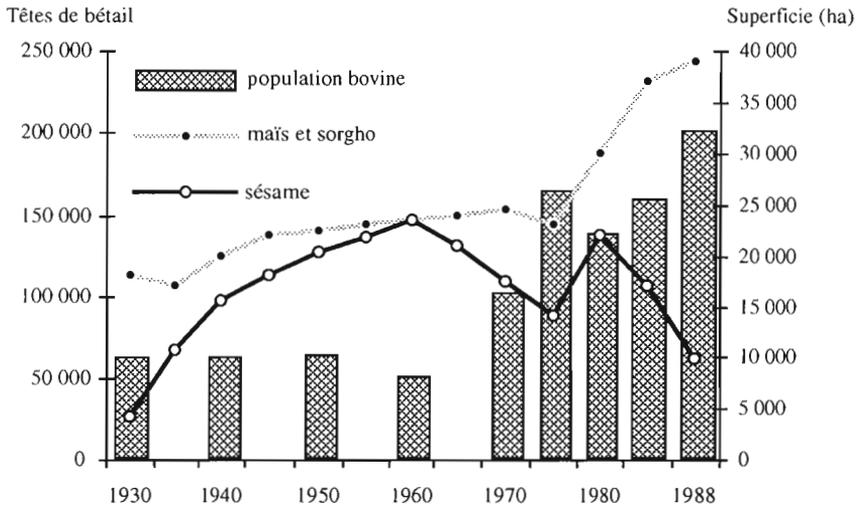
La tendance au recul du sésame et à l'expansion de l'élevage qui s'observe depuis une trentaine d'années n'a été que brièvement modifiée lors de l'implantation de la société Dipasa à Huetamo et de la courte augmentation des cours de l'oléagineux qui s'en est suivie. Ce phénomène a coïncidé avec la sécheresse des années 1978-1982, qui a décimé le bétail de la région, et rendu au sésame, plus résistant, un certain avantage sur les autres cultures. Mais c'est bel et bien l'élevage extensif qui est redevenu le centre de gravité du système agraire dans les Terres Chaudes.

Il ne s'agit pas pour autant d'une régression des activités agricoles. La superficie cultivée s'est accrue de presque 20 % entre 1960 et 1984 et les Terres Chaudes produisent aujourd'hui beaucoup plus de maïs qu'il y a trente ans. Mais la progression de la surface semée en maïs au cours des dernières années ne peut être interprétée comme une spécialisation vers la production vivrière :

24. *Censos Agrícolas. Ganaderos y Ejidales* de 1960 et 1970, et chiffres établis par la Sarh, *Distrito de temporal IX. Huetamo, Michoacán*. La fiabilité de ces chiffres est plus que douteuse, notamment en ce qui concerne le premier, mais l'évolution qu'ils mettent en évidence est suffisamment nette pour leur donner une valeur indicative.

c'est bien la fonction fourragère des fanes, et même du grain de maïs, qui a guidé cette évolution. Des cultures à caractère fourrager (maïs, sorgho et sorgho fourrager) ont ainsi progressivement occupé l'espace libéré par le sésame. Comme c'était le cas avant la Réforme agraire, l'agriculture est désormais de plus en plus subordonnée à l'élevage, et les conditions de la production agricole dépendent des cours fluctuants des taurillons. On observe ainsi une évolution inverse entre les superficies consacrées au sésame d'une part, la population bovine et les cultures produisant des résidus fourragers d'autre part (fig. 27).

Figure 27  
*Évolutions des superficies cultivées et de la population bovine dans les Terres Chaudes, 1930-1988.*



Sources : recensements agricoles et Sahr, district ix, Huetamo.

## LES POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT AU SECOURS DES ÉLEVEURS : CRÉDIT AGRICOLE ET « PAQUETS TECHNIQUES »

Le début des années soixante-dix marque la fin de l'âge d'or du commerce du sésame ; après s'être considérablement réduit, le flux des capitaux injectés par les industriels de Mexico ou de Morelia se tarit définitivement en 1975. La bourgeoisie de Huetamo s'est peu à peu détachée du financement et du commerce du sésame pour recentrer ses activités vers les secteurs en expansion : le commerce du bétail et celui des fourrages. Les exemples de Salvador Patiño, qui fut un temps le principal acheteur de sésame de Huetamo, avant de se lancer avec succès

en 1980 dans la fabrication et la vente d'aliments pour le bétail, ou d'Horacio Martínez, autrefois négociant en grains puis devenu l'un des cinq plus grands commerçants de bétail de la région, ont valeur de symboles. L'établissement sur la place de Huetamo de banques commerciales de dimension nationale (Bancomer en 1965, puis Banamex en 1974) et surtout le réengagement de l'État dans le financement de la production agricole précipitent le déclin des grands commerçants en grains dans le courant des années soixante-dix.

## *De nouvelles aides de l'État à l'agriculture pluviale*

À partir de 1970, l'État entreprend en effet une révision des politiques suivies depuis trente ans vis-à-vis des zones d'agriculture pluviale, jusqu'alors marginalisées. La superficie des cultures vivrières est alors en régression, la production nationale de maïs stagne et ne parvient plus à satisfaire la demande intérieure. Les importations augmentent, au point de constituer plus du quart de la consommation nationale<sup>25</sup>. Le gouvernement a répondu de deux façons à cette évolution. La première, classique, fut d'entreprendre de nouvelles distributions de terres dans les régions où la tension sociale était la plus forte. La seconde a consisté à relancer le crédit agricole et à l'étendre aux régions défavorisées pour en faire le moteur de la seconde révolution agricole expérimentée avec succès sur les périmètres irrigués. Cette politique culmine avec la hausse des prix garantis des produits vivriers enregistrée au début des années quatre-vingt. Les Terres Chaudes sont particulièrement concernées par ce revirement. Elles constituent une zone de frictions, au voisinage de la Sierra de Guerrero où, entre 1968 et 1974, une guérilla d'origine paysanne s'est organisée autour du « Parti des Pauvres » de Lucio Cabañas, et où les tensions ne se sont jamais vraiment apaisées<sup>26</sup>.

À la fin des années soixante, la Réforme agraire entre dans une seconde phase et touche cette fois directement le piémont de l'Altiplano, relativement épargné par le gouvernement cardéniste trente ans plus tôt. Vingt-cinq *ejidos* sont fondés entre 1966 et 1982 et plus de 40 000 hectares leur sont alloués, en majorité des versants et très peu de terrains labourables. Dans le même temps, l'administration fait preuve d'une relative mansuétude vis-à-vis des invasions et occupations illégales de propriétés privées par les demandeurs de terres des *ejidos* voisins. Il faut y voir l'expression de la tension sociale qui se manifeste dès cette époque au sein des *ejidos* créés entre 1935 et 1950, où l'espace

25. La superficie de maïs passe de 8,3 millions d'hectares en 1966 à 7,4 millions en 1970, 6,7 en 1975 et 5,6 en 1979. Dans le même temps, les importations de la céréale s'accroissent de 4 500 tonnes à 945 000, 1,4 millions et 4 millions de tonnes pour les mêmes années. Voir G. ARROYO (1989) : 44-45.

26. Il s'agit d'ailleurs de la partie du pays où les mouvements de protestation issus des grandes fraudes électorales de 1988 et 1989 ont été les plus violents (on y dénombrait plusieurs dizaines de morts au début de l'année 1990).

agricole ne suffit plus au maintien de la population. Cette nouvelle menace a pour conséquence le fractionnement et la vente des derniers grands domaines (de 3000 à 5000 hectares) qui avaient survécu à la Réforme agraire et à la « grande peur » des années 1935-1950.

C'est dans le domaine de l'appui aux producteurs que l'intervention de l'Administration a été la plus marquante. La banque de crédit éjidal reprend ses activités à Huetamo au début des années soixante-dix, et voit ses moyens accrus après la création de la Banque nationale de crédit rural (Banrural) en 1976. À partir de 1975 sont également installés des magasins de la Compagnie nationale de subsistance populaire (Conasupo) où maïs, sésame puis sorgho peuvent être vendus aux prix garantis fixés par l'État, à un niveau supérieur à celui pratiqué jusqu'alors par les accapareurs locaux. Enfin, en 1977, le ministère de l'Agriculture (Sarh) entreprend d'implanter dans chaque chef-lieu municipal une délégation de techniciens chargés de l'assistance aux producteurs. De ces différents volets de l'action gouvernementale, le crédit agricole a certainement eu l'impact le plus important. Dans l'esprit de ses promoteurs, l'une de ses fonctions réside dans la diffusion des techniques destinées à élever la productivité du travail et les rendements des petites exploitations. À cet effet, les crédits de campagne combinent des avances en espèces dispensées au long du cycle de cultures, et des prêts en nature, engrais chimiques, pesticides et semences sélectionnées issues de la Révolution verte. Ils sont enfin assortis d'une assurance délivrant le producteur du remboursement d'une partie ou du total du prêt en cas de sinistre.

L'une des clés de la rapide diffusion du crédit agricole et du succès enregistré initialement auprès des éjidataires résidait dans les faibles taux d'intérêt pratiqués, qui demeuraient très inférieurs au taux moyen de l'inflation. Lorsque celle-ci s'est accélérée après 1978, pour devenir incontrôlable à partir de 1982, les crédits de campagne sont devenus de véritables subventions : en 1983, les taux demeuraient limités à 16,5 % sur six mois, alors que l'inflation atteignait 49 % pendant la même période ; et même après leur hausse à 45 % en 1986, ils ne dépassèrent pas l'augmentation moyenne du coût de la vie. De la sorte, les transferts effectués au travers du crédit agricole ont pu constituer une part très importante des revenus des petits agriculteurs : en 1981, le montant total (numéraire et fertilisants) alloué à un éjidataire cultivant quatre hectares de maïs et deux de sésame représentait plus de la moitié des revenus bruts qu'il pouvait obtenir de la culture de sa parcelle et permettait un bénéfice équivalent à 88 % du total des coûts de production<sup>27</sup>.

27. Il s'agit d'une estimation effectuée à partir des chiffres fournis par la succursale Banrural de Huetamo. En 1981, le crédit alloué aux éjidataires était de 6 715 pesos par hectare de sésame et 5 985 pesos pour un hectare de maïs. Pour un éjidataire cultivant quatre hectares de maïs et deux de sésame, le montant du crédit s'élevait donc à 37 370 pesos. La vente de quatre tonnes de maïs et de 750 kilos de sésame rapportant 36 200 pesos (10 500 pour le sésame et 25 700 pour le maïs), le crédit représentait 51 % des entrées totales de l'exploitation (73 570 pesos) et 118 % de son revenu net (environ 32 000 pesos).

Même si la petite agriculture devient plus subventionnée, l'accès au crédit n'est pas identique pour les producteurs des zones les plus enclavées du piémont et de l'ouest des Terres Chaudes, ni pour tous les secteurs sociaux : les petits tenanciers (fermiers et vachers) des propriétés privées ne peuvent souvent pas en bénéficier, si ce n'est par l'intermédiaire de leur employeur. Et ce n'est que très rarement le cas, puisque les avances sur récolte constituent encore la base des rapports de production. Selon les années, guère plus du quart ou du tiers de la superficie cultivée est ainsi concerné par le crédit agricole. Il convient donc de nuancer la portée et l'efficacité de l'action gouvernementale. Par rapport aux grandes zones agricoles du plateau central, le versant pacifique-sud du pays fait figure de parent pauvre. Que l'on songe, par exemple, que l'ensemble de l'État de Guerrero (2,1 millions d'habitants en 1980) a reçu de Banrural en 1986 une dotation à peine supérieure à celle dont bénéficiait alors un seul *municipio* de la région porcicole, celui de Pastor Ortiz<sup>28</sup>. En 1987, plus de la moitié des éjidataires des Terres Chaudes recevait pour un crédit de campagne et cette proportion atteignait probablement les deux tiers dans la plaine alluviale.

28. Réunion avec la direction de la matrice Banrural pour la région Pacifique-sud (Michoacán, Colima, Guerrero) à Zamora, mai 1989.

Tableau ix

*Superficie régionale concernée par les crédits de campagne de Banrural (1979-1987)*

Cultures	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Mais	?	4 985	13 805	13 464	13 457	7 298	9 842	10 634	9 815
Sésame	?	7 740	4 583	4 521	4 209	4 480	4 897	4 231	3 792
Sorgho	-	-	-	-	-	41	502	455	605
Total	12 200	12 725	18 388	17 985	17 666	11 819	15 241	15 320	14 212
% Superficie cultivée	24,5	23	34	32	30	22	26	24	26

Sources : S. DIAZ *et al.* (1985), I. SANTACRUZ et R.M. BATT (1988).

Dans les Terres Chaudes, la relative stabilité des superficies concernées par les crédits de campagne depuis 1982 tend à occulter les effets réels de la crise des finances publiques (tabl. ix). Ce résultat a été obtenu grâce à la réduction des sommes allouées à l'hectare et à une couverture de moins en moins effective des coûts de production. Les frais de main-d'œuvre sont calculés chaque année sur la base du salaire journalier qui était en vigueur lors de la précédente récolte. Or, depuis 1980, l'augmentation moyenne du coût de la main-d'œuvre entre deux cycles de cultures successifs a dépassé 100 %. De sorte qu'en 1988, les quotas

de crédits furent définis sur la base d'un salaire journalier de 6 700 pesos, alors que celui-ci s'élevait à 10 000 pesos au moment des semis, à 12 000 lors des sarclages et même parfois à 15 000 pesos à l'heure de la récolte. En suivant ce mode de comptabilité, la couverture des coûts de production ainsi calculés est passée de 95 % pour le maïs et 90 % pour le sésame en 1980, à 73 et 71 % respectivement en 1984 et 49 et 43 % en 1987<sup>29</sup>. En fait, à cette date, le crédit délivré pour la culture du sésame ne couvrait guère plus d'un tiers de ses coûts réels.

Au cours des dernières années, le financement public s'est peu à peu réduit au seul coût des intrants (labour mécanisé, engrais et produits phytosanitaires), pénalisant les cultures qui font un usage intensif de la main-d'œuvre, comme le sésame, au profit de celles qui peuvent être mécanisées (sorgho et maïs). Ces circonstances ont eu un poids déterminant dans la régression de la culture du sésame, qui s'accélère depuis 1985, et dans l'accroissement du nombre de *carteras vencidas*<sup>30</sup>, les producteurs qui n'ont pu rembourser leur emprunt et sont privés de tout nouveau financement.

Le crédit agricole n'échappe pas non plus aux travers qui le caractérisaient quarante ans auparavant. Parmi ceux-ci, le décalage entre les dates des avances et les besoins de trésorerie des paysans est à souligner, en particulier à la fin du cycle de culture, lorsque les réserves de maïs s'épuisent et que les réquisitions de travailleurs salariés pour les récoltes augmentent. Or, les fonds qui sont délivrés à cette époque représentent à peine 12 à 15 % du total des sommes allouées, en raison de la sous-estimation des coûts de main-d'œuvre. Très souvent, le producteur n'a alors d'autre recours que l'usurier du village pour faire face à ses besoins d'argent. Le phénomène s'aggrave dans les villages les plus isolés, où la première tranche du crédit n'arrive souvent qu'à la mi-juillet, lorsque les semis ont déjà eu lieu et que les sarclages sont en cours. Elle sert alors à payer les intérêts des prêts usuraire qu'il a fallu demander pour financer les semis.

L'assurance agricole est quant à elle unanimement dénoncée par les éjidataires. Une société d'État, Anagsa<sup>31</sup>, a été créée pour garantir les capitaux prêtés par les organismes de crédit agricole (Banrural et Fira). L'assurance devrait avoir une fonction essentielle dans une région où les cultures dépendent à ce point des aléas climatiques (entre 1974 et 1980, en moyenne, 24 % de la superficie semée dans les Terres Chaudes ont été sinistrés totalement et 47 % le furent partiellement<sup>32</sup>). Pour protéger sa trésorerie, la banque conditionne donc ses prêts à une assurance. Le surcoût qui en résulte pour le paysan serait accepté si sa protec-

29. D'après les barèmes fournis par Banrural Huctamo concernant les cultures des variétés locales de maïs et de sésame, avec emploi de fertilisants chimiques

30. Les « pontefeilles épuisés ».

31. Assurance nationale pour l'agriculture et l'élevage.

32. *Asesoría Interdisciplinaria SC* (1982) : 148.

tion était effective, mais c'est rarement le cas. Par manque de personnel ou à dessein, les parcelles sinistrées sont inspectées très longtemps après que le paysan ait fait sa déclaration de pertes. Sous la pression des grands éleveurs, le bétail de l'*ejido* y a souvent déjà pénétré et fait disparaître les traces du sinistre. Même s'il est parfois inévitable dans les villages les plus isolés, ce « retard » n'est pas toujours innocent. Il permet à Anagsa d'équilibrer ses comptes de façon plus satisfaisante et à certains inspecteurs d'arrondir leur salaire en privilégiant les éjidataires qui savent se montrer « reconnaissants ». Il n'est pas rare que, dans un même *ejido*, des petits lopins sinistrés ne soient pas pris en compte, alors que tel cacique qui a déjà effectué la récolte se voit libéré de ses dettes. La majorité des petits producteurs doit donc payer plus cher une couverture qui se révèle peu efficace.

La réduction des sommes allouées, leur mauvaise répartition au long du cycle de cultures et les abus commis dans le fonctionnement de l'assurance agricole sont autant d'explications à la régression des activités de Banrural à partir des années 1981-1983. La stagnation des prix des produits vivriers et l'envolée du coût de la main-d'œuvre ont encore aggravé la situation des petits producteurs et rendu de plus en plus difficile le paiement du crédit. En 1988, le taux de récupération des prêts délivrés par la succursale de Huetamo s'élevait à peine à 42 % et la majorité des éjidataires de la région était privée de tout nouveau financement pour cette raison.

Si le réengagement des pouvoirs publics dans le financement de la production s'est finalement soldé par un bilan mitigé, qu'en a-t-il été du second volet de leur action, celui qui visait l'augmentation du prix des denrées agricoles ? L'installation de six magasins Conasupo en divers points de la région et le relèvement des prix garantis devaient assurer au producteur une nette augmentation de ses revenus. Mais l'insuffisante capacité des entrepôts de Conasupo (1 900 tonnes pour toute la région) et leur petit nombre imposent des délais d'attente qui sont d'autant moins supportables que les paysans ont souvent dû parcourir des dizaines de kilomètres et payer le transport de leur récolte. De plus, ce n'est pas une liasse de billets qui leur est remise à la réception du produit, mais un bulletin qu'il faut aller se faire payer par Banrural à Huetamo. Le paysan ne peut ainsi échapper au paiement de ses dettes et, bien souvent, il ne sait pas à quoi correspond la somme qui lui est finalement remise. Ce procédé a accru les rumeurs de vols et d'abus perpétrés par l'administration aux dépens des agriculteurs illettrés. De plus, au moment de la récolte, alors que le crédit n'a pas encore été récupéré, Banrural

se trouve fréquemment en rupture de liquidités et impose des délais de cinq à dix jours pour le paiement des achats de Conasupo. Ce qui oblige les producteurs à d'incessants allers et retours entre leur village et Huetamo, pendant que les intérêts des prêts usuraires qu'ils ont pu contracter s'accumulent.

Il s'agit là d'un handicap majeur car les paysans ont évidemment besoin de toucher les dividendes de la récolte sitôt celle-ci terminée. Ils se tournent donc vers les commerçants et les usuriers de la région qui ont l'immense avantage de payer leurs achats rapidement et au comptant. En définitive, « le système de commercialisation employé par les accapareurs de grains est beaucoup plus efficient que l'officiel [...]. À tel point que bien que tous [les agriculteurs], sans exception, considèrent que les accapareurs s'enrichissent à leurs dépens et trichent à la pesée, ils préfèrent vendre leur marchandise à ceux-ci plutôt que de l'offrir à Conasupo »<sup>33</sup>. Ces conditions font du commerçant local le premier fournisseur de Conasupo et le principal bénéficiaire des prix garantis, après qu'il ait acheté au rabais sa récolte au producteur. Ces prix, qui ont été établis par l'État pour fixer un plancher aux rémunérations offertes aux agriculteurs, font en définitive office de prix plafond dans les Terres Chaudes. De sorte que « l'on détecte dans les villages les plus éloignés de la région un prix de vente moyen d'un peu plus de 50 % du prix garanti »<sup>34</sup>.

Le bilan global de l'intervention de l'État sur le crédit agricole et le niveau des prix aux producteurs n'est cependant pas tout à fait négatif. Une alternative sérieuse à l'emprise des commerçants-prêteurs existe désormais et les conditions de l'usure se sont sensiblement adoucies dans l'ensemble de la région. Il est évident que le système usurier, tel qu'il fonctionnait à la fin des années cinquante, n'a pu se perpétuer, et certaines relations de clientélisme qui constituaient la base de l'économie agricole en ont été affectées. L'effet sur les prix est en revanche plus difficile à cerner. Une telle évaluation est pratiquement impossible pour le sésame, l'intervention de Conasupo sur ce produit ayant été réduite et le renversement du marché au cours de la même période ayant balayé les points de repère. Il est en revanche probable que les prix du maïs, malgré la stagnation observée depuis 1983, ont bénéficié de cette intervention. Celle-ci a donc favorisé une relative augmentation des marges d'accumulation des paysans pauvres, en limitant l'emprise que les commerçants de grain avaient sur eux. Il reste à savoir si cette augmentation a été suffisante pour permettre l'amélioration du niveau technique des paysans et si les rendements et la productivité du travail en ont bénéficié.

33. Cette citation de H. DIAZ-POLANCO (1982 : 173-174) relative à la région du Bajío s'applique également à la situation qui prévaut dans les Terres Chaudes.

34. *Asesoría Interdisciplinaria SC* (1982) : 130.

## *Le changement technique : une avancée sélective dont profitent surtout les éleveurs et les producteurs de fourrages*

Dans sa conception, le crédit agricole devait être un instrument de diffusion du changement technique aux zones d'agriculture pluviale. Ses différentes composantes correspondent à la définition d'un « paquet technique » qui inclut l'emploi du tracteur, celui d'engrais chimiques, de produits phytosanitaires (herbicides, insecticides, fongicides) et d'un matériel végétal sélectionné pour ses hauts rendements potentiels. Ce « paquet » présente l'inconvénient d'être conçu comme un tout indivisible et coûteux, très productif, mais à la seule condition que toutes ses composantes soient rassemblées. Il suppose donc la remise en question des techniques mises au point depuis des siècles par les agriculteurs de la région et une prise de risques non négligeable. C'est en fait une véritable révolution qui leur est proposée, car les procédés cultureux « traditionnels » (extension de l'espace cultivé à différents étages agro-écologiques, combinaison de la culture sur brûlis et de la culture attelée, de différentes espèces végétales et de variétés plus ou moins hâtives d'une même espèce) visaient, au contraire, à minimiser les risques liés aux aléas climatiques.

Ces contraintes expliquent l'échec de l'emploi des variétés à hauts rendements dans les Terres Chaudes. L'utilisation des hybrides pose un premier problème au petit paysan, qui ne peut utiliser comme semences les grains récoltés l'année précédente : ils présentent une dégénérescence rapide qui minimise leur potentiel. Il faut donc les acheter chaque année, et dépendre des livraisons effectuées souvent trop tard par Banrural. Pour le maïs, ce défaut est aggravé par le fait que les variétés proposées ont un cycle de développement plus long et sont de ce fait plus sensibles à la sécheresse. Si la « canicule » ne se fait pas sentir, les rendements sont alors excellents, mais dans le cas contraire, ils sont très inférieurs à ceux des variétés « créoles ». Le maïs sélectionné est aussi plus facilement attaqué au grenier par les charançons, car ses épis sont incomplètement recouverts par les spathes ; il doit être protégé par un coûteux traitement insecticide. Aux yeux des éleveurs enfin, les variétés sélectionnées pour leur rendement en grain ont des tiges plus courtes et une valeur fourragère moindre que les variétés locales, dont la taille atteint jusqu'à 2,5 mètres. Autant de facteurs qui expliquent l'échec total des maïs hybrides dans la région.

Il n'en a pas été de même avec le sorgho. Introduit dans les Terres Chaudes par les services agricoles au début des années soixante-dix, il connaît une forte diffusion depuis dix ans et

concurrence de plus en plus le sésame sur les sols maigres et érodés. Semé par les propriétaires de bétail pour sa forte production de matière sèche, il présente l'avantage de s'adapter parfaitement au climat de la région et d'assurer une production régulière même les années les moins pluvieuses. Il a surtout bénéficié, plus que tout autre culture, des gains de productivité permis par l'emploi des herbicides et la mécanisation.

Même si l'utilisation des tracteurs s'était développée dans la plaine alluviale au cours des années cinquante, notamment chez les grands producteurs de sésame, c'est surtout depuis le milieu des années soixante-dix qu'elle s'est généralisée aux petites exploitations éjidales. Dans les plaines alluviales (Balsas et Río Tuzantla), le nombre de tracteurs est passé de 25 unités en 1960 à 53 en 1980 et 83 en 1984<sup>35</sup>. La surface mécanisée à cette époque représentait environ 17 % de la superficie cultivée totale ; elle s'est sans doute sensiblement accrue depuis.

La diffusion du tracteur tient essentiellement à sa rapidité d'intervention, qui permet de faire sauter certains goulots d'étranglement : le tracteur peut retourner la totalité d'un lopin éjidal de six hectares en deux journées alors qu'il faut y consacrer dix à quinze jours avec un attelage de bœufs et un araire. Il devient aussi possible de travailler les sols lorsqu'ils sont à peine humectés par les premières pluies, de manière à effectuer les semis une ou deux semaines plus tôt et à prendre une avance décisive sur la sécheresse d'août. Il est significatif que les utilisateurs du tracteur justifient leur choix par ce gain de temps, plus que par l'action bénéfique du labour sur la fertilité et la structure des sols autrefois travaillés à l'araire. Les petits agriculteurs effectuent d'ailleurs rarement un labour profond avec la charrue à disques. La préparation du terrain se limite le plus souvent à un simple binage superficiel (au cultivateur à dents) ; les parcelles ne sont vraiment retournées qu'une année sur trois ou une année sur quatre, de façon à limiter le coût de la préparation du sol.

La motorisation lourde libère enfin les agriculteurs de la location et de l'entretien d'une paire de bœufs durant toute la saison des pluies. Il est possible d'effectuer la préparation du sol et du lit de semences avec un tracteur et de louer ou d'emprunter un attelage léger de mules ou d'ânes durant les travaux de buttage. Dès lors les coûts d'utilisation du tracteur ne dépassent pas ceux des attelages de bœufs<sup>36</sup>. Dans la plaine alluviale, le seul facteur qui milite encore pour l'utilisation de la traction animale tient au fait qu'une grande partie de son coût est différée jusqu'à la récolte, lorsque se règle le loyer des bœufs, alors qu'il faut payer sans délai le propriétaire du tracteur. Malgré cet avantage, la demande

35. Recensement agricole 1960 ; *Asesoría Interdisciplinaria SC* (1982) : 113 ; S. DIAZ *et al.* (1985) : 521.

36. Les calculs économiques réalisés dans la plaine alluviale en 1987 mettaient en évidence un coût équivalent pour les deux techniques sur une parcelle de six hectares : 116 000 pesos pour une préparation du sol avec le tracteur et la location d'ânes pour effectuer le buttage, contre 117 800 pesos pour la location et l'entretien d'un attelage de bœufs.

et l'utilisation des attelages ont fortement diminué depuis une quinzaine d'années et ne se maintiennent guère que dans les zones accidentées, où les faibles superficies cultivées ne justifient pas l'investissement et l'entretien de machines coûteuses. Des attelages plus légers d'ânes ou de mules ont également remplacé les bœufs pour les tâches de buttage ou de semis, et même pour le travail des sols maigres et légèrement pentus où les tracteurs ne peuvent évoluer. Cette évolution suit l'orientation générale des systèmes d'élevage, depuis que la vente de brouards a pris le pas sur la production de bœufs pour le travail et l'embouche. La majorité des éleveurs ne conserve des attelages que pour l'usage des petits tenanciers qui sont établis sur leurs propriétés.

Depuis une dizaine d'années, les prêts subventionnés pour l'achat de tracteurs constituent en moyenne 55 à 60 % des crédits pour l'équipement accordés sur l'ensemble de la région, loin devant les véhicules de transport et la petite infrastructure d'irrigation. Bon an mal an, entre huit et dix tracteurs équipés sont ainsi vendus à des groupes d'éjidataires. Or les déséquilibres qui président à la formation de ces sociétés demeurent les mêmes qu'au lendemain de la Réforme agraire. De la même façon qu'ils avaient été récupérés par les oligarchies éjidales à l'occasion du premier programme de crédit public, ces tracteurs ont généralement été rachetés par un petit nombre de producteurs. Ceux-ci les louent dans les *ejidos* pour les labours et les semis, ou pour actionner de petits moulins à broyer les grains et fanes de maïs ou de sorgho : la digestibilité de ces fourrages s'en trouve améliorée.

Plus que les revenus de ces prestations<sup>37</sup>, les bénéficiaires tirés de l'emploi des tracteurs par les oligarchies résident dans le fait qu'ils leur permettent de perpétuer leur contrôle sur la force de traction, malgré l'élimination des animaux de trait. Ils perpétuent donc des relations de domination et de clientélisme. Pour semer à temps, il faut bénéficier, tout comme auparavant, de la bienveillance des puissants. L'intérêt des éleveurs continue de la sorte à guider le schéma d'exploitation des sols de chaque *ejido* : dès lors que le sésame a cessé d'être une spéculation intéressante pour eux et que la disponibilité de fourrages a menacé leur capacité d'accumulation, ils ont exercé leur influence en faveur de la production de grains ou de plantes destinés au bétail.

37. La relation bénéfice-coût de la location d'un tracteur s'élevait en 1987 à 27,5 % selon les enquêtes réalisées dans la plaine alluviale.

Partie intégrante des « paquets techniques » proposés aux éjidataires et inclus de ce fait dans les enveloppes de crédit agricole, les engrais chimiques et les produits phytosanitaires ont connu une large diffusion. Il existe peu de chiffres fiables qui permettent de

rendre compte de cette progression, mais les enquêtes effectuées dans la région démontrent qu'elle a été très rapide. Il est certain que l'emploi des engrais sur des parcelles qui avaient été soumises depuis très longtemps à la culture continue a immédiatement donné de bons résultats. C'est probablement le sésame, peu à peu relégué sur les sols maigres et caillouteux qui fixent mal les engrais et sont vite lessivés, qui en a le moins bénéficié. En revanche, ils ont vite été employés pour la culture du maïs, y compris en défriche-brûlis, lorsque la pression sur les terres et la réduction des temps de recrû forestier commençaient à infléchir les rendements.

Les doses de fertilisants préconisées dans les « paquets techniques »<sup>38</sup> permettent théoriquement un gain d'une tonne sur les rendements du maïs. Mais depuis quelques années, la réduction des sommes allouées par Banrural a amené les plus petits producteurs à revendre une partie de ces engrais à ceux qui n'ont pas ou qui n'ont plus accès au crédit. C'est évidemment l'engrais le plus cher, le « triple 17 », qui fait l'objet de ce commerce et la fertilisation se limite souvent à un simple apport azoté (sulfate d'ammoniaque) qui ne pallie pas les autres carences, en phosphates notamment. Une grande partie de l'apport d'azote devient ainsi inutile et ses effets demeurent réduits. Ce type de fertilisation a pourtant permis une augmentation moyenne de 25 % des rendements qui étaient observés au début des années soixante<sup>39</sup>. Elle couvre largement le coût du sulfate d'ammoniaque (les 400 kilos d'engrais employés à l'hectare étaient vendus pour 45 000 pesos en 1988, alors que le surplus de grain qu'ils contribuaient à produire représentait entre 80 000 et 90 000 pesos cette même année). La majorité des agriculteurs estime que les engrais chimiques sont désormais devenus indispensables pour le maïs.

Les densités de semis du maïs ont considérablement augmenté avec la diffusion des engrais. Sur les parcelles labourées, l'espace inter-rangs a été réduit de moitié, ce qui correspond à un doublement des densités communes il y a trente ans. Quel sens peut avoir cette augmentation, si le rendement en grain rapporté au nombre de pieds s'est en fait réduit, et alors qu'une production équivalente pourrait être obtenue en utilisant moins de semences ? Elle répond en fait à deux objectifs. D'une part, on améliore ainsi la couverture du sol par les plants de maïs, ce qui permet de réduire les travaux de sarclage à un seul passage ; d'autre part, elle permet d'accroître considérablement la quantité de fanes disponibles pour le bétail en saison sèche.

L'augmentation des densités de semis s'est accompagnée de l'utilisation de plus en plus systématique des herbicides. Les sarclages

**38.** Elles consistent en 100 kilos de « triple 17 » et 400 kilos de sulfate d'ammoniaque (20,5-0-0) à l'hectare pour le maïs, soit 99 unités d'azote, 17 de P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> et 17 de K<sub>2</sub>O.

**39.** Les divers recensements agricoles donnent les moyennes suivantes : 780 kilos de maïs/hectare en 1950, 785 en 1960 et 870 kilos/hectare en 1970.

sont souvent remplacés par l'aspersion d'Estéron, un herbicide peu coûteux qui détruit les dicotylédones et allège le calendrier agricole puisqu'une personne munie d'une pompe portative peut traiter un hectare en moins d'une journée. Il est désormais employé systématiquement sur les cultures de sorgho et de plus en plus pour le maïs. Les fortes densités adoptées pour les deux cultures permettent ensuite de faire l'impasse sur le second sarclage ; le nettoyage ultérieur se limitant souvent à un fauchage sommaire au *machete*. Mais l'usage d'un herbicide implique l'élimination des cultures jusqu'alors associées au maïs : les haricots et les courges qui enrichissaient le régime alimentaire des paysans. Il n'offre pas non plus la même efficacité que les sarclages à la *tarecua*, puisque les graminées adventices survivent, mais c'est l'objectif recherché par les éleveurs qui voient ainsi s'accroître la valeur fourragère des résidus de culture.

L'adoption sélective du changement technique s'exerce en faveur de la production fourragère et entraîne une subordination des systèmes de cultures à l'élevage bovin et au pouvoir des grands éleveurs. Cette évolution marginalise la culture du sésame car les gains de productivité sont peu sensibles : les engrais s'avèrent peu efficaces sur les sols maigres et les herbicides à large spectre distribués dans la région sont inutilisables pour le sésame. Les besoins de main-d'œuvre demeurent donc inchangés. Même l'emploi du tracteur n'a pas la même portée pour le sésame, dans la mesure où sa date de semis est moins contraignante. De plus, les propriétaires de tracteurs privilégient les clients qui pourront leur offrir des résidus de culture après la récolte ; ils délaissent donc les producteurs de sésame. Les conditions d'une éventuelle augmentation de la productivité du travail ou des rendements ne sont pas encore réunies pour la culture oléagineuse. Elles semblent en tout cas conditionnées à un accroissement considérable des coûts de production : en 1988, il aurait fallu obtenir des rendements de 860 kilos (contre 300 kilos en moyenne dans la région) pour payer un paquet technique, couvert seulement à 45 % par le crédit de campagne. Ces conditions expliquent la régression de la culture du sésame depuis le milieu des années soixante-dix et son remplacement progressif par le sorgho, dont la surface cultivée et la production ont été multipliées par quatre entre 1984 et 1988.

De façon générale, la politique des crédits de campagne et l'introduction de nouvelles techniques ont donc favorisé l'extension des productions « fourragères » (même si le maïs conserve également sa fonction de plante vivrière). Mais cette évolution n'a pas accru la marge d'indépendance des petits producteurs : des mécanismes

de pression, certes moins palpables que ceux de l'usure autrefois, s'exercent toujours sur eux. Ce sont toujours les intérêts des oligarchies locales ou régionales qui orientent le fonctionnement des systèmes de production. L'élevage naisseur a seulement pris le pas sur le commerce du sésame dans la définition de ces intérêts. Cette tendance se voit encore renforcée par les programmes de développement mis en œuvre dans la région (tabl. x).

## *L'élevage au centre des politiques de développement*

Les prêts à long terme alloués à l'équipement des exploitations de la région constituent un bon indicateur de l'orientation des politiques des pouvoirs publics ou des banques nationales : plus de la moitié de ces crédits est destinée à l'achat de bétail, malgré l'importance des prêts bonifiés délivrés par Banrural pour l'acquisition de tracteurs (490 millions de pesos, soit presque le tiers du total).

Tableau x  
*Crédits à l'équipement  
délivrés par les banques  
de la région en 1988*

	Équipement agricole	Achats de bétail
Banrural	752	758
Bancomer	11,8	72,3
Banamex	13,5	20,5
<b>Total (millions de pesos)</b>	<b>775,3</b>	<b>850,8</b>

Sources : I. SANTACRUZ et R.M. BATT (1988), annexes.

Il s'agit d'une tendance déjà ancienne mais encouragée ouvertement depuis que la « vocation pastorale » des Terres Chaudes est devenue la base du discours officiel. Elle a finalement abouti en 1987 à la mise en œuvre du « Plan de développement de l'élevage du sud du Michoacán ». Financé par la Banque mondiale et la BID<sup>40</sup>, le « Plan du Sud » prévoyait le semis de 700 000 à un million d'hectares de prairies temporaires en six ans dans 25 *municipios* des Terres Chaudes et de la Sierra Madre. On espérait ainsi intensifier les systèmes d'élevage et multiplier par deux la production de viande bovine de l'État. Outre l'implantation des prairies temporaires, il était prévu de construire des petits points d'eau pour le bétail et des retenues servant à irriguer les pâturages en « certains points stratégiques », d'améliorer l'équipement en bains anti-tiques, et de distribuer des taureaux sélectionnés dans les communes concernées par le programme.

Les éleveurs intéressés par le projet bénéficièrent à partir de 1988 de la fourniture gratuite des semences de graminées fourragères et d'un crédit constitué d'avances en nature (barbelés pour protéger

40. L'Amérique latine en général et le Mexique en particulier demeurent des clients privilégiés de la Banque mondiale et de la Banque inter-américaine de développement pour les projets de développement de l'élevage. Entre 1971 et 1977, le sous-continent a reçu 65 % des crédits accordés par la BM à cet effet et le Mexique en a bénéficié pour plus de la moitié (soit un total de 1 220 millions de dollars américains). Voir F. FIEDER (1982) et M. RUTSCH (1984).

la prairie) et en liquide (pour couvrir les frais de semis). L'implantation des prairies devait théoriquement se limiter aux terrains dont les pentes empêchaient la mise en culture permanente. Le choix des techniciens quant au matériel végétal s'était fixé sur une seule espèce, le buffel (*Pennisetum ciliare*), une graminée africaine expérimentée avec succès dans la péninsule du Yucatán, où elle autorise des chargements atteignant 1,5 UGB/hectare et des gains de poids équivalant à 215 kilos par hectare et par an (M. RUTSCH, 1984). Entamée tambour battant par les services agricoles qui y consacraient toutes leurs ressources humaines, la campagne de défriches a permis le semis de 4 210 hectares en 1987 et 8 030 en 1988, 12 000 hectares étant programmés pour 1989<sup>41</sup>.

Dans les Terres Chaudes, ce programme visait surtout les *ejidos* (ils représentaient 64 % de la superficie emblavée de buffel et 87 % des éleveurs concernés en 1988<sup>42</sup>) et leurs parcours indivis. Comme la participation des éleveurs devait se faire sous forme individuelle, il était prévu qu'ils s'approprient les parties de ces parcours correspondant aux superficies programmées, un certificat du ministère de la Réforme agraire (SRA) avalisant l'opération. Nous verrons qu'il s'agissait souvent de la simple légalisation d'un procédé de plus en plus répandu dans la région, dont les éleveurs étaient les instigateurs. Mais le projet faisait d'eux les seuls bénéficiaires possibles du fractionnement des indivis puisque, dans l'esprit de ses concepteurs, « il n'y avait aucune raison de céder des terrains d'usage pastoral à des personnes qui n'ont pas de bétail ». Le « Plan du Sud » venait donc au secours des oligarchies éjidales et des grands éleveurs privés qui trouvaient dans l'installation des prairies de buffel l'occasion de se débarrasser des petits tenanciers dont la seule fonction était la production de fourrages.

Il s'est pourtant soldé par un échec. Destiné à être semé sans préparation du sol ou après un ameublissement sommaire, le buffel n'a jamais pu concurrencer les graminées autochtones, qui présentent des taux de germination et une croissance initiale beaucoup plus importants. En 1988, selon les résultats officiels, les prairies avaient connu un développement satisfaisant sur moins du quart de la superficieensemencée. La préparation d'un lit de semences s'avère en fait indispensable au bon établissement des prairies artificielles, ce qui constitue un inconvénient majeur dans une région où les coûts de la main-d'œuvre déterminent un usage de plus en plus extensif de l'espace (chap. 5). Contesté du fait de ses piètres résultats initiaux, le « Plan du Sud » a finalement été abandonné après la chute du gouvernement Villcaña, fin 1988. Mais cet échec n'a pas remis en question l'orientation générale

41. Chiffres fournis par la délégation de la Sarh, district IX, Huetamo.

42. Selon les statistiques de la Sarh, Huetamo.

des politiques de développement ni l'appui manifesté aux grands propriétaires et aux oligarchies éjidales. Le projet prévoyait la mise en défens des ressources fourragères et l'appropriation légale des indivis éjidaux à leur profit. Il ne tendait en cela qu'à renforcer des stratégies développées depuis plusieurs années par les éleveurs pour faire face à la saturation de l'espace agropastoral et des ressources fourragères dans toute la région.

## L'APPROPRIATION ET LA CONCENTRATION DE L'ESPACE AGROPASTORAL

---

Dans la plaine alluviale, la pression démographique avait conduit à la colonisation et à la répartition de toutes les terres cultivables dès la fin des années cinquante. La seconde vague de distributions foncières, qui a touché le piémont à la fin des années soixante, a constitué une planche de salut pour de nombreux demandeurs de terres si bien que la vague de colonisation s'est propagée vers le nord de la région et ses recoins les plus isolés. Dans les nouveaux *ejidos*, l'occupation de l'espace cultivable s'est effectuée très rapidement, mais les 40 000 hectares distribués entre 1966 et 1982 – parmi lesquels une portion mineure était labourable – n'ont cette fois pas suffi à alléger la pression foncière : entre 1960 et 1980, la population des Terres Chaudes s'est accrue de presque 40 %<sup>43</sup>. La satisfaction des demandes de terre a donc dû s'effectuer à l'intérieur des structures établies, et d'abord par le fractionnement des parcelles éjidales. Les exploitations trop petites pour qu'une famille s'y maintienne sans recourir au travail salarié se multiplient à un rythme toujours plus rapide. Aussi les parcours indivis deviennent-ils fréquemment l'objet des revendications de la couche la plus pauvre de la population. Mais leur colonisation et leur mise en culture impliquent la remise en question du mode d'exploitation des pâturages d'été et donc de la dynamique d'expansion de l'élevage dans la région.

### *Croissance des troupeaux, surpâturage et enclosures*

Malgré la sécheresse des années 1978 à 1982, le cheptel bovin a doublé entre 1970 et 1988 et son rythme de croissance devient de plus en plus rapide : il a atteint 50 % au cours des huit dernières années<sup>44</sup>. Cette augmentation des effectifs a accru considérablement la pression sur les ressources fourragères. Malgré un accrois-

43. La population des Terres Chaudes passe de 63 580 habitants en 1960 à 77 020 en 1970 et 87 350 en 1980 (annexe 1).

44. Selon le recensement agricole de 1970 et les statistiques de la Sarh (district de Huetamo), les effectifs s'élevaient à 101 800 têtes de bétail en 1970, 138 600 en 1980 et 202 000 en 1988.

sement de la superficie cultivée de presque 20 % entre 1960 et 1984 et la substitution progressive du maïs et du sorgho au sésame, la quantité de fourrages rapportée au nombre de bovins s'est réduite de 40 % au cours de vingt dernières années (tabl. xi).

Années	Cheptel bovin	Pâturages naturels		Résidus de culture jours de fourrages disponibles**
		hectares disponibles par animal	coefficient de surcharge'	
1970	102 000	6,03	23 %	103
1980	139 000	4,42	67 %	83
1988	202 000	2,96	150 %	63

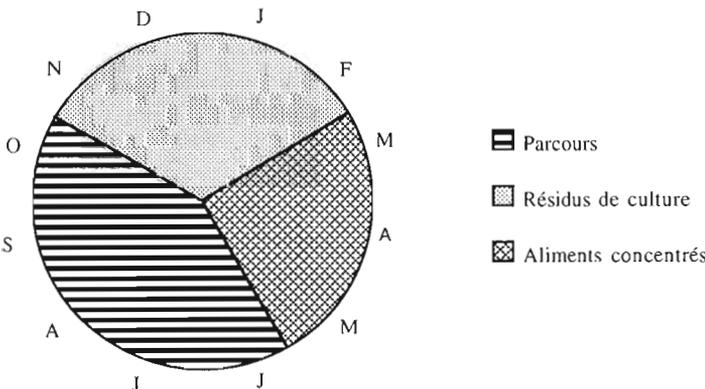
Tableau xi  
*Surpâturage et pénurie de fourrages dans les Terres Chaudes (1970-1988)*

Sources : recensement agricole, 1970, et statistiques de la Sarh, district de Huetamo.

' Par rapport au coefficient moyen de pâturage établi par la Sahr (7,5 hectares) par animal.

\*\* Total des unités fourragères disponibles rapportées au nombre de bovins et aux besoins quotidiens des animaux.

Cette surcharge se manifeste d'abord par le surpâturage des parcours, mais aussi par l'épuisement précoce des résidus de culture qui oblige les éleveurs à recourir très tôt aux achats de fourrages à l'extérieur. Dans les *ejidos* de la plaine alluviale, les fanes de maïs et de sorgho sont entièrement consommées dès le début du mois de mars. Il faut alors vivre d'expédients, « naviguer » avec le bétail au long des chemins et investir le produit des récoltes dans l'achat d'aliments. Chaque année, des quantités croissantes de fanes de sorgho, de son de blé ou de luzerne sont ainsi importées du Bajío et des aliments concentrés, farines de maïs ou de sorgho, tourteaux protéiques et résidus de l'industrie sucrière sont désormais employés de façon systématique. Outre les aliments qui sont ramenés chaque année de l'Altiplano (Purina, Albamex, etc.), trois fabriques ont vu le jour dans la région au cours des dix dernières années, l'une à Huetamo (Vaquero SA) et deux à Ciudad Altamirano. Les temps de séjour sur les pâturages naturels et ceux d'utilisation des résidus de culture deviennent donc de plus en plus courts (fig. 28).



On est en fait arrivé dans certains *ejidos* à une saturation absolue des ressources fourragères et de l'ensemble de l'espace agropastoral. Cette situation dépasse largement le cadre des *ejidos* puisque les systèmes d'élevage développés dans les grandes propriétés reposaient également sur l'exploitation des indivis des villages voisins. La recherche toujours plus difficile de fourrages a donc déterminé un rapide mouvement d'appropriation des ressources indivises qui s'est étendu autant aux parcours qu'aux résidus de culture et a conduit à la remise en question du droit de vaine pâture sur lequel reposait l'organisation des *ejidos*.

La réponse des grands éleveurs à la pénurie de fourrages bruts a d'abord consisté à clôturer leurs parcelles éjidales. Ils se constituaient ainsi une réserve de fourrages grossiers utilisable lorsque les résidus de culture du reste de l'*ejido* étaient épuisés. Les premières enclosures dans la plaine alluviale ont été réalisées au début des années soixante-dix. À mesure que la surcharge en bétail s'accroissait, ce phénomène s'est étendu progressivement à l'ensemble des exploitations, toujours à l'initiative des principaux éleveurs. Ceux-ci couvraient les coûts d'enclosure de la parcelle d'un petit éjidataire contre un droit de pâture s'étendant sur trois à cinq ans. L'éleveur pouvait ainsi s'assurer le contrôle d'une grande quantité de fanes sans autre coût que le prix du barbelé. De son côté, l'agriculteur voyait ses cultures protégées des divagations du bétail que les grands éleveurs encourageaient dès que les pâturages des parcours commençaient à s'épuiser. Le mouvement d'enclosures s'est donc propagé rapidement, depuis la région de Huetamo, où l'accumulation était la plus avancée, jusqu'au nord des Terres Chaudes et au piémont dans le courant des années quatre-vingt.

À terme, une telle entreprise tend pourtant à se retourner contre les éleveurs. Au terme de l'accord, ils perdent leur droit de pâture et doivent acheter les fanes qu'ils ont eux-mêmes clôturés. Le plus souvent, leur réaction a été de chercher d'autres agriculteurs avec qui passer contrat, puis de prospecter d'autres *ejidos*, accélérant encore le mouvement. Ces logiques individuelles vont, bien sûr, à l'encontre des intérêts communs des éleveurs et la compétition pour le contrôle des fourrages s'est vite aggravée. Elle commence parfois dès le mois d'août, au moment de la soudure, lorsque les paysans les plus pauvres sont prêts à vendre leurs fanes à bas prix pour combler leurs trous de trésorerie.

Les enclosures ont en revanche contribué à accroître de façon significative les revenus des petits éjidataires. Au cours des années quatre-vingt, la valeur des résidus de culture a considérablement augmenté. En bordure du Balsas, le prix d'un hectare de fanes de maïs a progressé de 70 % en termes réels entre 1985 et 1988.

À cette date, il représentait presque le tiers des revenus que l'on pouvait tirer de cette culture<sup>45</sup>. Cette évolution a également été déterminante dans la réduction rapide des superficies de sésame : en 1986, dans l'*ejido* de Turitzio, un hectare de sorgho, cultivé pour un coût mineur (réduit au semis et à une aspersion d'herbicide) et cédé sans même le récolter à un éleveur, laissait un produit brut presque équivalent à celui d'un hectare de sésame sur lequel une main-d'œuvre importante avait travaillé<sup>46</sup>. Le mouvement d'enclosures a donc largement contribué à rehausser la capacité d'accumulation des petits agriculteurs et a sensiblement renforcé leurs possibilités d'acquérir du bétail.

Mais cette possibilité se traduit rarement dans les faits car la pression sur les ressources fourragères est tout aussi manifeste au niveau des parcours. Suivant la même logique, certains éleveurs ont entrepris d'installer des barbelés sur les parcours autrefois indivis. Il s'agit cette fois d'une appropriation tout à fait illégale, puisqu'elle ne correspond à aucune décision émanant des assemblées *éjidales*. C'est la capacité de financement de chacun, la longueur de fil barbelé qu'il peut acheter, qui détermine la superficie qui sera accaparée. Cette appropriation concerne les parties les plus basses des parcours, celles qui bénéficient des meilleures ressources en eau et des meilleurs pâturages. Elles sont exploitées lorsque les parcours qui demeurent indivis sont épuisés et permettent de différer la consommation des fanes et l'achat d'aliments. Effectuée sous cette forme, la colonisation des parcours ne peut constituer une opportunité pour les paysans sans terre car elle demeure conditionnée à un usage pastoral et toute tentative de mise en culture est immédiatement dénoncée à l'administration et les clôtures et semis sont détruits.

C'est donc le capital accumulé qui fixe les limites de cette appropriation, bien souvent avec la bénédiction des pouvoirs publics. C'était le cas avec le « Plan du Sud », mais Banrural n'a pas une démarche différente, puisque les crédits délivrés pour l'achat de bétail sont assortis de la fourniture de barbelés et prévoient l'individualisation de certaines portions des parcours des *ejidos* concernés. On espère limiter ainsi la promiscuité des nouveaux animaux sélectionnés avec le bétail créole et éviter la rapide dégénérescence de leurs qualités génétiques. Ce souci compréhensible a parfois servi d'amorce au processus d'appropriations dans certains *ejidos*<sup>47</sup>. La généralisation des clôtures, celle de l'emploi des aliments concentrés constituent-elles pour autant des facteurs suffisants pour provoquer l'intensification des systèmes d'élevage, pour « passer de l'extensif à l'intensif » comme le revendiquaient les promoteurs du « Plan d'Élevage du Sud » ?

45. En 1988, une tonne de maïs (rendement moyen à l'hectare dans la région) valait 400 000 pesos, alors que les fanes d'un hectare se vendaient couramment 150 à 200 000 pesos. À titre de comparaison, les 350 kilos produits sur un hectare de sésame valaient à peine 350 000 pesos...

46. 350 kilos de sésame se vendaient pour 95 000 pesos quand les plantes entières de sorgho se monnaient autour de 80 à 85 000 pesos pour un hectare. Voir E. LÉONARD et H. MÉRINA (1988) : 91-92.

47. C'est le cas dans certains *ejidos* du piémont, où l'accumulation était moins avancée que dans la plaine alluviale, comme par exemple San Miguel, dans le *municipio* de Tiquicheo.

## *L'intensification des systèmes d'élevage est-elle possible ?*

Le développement des enclosures place tous les grands éleveurs devant le même problème, qu'ils soient éjidataires ou propriétaires : il leur faut maintenir la rentabilité des troupeaux, alors que les ressources fourragères locales sont de plus en plus limitées. C'est en fait le schéma d'exploitation hyper-extensive de l'espace, reposant sur l'utilisation des pâturages naturels sans y apporter la moindre amélioration et sur celle de résidus de culture produits par des paysans dont les intérêts sont opposés à ceux des éleveurs, qui doit être révisé.

En saison des pluies, l'exploitation des pâturages qui demeurent indivis se prolonge, bien sûr, le plus longtemps possible. Mais la disparition progressive des parcours indivis oblige les grands éleveurs, propriétaires et éjidataires confondus, à optimiser l'utilisation des pâturages qui sont leur propriété (de droit ou de fait, après enclosure). Cet impératif a souvent conduit au morcellement de ces parcours en parcs de taille réduite (20 à 50 hectares en général, jusqu'à 100 sur les plus grandes propriétés) sur lesquels une rotation du troupeau est effectuée, de façon à limiter les gaspillages et le surpâturage. Après le passage du troupeau, la prairie est ainsi protégée et la repousse facilitée ; des prairies sont mises en défens pour bénéficier des dernières pluies et servir de pâturage en début de la saison sèche, permettant de différer l'utilisation des résidus de culture. La constitution de parcs facilite également le suivi des animaux et rend possible la division des troupeaux en différents ateliers : vaches allaitantes ou sur le point de mettre bas, veaux et broutards que l'on destine à la vente, génisses et vaches tarées. On peut ainsi contrôler la reproduction et les croisements, grâce à la rotation des taureaux entre les différents ateliers. La plupart des propriétés sont divisées en trois ou quatre parcs, mais certaines en comptent jusqu'à huit ou neuf qui ne dépassent pas 50 hectares chacun. Dans les *ejidos* en revanche, ce sont souvent les opportunités d'appropriation des parcours qui décident du nombre de parcs qu'un éleveur pourra utiliser.

Sur les terrains labourables également, les enclosures ont permis d'effectuer une gestion plus rigoureuse des fourrages. Les fanes de maïs demeurent la base de l'alimentation du bétail au cours de la saison sèche, mais elles sont de plus en plus fréquemment associées aux pailles de mil ou de sorgho, deux cultures qui se sont beaucoup développées sur les sols « maigres » de la plaine alluviale, en substitution au sésame. Leur résistance à la sécheresse permet de les semer très tard, mais les labours sont souvent pré-

coces, de sorte que les adventices ont le temps de se développer avec les premières pluies et constituent un premier pâturage pour le bétail, quand les prairies naturelles n'ont pas encore suffisamment poussé. Sorgho et mil sont ensuite semés au cours du mois de juillet, après le transfert du bétail sur les parcours. La culture repose sur l'emploi du tracteur et des herbicides. L'emploi de main-d'œuvre est donc réduit au minimum et il arrive que le grain ne soit même pas récolté, les plantes étant laissées entières à la disposition des animaux.

Cette solution, si elle abaisse considérablement les coûts de production des fourrages, conduit cependant à un fort gaspillage, du fait du piétinement des animaux et du détachement des grains. Les propriétaires de tracteurs et les éleveurs qui en ont les moyens préfèrent souvent effectuer la récolte du grain pour la moudre dans sa totalité et la mélanger ensuite aux tourteaux protéiques qui sont achetés en fin de saison sèche. Plus rarement, sur les parcelles les plus proches des exploitations, ce sont les plantes entières qui sont coupées au *machete*, broyées avec les moulins à fléaux et empaquetées. Certains éleveurs proposent même aux petits agriculteurs de nettoyer leurs parcelles de sésame en échange des pailles, qui subissent alors le même traitement. Ces opérations requièrent certes beaucoup de main-d'œuvre, mais elles ont lieu au cours de la longue période de chômage de la saison sèche, lorsque le niveau du salaire journalier est au plus bas<sup>48</sup>. Cette farine est ensuite mêlée aux tourteaux, à du son et de la mélasse, et distribuée aux vaches pleines ou allaitantes. Le gaspillage est ainsi réduit au maximum.

Pour les plus petits éleveurs en revanche, les techniques d'intensification sont souvent limitées à la cueillette des feuilles de maïs, qui sont ensuite engrangées et distribuées avec parcimonie au bétail lorsque sa perte de poids devient trop forte. Il s'agit d'un travail long et fastidieux, mais qui a lieu durant la longue période d'inactivité qui s'étend de décembre à juin, lorsque le coût d'opportunité de la main-d'œuvre familiale est le plus faible. À partir du mois d'avril, les parcelles de la plaine alluviale ressemblent généralement à un désert, où les animaux ont consommé jusqu'à la dernière tige de maïs ou de sorgho. Les plus démunis doivent alors emmener le bétail paître l'herbe maigre qui subsiste au bord des chemins.

Dans la majorité des cas, on fait appel aux farines de maïs et de sorgho et aux tourteaux, son ou mélasses importés de l'Altiplano. Les distributions de concentrés commencent souvent dès le mois de janvier pour les vaches allaitantes et les animaux les plus mal

48. Au cours de l'hiver 1988-1989, le salaire journalier dans la plaine alluviale est ainsi passé de 15 000 pesos au moment des récoltes, à 8 000 pesos sur les plantations de melon au mois de janvier.

en point. En améliorant l'alimentation des vaches, il est devenu possible de déplacer et d'allonger la période de traite. Les aliments concentrés permettent d'accroître la production de lait et de la prolonger sur cinq ou six mois, au lieu de deux auparavant, sans que ces prélèvements nuisent aux veaux. Si la production laitière s'est accrue depuis quelques années, et surtout durant la saison sèche, c'est parce qu'elle constitue une activité de plus en plus rentable. Les Terres Chaudes demeurent en effet relativement isolées des grands bassins laitiers de l'Altiplano, si bien qu'à partir du mois de novembre le prix du lait augmente rapidement : durant l'hiver de 1987, il était supérieur de 50 % à celui qui était pratiqué sur l'Altiplano, et l'écart dépassait 65 % deux ans plus tard<sup>49</sup>.

Cette opportunité demeure cependant réservée aux exploitations situées à proximité des cinq chefs-lieux municipaux. Le transport de la production depuis les villages les plus isolés ne peut se faire que sous forme de fromage, lequel demeure sous-valorisé par rapport au lait cru. Aussi certains grands éleveurs ont-ils fait aménager une étable dans leur résidence de Huetamo ou de San Lucas, où sont installées chaque hiver les vaches allaitantes que l'on achemine depuis le lointain rancho et que l'on nourrit avec des fourrages achetés. Mais c'est l'apanage d'une petite élite.

Dans certaines conditions, l'intensification des systèmes d'élevage est donc possible, comme l'est l'embouche des taurillons qui sont pourtant envoyés vers le Tropique Humide ou les *feed lots* de l'Altiplano. Elle demeure réservée à une classe réduite de grands éleveurs car elle exige de gros investissements pour la construction de clôtures (en particulier sur les parcours), la mouture du grain et des résidus de culture, l'achat d'aliments concentrés et les installations de traite. Elle suppose également une plus forte mobilisation de main-d'œuvre pour assurer la distribution des aliments, la traite et le transport du lait jusqu'aux places de vente. La généralisation des enclosures a certes constitué un ballon d'oxygène pour les exploitations minifundistes. Mais, en se rétrécissant au terme de chaque génération, les lopins individuels se révèlent insuffisants pour permettre de combler les écarts de développement qui existent avec les grandes exploitations d'élevage. La spécialisation laitière demeure ainsi hors de portée des petits éjidataires et c'est un système d'élevage traditionnel, à peine modifié par le recours périodique et coûteux aux aliments concentrés, qui se perpétue pour ceux qui ont pu acquérir quelques têtes de bétail. Mais les appropriations et la réduction des pâturages indivis rendent de plus en plus précaire la situation de ces exploitations .

49. En janvier 1987, le litre de lait se vendait 300 pesos à Huetamo, contre 200 pesos à Maravatío, situé à 200 kilomètres plus au nord. Deux ans plus tard, il y atteignait le prix de 1000 pesos, alors que les producteurs de lait du Bajío (Pueblo Nuevo) ne pouvaient le vendre plus de 600 dollars.

## *La concentration des moyens de production se renforce*

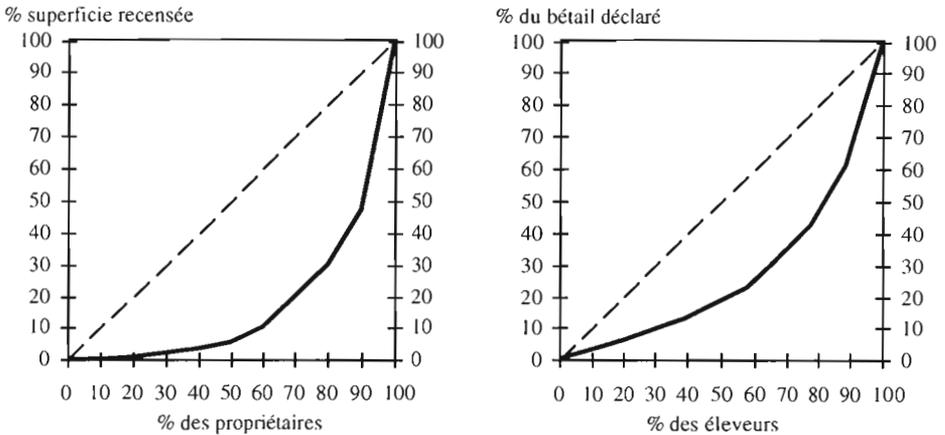
Les transformations subies par le système agraire depuis le milieu des années soixante ont largement contribué à accélérer les mécanismes de marginalisation-prolétarianisation-expulsion des petits tenanciers et de reconcentration de la propriété foncière qui s'étaient mis en place depuis la Réforme agraire. Le degré de cette concentration demeure difficile à évaluer car les lois limitant l'extension des propriétés privées et interdisant le cumul des dotations éjidales sont facilement contournées. À la concentration « légale » de ranchos ou de droits éjidaux par certaines familles s'est ajouté un système de prête-noms qui masque le cumul et la combinaison des deux types de propriété. Il est de la sorte impossible de démêler l'écheveau de la tenure des terrains éjidaux et, en l'absence de cadastre concernant le secteur privé, les sources d'information se limitent aux seuls registres de l'impôt foncier établis dans chaque *municipio*. En 1980, ceux-ci permettaient de recenser 1 732 propriétés dans la région, pour un total de 158 850 hectares, soit une moyenne de 92 hectares par propriété (*Asesoría Interdisciplinaria*, 1982).

Ce chiffre se situe très en deçà des superficies moyennes observées au cours des enquêtes (environ 200 hectares). En fait, si l'on additionne la surface totale des *ejidos* qui, elle, est bien connue, et celle que détient officiellement le secteur privé, on arrive à un total de 346 100 hectares, soit à peine 61 % de la superficie de la région (dans le *municipio* de Tiquicheo, 80 484 hectares sont ainsi recensés alors que cette commune s'étend sur 243 000 hectares). La peur des expropriations ou des invasions de terres et la volonté de minimiser le coût de l'impôt conduisent souvent les propriétaires à dissimuler les superficies en leur possession. Même ainsi, l'étude des registres fiscaux met en évidence des disparités criantes quant à la répartition du domaine foncier privé : la moitié des propriétaires occupe en effet moins de 5 % des superficies déclarées alors que seulement 10 % d'entre eux en détiennent plus de 50 %. Le degré de concentration foncière est plus difficile à cerner avec précision au niveau des *ejidos* en raison du flou qui entoure la gestion des terrains indivis. Le minifundisme y domine certes, mais le morcellement des dotations en lopins de plus en plus petits s'effectue de pair avec la constitution de domaines tout à fait comparables aux propriétés privées de taille moyenne (100-250 hectares).

La répartition du bétail répond au même schéma de concentration (fig. 29). Dans ce domaine également, les effectifs déclarés par les

éleveurs sont loin de correspondre au cheptel bovin réel. La taxe payée aux associations d'éleveurs étant proportionnelle au nombre d'animaux enregistrés, la taille des troupeaux est souvent sous-estimée. De l'aveu même de certains grands propriétaires, cet « oubli » peut concerner jusqu'au tiers des effectifs<sup>50</sup>. Il est donc probable que la concentration du bétail est beaucoup plus importante que ne le font apparaître les registres des associations locales d'éleveurs. Ceux-ci révèlent cependant que 16 % des éleveurs détiennent la moitié du bétail recensé, alors que 60 % d'entre eux possèdent à peine 22,5 % des effectifs.

50. Certains petits producteurs (possédant moins de 5 têtes) ne déclarent pas davantage leur bétail, afin d'éviter le coût d'enregistrement d'une patente d'éleveur.



Sources : annexe 7.

Figure 29

*Répartition de la propriété foncière privée et du bétail dans les Terres Chaudes en 1988.*

Une étude de la répartition du capital financier ou des équipements agricoles (pompes pour l'irrigation, tracteurs, moulins, et même charrues et bineuses métalliques pour la traction attelée) conduirait certainement aux mêmes résultats. La nouvelle spécialisation régionale et le développement de l'élevage extensif ont abouti à une situation sociale qui n'est pas sans rappeler celle qui prévalait avant la Réforme agraire de l'époque cardéniste.

Le système agraire régional n'offre guère d'alternative aux paysans minifundistes : une situation de blocage presque complet a été atteinte. Les schémas d'accumulation ne se sont pas modifiés et l'élevage constitue plus que jamais la clé d'accès aux capitaux et aux moyens de production. Pour ceux qui n'ont pu étendre leurs enclosures et participer au mouvement d'appropriation des indivis, toute perspective de développement semble fermée. De nos

jours, la majorité des éjidataires dispose d'une superficie cultivable inférieure à cinq hectares. Qu'en sera-t-il de leurs enfants ? Ils n'ont souvent pas d'autre recours que de chercher auprès des grands propriétaires privés la terre qui fait défaut dans les *ejidos*. Mais pour quel bénéfice ? La culture du maïs ou du sorgho est surtout rentable grâce à la vente des fanes. En laissant ces dernières à la disposition du propriétaire de la parcelle, le paysan sans terre récolte certes de quoi alimenter sa famille pendant quelques mois, mais il n'obtient pas de quoi renouveler ses moyens de production. Sa survie dépend en fait des possibilités d'emploi dans les exploitations voisines. Il faut donc que le paysan pauvre combine l'exploitation d'un petit lopin et la vente de sa force de travail pour survivre, mais cela ne lui permet en aucun cas d'entamer un processus d'accumulation ni d'assurer l'avenir de sa famille.

La seconde révolution agricole (moto-mécanisation, engrais chimiques, semences sélectionnées) a échoué dans les Terres Chaudes, comme dans beaucoup d'autres régions d'agriculture pluviale, car elle imposait aux paysans une prise de risques agromomiques et économiques qu'ils ne pouvaient assumer. Le changement technique proposé était tout simplement inadapté aux conditions de l'agriculture minifundiste (peu de terres labourables, dépendance quant à l'accès aux outils et aux marchés). Mis en concurrence avec les régions de grande agriculture, où les nouvelles techniques se sont rapidement diffusées, et confrontés aux importations de maïs et de soja nord-américains, les paysans des Terres Chaudes ont subi une baisse régulière de leurs revenus.

Compte tenu des conditions géoclimatiques de la région, l'élevage bovin, dans sa forme la plus extensive, est devenu la seule activité qui permette aux producteurs de maintenir ou d'augmenter la rémunération de leur travail. Cette évolution implique la prise de contrôle de superficies croissantes par les éleveurs. Il s'agit d'abord d'un phénomène intra-éjidal, qui dépasse l'opposition traditionnelle entre les « grands propriétaires » fonciers et le « petit peuple » des *ejidos*. Le fil de fer barbelé est l'outil principal de cette appropriation ; il devient le moyen de production dominant. C'est la capacité de chaque producteur à financer la pose des clôtures, c'est-à-dire le capital qu'il a accumulé, qui fixe les limites de cette concentration foncière. Celle-ci achève de marginaliser la petite paysannerie en lui ôtant toute possibilité d'effectuer une spécialisation semblable dans l'élevage bovin. À mesure que se renforce leur insertion dans la division inter-régionale du travail,

les petits paysans des Terres Chaudes voient ainsi se confirmer leur fonction économique : celle de fournir des fourrages et une force de travail bon marché.

Le développement de l'élevage extensif dans la région du Moyen-Balsas s'inscrit dans un mouvement généralisé à l'ensemble des zones tropicales périphériques d'Amérique latine. Le plus souvent, il concerne des régions de « frontières agricoles » (comme le sud-est du Mexique, la façade atlantique de l'Amérique centrale, ou le bassin amazonien<sup>51</sup>) et conduit à une division comparable du travail entre propriétaires du bétail et producteurs de fourrages. Mais ce phénomène revêt un caractère particulier dans les Terres Chaudes, dans la mesure où il concerne une zone anciennement peuplée et des villages qui ont bénéficié d'une Réforme agraire qui visait précisément à démanteler les grandes structures d'exploitation extensive du milieu.

**51.** Voir les exemples donnés par H. COCHET (1993) : 210-213.



L'intégration aux marchés,  
support d'une intensification ?

---

Il est devenu aujourd'hui évident que seule une intensification ou la double activité peuvent contrebalancer l'expansion de l'élevage naisseur et la marginalisation d'un nombre grandissant de paysans minifundistes. Or la région n'est pas dénuée d'atouts dans cette perspective : son désenclavement relatif et son climat, favorable à la production de denrées tropicales tout au long de l'année, permettent d'envisager la production de fruits et de légumes frais destinés aux marchés urbains du Mexique ou des États-Unis en contre-saison, lorsque l'hiver entrave la culture de ces denrées au nord des Terres Chaudes.

Une telle activité génère des revenus élevés et beaucoup d'emplois, mais elle exige aussi une augmentation sensible du capital productif des exploitations et requiert des relations privilégiées avec certains monopoles commerciaux qui contrôlent l'accès aux marchés. Elle implique donc un investissement et une prise de risque difficilement supportables par la petite paysannerie, à moins qu'elle se soumette à des rapports de production très défavorables avec les détenteurs du capital. En fait, les solutions les plus facilement accessibles, celles qui emportent l'adhésion du plus grand nombre, l'émigration temporaire vers les États-Unis et la culture ou le trafic de drogues, contribuent à renforcer les activités qui font l'usage le plus extensif de la terre, à accélérer la prolétarianisation des paysans minifundistes et la concentration foncière.

## SE RAPPROCHER DES MARCHÉS URBAINS : COMMENT CONTOURNER LES MONOPOLES COMMERCIAUX ?

---

### *Les tentatives d'intensification en agriculture pluviale se heurtent aux coûts de production et à l'étroitesse des marchés*

La crise qui a touché la production de sésame dès le début des années soixante-dix sur le piémont de l'Altiplano a conduit très tôt les paysans à chercher une culture de rente qui puisse se substituer à l'oléagineux dans les rotations culturales, sans modifier l'organisation du travail ni les orientations techniques des exploitations. La culture de l'arachide, qui avait connu une timide diffusion sur les sols sableux du *municipio* de Nocupétaro au début des années cinquante mais qui avait vite régressé face au sésame, a alors bénéficié d'une nouvelle impulsion. Au cours des années

soixante-dix, en liaison avec le désenclavement progressif de cette partie des Terres Chaudes, des acheteurs commissionnés pour l'approvisionnement de l'industrie des friandises du Bajío et de San Luis Potosi ont commencé à financer la production d'arachide autour du village de Nocupétaro (fig. 31).

Dans les Terres Chaudes, la récolte, effectuée dès la fin septembre, devance d'un bon mois celle d'autres régions productrices telles que Salvatierra ou Chihuahua plus au nord. Elle peut bénéficier de prix très favorables : en 1988, la culture d'un hectare d'arachide procurait un bénéfice moyen dépassant le demi-million de pesos, contre à peine 50 000 pesos pour le maïs et un solde négatif pour le sésame. L'introduction d'une plante légumineuse sur les sols épuisés par la culture prolongée du sésame a eu également un effet initial favorable sur les rendements du maïs qui lui succède dans les rotations. Les superficies cultivées dans la région de Nocupétaro ont donc augmenté rapidement pour atteindre 700 hectares vers 1980 (S. DIAZ *et al.*, 1985). Mais depuis lors elles ont stagné et même régressé, pour ne plus dépasser 450 hectares au cours des cinq dernières années (tabl. XII). La culture de l'arachide n'a pas davantage franchi les limites du piémont. Pour quelles raisons ?

Un premier élément d'explication réside dans les coûts de production de la légumineuse, qui sont deux fois plus élevés que ceux du maïs et qui, jusqu'en 1987, n'étaient pas couverts par les crédits de campagne de Banrural. Si l'arachide, en tant que plante fixatrice d'azote, requiert peu d'engrais (dans la plupart des enquêtes effectuées, l'apport de fertilisants était nul), elle s'avère en revanche très exigeante en main-d'œuvre, pour les sarclages, avec des besoins doubles de ceux de cultures telles que le maïs ou le sésame, et surtout pour la récolte. Comme dans le cas du sésame, on dispose d'un temps très court pour déterrer les gousses : il faut les récolter avant que les plantes et le sol ne se dessèchent, pour éviter le risque de voir les fruits pris dans la terre. Or la période de récolte coïncide à peu près avec les travaux de coupe du sésame. La demande en main-d'œuvre au niveau régional croît donc considérablement sur un court laps de temps et les salaires augmentent alors de 25 à 33 %. Survenant à l'époque de la soudure, lorsque les besoins de trésorerie sont les plus importants, ce coût est insurmontable pour la plupart des producteurs. La déficience des crédits officiels les oblige donc à recourir aux circuits de l'usure et aux prêts des commerçants locaux.

Ici intervient la structure du marché auquel sont liés les producteurs d'arachide : un seul industriel de San Luis Potosi traite chaque année entre 80 et 90 % de la production régionale, par

l'intermédiaire de trois commerçants de Nocupétaro. C'est lui qui détermine la superficie qui bénéficiera d'un financement et qui fixe le prix auquel la production sera commercialisée. La relative étroitesse du marché et la puissance de l'acheteur, l'un des plus importants intervenants sur le marché national, propriétaire de deux usines de transformation et de conditionnement de fruits secs, laissent peu d'autonomie aux producteurs. Il faut voir dans l'actuelle stagnation des superficies les limites imposées par un acheteur unique qui dicte les conditions de la production.

Ces circonstances ont conduit à une tentative d'organisation des producteurs, similaire à celle qui avait eu lieu pour le sésame au début des années quatre-vingt, autour d'une coopérative de transformation et de commercialisation de l'arachide. En 1987, les pouvoirs publics ont financé à Nocupétaro la construction et l'équipement d'un bâtiment où l'on pouvait effectuer la torréfaction des cacahuètes, leur décorticage et diverses opérations de salage ou d'enrobage. On espérait écouler directement les friandises sur les marchés urbains et bénéficier ainsi d'une valeur ajoutée importante. La mise en service de cette unité, aux mains d'une association locale de producteurs, fut accompagnée d'une timide intervention de Banrural pour le financement de la culture. Dès la récolte de 1987, la coopérative a mené une véritable guerre des prix contre les intermédiaires locaux, et les rémunérations offertes aux producteurs furent multipliées par trois en quelques mois<sup>1</sup>. Au terme de ce bras de fer, la coopérative exsangue a finalement dû déposer son bilan au printemps 1988 et l'acheteur de San Luis est resté maître du terrain. Les choses étant rentrées dans l'ordre, le prix au producteur à la récolte de 1988 a pu être maintenu au niveau qui était le sien l'année précédente, ce qui équivalait à une réduction de 45 % en termes réels<sup>2</sup>.

Parce qu'elle se substitue au sésame et présente les mêmes caractéristiques, depuis le financement jusqu'à la commercialisation, en passant par les aspects techniques et sociaux de la production, la culture de l'arachide pose des problèmes similaires. Sa diffusion et sa rentabilité dépendent de conditions de crédit et de commercialisation imposées dans une situation de quasi-monopole et l'essentiel des bénéfices demeure concentré dans les mains de quatre intermédiaires. Elle ne saurait constituer une réelle solution de remplacement pour la paysannerie des Terres Chaudes, en dehors des quelques centaines de producteurs bénéficiant d'un financement privé et aléatoire.

..

La production de piments, qui s'est développée récemment, et de façon très localisée, dans la région rencontre des limites simi-

1. Le prix moyen au producteur est ainsi passé de 140 pesos par kilo en 1985 et 320 en 1986 à plus de 1 000 pesos au début de la récolte de 1987 et même 1 200 pesos au mois de novembre (d'après les enquêtes effectuées à Nocupétaro et les chiffres fournis par les techniciens de la Sarh à Carácuaro).

2. Il a en fait augmenté de 1 200 à 1 500 pesos, soit 25 %, alors que le taux d'inflation entre septembre 1987 et septembre 1988 s'élevait à 120 % environ...

lares. Depuis une dizaine d'années, de petites superficies de piments *ancho* et *guajillo* sont en effet semées dans le *municipio* de Carácuaro (fig. 31), autour des hameaux de Santa Fé, El Naranjo et Los Chilares (qui doit son nom à cette culture). Ce développement s'inscrit dans des contraintes similaires à celles qui ont conditionné l'essor de la culture de l'arachide quelques kilomètres plus au nord. Il correspond à l'arrivée de commerçants d'Acapulco et de Puebla qui cherchent à approvisionner des marchés où la demande est constante et les prix rémunérateurs. L'éloignement des principales places de vente (il faut neuf à dix heures de route pour aller de Carácuaro à Puebla ou à Acapulco) a facilité la concentration de ce commerce en peu de mains. On retrouve donc des conditions de production semblables à celles qui caractérisent la culture de l'arachide : la récolte de piments est financée et achetée dans sa totalité par deux commerçants d'Acapulco et un propriétaire de la région. Ce dernier concentre à lui seul les deux tiers de la production régionale, qu'il adresse ensuite aux acheteurs de la ville de Puebla<sup>3</sup>.

Un système de financement a été mis en place qui inclut la fourniture d'engrais et de produits phytosanitaires et les quantités d'argent nécessaires au recrutement de la main-d'œuvre. Car plus encore que l'arachide, le piment est une culture intensive et exigeante en travail et en capitaux. Elle requiert la mise en place d'une pépinière en fin de saison sèche, le repiquage des plants sur un sol plusieurs fois retourné et récemment défriché et quatre à cinq sarclages avant la récolte qui s'étend, par des coupes journalières, sur tout le mois de septembre. Ces travaux exigent le recours à une main-d'œuvre temporaire abondante. À ces recrutements, qui provoquent une compétition sévère avec les cultures vivrières, s'ajoute l'emploi massif de produits anti-parasitaires souvent coûteux, une pulvérisation devant être effectuée tous les dix jours environ.

Malgré un revenu monétaire qui dépasse souvent 70 % des coûts de production, le capital requis pour se lancer dans la culture est si important<sup>4</sup> qu'elle demeure limitée à un petit nombre de producteurs qui bénéficient de l'appui des commerçants privés. Même pour ces privilégiés la prise de risques demeure considérable, eu égard à l'investissement réalisé, car les parasites et les maladies cryptogamiques peuvent anéantir la production. En revanche, les intermédiaires minimisent les leurs : les piments sont payés au producteur après leur revente et le prélèvement d'une commission correspondant au tiers du bénéfice réalisé. Il semble enfin que les débouchés demeurent limités à l'absorption d'une cinquantaine de tonnes, soit la production d'une centaine d'hectares, et que cette capacité soit déjà atteinte, comme en témoigne la stabilisation des superficies cultivées depuis 1985 (tabl. XI).

3. Entrevue avec Gustavo Ortega, hameau de Santa Fé, *municipio* de Carácuaro.

4. Les coûts de production s'élevaient à 1 300 000 pesos en 1988, soit 2,4 fois ceux du maïs et 2,2 fois ceux du sésame. Le produit de la vente de 500 kilos de piments (rendement moyen) pouvait en revanche rapporter plus de 2 200 000 pesos.

Années	1978	1981	1983	1985	1987	1988
Arachide	680	450	450	535	425	450
Piment	11	20	60	80	87	90

Sources : S. DIAZ *et al.*, Sarh, District IX, Huetamo.

Tableau XII

*Évolution des superficies d'arachide et de piment dans les Terres Chaudes entre 1978 et 1988 (en hectares)*

Les possibilités d'intensification et d'accumulation en agriculture pluviale apparaissent donc réduites et subordonnées à des relations privilégiées qui ont pu être tissées avec un petit nombre de commerçants. Les coûts de production des cultures de substitution du sésame, l'exiguïté des débouchés et leur éloignement semblent priver les producteurs d'une quelconque autonomie. Il n'est pas surprenant que les cultures de piment ou d'arachide se soient développées là où les conditions de production du sésame étaient les moins favorables. Il est probable que des stratégies de substitution similaires vont apparaître en agriculture pluviale dans les plaines de Huetamo-San Lucas ou de Tiquicheo. Des semis de tomates et de piments sont d'ailleurs à nouveau entrepris sur les versants frais qui dominent Huetamo et de petites superficies d'arachide sont cultivées à proximité de la ville. Mais ces productions sont destinées au marché local et ne sauraient constituer une solution pour un grand nombre de producteurs.

C'est en fait au cours du cycle de cultures d'automne-hiver que l'expression des stratégies d'intensification est la plus évidente. Ces dernières sont devenues possibles grâce au développement de périmètres irrigués au début des années soixante-dix. Elles ont pris une importance considérable dans les Terres Chaudes depuis une douzaine d'années.

### *L'irrigation : maraîchage ou productions fourragères ?*

Lorsqu'en 1960 fut mise sur pied la « Commission du Balsas », on a pu penser que les Terres Chaudes allaient bénéficier d'un « miracle économique » similaire à celui de la dépression voisine du Tepalcatepec, où près de 75 000 hectares avaient été ouverts à l'irrigation entre 1947 et 1960<sup>5</sup>. La Commission prévoyait la construction d'importants barrages sur le Balsas et ses principaux affluents, de façon à irriguer 80 000 hectares de part et d'autre du fleuve. Nombre de ces projets n'ont été que des « éléphants blancs » et en 1986, vingt-cinq ans après le lancement du programme, moins de 30 000 hectares avaient été dotés d'une infrastructure d'irrigation. Dans le sud-est du Michoacán, ces travaux ont concerné 4 400 hectares dans le *municipio* de San Lucas, 300 environ dans celui de

5. Voir D. BARKIN et T. KING (1970).

Huetamo et moins de 200 près de Tiquicheo, au total moins de 1 % de la superficie régionale (fig. 31). Dans la plupart des cas, l'infrastructure ne fut mise en service que dans la deuxième moitié des années soixante-dix et les ressources en eau se sont souvent avérées insuffisantes pour permettre la culture en fin de saison sèche. Seuls les terrains du *municipio* de San Lucas qui sont situés entre la rivière Cutzamala et le Balsas disposent d'une alimentation en eau suffisante et régulière.

Initialement, l'irrigation a peu modifié l'organisation des systèmes de production. Tant que la rentabilité du sésame est demeurée suffisante, l'oléagineux a constitué l'essentiel des semis durant le cycle pluvial. Sa récolte au mois d'octobre permettait de semer très tôt le maïs irrigué, que l'on pouvait moissonner à son tour dès le mois d'avril, lorsque la demande des éleveurs pour les fanes était la plus forte. Il est d'ailleurs significatif que les premières enclosures se soient développées dans ce secteur dès le début des années soixante-dix, avant de se propager ensuite vers le nord de la région. Cette organisation a cependant été remise en cause depuis une quinzaine d'années par l'essor parallèle des cultures de primeurs de contre-saison (tomates, piments, pastèques, melons) et des productions fourragères (sorgho et sorgho fourrager).

Le développement de l'irrigation dans les Terres Chaudes a en effet éveillé l'intérêt des grands commerçants en fruits et légumes de la ville de México, qui espéraient diversifier leurs sources d'approvisionnement. Ils se sont appuyés sur certains propriétaires et entrepreneurs de la région pour mettre en place un réseau de financement et drainer la production locale de primeurs. Compte tenu des coûts élevés de ces cultures (main-d'œuvre, engrais et produits phytosanitaires : l'exploitation d'un hectare de tomates requérait durant la saison sèche 1988-1989 un investissement dépassant 3 millions de pesos, soit la valeur de 7,5 tonnes de maïs ou sept mois de salaire d'un journalier agricole), un tel financement est indispensable. Il est effectué à travers une « association » avec un entrepreneur local, en général un gros éleveur ou un commerçant. Le paysan doit fournir sa terre et son travail en échange des intrants et d'avances en argent. L'entrepreneur se charge de commercialiser la production, se rembourse de son investissement et prélève la moitié du bénéfice final. Le petit producteur se retrouve donc en situation de métayer sur sa propre parcelle, comme c'était le cas au lendemain de la Réforme agraire, mais cette fois pour un bénéfice nettement supérieur : au printemps 1989, une fois le partage effectué avec le commerçant, son revenu pouvait s'élever à plus de un million de pesos.

Avec ces revenus, le paysan pourrait théoriquement entreprendre seul la culture, au terme de quelques années « d'association ». Mais le marché des produits frais est trop fluctuant pour permettre à qui n'en connaît pas tous les tenants de s'y risquer. Pendant la plus grande partie de l'hiver, le marché de México est saturé par la production des régions de Puebla, Cuernavaca ou de Zitácuaro, plus proches et placées dans des conditions de productivité supérieure. Le bas niveau des prix remet alors en question la rentabilité de la production dans les Terres Chaudes. Il faut impérativement récolter au mois de janvier ou durant une brève période au mois de mars pour profiter de cours plus élevés<sup>6</sup>.

De plus, le commerce des fruits et légumes sur les marchés de México, Toluca ou Morelia est l'objet d'une très forte concentration<sup>7</sup>. La concurrence entre grossistes étant peu soutenue, il est très difficile d'y obtenir des prix rémunérateurs pour qui n'a pas passé un contrat de vente avec l'un d'eux. Les exemples ne manquent pas de producteurs partis « chercher l'acheteur » et qui, parvenus à Toluca ou México, ont dû se débarrasser de leurs fruits et légumes à un prix qui couvrait à peine les coûts du transport et de la récolte<sup>8</sup>. L'appui d'un grossiste et l'appropriation d'une rente par celui-ci sont donc des données incontournables de cette spéculation. Ces conditions défavorables au producteur ont conduit à la réduction rapide des superficies de tomates, courgettes, piments et pastèques, à partir du moment où des financements sont devenus disponibles pour la culture de fruits d'exportation (cf. infra). Elles ne dépassent plus désormais quelques dizaines d'hectares chaque année.

La production de maïs irrigué reste finalement une culture de « repli » beaucoup plus accessible à la majorité des producteurs, tant du point de vue des capitaux nécessaires que de la maîtrise des itinéraires techniques. L'irrigation permet d'augmenter les densités de semis et les doses de fertilisants, pour obtenir des rendements qui dépassent 15 quintaux. Mais la production de grain sec n'est plus l'objectif principal des paysans. Depuis quelques années, des commerçants de Toluca ou de México viennent acheter les épis tendres produits sur les périmètres irrigués qui bordent le Balsas. Il est ainsi possible de valoriser la récolte de maïs au quintuple du prix du grain sec et pour un investissement relativement faible<sup>9</sup>. Même si la demande se révèle moins importante que prévue et qu'il faut vendre une partie de la récolte sous forme de grain, la valeur des fanes permet de rentabiliser large-

**6.** La caisse de tomates qui se vendait 25 000 pesos à México au début du mois de janvier 1989 ne valait plus que 5 000 pesos six semaines plus tard. Mais il arrive aussi que des gelées touchant les principales régions productrices, situées à une altitude supérieure à celle des Terres Chaudes, décuplent le niveau des prix.

**7.** Au sujet de la concentration du commerce de gros des produits périssables, voir H. CASTILLO (1987).

**8.** Entretien réalisé avec Francisco Patiño, à Tiquicheo, en février 1989.

**9.** En février 1989, la douzaine d'épis tendres se vendait à 2 000 pesos sur la parcelle quand le kilo de maïs ne dépassait pas 400 pesos.

ment la culture : le prix de vente des fanes progresse de 50 à 70 % entre la récolte du cycle pluvial et le mois d'avril, lorsque la pénurie de fourrages se fait sentir.

Même sur les terrains irrigués, la spéculation la plus sûre et la moins coûteuse demeure la production fourragère ; l'extension des superficies de sorgho-grain et sorgho fourrager dans le *municipio* de San Lucas en témoigne. Ces cultures autorisent plusieurs cycles de production au cours de l'année, sans mobiliser beaucoup de main-d'œuvre : le sorgho fourrager présente une période de développement végétatif de 75 jours, à peine plus longue pour les variétés cultivées pour leur grain (90 jours). Il est donc possible d'effectuer trois cycles de culture dans l'année, entrecoupés de périodes de pâturage d'un mois environ. Après le séjour des animaux, il suffit de faucher rapidement les plantes au *machete*, puis d'épandre une petite quantité de sulfate d'ammoniaque pour provoquer, avec l'irrigation, la repousse des plantes. Les façons culturales sont réduites aux seuls traitements herbicides et, parfois, à un rapide buttage. Le terrain n'est labouré qu'une fois par an, lorsque l'épuisement des plantes et les piétinements des animaux obligent à un nouveau semis. Contrairement aux fanes qui sont consommées sèches, le sorgho fourrager peut être pâturé au stade de remplissage du grain, lorsque la matière digestible, son contenu protéique et énergétique sont les plus importants. Grâce à une bonne gestion, un hectare garantit ainsi trois mois de pâturage par an pour huit ou neuf vaches et leur progéniture et autorise des charges atteignant 3 UGB<sup>10</sup>.

Les exploitations d'élevage qui bénéficient de l'irrigation sont souvent divisées en quatre ou cinq parcelles, où sont effectués des semis de sorgho fourrager et de sorgho-grain, pour obtenir des farines qui seront distribuées aux vaches allaitantes, et éventuellement de maïs, pour la consommation familiale. Les rotations sont alors du type sorgho-grain (un an) - maïs irrigué - sorgho fourrager (douze à seize mois), etc. On parvient ainsi à assurer de façon continue l'approvisionnement du troupeau en fourrages grossiers et en farines céréalières, sans recourir à l'achat d'aliments.

Cette organisation a permis à certaines exploitations situées sur les périmètres irrigués de San Lucas d'effectuer une spécialisation relative dans la production laitière : il s'agit de la zone où les croisements avec des reproducteurs de races Brune des Alpes, voire Holstein, sont les plus fréquents. Grâce aux cultures irriguées, les vaches sont traitées toute l'année sans que l'on fasse appel à d'autres aliments concentrés que ceux produits sur l'exploitation.

10. Unités animales. Une unité animale correspond à un bovin adulte.

L'existence de prairies temporaires de sorgho fourrager favorise leur entretien à proximité des habitations en toute saison et sans recourir aux parcours naturels. Elle permet donc de réduire les déplacements des animaux, autorise de plus hauts niveaux de production laitière et facilite l'évolution des systèmes d'élevage vers la stabulation permanente et un meilleur suivi du bétail.

Mais les productions fourragères ne sont plus l'apanage des seuls éleveurs. Nombre de petits éjidataires dépourvus de bétail sont également concernés par la culture du sorgho. Durant le cycle pluvial, le développement rapide de la graminée leur permet d'effectuer la récolte très tôt et de vendre les résidus de culture pour une brève période avant de labourer le terrain et de semer le maïs irrigué. Après la vente des épis tendres ou la récolte du grain, les fanes sont de nouveau monnayées en fin de saison sèche, lorsque leur prix est le plus élevé. La monoculture du maïs n'autoriserait pas les mêmes bénéfices car le cycle végétatif de cette plante et sa récolte s'étendent sur plus de cinq mois. Le paysan ne disposerait donc pas du temps nécessaire au pâturage des fanes, puis à la préparation du sol et au semis pour réaliser deux cultures au cours de l'année.

En fait, depuis l'abandon du sésame, le sorgho est la seule production qui permette la culture continue des terres irriguées avec des coûts de production limités. Pour les mêmes raisons et grâce au faible travail qu'elle exige, la culture du sorgho s'adapte parfaitement aux stratégies de migration et de double emploi mises en œuvre par les paysans pauvres. Ces conditions ont favorisé l'accroissement des superficies fourragères et leur extension au détriment des autres cultures, maïs compris. Ce dernier est désormais surtout semé comme culture de contre-saison, dans l'espoir de pouvoir vendre une partie de la production en épis tendres. Mais là où les acheteurs de l'Altiplano n'arrivent pas (comme sur les terres irriguées de Tiquicheo), les superficies tendent à se limiter aux seuls besoins familiaux.

Il semble donc que le type de développement basé sur l'élevage ne puisse être remis en question, même dans les zones récemment ouvertes à l'irrigation. Des opportunités existent pourtant, qui assurent une augmentation considérable des revenus à l'hectare. Mais Banrural a renoncé à toute intervention dans la production maraîchère depuis plus d'une douzaine d'années. La tendance actuelle à l'amenuisement des crédits de campagne ne laisse entrevoir aucun revirement dans ce domaine. Le monopole des grands commerçants ne devrait donc pas être menacé et l'accès au marché demeurera conditionné. Il est cependant un élément qui peut remettre en question ces tendances : récem-

ment, des capitaux nord-américains ont été investis massivement dans la culture et l'exportation du melon. Et ce phénomène a pris une telle dimension économique et sociale que son impact dépasse désormais largement le cadre des périmètres irrigués.

## L'EXPORTATION DE PRODUITS MARAÎCHERS : QUELLES PERSPECTIVES POUR LES PAYSANS DES TERRES CHAUDES ?

---

Depuis le début des années cinquante, la politique des grands travaux d'irrigation menée par les gouvernements successifs a favorisé l'émergence d'un groupe d'entrepreneurs mexicains et étrangers qui financent la production de fruits et légumes (tomates, cornichons, courgettes, pastèques, melons, fraises, mangues, raisins de table, etc.) destinés à l'exportation vers le marché des États-Unis. Ces exportations s'étendent généralement sur sept mois, de novembre à mai, lorsque la demande intérieure nord américaine ne peut être satisfaite par les seuls producteurs de Floride. Avec le printemps en revanche, des barrières douanières sont dressées pour protéger les producteurs nord-américains. Au fil des années, les cultures maraîchères ont pris une importance grandissante dans la composition de la balance commerciale mexicaine, et plus encore depuis la chute des revenus pétroliers : en 1986, avec une valeur de 500 millions de dollars, elles représentaient 46 % des exportations du secteur agricole (élevage exclus) et 3,1 % du commerce extérieur national (J. A. AGUSTIN, 1988).

Ces cultures ont commencé à se développer il y a plus de quarante ans sur les périmètres irrigués de Sinaloa et de Sonora, les plus proches de la frontière et du marché de la côte ouest des États-Unis. Depuis lors, elles se sont étendues à de nombreux États du Mexique et c'est sans doute dans la dépression du Tepalcatepec, voisine de celle du Balsas, que leur impact a été le plus important. Les cultures de pastèques, cornichons et surtout de melons s'y sont développées, au point d'occuper une superficie excédant 15 000 hectares au début des années quatre-vingt. Dès 1970, la dépression du Tepalcatepec fournissait les deux tiers des exportations de melons et pastèques et près de 60 % du total des melons consommés durant l'hiver aux États-Unis<sup>11</sup>. Elle attirait déjà un grand nombre des « hirondelles » de la région de Huetamo. Depuis quelques années cependant, le mouvement s'est inversé et les mêmes exportateurs se déplacent désormais en direction des

11. « Melón y Sandía »  
in : *Comercio Exterior*  
déc. 1969, Banco  
Nacional de Comercio  
Exterior ; D. BARKIN et  
T. KING (1970) : 278-279.

Terres Chaudes du Balsas. Ils y trouvent un important réservoir de main-d'œuvre et des terrains « vierges » où il est possible de développer à moindre coût la culture du melon. Sous leur impulsion, les superficies semées de melons ont été multipliées par sept entre 1983 et 1989, passant de 1200 à plus de 8 000 hectares (fig. 30). En 1988, la dépression du Balsas fournissait environ 10 % des melons cantaloup et une proportion plus grande encore des melons blancs (*Honey Dew*) importés par les États-Unis<sup>12</sup>.

12. Ces exportations pouvaient être estimées à 29 940 tonnes pour le cantaloup et 26 760 tonnes pour le melon *Honey Dew*.

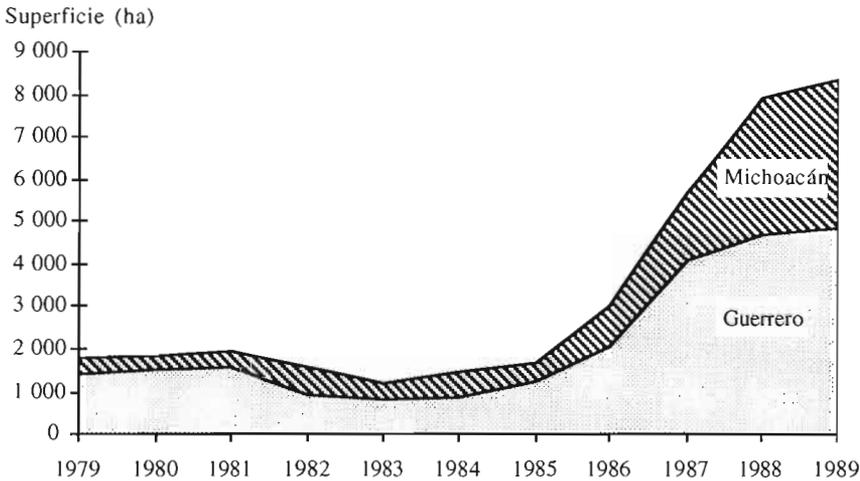


Figure 30

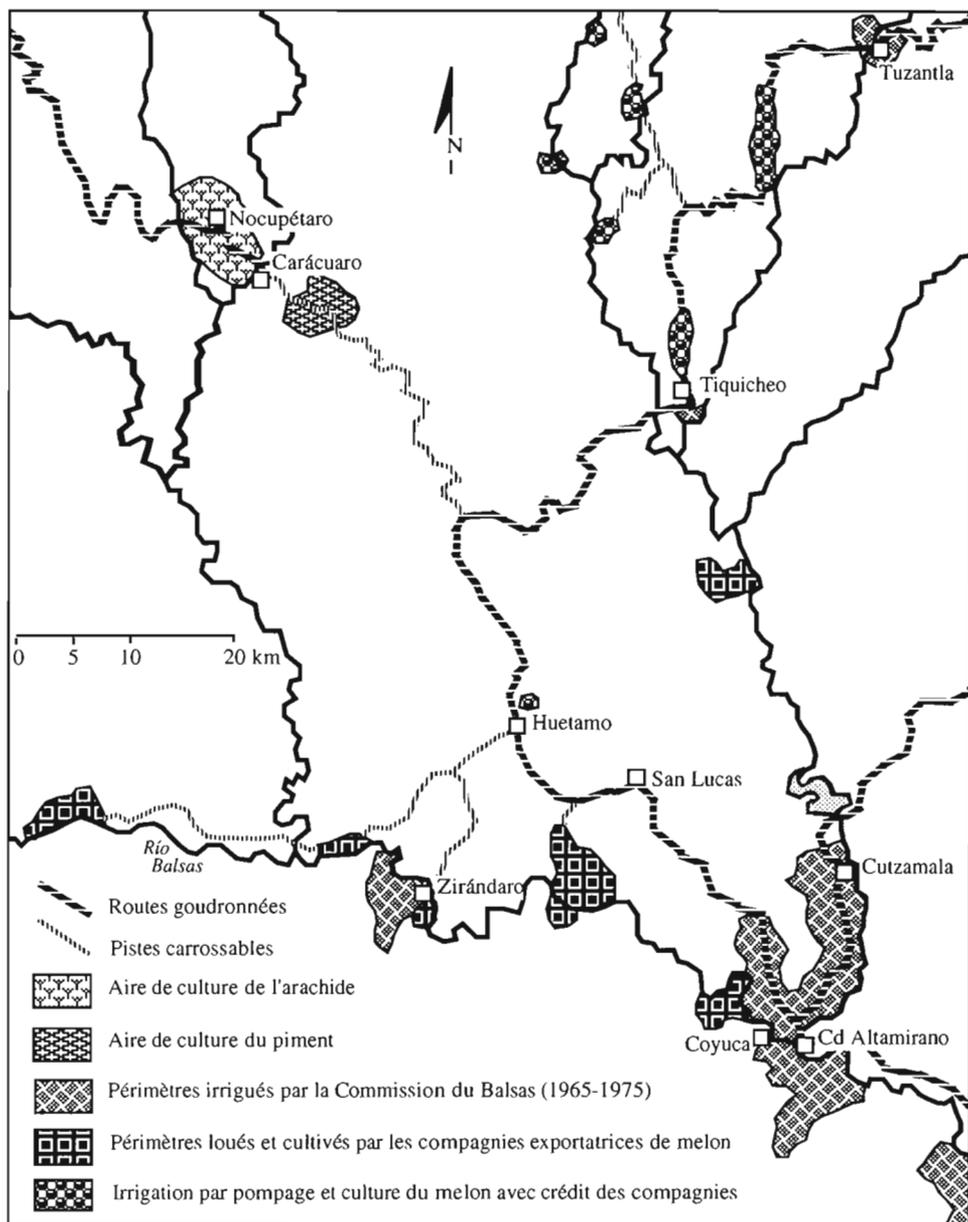
L'expansion de la culture de melon pour l'exportation dans la région du Moyen-Balsas (1979-1989).

Sources : URPH. Lázaro Cárdenas del Río, Sahr Huetamo, Sahr Cd. Altamirano.

On retrouve à l'origine de cet essor un petit nombre de compagnies multinationales qui sont implantées dans tout le Mexique, mais aussi en Amérique centrale et parfois à l'échelle du continent. C'est le cas de sociétés comme La Chiquita, impliquée dans la production bananière dans le bassin Caraïbe, American Producers (probable filiale de la United Brands, ex-United Fruits) ou la Teddy Bertuca Sales Co., filiale d'un autre géant du commerce des fruits frais, la Mac Manus<sup>13</sup>. Ces compagnies s'appuient donc sur un bassin d'approvisionnement qui dépasse largement le cadre des Terres Chaudes et la région ne constitue que l'une des pièces de leur stratégie productive. Depuis 1983, elle est pourtant l'objet d'investissements massifs qui ont impulsé la culture du melon hors des limites des périmètres irrigués par les pouvoirs publics. Chaque année, les superficies s'accroissent, grâce au pompage des eaux du Balsas ou de ses principaux affluents (Río Tuzantla, Río Purungueo). Cette technique a permis la constitution de plantations de plusieurs centaines d'hectares, qui représentent aujourd'hui plus de 70 % de la superficie melonnière du district de Huetamo<sup>14</sup> (fig. 31).

13. Voir à ce sujet J. GIL, E. SINQUIN et M. J. FERNANDEZ (1984).

14. D'après les enquêtes réalisées dans la région, au moins 2 500 des 3 414 hectares cultivés durant la saison 1988-1989 étaient irrigués par pompage.



Sources : enquêtes et Sarh Ciudad Altamirano.

Figure 31  
*L'essor des superficies irriguées  
 et des nouvelles productions agricoles  
 (1970-1989).*

Les investissements nécessaires à une telle entreprise sont vite rentabilisés : en 1989, un hectare de melons laissait au maraîcher un produit brut variant entre 9 et 10 millions de pesos et un

bénéfice de 3 à 4 millions, soit la valeur de dix tonnes de maïs ! Des gains énormes ont permis l'expansion rapide des superficies, mais les conditions de la production en ont fait une spéculation qui profite surtout aux élites régionales et aux compagnies nord-américaines qui détiennent le capital.

Les producteurs de melons sont regroupés au sein de dix associations locales<sup>15</sup>, censées défendre au mieux leurs intérêts : elles sont chargées de négocier les quotas de superficies fixés au niveau national pour éviter la saturation des marchés, ainsi que les contrats de financement et de vente avec les institutions bancaires, les compagnies exportatrices et les acheteurs nationaux. Mais alors que Banrural et plusieurs banques commerciales accordent des crédits pour la culture du melon dans d'autres régions, y compris celle de Tuzantla, leur intervention près du Balsas est nulle : « Au sud de Tuzantla, le melon est la chasse gardée des *brokers*. »<sup>16</sup> Banrural invoque les mauvais taux de recouvrement pour justifier son désengagement, mais le système de crédit mis au point par les compagnies nord-américaines, dont les associations locales se portent garantes, démontre que le risque est faible pour les intermédiaires financiers. L'histoire du développement des cultures d'exportation dans la région démontre en fait que les *brokers* bénéficient de la bienveillance des pouvoirs publics qui leur permettent de fixer à leur gré les conditions de la production. Les crédits de campagne proviennent donc exclusivement de quatre compagnies exportatrices et de trois grossistes de la ville de México qui acquièrent les fruits refusés sur le marché américain<sup>17</sup>.

Ces capitaux sont garantis par les associations locales grâce aux bénéfices réalisés sur les opérations d'emballage du fruit. Les associations sont en effet propriétaires des installations où la récolte de chaque producteur est acheminée, traitée, triée et calibrée puis emballée à destination des États-Unis ou du marché national. Pour chaque caisse remplie par ses soins, l'association prélève une taxe qui s'élève en 1989 à 2,05 dollars pour le melon d'exportation et à 3 000 pesos (1,2 dollar) pour les fruits destinés au marché national. Il s'agit d'une manne considérable puisque chaque association manipule entre 100 000 et 200 000 caisses chaque année. Ces sommes doivent être en partie reversées aux producteurs sous forme de dividendes. Mais elles servent également de garantie pour les bailleurs de fonds qui prennent ainsi un risque minime. Elles sont aussi à l'origine de malversations qui provoquent des tensions permanentes entre les dirigeants des associations et les producteurs.

Le pouvoir de ces dirigeants réside dans le fait qu'ils sont les seuls intermédiaires entre les acheteurs-bailleurs de fonds, les

**15.** Les associations de Cutzamala, Coyuca, Tamarindo del Río, San José Poliutla, San Pablo Oriente et Valle Escondido dans l'État de Guerrero, Tuzantla, Tiquicheo, San Lucas et Riva Palacio au Michoacán. Elles sont fédérées au sein d'une union régionale baptisée Lázaro Cárdenas del Río.

**16.** Les *brokers* sont à l'origine des courtiers commissionnés pour approvisionner un importateur ou une chaîne commerciale des États-Unis. Mais il s'est produit une forte concentration au niveau de la filière et ceux qui opèrent dans la région du Balsas remplissent également les fonctions de distributeurs (Shipley Sales) et de producteur.

**17.** Il s'agit de M. Audifred, Manuel López Avila et Sergio Medina Cárdenas. Chacun travaille en contrat avec l'une ou plusieurs des compagnies exportatrices.

pouvoirs publics et les producteurs. Le choix des candidats qui bénéficieront du crédit et des permis de semer leur incombe, un choix qui s'effectue en fonction des relations de clientélisme. Mais les avances faites par les acheteurs de fruits, qui incluent les semences hybrides, les produits phytosanitaires, la couverture de certains frais de main-d'œuvre et l'assistance technique, ne représentent en fait que la moitié des coûts réels de la culture. L'investissement que doit réaliser le candidat demeure considérable (deux à trois millions de pesos pour le cycle 1988-1989, soit six mois du salaire minimum alors en vigueur dans la région) et conduit à une sélection très sévère. Ces conditions contraignent les petits éjidataires à s'associer avec un entrepreneur ou des membres des oligarchies locales pour avoir accès au crédit : comme dans le cas des cultures de tomate ou de concombre, ils se retrouvent en situation de métayers sur leur propre terre. L'intermédiaire constitue alors le seul contact avec l'association ; c'est lui qui livre les fruits, réceptionne les tranches de crédit et le produit des ventes. Les enquêtes réalisées dans la région démontrent que le producteur reçoit beaucoup moins que la moitié des bénéfices qui devrait lui revenir<sup>18</sup>.

Le procédé de calcul du prix payé au producteur favorise les manipulations. Le prix des fruits destinés à l'exportation est établi chaque jour en fonction des cours sur le marché nord-américain. Or ces cours peuvent fluctuer de plus de 100 % en moins d'une semaine et jusqu'à 500 % sur l'ensemble de la saison. Le producteur amortit l'essentiel de ces variations car les compagnies exportatrices, en plus d'un droit de courtage fixé à 10 ou 12,5 % du prix à la frontière, établissent aussi des coûts d'opération « incompréhensibles » qui varient autour de 8 dollars par caisse. Le paysan reçoit finalement un reliquat calculé après prélèvement des commissions par les différents intermédiaires<sup>19</sup>. Les profits des compagnies américaines ne se limitent pas aux opérations effectuées sur le territoire mexicain car la plupart d'entre elles se chargent également de pourvoir directement les grossistes du Texas et de la côte ouest des États-Unis ainsi que les chaînes de supermarchés. J. LERA (1987) calcule ainsi que chaque dollar provenant de l'exportation de melons aux États-Unis rapporte « seulement 30 cents au producteur, 30 cents au *broker*, et le reste se répartit en frais de transport, stockage, impôts et taxes. En plus, ce dollar en génère deux autres de valeur ajoutée au cours des étapes suivantes sur le marché des produits frais ».

Les compagnies exportatrices sont pourtant loin de constituer des intermédiaires incontournables, mais en recherchant des financements bancaires autonomes et une négociation directe avec les

**18.** M. Ballesteros, J. Albarrán et deux autres éjidataires du village de La Parota n'ont pas gagné un peso d'une telle association durant l'hiver 1988. Aucun contrat n'ayant été passé avec l'entrepreneur, ils n'ont eu aucun recours.

**19.** D'après les chiffres fournis par les associations locales, le produit de la vente d'une caisse de melons (15 dollars à la frontière des États-Unis) se répartissait de la façon suivante : 1,8 dollar de commission à l'exportateur ; 3,30 dollars en coûts de transport et d'assurance ; 1,25 dollar de taxes d'importation ; 1,45 dollar de frais de matériel (caisse) et de manutention ; et 2,05 dollars versés en commission aux associations locales. Le solde, versé au producteur (5,05 dollars) représentait le tiers du prix d'achat à la frontière.

*brokers* à la frontière nord-américaine, les associations se privaient de la rente (2,05 dollars par caisse) que leur versent les exportateurs et qui constitue leur principale source de revenus. Aucun dirigeant n'est disposé à mettre en question un système qui s'est avéré aussi profitable. La même logique les conduit à encourager l'extension anarchique des superficies puisque la commission qu'ils empochent est proportionnelle au volume exporté. Pour éviter l'engorgement des marchés, l'Union nationale des associations de producteurs (UNPH) limite pourtant les superficies et les attribue sous forme de quotas aux différentes régions melonnières avec des dates précises de semis. Mais chaque association négocie de son côté des contrats de financement pour une superficie souvent double de celle qui lui a été fixée et contribue à l'engorgement du marché nord-américain : chaque année, à partir du mois de février, les prix au producteur s'écroulent (voir la fin de ce chapitre).

Cette instabilité du marché tient en grande partie aux compagnies exportatrices qui, en dehors du contrôle des associations locales, se sont lancées dans la location de terrains éjidiaux et dans la production directe. Elles combinent le plus souvent cette forme d'exploitation avec celle, plus classique, du financement et de l'achat du melon au travers des unions de producteurs<sup>20</sup>. Mais sur des terres où le melon n'a jamais été cultivé, où les problèmes phytosanitaires et les coûts de la culture sont encore réduits, la production directe est beaucoup plus rentable. Les locations de terre concernent alors des superficies très importantes, de plusieurs centaines d'hectares<sup>21</sup>. Les compagnies y mettent en place toute l'infrastructure d'irrigation (pompes de grande puissance, réservoirs, canaux...), les clôtures sont détruites, les terrains sont totalement déboisés et mis à niveau au bulldozer de façon à constituer une plantation d'un seul tenant et faciliter l'irrigation. Une telle entreprise implique la mise en place d'un capital d'exploitation considérable, mais elle autorise des économies d'échelle non négligeables : la fertilisation et les traitements du sol sont faits par branchement des cuves contenant les produits à répandre sur les canaux d'irrigation, des avions effectuent les traitements phytosanitaires, et les coûts d'acheminement du fruit sont réduits au maximum. Enfin la taille de l'entreprise permet l'embauche d'une main-d'œuvre éjidataire fixe qui, en échange de la garantie d'emploi, accepte des salaires sensiblement inférieurs à ceux qui sont en vigueur dans la région<sup>22</sup>.

Deux compagnies exportatrices (American Producers et Shipley Sales) sont ainsi à l'origine du rapide accroissement des superficies de melon, grâce à la location de terrains éjidiaux et à l'irrigation par pompage (fig. 32).

20. C'est le cas de la compagnie Shipley Sales Service, qui est partenaire des associations de Tuzantla et de Tiquicheo, mais qui loue également des terres dans les *municipios* de Huetamo et de Zirándaro.

21. Les terrains loués par la Shipley Sales à Ziritzicuaro, dans le *municipio* de Huetamo, atteignaient en 1989 une superficie de presque 900 hectares.

22. Au cours de la saison 1988-1989, les journaliers employés par les compagnies devaient se contenter d'un salaire quotidien de 9 000 pesos, alors que les producteurs - indépendants - payaient leur main-d'œuvre 15 000 pesos par jour.

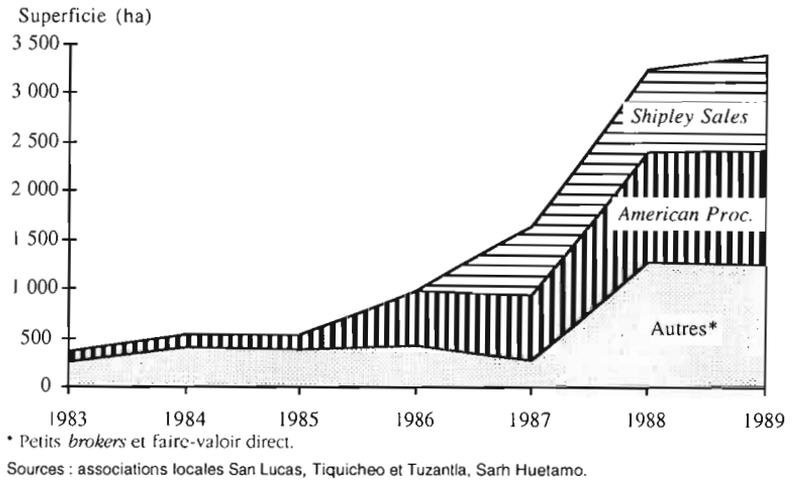


Figure 32

*Participation directe des compagnies exportatrices à l'essor de la superficie melonnière dans la région de Huehuetamo (1983-1989).*

En s'intéressant à des terrains qui n'avaient jamais été irrigués, les compagnies parviennent à louer les parcelles pour une bouchée de pain : « Le prix de location de la terre aux paysans se fixe indépendamment de sa valeur commerciale. [...] C'est l'usage que le paysan sans capital d'opération pourrait donner aux terres avec des cultures peu rentables, et non l'utilisation qu'en fera le néo-latifundiste, qui fixe le prix de la rente. Le paysan reçoit en paiement la valeur de la récolte probable, presque toujours en maïs, qui a le prix le plus détérioré. »<sup>23</sup> Dans les Terres Chaudes, ce précepte s'applique d'autant mieux que ce sont les cultures pluviales qui servent de référence aux éjidataires n'ayant aucune expérience de l'irrigation. Pour la saison 1988-1989, le loyer proposé par les exportateurs équivalait au bénéfice qu'un paysan pouvait tirer de la culture pluviale du maïs, vente des fanes comprise, soit 300 000 pesos<sup>24</sup>. Les exportateurs parvenant en général à effectuer deux récoltes au cours de la saison sèche, cette rente représentait à peine 1,5 % du produit brut et 3 % des bénéfices qu'ils réalisaient au prix bord-champ.

La généralisation des contrats de fermage de terrains éjidiaux et leur extension à des superficies aussi importantes (environ 5 200 hectares sur le cours moyen du Balsas en 1989) n'a pu avoir lieu sans la collusion des autorités politiques et administratives. Cette pratique étant formellement proscrite par le Code agraire mexicain<sup>25</sup>, des accords dits « d'association en participation » ont été mis au point qui tentent de la légaliser, au moins en apparence. Selon ces accords, l'éjidataire doit recevoir une quantité d'argent proportion-

23. A. WARMAN (1980) : 195.

24. À l'automne 1988, le produit brut d'un hectare de maïs était de 600 000 pesos, quand les coûts de production, main-d'œuvre non comprise, s'élevaient à 325 000 pesos environ. Le bénéfice, 275 000 pesos, était à peine inférieur au prix de location pratiqué par les brokers.

25. Le Code agraire est particulièrement explicite à ce sujet :  
- Article 138 : « Les droits acquis par les noyaux de population sur les biens fonciers seront inaliénables [...] et intransmissibles [...] ils ne pourront en aucun cas ni d'aucune façon être aliénés, cédés, transmis, loués, hypothéqués ou grevés [...], les actes ou contrats qui auront pu être exécutés ou que l'on prétend mener à bien contre ce précepte étant nuls et non avenue ».  
- Article 140 : « La célébration de contrats de fermage, métayage et de ficon générale, de tout acte juridique qui tende à l'exploitation indirecte des terrains éjidiaux est interdite ».

Voir J. RESTREPO et J. SANCHEZ C. (1969).

nelle à la récolte effectuée sur sa parcelle, de sorte que la rente versée par la compagnie apparaît comme une simple avance sur un futur intéressement aux bénéficiaires. Mais les contrats spécifient que pour prétendre au versement du complément, l'éjidataire devra être présent lors du tri et de l'emballage de la récolte levée sur sa parcelle. Les conditions posées au respect de cette clause n'étant jamais réunies (la préparation des terrains a souvent fait disparaître les limites entre les lopins), les paiements se réduisent au seul versement de « l'avance » qui est faite en début de saison.

Les éjidataires ignorent d'ailleurs le plus souvent l'existence d'une telle clause. L'avantage pour eux réside davantage dans les retombées salariales qu'ils peuvent espérer de l'activité des *brokers* que dans la rente versées par ceux-ci. Car les compagnies s'engagent à employer en priorité les éjidataires et leur famille durant tout le cycle de production, soit environ six mois. Les hommes travaillent sur la plantation et les femmes à l'emballage, sept jours par semaine et souvent plus de dix heures par jour pour un salaire quotidien qui ne dépasse pas le minimum légal fixé au niveau national : 8 000 pesos durant la saison sèche 1988-1989. Il s'agit d'un avantage considérable pour les *brokers* car, dans toute la région, le niveau moyen des salaires est presque deux fois supérieur. En offrant du travail à toute la population pauvre d'un village, les compagnies occupent une position de force dans toutes les négociations relatives aux salaires. Compte tenu de l'importance des frais de main-d'œuvre dans le calcul des coûts de production (environ le tiers du total), les compagnies disposent ainsi de conditions de productivité largement supérieures à celles des producteurs locaux.

Les contrats ont une durée initiale de cinq ans, au terme desquels les deux parties peuvent reconduire leur association, cette fois saison par saison. Cette pratique laisse aux compagnies le temps de rentabiliser les gros investissements qu'elles réalisent lors de leur implantation dans un village, mais elle leur offre également la possibilité de se retirer dès que la culture devient moins rentable : « Il y a une période optimale durant laquelle on peut cultiver melons et pastèques, avant que les coûts ne deviennent prohibitifs, le sol moins fertile et le contrôle sanitaire plus cher. Les Nord-Américains implantés dans la vallée du Tepalcatepec disaient que l'expérience leur avait enseigné que cette période était approximativement de sept ans. »<sup>26</sup> À ce terme, les *brokers* peuvent plier bagages, laissant derrière eux des terres épuisées et infestées par les nombreux parasites du melon. Il leur suffit alors d'emporter pompes et machines vers un autre *ejido*, voire une autre région, et d'entamer un nouveau cycle.

26. D. BARRIN  
et T. KING (1970) : 176.

En se désengageant localement de la production, les compagnies ne renoncent pas pour autant à la commercialisation, pourvu que les éjidataires assument eux-mêmes les risques de la culture : les marges de bénéfice que permettent le financement et l'exportation demeurent, elles, inchangées grâce à la garantie apportée par les associations. C'est ce qui s'est produit sur les périmètres irrigués de San Lucas, où après une dizaine d'années « d'association en participation » les *brokers* n'assurent plus, depuis le milieu des années quatre-vingt, que le financement de la production. Dans la région du Moyen-Balsas, grâce à cette stratégie les grandes compagnies ont conservé un contrôle presque absolu sur la production, tout en optimisant leurs bénéfices. En 1989, les trois principales sociétés impliquées dans la région sont ainsi parvenues à contrôler 80 % de la superficie semée en melons de part et d'autre du Balsas (tabl. XIII).

Tableau XIII  
*Évolution des superficies contrôlées  
 par les principales compagnies exportatrices  
 dans la région du Moyen-Balsas (Michoacán et Guerrero,  
 1983-1989)*

Saisons	Production directe			Financement			Total Régional
	American Proc.	Shipley Sales	T. Bertuca	Shipley Sales	T. Bertuca	La Chiquita*	
1982-1983	520 ha	-	-	-	-	375 ha	1 175 ha
1983-1984	600	-	-	-	-	592	1 443
1984-1985	630	-	-	-	-	442	1 729
1985-1986	1 020	-	-	-	-	750	3 021
1986-1987	1 580	846	-	-	-	500	5 742
1987-1988	1 804	1 145	-	1 000	-	600	7 940
1988-1989	3 121	1 270	800	590	724	100	8 243

Sources : URPH Lázaro Cárdenas del Río, Sarh Ciudad Altamirano et Sarh Huetamo.

\* En 1986, La Chiquita a absorbé la société Marvin Schwart qui opérait auparavant dans la région.

L'impact social de leur implantation est bien sûr considérable : la compagnie American Producers fournit à elle seule du travail à environ 5 000 personnes chaque année<sup>27</sup>. Sur la seule rive michoacanais, on peut estimer le nombre d'employés des compagnies exportatrices à 6 500 ou 7 000 personnes, sans tenir compte du personnel recruté par les associations locales ou les producteurs « indépendants ». Bien souvent, la population des *ejidos* dont les terres sont louées ne suffit pas à satisfaire la demande en main-d'œuvre des *brokers*. Il faut recourir à des recrutements dans les zones d'agriculture pluviale environnantes. Chaque jour, des centaines de manœuvres sont ainsi transportés vers les périmètres cultivés par les compagnies. Ces dernières prennent cependant bien soin d'alterner les recrutements entre les différents

<sup>27</sup> Journal *Pacto* de Ciudad Altamirano, le 30-09-1988 : « Salvador Sánchez Magallon, Amparo de los Campesinos en Tierra Caliente ».

villages pourvoyeurs, afin d'éviter toute organisation possible de cette main-d'œuvre. Depuis 1985, ces réquisitions ont provoqué le rapide déclin des migrations saisonnières en direction du golfe du Mexique, de la vallée d'Apatzingan ou des autres périmètres irrigués du pays et la fixation des « hirondelles » dans la région.

Malgré les appuis politiques et la force économique des *brokers*, on peut toutefois s'étonner de la facilité avec laquelle ils se sont implantés dans des *ejidos* où le pouvoir de décision appartient à une petite oligarchie d'éleveurs. Car la culture du melon implique une très forte réduction des quantités de fanes de maïs et de sorgho disponibles dans une zone où le manque de ressources fourragères constitue déjà un problème aigu.

### *Quel intérêt pour les éleveurs ?*

Le conflit d'intérêt entre éleveurs et *brokers* n'est pourtant qu'apparent. Les impératifs d'approvisionnement du marché nord-américain obligent en effet les compagnies à échelonner les semis sur une période relativement longue. Ainsi, sur les 800 hectares cultivés par Shipley Sales à Zirizícuaru, le melon est semé en trois étapes qui s'échelonnent chacune sur plus d'un mois. La première a lieu sur des terres laissées en friche durant le cycle pluvial afin d'y semer le melon dès la fin octobre et de pouvoir le récolter en janvier et février. Les terrains qui ont été cultivés pendant la saison des pluies ne sont ensemencés qu'à partir du mois de janvier, la récolte s'effectuant en mars et avril. Ce semis tardif empêche tout nouveau cycle de culture avant l'arrivée des pluies. Par contre, les terres qui ont été cultivées les premières font l'objet d'une troisième étape de production entre la fin février et le début du mois de mai.

Les impératifs de la culture à grande échelle impliquant la destruction de toutes les clôtures, le bétail de l'*ejido* est regroupé en début de saison sèche sur les parcelles qui ont été cultivées par les éjidataires durant le cycle pluvial et que la compagnie ne labore pas avant le mois de janvier. À cette date commence la première récolte de melon, qui laisse à la disposition des animaux de grandes quantités de matière verte, ainsi que tous les fruits non commercialisables. Le bétail est alors mis à pâturer les fanes et les adventices en suivant la progression du front de coupe. Le délai de dix à quinze jours que les compagnies accordent entre la récolte et la préparation du terrain pour le cycle suivant permet d'exploiter presque en totalité ces résidus de culture. Durant la plus grande partie de la saison sèche, les animaux disposent ainsi

d'un pâturage vert et riche en minéraux et vitamines, ce qui n'est pas le cas lorsque leur alimentation repose sur l'emploi exclusif des fanes sèches de maïs ou de sorgho<sup>28</sup>.

Pour les éleveurs, il est évident qu'un bon échelonnement des semis est primordial et les dates fixées à cet effet par la compagnie sont l'objet chaque année d'une négociation préalable avec les représentants de l'*ejido*. Ces accords concernent également les délais prévus entre la récolte du melon et la préparation des terres pour le cycle de culture suivant. La délégation sanitaire du ministère de l'Agriculture, en se basant sur l'expérience enregistrée dans d'autres régions productrices, prescrit un intervalle maximal de quatre jours afin d'éviter la multiplication et la dissémination des parasites. C'est également l'intérêt des compagnies, mais les pressions du lobby des éleveurs les obligent fréquemment à étendre ce délai à dix, voire quinze jours entre deux cycles de culture et même à plus d'un mois en fin de saison sèche. Après la troisième récolte, les compagnies effectuent une nouvelle irrigation afin de favoriser la repousse des adventices. Ces fourrages prennent alors une valeur considérable : en 1989, sur les secteurs irrigués des *municipios* de Tiquicheo ou de San Lucas, les producteurs « indépendants » parvenaient à les monnayer pour 250 000 pesos à l'hectare. Mais les membres des *ejidos* où sont implantées les compagnies américaines n'ont même pas à payer pour en profiter : en rasant les clôtures, les *brokers* ont permis le rétablissement des droits de vaine pâture et rendu un service considérable aux plus grands éleveurs (fig. 33).

Les charges d'exploitation des éleveurs s'en trouvent considérablement réduites. D'autant qu'il leur est aisé de trouver hors des périmètres irrigués les fanes de maïs ou de sorgho qui peuvent leur faire défaut en début de saison sèche. À l'automne 1988, le prix offert par les compagnies pour la location d'un hectare (300 000 pesos) demeurerait supérieur à celui exigé par les propriétaires de fanes (200 000 pesos en moyenne dans la plaine alluviale). L'implantation des *brokers* permet donc aux éleveurs de doubler leur capacité fourragère sans qu'ils aient à réaliser le moindre investissement. À cet avantage s'ajoute le fait que les fruits refusés par les acheteurs (pour leur maturité excessive ou leurs imperfections) sont vendus à bas prix (50 000 à 100 000 pesos pour trois tonnes en 1989). Distribués au bétail, ils entraînent une forte augmentation de la production laitière lorsque le prix du lait est le plus élevé. Enfin, durant la saison des pluies, la mise en friche d'une importante superficie de terres arables, louées par les compagnies afin de pouvoir y semer le

28. Selon les analyses effectuées à l'Inifap d'Apatzingán, les fanes de melon et les déchets de fruits sur un hectare représentent environ une tonne de matière sèche, 570 kilos de carbohydrates et 190 kilos de protéines digestibles. Si l'on y ajoute les adventices (3 à 4 tonnes de matière sèche), la valeur nutritive d'un hectare de fanes de melon dépasse celle des cannes de maïs, d'autant qu'il s'agit de matière verte dont les animaux font une ingestion supérieure. En terme de journées de fourrage, du fait de cette consommation plus forte, un hectare de melon représente environ 150 jours pour une vache adulte, contre 270 dans le cas d'un hectare de maïs. À Ziritziuaró, le premier cycle de culture concerne 620 hectares, soit 100 000 jours de fourrage disponibles du début janvier à la fin février, une quantité suffisant à l'alimentation de 1 350 bovins adultes durant deux mois. Les 180 hectares de fanes du second cycle de culture représentent 27 000 jours de fourrage au cours du mois de mars, soit de quoi nourrir 900 bovins en attendant la troisième récolte. Celle-ci libère à son tour 100 000 jours de fourrage qui peuvent être consommés par 1 120 animaux au cours des trois derniers mois de la saison sèche. Les 800 hectares semés de maïs auraient permis l'alimentation de 1 020 bovins durant 7 mois. À la condition de disposer d'un léger complément au cours du mois de mars, les animaux ne sont donc pas pénalisés par la culture du melon en ce qui concerne la quantité de fourrages. La qualité de ceux-ci est nettement supérieure.

melon dès le mois d'octobre, permet d'y maintenir de grandes quantités de bétail, notamment les vaches allaitantes que l'on peut ainsi traire tout au long de l'année. On allège d'autant la pression et les problèmes de sur-pâturage qui pesaient sur les parcours.

Les plantations de melons contribuent à réduire localement les pénuries de fourrages. Ou plutôt, elles les déplacent, avec une acuité plus forte, vers les zones d'agriculture pluviale voisines. Grâce aux revenus que leur procurent les compagnies exportatrices, les éleveurs qui ont loué leurs terres sont aussi mieux placés que leurs voisins pour acheter au prix fort les résidus de culture. La contradiction entre les intérêts des compagnies et ceux des oligarchies locales n'est qu'apparente : après les *brokers* et les dirigeants des associations de producteurs, les grands éleveurs sont les principaux bénéficiaires de l'essor de la culture du melon. Ces circonstances expliquent le consensus qui existe à l'échelle régionale pour favoriser l'implantation des exportateurs.

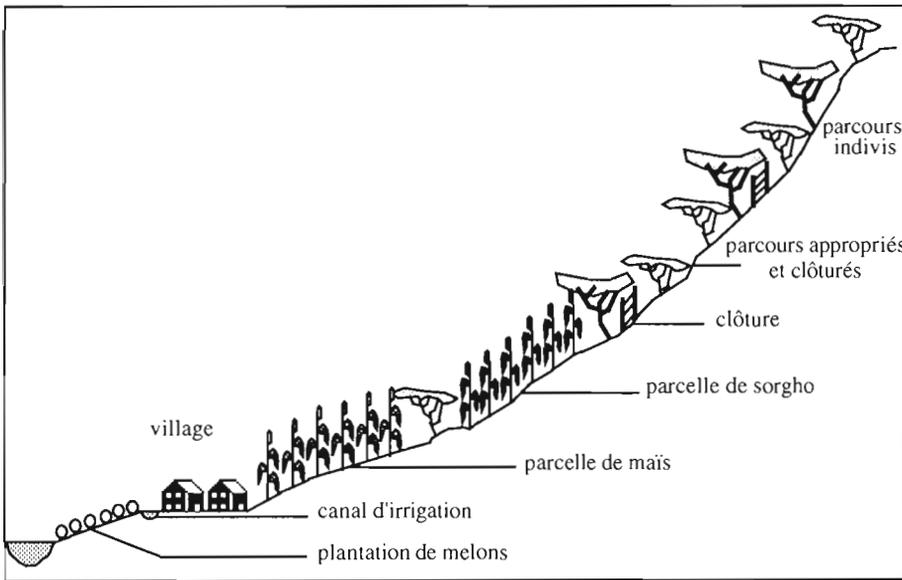


Figure 33

*Occupation et appropriation de l'espace dans un ejido où sont implantées les compagnies exportatrices de melon.*

### *Quelles perspectives à moyen terme ?*

L'expérience enregistrée dans d'autres régions productrices laisse présager une prochaine remise en cause de la prospérité de ces

dernières années : l'afflux des *brokers* dans la région du Moyen-Balsas correspond à une stratégie de rotation des investissements entre les différents périmètres où la culture du melon est possible, en fonction des avantages qu'offre chacun d'eux. Le climat des Terres Chaudes se prête à merveille à la production de fruits et légumes en contre-saison, mais il est également propice au développement des parasites et des maladies cryptogamiques. En l'absence de gelées, le cycle de reproduction des parasites n'est jamais interrompu et l'on s'expose à des phénomènes de prolifération tout à fait incontrôlables.

C'est ce qui s'est produit dans la vallée du Tepalcatepec, où les coûts de la lutte phytosanitaire ont conduit au départ graduel des *brokers* vers les terres « vierges » de la dépression du Balsas ou de l'État de Colima : en 1988, pas moins de vingt-cinq applications de produits phytosanitaires étaient devenues nécessaires pour mener à bien la culture. Elles représentaient alors près de 40 % du total des coûts de production, supérieurs de 50 % à ceux observés près de Huetamo<sup>29</sup>. En 1989, le seuil de rentabilité de la culture s'élevait à 5 dollars par caisse exportée, quand les prix offerts au producteur ne dépassaient pas 3,5 dollars<sup>30</sup>. On est ainsi passé d'une superficie moyenne dépassant chaque année 14 000 hectares de melon au début de la décennie, à moins de 3 000 hectares en 1989<sup>31</sup>.

Les compagnies exportatrices ont une responsabilité considérable dans la prolifération des parasites. Par le biais des contrats de financement, elles ont fourni aux producteurs des quantités toujours plus importantes de pesticides qui s'avéraient de moins en moins efficaces. Au lieu de privilégier des méthodes de lutte biologique, elles ont favorisé l'apparition de formes résistantes, de plus en plus coûteuses à combattre. Il est vrai que l'importation et la distribution des produits phytosanitaires font partie de leurs activités. À Tiquicheo, village de 2 000 habitants, le développement de la production de melons a ainsi permis, en trois ans, l'ouverture de quatre magasins spécialisés dans la vente de pesticides... pour traiter moins de 450 hectares cultivés dans le *municipio*. S'y ajoute le fait que, bien souvent, les pouvoirs publics n'ont aucun droit de regard sur les techniques employées dans les périmètres directement cultivés par les compagnies. Ces dernières ont été accusées à maintes reprises d'utiliser sous un autre nom des produits interdits aux États-Unis, tels que les piréthroïdes, pour lesquels on effectue ainsi un recyclage pratique et peu coûteux.

Près de quarante pesticides différents sont désormais employés dans la région pour lutter contre une douzaine de parasites

29. Information fournie par l'Unión Agrícola Regional José María Morelos d'Apatzingán.

30. *La Voz de Michoacán*, 3 mars 1989 : - Fuertes Pérdidas de los Meloneros de no Mejorar el Precio a Corto Plazo. »

31. *La Voz de Michoacán*, 29 janvier 1989 : - Por Falta de Financiamiento, Quedaron sin Sembrar más de 5 000 Hectáreas de Melón - et information de l'Unión Agrícola Regional J. M. Morelos.

(insectes, champignons, nématodes) qui infestent les parcelles. La plus forte alerte est apparue en 1987-1988, lorsque des centaines d'hectares ont été détruits par une maladie probablement virale, la *doradilla*, que l'on n'a pu identifier ni traiter et qui persiste depuis lors dans les zones où la culture du melon est la plus ancienne. Tout porte donc à penser qu'à court terme la région du Moyen-Balsas fera, elle aussi, les frais de la politique de prédation des compagnies nord-américaines et qu'elle sera délaissée au profit d'autres zones au potentiel productif demeuré intact.

Même si les Terres Chaudes sont intégrées à un ensemble de bassins producteurs entre lesquels les compagnies exportatrices feraient tourner leurs investissements, il y a fort à parier qu'elles ne retrouveront jamais la place qu'elles occupent actuellement sur le marché ni les retombées financières qui en découlent. Depuis quelques années, le flux de devises provenant de la culture du melon semble en effet se tarir, face à l'émergence de nouvelles régions productrices.

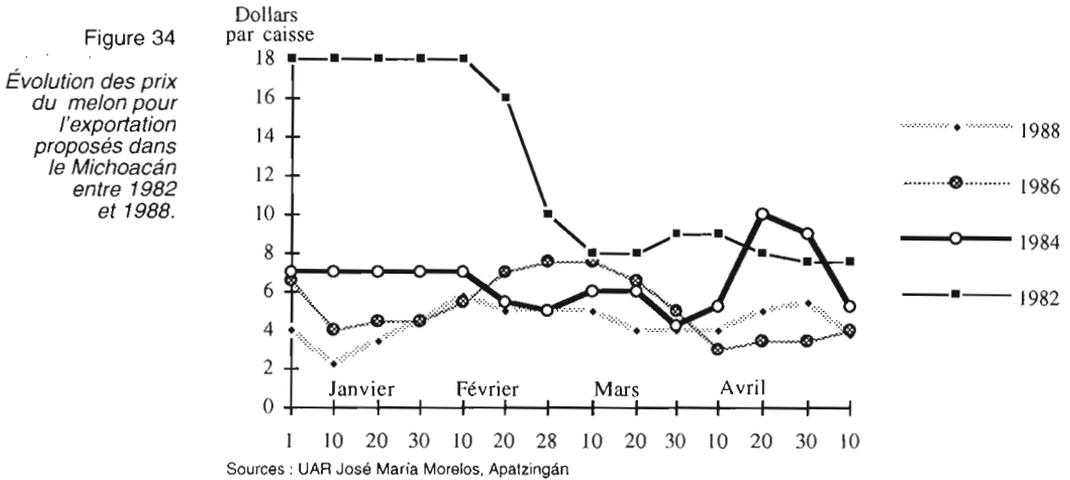
Au cours des années quatre-vingt, la consommation apparente de melons sur le marché nord-américain a en effet augmenté très rapidement, passant de 260 000 tonnes en 1980 à plus de 370 000 tonnes en 1988<sup>32</sup>. Cette évolution tient en partie à l'accroissement de la production en Floride, où les maraîchers bénéficient de fortes protections douanières (44 % de taxes sur le melon mexicain en 1987). Surtout, les compagnies exportatrices ont accru considérablement leurs activités en Amérique centrale et dans le bassin caraïbe (République Dominicaine, Honduras, Salvador et Guatemala), profitant en particulier des facilités douanières contenues dans « l'Initiative du Bassin Caraïbe » (CBI), lancée par le président Reagan au cours de son deuxième mandat et reprise par l'administration Bush.

Cette augmentation de l'offre s'est traduite au cours des dernières années par une diminution sensible des prix à la frontière des États-Unis : entre 1982 et 1988, la baisse a atteint 64 % (fig. 34). À partir du mois de février, lorsque la plupart des périmètres de culture sont en production, les prix proposés au producteur subissent une forte chute et ne se redressent qu'en fin de saison sèche, lorsque les pays d'Amérique centrale, touchés par les pluies, interrompent leurs exportations. Au cours des deux dernières années, la baisse a été si sensible que le prix du melon sur la place de México a dépassé durant quelques semaines celui proposé à la frontière. On a ainsi vu s'installer à Limón de Papatzindán et à Tuzantla des acheteurs « pirates », tournés vers le marché

32. UNPH (1989). Une consommation apparente de près de 397 000 tonnes était prévue en 1989, soit une augmentation de 52 % par rapport à 1980.

national, qui proposaient aux producteurs des prix supérieurs à ceux en vigueur dans les centres d'emballage contrôlés par les associations et les exportateurs<sup>33</sup>.

33. Entrevue avec le personnel du centre d'emballage El Brujo, à Limón de Papatzindán.



Il s'agit d'une tendance qui a peu de chance d'évoluer à court terme en faveur des producteurs mexicains, dans la mesure où la libre circulation des produits agricoles prévue dans le cadre de l'Aléna<sup>34</sup> ne devrait pas être possible avant les années 2000 à 2005. Le traité de libre-échange ne modifiera pas davantage les stratégies de rotation des compagnies exportatrices entre leurs divers bassins d'approvisionnement : leur départ est à terme inéluctable. Dans les *ejidos* où elles se sont implantées, il est à craindre qu'elles laissent derrière elles des sols épuisés et lessivés par une mauvaise gestion de l'irrigation (que dire des problèmes de salinité découlant du pompage des cours d'eau en période d'étiage ?), après avoir détruit les clôtures qui protégeaient les parcelles des divagations du bétail. Elles placent ainsi les grands éleveurs dans une position idéale pour accentuer leur domination et relancer à leur gré le processus d'enclosures.

Les « solutions » que l'on voit apparaître sous une forme ou une autre, en culture pluviale ou grâce à l'irrigation, ont donc bénéficié en premier lieu à une petite élite. Le développement de l'irrigation au cours des vingt dernières années a certes constitué une petite révolution pour l'économie régionale. Mais la superficie irriguée représente moins de 1 % de la surface totale de la région et ne

34. Accord de libre-échange nord-américain.

concerne qu'une petite minorité de producteurs. Même dans les villages qui en ont bénéficié, l'irrigation n'a pas remis en cause l'orientation générale du système agraire et n'a pas élevé durablement ni significativement la capacité d'accumulation des paysans pauvres. Ce sont finalement des recours qui leur sont interdits (l'émigration aux États-Unis et le trafic des stupéfiants) qui ont eu l'impact le plus significatif sur l'évolution récente du système agraire.

## LES RECOURS ILLÉGAUX : ÉMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS ET CULTURE DES STUPÉFIANTS

---

### *L'émigration aux États-Unis : comment forcer les portes de l'Eldorado ?*

Depuis la fin des années quarante, les migrations saisonnières font partie intégrante des systèmes de production des paysans pauvres. Il y a quelques années encore, la récolte du maïs annonçait l'exode des « hirondelles » et les villages demeuraient dépeuplés jusqu'à la fin de la saison sèche. À partir des années soixante, ce flux saisonnier s'est accompagné de mouvements de plus longue durée, voire définitifs, en direction des centres urbains et industriels en développement. La ville de México, le complexe portuaire et sidérurgique de Lázaro Cárdenas, ou les centres touristiques d'Acapulco et de Zihuatanejo ont ainsi attiré une partie de la main-d'œuvre non qualifiée qui s'accommodait des plus bas salaires et des pires conditions de travail.

Ces chantiers ont absorbé nombre de personnes expulsées par la croissance des troupeaux et de la population humaine. Entre 1960 et 1980, la population des Terres Chaudes croît au rythme annuel de 1,5 %, contre 2,1 % pour l'État du Michoacán et 2 % dans l'ensemble du pays. La population active, elle, s'est réduite de 4 % par an au cours de cette période (I. SANTACRUZ et R. M. BATT, 1988). L'exode a surtout touché les hommes jeunes, les paysans sans terre et les fils de tenanciers minifundistes. Avec la crise des années quatre-vingt, les possibilités d'emploi se sont réduites, en même temps que les écarts de salaires entre les Terres Chaudes et les centres urbains. Progressivement, l'émigration vers les États-Unis a pris le relais de la précédente, avec un impact beaucoup plus significatif.

Cette émigration existe depuis plus d'un siècle au Mexique et n'a cessé de croître, au rythme du différentiel des salaires entre les

deux pays. Elle a parfois pris une forme légale lorsque entre 1942 et 1964 a été mis sur pied le « programme *bracero* » qui prévoyait le recrutement temporaire de milliers de travailleurs mexicains. Mais depuis, l'émigration est devenue tout à fait illégale et soumise à une répression sévère. La multiplication des contrôles policiers n'a pourtant pu empêcher des centaines de milliers de « dos mouillés »<sup>35</sup> de passer clandestinement la frontière. Dans leur majorité, ces migrants sont originaires de la partie centre-ouest du Mexique, l'État du Michoacán fournissant à lui seul 21 % de leurs effectifs en 1980 (G. LOPEZ et S. ZENDEJAS, 1988). Il semble que l'émigration soit longtemps restée circonscrite à une zone qui englobait le Bajío, les Altos de Jalisco et l'ouest du Michoacán. Selon le recensement de 1980, elle aurait alors concerné seulement 1,2 % de la population totale des Terres Chaudes et moins de 5,1 % de sa population active<sup>36</sup>.

Pourtant, les 141 enquêtes réalisées entre 1987 et 1989 dans la région mettent en évidence que près des deux tiers (63 %) des familles étudiées étaient impliquées dans la migration clandestine. L'émigration s'est développée en fait de façon récente et très rapide, son essor coïncidant avec l'effondrement des revenus tirés de la culture du sésame. Son impact économique est considérable. En 1989, le salaire agricole minimum en vigueur aux États-Unis demeurait six à sept fois supérieur à ce qu'il était dans les Terres Chaudes. La durée d'emploi s'étendant sur toute l'année et non plus sur quatre à cinq mois, comme c'est le cas dans la région, les revenus que pouvait espérer un journalier agricole étaient dix à douze fois supérieurs aux États-Unis. Ce différentiel de salaires a amorcé une gigantesque pompe à main-d'œuvre qui draine un nombre croissant de jeunes paysans. Toutes les classes sociales sont concernées par l'émigration. Mais toutes ne disposent pas des mêmes atouts pour en tirer un bénéfice important.

Depuis l'interruption du programme *bracero* en 1964, l'émigration repose sur des réseaux clandestins qui s'étendent depuis les villages mexicains jusqu'aux portes des usines et des fermes nord-américaines. Ces réseaux mettent en jeu d'anciens migrants qui disposent de contacts permanents aux États-Unis ou y sont établis : ils organisent les passages clandestins de la frontière, l'acheminement des candidats jusqu'au lieu d'accueil et leur procurent l'hébergement, voire du travail. Leur connaissance du milieu est une garantie de succès et la plus efficace protection contre les services de migration. Il n'est pas rare que les émigrés originaires d'un même village ou d'une micro-région se retrouvent ainsi de l'autre côté de la frontière dans une même ville, parfois sous la « protection »

35. *Espaldas mojadas*, les migrants clandestins qui doivent souvent franchir à la nage le Río Grande pour passer aux États-Unis.

36. G. LOPEZ et S. ZENDEJAS (1988) : 52.

d'un même employeur, et reconstituent une structure sociale semblable à celle du pays. Ces conditions permettent d'atténuer le choc psychologique et culturel lié au déracinement, qui constitue un facteur d'échec pour beaucoup d'entre eux.

Mais elles sont rarement réunies pour les paysans des Terres Chaudes. Les migrations vers les États-Unis étant récentes, les structures d'accueil demeurent très réduites et leur accès est des plus sélectifs. Il faut bénéficier de relations privilégiées avec les groupes de pouvoirs, les caciques locaux et les oligarchies éjidales pour que s'ouvrent avec facilité les portes de l'Eldorado américain. À l'inverse, « ceux qui manquent de terres, ceux qui n'ont pas les ressources pour construire et maintenir un réseau social qui les unisse à d'autres foyers, ceux qui n'ont pas d'influence dans les affaires de la communauté et qui, pour ces raisons, manquent d'alliés économiques, ne peuvent guère parraîner des migrants aux États-Unis » 37.

La grande majorité doit payer cher pour accéder au rêve américain : la migration est une opération coûteuse et risquée pour qui ne dispose pas de parents ou de « protecteurs » bien implantés aux États-Unis. Le candidat doit d'abord se rendre dans une ville frontalière, Nuevo Laredo, Ciudad Juárez ou Tijuana, et là, louer les services d'un passeur, le « coyote », qui lui fera franchir la frontière et le mettra en contact avec un réseau d'hébergement et d'emploi si ses moyens le permettent. Les chances de succès sont très supérieures pour le candidat qui sera placé dans un restaurant ou une fabrique de Houston, Dallas ou Los Angeles, où il bénéficiera d'un travail stable et de la sécurité qu'offre l'anonymat d'une grande ville. À l'inverse, tout sera plus ardu s'il est lâché dans les vergers proches de la frontière, où les salaires sont moindres, le travail saisonnier, et la police migratoire plus active. Bien sûr, le prix à payer pour chacune de ces filières n'est pas le même. En 1988, il en coûtait 500 à 700 dollars pour trouver un emploi à Houston ou Dallas et pas moins de 1 000 dollars pour aller à Chicago ; un néophyte ne pouvait passer la frontière pour moins de 300 dollars. Compte tenu des frais de transport et d'hébergement, le coût minimum de l'émigration, qui correspond aussi à la situation la plus risquée (chômage, expulsion...), s'élevait alors à 400 dollars environ, soit quatre mois de salaire pour un manœuvre agricole. Un investissement qui est presque hors de portée de la population la plus pauvre.

Il lui faut donc emprunter cet argent au taux de l'usure et à condition qu'elle puisse donner en gage un patrimoine suffisant. À ce problème s'ajoute le fait que les petits éjidataires, dont la

37. I. Dinerman :  
- Patterns of Adaptation  
among Households of  
US-Bound Migrants from  
Michoacán, Mexico - in :  
*International Migration  
Review* XII, n° 4, citée  
par L. ARIZPE (1985) : 85.  
Cette citation concerne  
les environs du lac de  
Pátzcuaro, sur l'Altiplano  
michoacanais, mais elle  
recoupe les informations  
que nous avons pu  
recueillir dans les Terres  
Chaudes auprès des  
familles qui ont participé  
à la migration et celles  
qui en ont été exclues.

représentativité politique est faible, ne peuvent s'absenter longtemps du village, sous peine de voir remis en question leur droit à la terre et aux crédits publics. Cette situation les oblige à de fréquents retours, renforce la précarité de leurs conditions de travail et réduit leurs revenus potentiels. L'émigration aux États-Unis concerne donc d'abord des producteurs ayant atteint un niveau d'accumulation suffisant pour réaliser un tel investissement. Les plus pauvres, eux, doivent se contenter des emplois offerts dans les zones d'agriculture intensive du pays. Dans les Terres Chaudes, il est significatif que la plaine alluviale, où l'irrigation est la plus répandue, soit aussi la plus forte pourvoyeuse d'émigrants et qu'il faille recruter jusque sur le piémont les journaliers requis pour la culture du melon.

Même lorsque des paysans sans terre ou minifundistes parviennent à se procurer l'argent nécessaire, l'investissement qu'ils peuvent effectuer ne les mène souvent qu'aux emplois les plus précaires et les moins bien payés, dans les fermes frontalières du Texas ou de Californie. Les bénéfices obtenus permettent la survie d'exploitations situées en deçà du seuil de reproduction, mais ils demeurent souvent insuffisants pour autoriser des investissements productifs. Au contraire, l'endettement auquel doivent avoir recours ces paysans les maintient sous la menace d'une faillite rapide si leur tentative échoue.

À l'autre extrémité de l'échelle sociale, la situation est très différente. Les candidats bénéficient de filières qui leur garantissent un emploi stable et bien payé. L'émigration s'inscrit alors dans le cadre de stratégies familiales sur le long terme, et ne vise plus à assurer la survie immédiate : elle concerne surtout des célibataires qui se voient offrir la possibilité de se constituer un capital d'installation. Le séjour aux États-Unis peut se prolonger et s'étendre sur plusieurs années. Les envois d'argent ne sont pas engloutis pour combler les trous de trésorerie de l'exploitation, mais investis dans l'achat de têtes de bétail qui se multiplieront à moindres frais sur la propriété du père ou grâce à son droit d'accès aux parcours éjidaux. L'émigré constitue ainsi un capital facilement mobilisable pour l'achat de terres ou d'un fonds de commerce, lorsqu'il aura décidé son retour définitif au village. La migration internationale constitue de la sorte un frein au morcellement des grandes exploitations.

En ce sens, l'émigration tend à renforcer les phénomènes de différenciation entre les extrêmes de la pyramide sociale plus qu'elle ne les atténue. Entre ces deux pôles se trouve cependant la majorité des migrants, ceux qui disposent d'un capital suffisant pour se laisser tenter par l'appel du dollar, sans qu'il leur garantisse pour

autant une réussite facile. Leur mise initiale est souvent faible et les refoulements à la frontière nombreux, mais l'échec n'entraîne pas de conséquences dramatiques. Après un premier voyage réussi et une fois des contacts solides établis avec les employeurs, l'émigration peut devenir récurrente et périodique, pourvu que la position du paysan dans la communauté éjidale lui permette de défendre son droit à la terre. Les dollars gagnés aux États-Unis autorisent alors parfois des réussites sociales brillantes et peuvent se traduire par l'achat de terres et de bétail. Ces cas isolés nourrissent à leur tour le rêve américain dans l'esprit des plus pauvres.

Certaines des enquêtes réalisées mettent ainsi en évidence des transferts pouvant dépasser 10 000 dollars par an, largement supérieurs au produit agricole brut des exploitations concernées. Les virements postaux en provenance des États-Unis reçus dans les *municipios* de Huetamo, San Lucas et Tiquicheo au cours du premier semestre 1988 représentaient au total 1 milliard 728 millions de pesos (plus de 700 000 dollars), soit une valeur équivalant aux deux tiers de la récolte régionale de sésame (I. SANTACRUZ et R. M. BATT, 1988). Cette évaluation ne prend pas en compte les sommes qui sont envoyées directement par courrier, ni les transferts bancaires entre les États-Unis et les Terres Chaudes, et encore moins les fonds qui sont ramenés par les migrants eux-mêmes. Elle constitue donc un indicateur des flux de capitaux destinés au maintien des familles, mais ne permet pas d'évaluer le niveau de l'accumulation réalisée par les migrants, ni celui des investissements effectués dans le secteur agricole. L'émigration joue sans doute un rôle important dans l'achat de terres, de machines et surtout de bétail. Mais son impact réel demeure très difficile à chiffrer car les transferts réalisés par les migrants se confondent avec les sommes, plus considérables encore, qui proviennent depuis quelques années du trafic des stupéfiants.

### ***Le trafic de drogue : accumulation, « dollarisation » et inflation***

S'il est un secteur dans lequel le Tropicque Sec mexicain bénéficie de certains avantages comparatifs, c'est sans doute dans la production et le trafic de drogues. L'absence de routes, la nature accidentée du relief, l'existence d'un maquis dense facilitent le camouflage des plantations de cannabis et celui des pistes où atterrissent les avions de tourisme qui évacuent les récoltes. Ces conditions entravent considérablement les opérations de répression et la surveillance policière. Les premiers semis de cannabis semblent avoir été réalisés à la fin des années soixante, lorsque la

demande aux États-Unis a connu un essor rapide. Mais le véritable « boum » de la culture s'est produit au début des années quatre-vingt, quand la chute de rentabilité du sésame et des productions vivrières s'est accélérée. Depuis lors, la fièvre de la *maribuana* s'est étendue à l'ensemble des Terres Chaudes.

Il est vrai qu'aucune activité, pas même l'émigration aux États-Unis, ne peut rivaliser par ses bénéfices avec la culture du cannabis. En 1988, un kilo et demi de *maribuana*, soit une demi-douzaine de plantes séchées, avait une valeur supérieure à celle d'une tonne de maïs ou à celle d'un taurillon de 120 kilos. La vente d'un quintal rapportait davantage que toute une année de travail dans un restaurant de Houston ou de Los Angeles, et plus que sept ans du salaire d'un journalier agricole dans les Terres Chaudes<sup>38</sup>. De tels gains s'obtiennent à partir de très peu de travail : la surface de maquis à semer est sommairement débroussaillée et les travaux se limitent à un semis rapide au bâton fousseur puis à un sarclage partiel. Le cannabis résistant à la sécheresse, les températures élevées permettent un développement rapide des plantes et la récolte peut avoir lieu dès le mois de septembre, bien avant que la production de la Sierra Madre del Sur n'arrive sur le marché, alors que les prix offerts par les trafiquants sont les plus élevés.

Les revenus obtenus à l'hectare en revanche, s'ils dépassent sans peine ceux que l'on peut espérer d'un semis de maïs ou de sésame, demeurent inférieurs à ceux que procure la culture pluviale du piment, *a fortiori* ceux des plantations irriguées de tomate ou de melon : pour les camoufler, il est nécessaire de semer les plants de cannabis avec une densité très faible, « d'atomiser » les îlots de culture sur une très grande superficie, de façon à les rendre invisibles dans le maquis épineux. Le contrôle d'une grande superficie est donc indispensable.

Cette contrainte est liée à la féroce répression dont la culture de cannabis est l'objet. Un bataillon est stationné en permanence à Huetamo et une demi-douzaine d'hélicoptères équipés de rampes d'aspersion d'herbicides permettent désormais aux soldats d'atteindre les plantations les plus reculées et les mieux dissimulées. La liste des exactions commises par les forces de l'ordre s'allonge chaque année : producteurs arrêtés et torturés, fuyards abattus, maisons pillées avant d'être incendiées. Il est vrai que les soldats ont affaire à forte partie : les profits tirés du trafic ont permis aux producteurs d'acquérir un arsenal redoutable. Les affrontements sont donc devenus de plus en plus violents et les victimes toujours plus nombreuses.

38. Après la récolte de 1988, le prix offert au producteur tournait autour de 125 dollars par kilo de *maribuana* sèche. H. COCHET (1990) a observé des prix variant entre 100 et 200 dollars dans la Sierra de Coalcomán. Ces chiffres sont largement supérieurs à ceux annoncés par les administrations mexicaine et nord-américaine de répression du trafic (3 à 16 dollars).

L'intensité de la répression a sans doute permis de limiter l'extension des cultures, mais elle a peu affecté les véritables organisateurs du trafic. Les coups portés aux petits producteurs ont surtout servi à éliminer la concurrence désorganisée qui nuisait aux intérêts de la mafia locale. Tout porte à croire en revanche que celle-ci bénéficie de protections qui assurent sa prospérité. Confrontés à d'énormes problèmes de commercialisation, car les routes qui mènent à l'Altiplano sont sévèrement contrôlées et ils n'ont qu'une mauvaise connaissance des marchés, les petits producteurs sont obligés de passer sous la coupe des grands trafiquants. Ils bénéficient alors de crédits gratuits, d'une protection efficace et de débouchés sûrs, même si la récolte leur est achetée à « bas prix ».

Pour le petit éjadataire, cette protection est d'autant plus nécessaire qu'il lui est impossible de semer le cannabis sur sa parcelle, au vu et au su de tous. Il lui faut le plus souvent s'associer à un grand propriétaire ou à l'un des gros éleveurs de l'*ejido*, qui aura clôturé une portion de parcours suffisamment vaste pour y dissimuler les plants de cannabis. Le candidat doit alors se soumettre à des rapports de métayage et assumer seul la responsabilité du délit en cas d'intervention des forces de l'ordre : l'expérience montre en effet qu'en alléguant leur absentéisme, les grands propriétaires bénéficient souvent d'un non-lieu lorsque l'on découvre un semis de cannabis sur leur domaine, et que la répression se concentre sur les petits tenanciers qui y vivent.

C'est donc la mafia locale qui tire les principaux bénéfices de la culture du cannabis. On y retrouve nombre de grands propriétaires terriens, des gros éleveurs et certains commerçants de bétail parmi les plus influents de la région. Cette association entre l'élevage et le trafic de drogue n'est pas fortuite. Comme le souligne H. COCHET (1993), la production de *maribuana* et l'élevage extensif de broustards relèvent de la même logique d'expansion et de concentration foncière. Ils tendent tout deux à privilégier la productivité du travail au détriment d'une possible intensification par unité de superficie. De même que l'élevage, la culture du cannabis requiert le contrôle de l'espace et c'est son monopole qui donne accès aux rentes de situation dont bénéficient les plus gros trafiquants. L'analogie ne s'arrête d'ailleurs pas là : le rancho d'élevage est le paravent idéal et presque indispensable pour qui veut se lancer dans le trafic avec des chances de succès. Les achats de bétail et de grandes propriétés d'élevage figurent au premier rang des moyens employés pour blanchir les narco-dollars. Au travers de prête-noms, de grands domaines sont ainsi en voie de reconstitution : quel que soit l'angle sous lequel on étudie le phénomène, les intérêts des grands éleveurs et ceux des trafiquants se confondent.

Les retombées de la manne dépassent cependant largement cette élite. En 1988, les journaliers employés à l'entretien des plantations gagnaient 50 000 pesos par jour, soit quatre fois le salaire minimum en vigueur dans la région. Leur paie est plus élevée encore pour les travaux de récolte et de séchage. Même dans des conditions de production défavorables, la culture de la *marihuana* permet d'accumuler plus en une saison qu'au long de toute une vie de labeur. Les plus démunis se voient ainsi offrir l'occasion d'acheter de la terre, du bétail ou une camionnette et de s'installer à leur compte. Selon la *vox populi*, entre le quart et le tiers de la population de Huetamo vivait en 1989 grâce au trafic de drogue, de façon directe ou au travers des commerces, compagnies de transport ou de construction qui servent de façade légale et de fonds d'investissement aux *narcos*. L'argent de la *marihuana* a permis le développement rapide de centres urbains comme Huetamo ou Ciudad Altamirano, mais aussi celui de villages champignons tels que Paso de Nuñez ou Limón de Papatzindán, insignifiants il y a encore dix ans (les photographies aériennes en témoignent), grâce à la multiplication de commerces florissants où est lavé l'argent de la drogue.

L'injection massive de dollars provenant des activités illicites, l'émigration ou la culture du cannabis, entraîne de profondes distorsions dans l'économie régionale. À première vue, elle s'est surtout traduite par des dépenses somptuaires : amélioration de l'habitat, achat de véhicule, d'électro-ménager, etc. La construction a connu une forte impulsion dans toute la région. Dans des hameaux où n'existaient voici dix ou quinze ans que des cases en torchis et quelques habitations en briques crues se sont multipliées les maisons en ciment, souvent inhabitées. L'inflation, qui a fortement augmenté sous l'afflux des dollars, atteint des sommets pour le matériel de construction : il est en moyenne deux fois plus cher à Ciudad Altamirano qu'à Toluca, à 200 kilomètres de distance. Le phénomène est plus frappant encore dans des villages comme Paso de Nuñez et Limón de Papatzindán, où l'installation d'antennes paraboliques a presque précédé l'électrification. Logiquement, la construction est aussi l'un des secteurs où les trafiquants de drogue placent leur argent en priorité.

Les dépenses somptuaires ne doivent cependant pas occulter l'importance des transferts de dollars vers le secteur productif : achat de véhicules de transport, de terres et, bien sûr, de bétail. Parce qu'il requiert une attention limitée et très peu de travail, l'élevage extensif est sans doute l'activité qui correspond le mieux aux intérêts d'une population mouvante et absentéiste. Le bétail constitue un fonds d'investissement qui se maintient sur les terres de la famille ou sur

les parcours indivis des *ejidos* sans requérir de grosses dépenses, qui s'accroît seul ou presque et peut être rapidement échangé contre une propriété ou un droit éjidal. La très forte croissance du troupeau bovin depuis 1980 – qui est passé de 140 000 à plus de 200 000 têtes de bétail en 1988 – reflète cette stratégie d'accumulation.

En ce sens, l'émigration et le trafic de drogue ont contribué à amplifier l'effet de saturation des ressources pastorales et fourragères. Et ce sont une fois encore les grands propriétaires et les oligarchies éjidales qui ont tiré le meilleur parti de ces transferts. Pour les émigrés qui n'ont pu obtenir un travail stable, les sommes accumulées dépassent rarement les coûts de construction d'une petite maison. Les grandes familles d'éleveurs en revanche ont accru sensiblement leurs biens et leurs troupeaux. En augmentant les charges animales et la pression sur les parcours et les résidus de culture, ils éliminent aussi la concurrence des petits producteurs, incapables d'assumer les coûts d'alimentation du bétail. Pendant que les uns deviennent de plus en plus tributaires des dollars de l'émigration ou du trafic pour survivre, les autres affermissent leur pouvoir et le contrôle exercé sur les moyens de production.

Il en va de même pour l'accès à la terre. Sous l'afflux des narcodollars, le prix des dotations éjidales et des propriétés d'élevage a subi une forte envolée. Même les terrains les plus éloignés des voies de communication s'échangent à prix d'or, en partie parce qu'ils sont aussi les plus propices à la culture du cannabis. Il faut désormais consacrer le produit de la vente de sept taurillons de 150 kilos pour acquérir un droit éjidal correspondant à un hectare de terre labourable dans la plaine alluviale. Une telle inflation renforce et accélère bien évidemment les processus de concentration foncière qui étaient en cours. En même temps qu'elle alimente le flux des migrants partis tenter leur chance aux États-Unis ou s'exiler définitivement dans les ceintures de misère des grandes villes de l'Altiplano.

## LA CRISE DE L'AGRICULTURE PAYSANNE S'AMPLIFIE

---

### *Une main-d'œuvre rare et chère*

Depuis une dizaine d'années, l'émigration volontaire et l'expulsion d'un nombre croissant de petits tenanciers et de paysans sans terre ont provoqué une réduction sensible de la main-d'œuvre agricole. L'hémorragie est surtout sensible pour les moyennes et grandes

exploitations dont une partie de la main-d'œuvre familiale s'est expatriée aux États-Unis. Le recours aux travailleurs salariés s'est donc généralisé, mais cette demande n'a pu être totalement satisfaite car le nombre de journaliers agricoles a stagné et peut-être même régressé depuis dix ans. Cela s'est traduit par une augmentation rapide du coût de la main-d'œuvre, que le trafic de drogue n'a fait que renforcer, davantage par son effet inflationniste (les salaires offerts sur les plantations de cannabis sont quatre à cinq fois supérieurs à la moyenne régionale), que par le nombre d'emplois qu'il a permis de créer. Le salaire des journaliers agricoles a ainsi progressé beaucoup plus vite que dans les régions d'agriculture intensive : au cours du cycle pluvial de 1988, il était de 12 000 à 15 000 pesos, alors que sur l'Altiplano (Zitácuaro, vallée de Zamora) les manœuvres n'obtenaient que 6 000 à 8 000 pesos par jour de travail. Contrairement à la tendance observée dans l'ensemble du pays<sup>39</sup>, le salaire agricole a suivi dans les Terres Chaudes une hausse nettement supérieure au niveau moyen de l'inflation et à l'évolution des prix des principaux produits de l'agriculture ou de l'élevage (tabl. xiv). En 1988, le paiement des journaliers employés à la coupe du sésame représentait environ la moitié de la valeur des grains qu'ils avaient récoltés<sup>40</sup>.

39. Entre 1982 et 1987, le salaire minimum agricole a perdu 40 % de sa valeur au Mexique (d'après J. L. CALVA, 1988 : 28).

40. La coupe du sésame est payée à la tâche, en fonction du nombre de gerbes récoltées par chaque travailleur. Une gerbe libère environ 2 kilos de grains. Or, en 1988, le coût d'une gerbe et le prix au producteur d'un kilo de sésame étaient identiques : 1 000 pesos.

Tableau xiv  
*Évolution du salaire moyen des journaliers agricoles dans les Terres Chaudes entre 1981 et 1988*

Salaire	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Nominal	180	450	850	1 750	3 500	6 000	10 000	15 000
Réel (1981)	180	285	273	345	439	407	296	236
1981=100	100	158	152	192	244	226	164	135

Sources : Banrural Huetamo et enquêtes 1986-1989.

L'augmentation des salaires n'a pas pour autant permis une réelle élévation du niveau de vie des paysans sans terre : les chiffres du tableau xiv correspondent aux périodes où la demande de bras est la plus forte (semis, sarclages et récoltes du cycle pluvial), soit une période de plein emploi d'environ trois à quatre mois. Après la récolte du maïs, la population des journaliers se retrouve sans travail. Ce qui permet notamment aux compagnies melonnières de payer leurs manœuvres à un salaire 50 % inférieur au niveau atteint durant la saison des pluies. Dans ces conditions, la hausse des salaires observée depuis 1980 s'est avérée insuffisante pour assurer le maintien d'une population nombreuse de paysans sans

terre et pour l'empêcher de se retourner vers le trafic de *marihuana* ou l'exode vers les centres urbains. Le différentiel des salaires entre les activités légales et celles qui ne le sont pas (culture du cannabis ou émigration aux États-Unis) demeure tel qu'il est peu probable de voir cette tendance s'inverser.

La désaffectation de la main-d'œuvre ne concerne pas seulement les journaliers agricoles et les zones de grande culture. Depuis une dizaine d'années, elle touche aussi de plein fouet les propriétés d'élevage, qui ont vu chuter fortement le nombre des petits tenanciers. partis tenter leur chance en ville ou aux États-Unis. Les rapports de métayage avaient déjà pratiquement disparu dans la région au début des années soixante-dix ; depuis le milieu des années quatre-vingt, ce sont les contrats de fermage qui sont remis en question dans un grand nombre de ranchos. Leur viabilité a peu à peu été compromise par la chute de rentabilité de la culture du maïs. Dans l'ensemble de la plaine alluviale, plus aucun tenancier n'accepte de payer un loyer. Pour obtenir à peu de frais les résidus de culture nécessaires à l'alimentation de leur bétail, les propriétaires doivent désormais laisser la terre à disposition des tenanciers et leur permettre de posséder sur le domaine un attelage de mules, voire trois ou quatre bovins, sans exiger la moindre rente en contrepartie. Même dans ces conditions, la population des ranchos tend souvent à se réduire au seul *caporal* et à sa famille et les rapports de production évoluent vers le salariat, seule façon de stabiliser la main-d'œuvre nécessaire à la conduite du troupeau.

Le fermage n'a pas disparu pour autant ; il subsiste sur le piémont et les secteurs isolés de la région (où des formes de métayage tendent aussi à réapparaître, mais cette fois pour la culture du cannabis). Dans la plaine alluviale, il se limite aux terrains labourables des *ejidos* où la culture mécanisée sur une grande échelle est possible. Les parcelles des paysans qui ont émigré aux États-Unis sont parfois louées pour toute la durée de l'année, de sorte que le fermier peut profiter des résidus de culture et couvrir, grâce à leur vente, le coût de la rente. Mais les locations de terre bénéficient surtout aux oligarchies et aux grands éleveurs, qui y trouvent l'occasion d'accroître leur superficie fourragère à moindres frais en y cultivant le sorgho ou le maïs.

### *Des stratégies orientées vers l'extensif*

La hausse des salaires et le départ des petits tenanciers ont renforcé les stratégies de concentration foncière et de spécialisation vers la production extensive de brouillards. C'est particulièrement sensible

au niveau des grandes exploitations d'élevage qui se lancent dans l'acquisition de terrains labourables et de matériel agricole afin d'accroître leur superficie fourragère, grâce à la culture mécanisée du maïs et du sorgho, sans augmenter l'emploi de travailleurs salariés. En ce sens, le recours de plus en plus fréquent au tracteur ne correspond pas à une intensification des systèmes de culture, mais s'accompagne plutôt d'une simplification des itinéraires techniques et de la stagnation, voire de la réduction, des rendements en grains : c'est l'obtention d'un maximum de fourrages pour un coût de production minimal qui est visée.

Malgré la puissance de traction et d'outillage dont est doté le tracteur, il n'est presque jamais procédé à un labour qui favoriserait la culture mais réduirait considérablement la levée d'adventices et, avec elle, la quantité de matière sèche disponible à l'hectare. On se limite donc à un grattage superficiel et à un semis direct. Les façons culturales sont ensuite restreintes au rapide épandage d'une quantité réduite de sulfate d'ammoniaque, à un buttage effectué avec le tracteur et à une pulvérisation d'herbicide antidicotylédones qui permet aux graminées de se développer entre les pieds de la céréale. Le contrôle de grandes superficies de sorgho engage à louer les services de moissonneuses-batteuses venues de l'Altiplano, un investissement largement compensé par les gains de productivité qu'il autorise par rapport à l'emploi de travailleurs salariés. Autant d'économies d'échelle que seule une forte concentration foncière peut permettre.

Le changement technique n'est donc pas ici synonyme d'intensification. Il implique au contraire une concentration accrue des terres labourables au détriment des petites exploitations dont les rendements en grains demeurent sensiblement supérieurs. Cette logique d'expansion se traduit par l'envoi de nombreux jeunes aux États-Unis, qui renforcent à leur tour la capacité d'investissement de la famille. Mais au-delà de l'achat de nouveaux terrains et de tracteurs, les dollars sont rarement employés à améliorer la capacité productive des sols (petite irrigation, amendements, lutte contre l'érosion...). Ils sont surtout placés hors du secteur agricole, en milieu urbain, dans le commerce, les transports ou le trafic de drogue.

Situés sur une échelle d'accumulation totalement différente, les petits producteurs ont réagi à l'augmentation du coût de la main-d'œuvre en cherchant à valoriser au mieux la force de travail familiale. Mais, plutôt que d'intensifier son emploi sur l'exploitation, il s'avère beaucoup plus rentable de consacrer les économies de la famille à l'envoi d'un fils aux États-Unis. Cette réduction de la main-d'œuvre familiale se traduit par une orientation plus nette vers les activités les moins exigeantes en travail,

l'élevage des broutards et la production de maïs et de sorgho, en se basant sur des itinéraires techniques simplifiés. De telles stratégies autorisent la survie d'exploitations que leurs structures situent en-deçà du seuil de reproduction. Elles permettent de freiner ou de retarder les mécanismes de décapitalisation qui devraient provoquer à terme leur disparition et la reconcentration du foncier dans les mains des oligarchies. Mais il ne s'agit guère que d'un frein car ces exploitations sont rarement reprises par des fils qui préfèrent demeurer aux États-Unis ou conserver l'emploi obtenu en ville. Et leur moindre capacité d'accumulation ne leur permet pas de concurrencer les grands éleveurs sur le marché foncier.

Toutes les techniques et les solutions mises en œuvre dans les zones d'agriculture pluviale pour faire face au renchérissement du travail salarié tendent en définitive à renforcer le poids de l'élevage extensif. Et à partir d'un certain seuil, le processus d'extensification semble s'accélérer naturellement. La raréfaction de la main-d'œuvre induit une augmentation des salaires des journaliers agricoles et du coût des productions qui en font l'usage le plus intensif. La spécialisation dans l'élevage des broutards et les cultures fourragères s'accroît, ceux qui ne peuvent y parvenir disparaissant en tant que producteurs indépendants. Les possibilités d'emploi régulier se réduisent donc et l'exode des paysans sans terre s'accroît. En période de pointe de travail, la pénurie de main-d'œuvre devient ainsi de plus en plus aiguë et son utilisation de plus en plus coûteuse, etc. La spirale de l'extensification semble se prolonger à l'infini, sans que rien apparemment ne puisse en rompre la logique.

La tendance à l'extensif aboutit à un vaste mouvement de restructuration dont les oligarchies locales sont les grandes bénéficiaires. Les productions susceptibles de permettre une forte augmentation des revenus à l'hectare, outre le fait qu'elles dépendent étroitement des possibilités d'irrigation, n'offrent que des perspectives à portée limitée dans le temps et dans l'espace. Elles pourraient même, en dernier ressort, contribuer à accélérer les processus de concentration foncière, comme cela semble être le cas avec la culture du cannabis. En dehors des terrains irrigués, tout semble indiquer que les troupeaux bovins auront remplacé à terme la population de paysans sans terre et de producteurs minifundistes.

L'intégration à un espace économique de plus en plus large peut-elle permettre un accroissement du revenu des exploitations minifundistes ? Lorsqu'une intensification s'est produite, elle a été soumise à de très lourds investissements (ouvrages d'irrigation, intrants) et à un accès privilégié aux marchés. Elle a généralement

conduit les paysans à passer sous la coupe de divers intermédiaires financiers et commerciaux et à abandonner tout contrôle sur les opérations qui se déroulent en amont et en aval de la production, mais aussi sur les processus de production eux-mêmes. Ces conditions limitent nécessairement la portée dans l'espace et dans le temps d'une telle intensification, les capitaux se déplaçant rapidement vers des zones et des secteurs d'activité où leur rentabilité est supérieure.

L'essor récent du narco-trafic a pu apparaître comme une solution pour certains paysans. Mais cette activité est antinomique du minifundisme, dans la mesure où sa réussite dépend de la dispersion de la surface cultivée et donc du contrôle de grandes superficies. Les petits producteurs n'ont accès aux narco-dollars que par le biais du métayage sur le domaine d'un grand éleveur ou par le travail salarié sur les plantations. En assumant tout le poids de la répression.

Une fois de plus, c'est en vendant sa force de travail que la majorité parvient à assurer sa survie. Les migrations temporaires se sont étendues, en même temps que l'espace économique, en direction du marché nord-américain. Le travail clandestin aux États-Unis est devenu pour beaucoup la principale source de revenus et la seule qui permette leur maintien sur l'exploitation. Mais la structure de la migration, les réseaux sociaux sur lesquels elle repose en font un moyen d'accumulation coûteux et risqué pour qui ne dispose pas des appuis nécessaires. Rien en tout cas ne permet d'affirmer qu'elle contribue à atténuer le différentiel d'accumulation entre paysans minifundistes et éleveurs.

Au contraire, elle a sans doute largement contribué à accroître le coût d'opportunité du travail agricole effectué dans les Terres Chaudes. Les salaires journaliers ont tellement augmenté au cours des dernières années qu'ils ont complètement annulé la rentabilité des cultures « traditionnelles » de maïs et de sésame, déjà fortement concurrencées par les importations de maïs et de soja nord-américains. Dans les zones d'agriculture pluviale du Moyen Balsas, comme dans beaucoup d'autres régions du Mexique, l'intégration au marché nord-américain, qu'elle soit formelle ou informelle, semble conduire à la paupérisation et à l'exclusion des secteurs les plus défavorisés de la population.



Écarts de productivité,  
paupérisation, exclusion

---

Depuis le début des années quatre-vingt, la dynamique d'évolution du système agraire semble s'être définitivement orientée vers le renforcement de l'élevage extensif. Mais l'accroissement de la pression foncière à l'intérieur des *ejidos* et sur les propriétés privées, la pénurie de fourrages qui se généralise et devient plus aiguë d'année en année invalident les schémas d'accumulation qui avaient cours autrefois : le droit de vaine pâture sur les terres cultivées et le libre accès aux parcours indivis sont remis en question. Aujourd'hui, l'accès à l'élevage et aux fourrages tend à se limiter à ceux qui ont pu clôturer de grandes superficies de pâturages. Cette situation conduit à des comportements très contrastés entre ceux qui, disposant de surfaces importantes, conservent un système d'exploitation très extensif, et la masse des paysans minifundistes, contraints de « maximiser » le revenu obtenu sur des superficies en régression ou de chercher ailleurs les salaires qui permettront leur survie.

Compte tenu des facteurs qui conditionnent une intensification éventuelle, la double activité est souvent le seul recours à la portée du plus grand nombre. La survie des petits producteurs dépend ainsi des conditions allouées aux travailleurs salariés dans la région et en dehors de celle-ci, aux États-Unis en particulier. Ces conditions sont-elles à même de permettre la pérennité d'un nombre croissant de petites exploitations éjidales et celle des petits tenanciers des ranchos d'élevage ? Ou s'achemine-t-on vers un mouvement de restructuration qui rendrait aux Terres Chaudes le paysage social qu'elles avaient au début du siècle ? L'analyse du fonctionnement et des résultats des différents systèmes de production mis en œuvre dans les Terres Chaudes offre quelques éléments de réponse.

## LES ÉCARTS DE PRODUCTIVITÉ S'ACCROISSENT

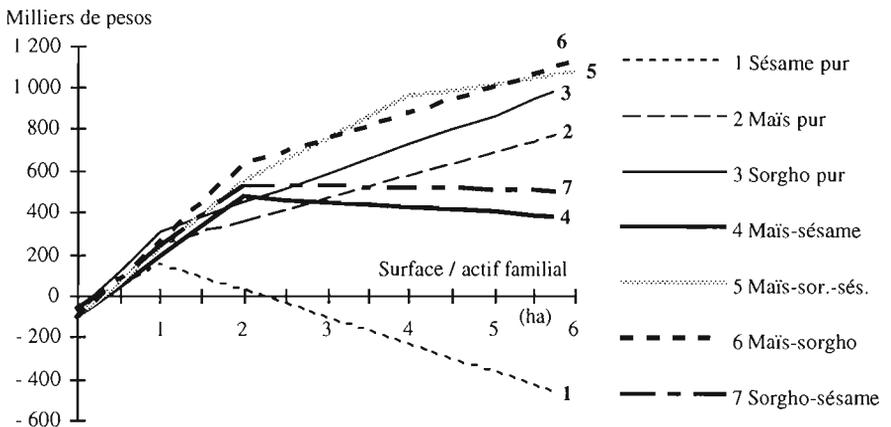
---

### *Cultures pluviales et formation du revenu paysan*

Après la détérioration continue des prix du maïs et du sésame et la hausse du coût de la main-d'œuvre salariée, l'agriculture pluviale permet-elle encore de nos jours la survie d'une paysannerie minifundiste dans la région du Moyen-Balsas ? Les contraintes agroclimatiques qui pèsent sur la production obligent les paysans à réaliser certains travaux (labours et semis, sarclages, récolte du

sésame) en un très court laps de temps et les soumettent à des charges de travail que la main-d'œuvre familiale peut difficilement satisfaire. Pour une culture donnée, on atteint ainsi rapidement le seuil de superficie qu'un homme seul peut travailler sans recourir à l'emploi de salariés agricoles. Au-delà de ce seuil, le revenu monétaire dégagé à l'hectare est vite grevé par les coûts d'emploi de la main-d'œuvre. Il décroît sensiblement et, dans le cas particulier du sésame, la chute devient rapidement dramatique.

Pour les trois cultures qui dominent le paysage des Terres Chaudes (maïs, sésame et sorgho), ce seuil se situe à un hectare environ. Pour des exploitations orientées vers la monoculture de l'une de ces trois plantes et qui ne disposent pas d'une main-d'œuvre familiale abondante, les charges salariales deviendraient rapidement insurmontables. En revanche, les exigences particulières de chacune de ces cultures permettent de les associer au sein d'un même système de production sans accroître la charge en travail : grâce à des cycles végétatifs de durées inégales et à une vulnérabilité différente à la sécheresse du mois d'août, maïs, sésame et sorgho tolèrent des dates de semis échelonnées et ne se font pas concurrence pour l'emploi de la main-d'œuvre. Les charges salariales sont alors réduites d'autant. Aussi avons nous tenté d'évaluer les revenus monétaires autorisés par les trois cultures pures et par leur association (maïs-sésame, maïs-sorgho, maïs-sorgho-sésame). À titre de comparaison, un septième exemple a été pris en compte, qui associe sorgho et sésame, même si un tel système de culture n'est apparu dans aucune enquête (fig 35).



Sources : enquêtes personnelles décembre 1986 - mai 1989 et annexe 10.

Figure 35

*Représentation des revenus par actif familial permis par les différents systèmes de culture considérés.*

Tant que les superficies demeurent limitées, les associations de cultures constituent la meilleure façon d'optimiser l'emploi de la main-d'œuvre familiale et les revenus dégagés à l'hectare. Ces conditions font de l'association maïs-sorgho-sésame celle qui est la plus intéressante à mettre en place pour une surface par actif variant entre 3 et 5 hectares. Mais dès que les superficies s'élèvent, « l'option fourragère » fournit l'essentiel de la valeur ajoutée créée. Les systèmes donnant une place prépondérante au maïs et au sorgho sont alors les mieux rémunérés, essentiellement parce que la valeur des fanes permet d'élever de 50 % le produit brut obtenu par hectare cultivé<sup>1</sup>. À partir de 7 hectares par actif familial, la culture pure du sorgho apparaît la plus rentable car la mécanisation des façons culturales devient plus facile à mettre en place.

### *Cultivateurs et éleveurs face au « seuil de reproduction »*

Les calculs précédents n'ont de sens que si l'on situe les revenus dégagés par chaque système de culture par rapport à un « seuil de reproduction » en-deçà duquel la survie des exploitations agricoles est directement menacée. Ce seuil correspond à un niveau de revenus qui permet l'entretien des moyens de production de l'exploitation et de la force de travail familiale. Lorsque la productivité de son travail descend en dessous de ce niveau, le paysan sera tenté de sacrifier les temps de travaux sur sa parcelle et les soins apportés aux cultures ou au bétail au profit des opportunités d'emploi à l'extérieur, voire d'abandonner totalement son lopin de terre. Ou bien l'insuffisance des revenus tirés de sa parcelle l'obligera à consommer peu à peu son capital d'exploitation pour garantir la survie de sa famille : les outils ne seront plus remplacés ni les clôtures consolidées, les animaux, bovins ou porcs, seront vendus en bas âge, avant qu'ils aient atteint une valeur commerciale intéressante. Dans tous les cas, le maintien de l'exploitation et l'avenir de la famille seront compromis.

Il est aisé d'établir un lien entre le seuil de reproduction et la valeur du salaire minimum en vigueur. Une évaluation sommaire permet de situer le revenu annuel d'un ouvrier agricole dans les Terres Chaudes à environ 2 millions de pesos, soit 800 dollars au début de l'année 1989<sup>2</sup>. On parvient à un chiffre semblable pour un emploi urbain dans la ville de México, si l'on considère un total de 250 jours ouvrables au minimum légal de 8 000 pesos. Un tel niveau de rémunération correspond aux besoins d'entretien d'une famille de cinq personnes, soit trois tonnes de maïs (1 200 000 pesos) pour son alimentation et celle des animaux domestiques, environ

1. En 1988, la valeur des grains récoltés sur un hectare s'élevait à 400 000 pesos pour le maïs (1 tonne à 400 000 pesos) et à 408 000 pesos pour le sorgho (1,2 tonne à 340 000 pesos). Mais leur fanes se monnaient au prix de 200 000 pesos par hectare dans la plaine alluviale.

2. Si l'on répartit les périodes d'emploi de la façon suivante : 45 jours pour les semis et les sarclages, payés à 12 000 pesos de salaire quotidien en 1988 ; 45 jours au moment des récoltes pour 15 000 pesos par jour ; et trois mois d'emploi sur les plantations de melon au salaire minimum officiel de 8 000 pesos ; soit un total de 1 935 000 pesos ou 775 dollars (1 dollar = 2 500 pesos en janvier 1989).

100 000 pesos pour le renouvellement des outils (harnais, araire, *tarecuas*, *machetes*...) et la consolidation de clôtures, et 600 000 à 700 000 pesos en ce qui concerne les coûts de production du maïs (intrants divers, main-d'œuvre) et les autres besoins de la famille (vêtements, logement, scolarité). On arrive ainsi à un niveau « incompressible » des besoins d'environ 800 dollars : c'est le revenu minimum qui incitera le paysan à rester sur sa terre plutôt qu'à l'abandonner pour chercher un autre emploi.

Or les revenus que procurent les systèmes de production strictement agricoles se situent tous, sans exception, en deçà de ce seuil de 800 dollars. L'association maïs-sorgho qui présente l'évolution la plus favorable ne l'atteint que pour une superficie par travailleur supérieure à 13 hectares. L'acquisition de bétail et la spécialisation vers l'élevage extensif apparaissent bien comme l'unique voie pour qui ne dispose pas de terres irriguées et d'un accès privilégié aux marchés. Le résultat de 141 enquêtes effectuées dans les cinq *municipios* de la région met plus clairement encore en évidence les différences de productivité entre les systèmes de production privilégiant l'élevage extensif et ceux pour lesquels les activités agricoles sont à l'origine de l'essentiel du revenu. Au-delà des imprécisions dues à la qualité de l'information recueillie, les écarts de productivité enregistrés sont trop grands pour mettre en doute l'importance des mécanismes de différenciation qui opèrent au détriment des petits producteurs agricoles (tabl. xiv et fig. 36).

L'élevage extensif permet une productivité du travail quatre à six fois supérieure à celle dont peuvent faire état les petits agriculteurs. Les écarts concernant les revenus par actif sont plus importants encore : de 1 à 5 et jusqu'à de 1 à 7 en faveur des deux premiers groupes du tableau xiv. Ces écarts sont à l'origine de la dynamique d'expansion de l'élevage bovin. Mais les systèmes de production assurant la plus forte productivité du travail sont aussi ceux qui requièrent les superficies par actif les plus importantes : pour obtenir une valeur ajoutée équivalente au minimum de 800 dollars à partir des systèmes de production développés sur les grandes exploitations d'élevage, il faudrait disposer d'au moins 20 têtes de bétail et d'une superficie dépassant 50 hectares par actif familial<sup>3</sup>.

La dynamique de spécialisation vers l'élevage extensif est par essence « excluante » et conduit à la marginalisation des petits producteurs qui n'ont pu prendre part en temps voulu au mouvement d'enclosures et d'appropriation des indivis. Dans de nombreux *ejidos*, les pâturages qui restent encore libres sont les plus

3. Pour obtenir une valeur ajoutée de 800 dollars, il fallait en 1989 vendre deux taurillons de 200 kilos et une vache de réforme (ce qui correspond à quatre naissances par an). Sur les grandes exploitations d'élevage, les charges animales varient entre 0,25 et 0,45 têtes par hectare. Les vaches adultes représentent dans ce groupe 40 % environ des effectifs des troupeaux et leur taux de fécondité dépasse très rarement 50 %. Un tel produit serait donc obtenu avec un troupeau de vingt bovins, sur une superficie de 50 à 80 hectares.

pauvres et les plus éloignés des villages. Surpâturés, ils sont aussi souvent dépourvus de points d'eau permanents et deviennent inutilisables dès que la saison des pluies prend fin.

Pour la majorité des éjidataires et pour les tenanciers des ranchos d'élevage à qui la spécialisation vers l'élevage extensif est refusée, le salut réside donc dans la combinaison d'activités agricoles et extra-agricoles, associant la production de grains et de fanes, les petits élevages de porcs, de poulets, voire de chèvres et, surtout, la vente de la force de travail excédentaire durant une grande partie de l'année. Parmi les petits producteurs interrogés (les deux derniers groupes du tableau xv), la moitié devait s'employer hors de son exploitation et plus de 60 % étaient allés aux États-Unis ou bénéficiaient des dollars envoyés par un ou plusieurs fils. Dans tous les cas, les efforts déployés pour atteindre le seuil de reproduction visent l'acquisition de têtes de bétail et le maintien du droit d'accès aux parcours indivis. Si le paysan n'y parvient pas, le poids des activités extra-agricoles tend à s'accroître et les revenus tirés de l'exploitation agricole se réduisent encore. À terme, ils deviennent secondaires, le capital productif est alors peu à peu consommé et l'exode définitif devient l'issue la plus probable.

La figure 36 illustre l'état de différenciation qui caractérise la société agraire des Terres Chaudes de nos jours. Pour l'immense majorité des éjidataires et des petits tenanciers, qui ne disposent d'aucune possibilité d'irrigation (groupes C, E, G et D), le champ des possibilités demeure limité. Les systèmes de production développés sur ces exploitations sont donc similaires et procurent une valeur ajoutée qui progresse de façon relativement uniforme avec la superficie. Les pentes présentées par les segments de droite correspondants sont peu différentes, et cela est particulièrement sensible pour les classes (E) et (G), qui regroupent des exploitations dont la position par rapport au seuil de reproduction est précaire et dépend de faibles variations de la superficie. Pour qui ne peut effectuer une relative intensification grâce à la culture du piment ou à celle de l'arachide (groupe H), c'est le contrôle d'une surface minimale qui détermine la survie de l'exploitation. Ce seuil se situait en 1989 autour de cinq hectares par actif, mais tout semble indiquer qu'il ne cesse de se déplacer vers des superficies plus importantes.

Avec la stagnation ou la baisse des prix agricoles et l'accroissement du coût du travail salarié, la translation vers le bas de la plupart des segments de droites représentés sur la figure ne s'est pas interrompue depuis le début des années quatre-vingt. Dans ces conditions, pour maintenir un niveau équivalent de rémunération, il faut cultiver des surfaces de plus en plus importantes. Les écarts

d'accumulation ne cessent de se creuser entre les grands éleveurs et la masse des paysans minifundistes et, jusqu'à présent, seul le développement de la petite irrigation a permis de freiner cette dif-

Tableau xv

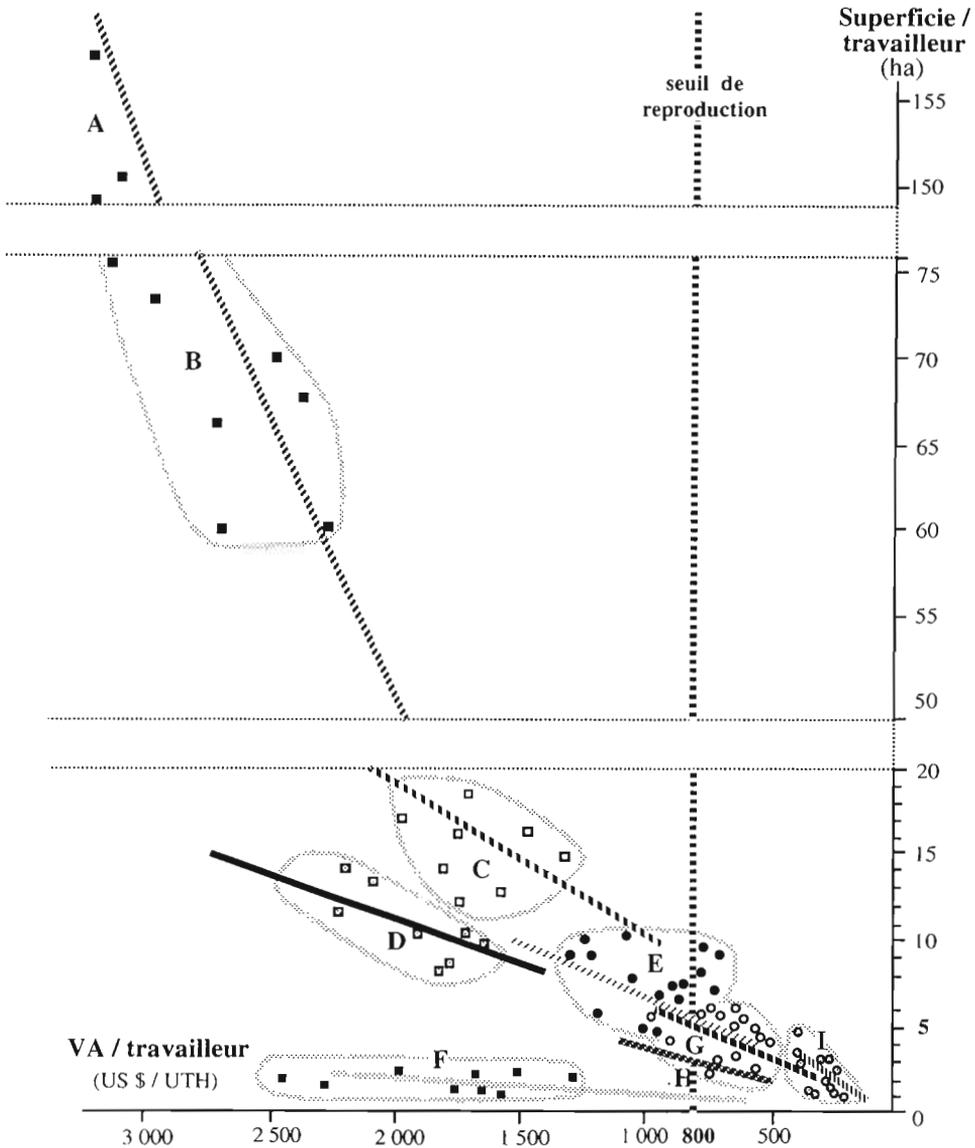
*Les écarts de productivité entre les différents groupes de producteurs (en dollars américains)*

	Très grands éleveurs (A)	Grands éleveurs (B)	Moyennes exploitations familiales d'élevage (C pluvial, D irrigué)	Petites exploitations polyculture-élevage (E)	Maraîchers (F)	Petits agriculteurs (G et H)	Double actifs et semi-prolétaires (I)
Superficie clôturée	700-3 500	175-500	20-150	7-20	2-10	0-8	0-4
Superficie cultivée	30-100	10-45	8-50	5-10	1,5-8	3-8	0-4
Nombre de bovins	200-900	70-200	25-60	10-20	0-20	0-5	0
Produit brut (US \$)	35 400	15 140	6 100	2 850	10 500	1 700	530
Charges proportionnelles	5 400	4 800	2 100	820	3 580	480	140
Charges fixes	2 100	1 040	400	190	500	110	40
Capital constant	7 500	5 840	2 500	1010	4 080	590	180
Valeur ajoutée/travailleur	4 300	3 050	1 550	1020	2 100	720	310
Valeur ajoutée/hectare*	20	36	-	-	920	-	110
Revenu monétaire/travailleur	4 000	2 870	1 270	970	1 140	590	285
% producteurs**	1 %	5 %	13 %	25 %	1 %	30 %	25 %
% superficies**	15 %	30-35 %	30 %	12-15 %		6-8 %	3 %
Nombre d'enquêtes	12	18	20	27	11	26	21

Sources : enquêtes auprès des producteurs décembre 1986-mai 1989.

\* La valeur ajoutée par hectare n'a pu être évaluée dans le cas des exploitations pour lesquelles l'exploitation des pâturages indivis constitue l'une des bases du système de production.

\*\*Estimation à partir des enquêtes.



Source : enquêtes décembre 1986 - mai 1989 et annexe 10.

Figure 36

*Productivité du travail permise  
par les différents systèmes de production identifiés  
(chaque point représente une enquête).*

férenciation. Mais cette possibilité n'est offerte qu'à un nombre réduit de producteurs. Pour les autres, les solutions sont réduites à une seule option : grandir, accroître la superficie par actif et

augmenter le poids de l'élevage bovin dans le système de production. Pour y parvenir, il faut aujourd'hui passer par l'émigration aux États-Unis ou le trafic de drogue mais de tels recours contribuent à amplifier les effets de la crise et à rendre de moins en moins supportable la position des plus défavorisés. Il reste à préciser le rôle des différents acteurs dans le développement de cette crise, les réponses que chacun tente d'y apporter et les perspectives qui leur sont offertes à moyen terme.

## LES GRANDS ÉLEVEURS FACE AU RENCHÉRISSEMENT DES FACTEURS DE PRODUCTION : EXPANSION, INTENSIFICATION OU DIVERSIFICATION ?

---

### *L'oligarchie, fer de lance des stratégies d'extensification*

La Réforme agraire n'a pas fait disparaître totalement les très grandes propriétés et certaines se sont reconstituées depuis le début des années quatre-vingt avec l'afflux des narco-dollars. Parmi le lot des exploitations enquêtées, douze se rattachent à ce groupe, dont la taille varie entre 700 et plus de 3 000 hectares, et il est probable qu'une vingtaine de domaines de plus de mille hectares (le plus souvent camouflés grâce aux jeux d'écritures) subsistent dans la région.

Grands commerçants, maquignons ou politiciens, les propriétaires vivent à Huetamo ou hors de la région et ne se rendent que rarement sur leur rancho. Leurs comportements productifs sont davantage dictés par le niveau des taux d'intérêt bancaires ou ceux de l'immobilier que par le potentiel des terrains et du cheptel dont ils disposent. Le système de production mis en place demeure très extensif. Les charges animales varient entre 0,25 et 0,3 tête de bétail par hectare seulement et les taux d'extraction sont très faibles : entre 12 et 25 % du cheptel est vendu chaque année. La production annuelle s'élève en moyenne à 14 kilos de poids vif par hectare et ne dépasse jamais le seuil des 20 kilos<sup>4</sup>. Cela se traduit par une valeur ajoutée à l'hectare plus basse que dans tout autre système observé dans la région : à peine 20 dollars. Mais grâce à la concentration de superficies considérables et au faible nombre de travailleurs requis pour la surveillance du bétail, ce système est aussi celui qui procure la rémunération du travail la plus élevée : entre 3 500 et 5 500 dollars par actif et par an.

4. Ces chiffres sont pourtant plus élevés que ceux atteints par des systèmes de production similaires dans la Sierra de Coalcoman au Michoacán, où les charges varient entre 0,1 et 0,15 bovin par hectare, les taux d'extraction sont de 12 à 13 % et la production moyenne d'environ 11 kilos de poids vif par hectare. Mais il faut aussi les comparer aux résultats obtenus dans la Huasteca, où la production de viande varie entre 100 et 150 kilos par hectare et par an. Voir H. COCHER (1993).

Une intensification serait techniquement et économiquement réalisable sur ces exploitations, grâce notamment aux relations tissées avec les producteurs d'aliments concentrés et les grands abattoirs de l'Altiplano. Mais l'intérêt des grands éleveurs les pousse davantage à orienter leurs investissements vers le contrôle et l'extension des circuits de commercialisation du bétail vif – où les taux de rentabilité ainsi que la vitesse de rotation du capital sont plus élevés – que dans l'amélioration des infrastructures de leurs ranchos. Les propriétés servent autant de structure d'accueil temporaire pour le bétail acheté dans la région que de support à la production de taurillons.

En fonction de cette logique économique, les charges d'exploitation et la main-d'œuvre employée sont réduites au maximum : un *caporal* suffit pour surveiller 150 à 200 têtes de bétail et entre quatre et dix tenanciers sont chargés de la production de fanes et de l'entretien des prairies naturelles. La superficie par actif varie ainsi entre 80 et plus de 300 hectares, suivant les propriétés et moins de 5 % de la surface totale est généralement cultivée. Sur certaines exploitations toutefois, la topographie des terrains a justifié l'achat d'un tracteur qui a augmenté quelque peu le niveau des réserves fourragères, grâce à la culture mécanisée du sorgho. Les tentatives d'implantation de prairies temporaires se sont en revanche soldées par des échecs répétés, en grande partie parce que le rapport de force sur les domaines ne permet pas aux propriétaires d'imposer aux petits tenanciers le semis de graminées fourragères au milieu des cultures de maïs. Aussi l'alimentation du bétail repose-t-elle sur des pâturages naturels dont la valeur nutritive reste faible et qui n'autorisent que des charges animales réduites.

La présence de tenanciers produisant les fanes indispensables à l'alimentation du bétail en fin de saison sèche demeure donc indispensable. Ces tenanciers bénéficient aujourd'hui d'avances sur récolte à taux d'intérêt nul et peuvent cultiver le maïs sans autre prélèvement que celui des résidus de culture. Compte tenu de la valeur prise par ces derniers, le niveau de la rente versée au propriétaire n'est pas pour autant négligeable<sup>5</sup>. Malgré la généralisation de ces conditions, apparemment « favorables » aux tenanciers, la faiblesse des revenus obtenus par la vente des seuls grains a poussé beaucoup d'entre eux à abandonner les grandes propriétés d'élevage, en particulier dans les zones les plus enclavées, où les opportunités d'emploi temporaire hors du domaine sont très réduites.

Aussi le système d'entretien des troupeaux suit-il un schéma très extensif. Le seul facteur d'intensification que l'on observe réside

5. Pour une superficie de quatre hectares par actif, la part de la valeur ajoutée qui revient au tenancier équivaut à quatre tonnes de maïs (1 600 000 pesos) et à la valeur de deux porcs de 50 kilos (300 000 pesos), moins le coût des intrants employés (engrais, herbicides, et maïs pour l'engraissement des porcs, soit environ 300 000 pesos). Les chaumes laissés sur la parcelle assurant l'alimentation de six têtes de bétail durant la saison sèche, on peut considérer que le travail du tenancier permet la production d'un taurillon et demi, soit un gain de 1 200 000 pesos environ. Le tenancier ne reçoit donc que 55 % de la valeur créée, le taux de plus-value (part de la valeur ajoutée revenant au propriétaire / rémunération du tenancier) s'établissant à 75 %.

dans un début de division des ranchos en parcs clôturés dont les pâturages peuvent être exploités successivement et de façon tournante, afin d' éviter le surpâturage. Mais la surface de ces parcs varie généralement entre 150 et 300 hectares, soit les dimensions d'une propriété de taille respectable. Parfois également, quelques vaches allaitantes et leur suite sont transférées durant la saison sèche sur une parcelle ou un enclos proches du bourg, avec pour objectif de vendre du lait frais lorsque son prix est le plus élevé.

Mais ces divers essais demeurent limités. Pour les très grands éleveurs, la meilleure option est encore d'étendre les superficies en conservant le système de production le plus extensif et les taux de profit les plus élevés. Cette stratégie d'expansion a concerné au premier chef les terrains éjidiaux voisins des propriétés. Mais elle se heurte aujourd'hui à l'augmentation du prix de la terre, à la généralisation des enclosures et à la remise en question des droits de vaine pâture dans les *ejidos*. Cette évolution a contribué à réduire la rentabilité du capital investi dans l'extension du domaine, sauf quand elle était mise à profit par la culture du cannabis.

## *Les grands éleveurs en quête d'espace et de fourrages*

Lorsque la taille du rancho et celle du cheptel sont moindres, le renchérissement des ressources fourragères fait rapidement décroître la rentabilité des formes les plus extensives d'élevage et conduit à une relative intensification. Les surfaces à la disposition des grands éleveurs (18 cas étudiés) varient généralement entre 150 et 450 hectares, soit le quart en moyenne des exploitations de l'oligarchie. On retrouve au sein de ce groupe de riches éjidataires qui ont accumulé les parcelles éjidales et les parcours autrefois indivis (dont la surface peut atteindre 200 hectares). Les troupeaux sont imposants (entre 70 et 200 têtes de bétail) et les charges animales peuvent atteindre 0,45 bovin par hectare, ce qui ne laisse pas de poser de sérieux problèmes d'affouragement. Si les pâturages naturels et les parcours éjidiaux, indivis ou appropriés, permettent généralement l'entretien du troupeau au cours du cycle pluvial, 90 % des exploitations étudiées ont en revanche recours aux achats de fanes et toutes achètent des aliments concentrés durant la saison sèche.

L'insuffisance des fourrages produits sur l'exploitation a conduit les éleveurs de ce groupe à prendre la tête du mouvement d'enclosures qui s'est propagé dans l'ensemble de la région pour finalement tourner à leur désavantage. Les contrats d'enclosures passés

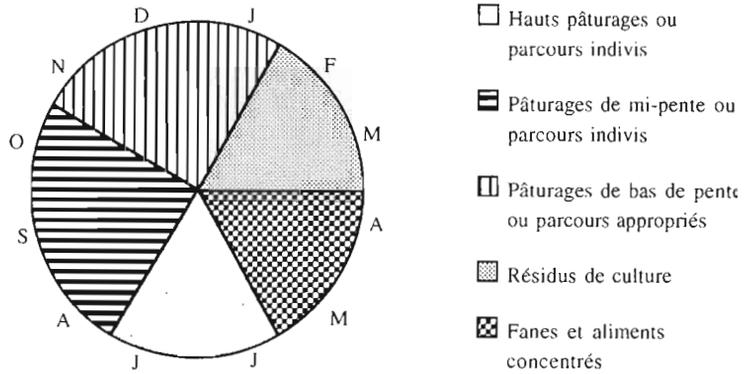
avec les éjidataires pauvres ont précipité la résiliation du droit de vaine pâture dans la plupart des *ejidos* et favorisé le rapide renchérissement des chaumes produits par les paysans. Les grands éleveurs se sont alors intéressés aux parcours indivis et la plupart, qu'ils soient éjidataires ou propriétaires, s'y sont taillé des possessions de taille respectable. Cette logique d'expansion a pourtant trouvé ses limites lorsque la totalité ou presque de l'espace des *ejidos* voisins a été clôturée et ces exploitations sont aujourd'hui amenées à entreprendre de timides essais d'intensification.

Le fil de fer barbelé est ainsi devenu un moyen de production de première importance. Les exploitations sont divisées en parcs de taille réduite (entre 30 et 90 hectares pour une moyenne de 55 hectares) où les propriétaires font tourner leur troupeau, de façon à améliorer l'utilisation des pâturages naturels. Grâce à une bonne gestion des mouvements du bétail, certains éleveurs parviennent ainsi à ménager 2 ou 3 cycles de repousse dans chaque enclos et à disposer de pâturages de bonne qualité jusqu'au milieu de la saison sèche. Les parcours éjidaux qui ont été clôturés remplissent également ce rôle de réserve fourragère à proximité des villages. Ces pâturages ne bénéficient cependant d'aucune attention particulière (amendements, fauchage des refus). Tout au plus sont-ils incendiés périodiquement, en fin de saison sèche, pour limiter le développement des espèces ligneuses et favoriser le renouvellement de la strate herbacée. Des feux mal maîtrisés sont d'ailleurs à l'origine d'incendies qui peuvent ravager des versants entiers.

Au début de la saison des pluies, le bétail est généralement envoyé vers les parties les plus hautes de l'exploitation, où le redémarrage de la végétation est plus précoce et procure très tôt une alimentation pour le bétail. Dès que la végétation commence à se développer sur le reste de l'exploitation, le troupeau est déplacé vers les parcs qui se trouvent en contre bas, où il demeure jusqu'à la fin de la saison des pluies. Lorsque l'éleveur bénéficie d'un accès aux parcours indivis, le bétail y est maintenu jusqu'à ce que le surpâturage soit trop important. À la fin des pluies, il est enfin transféré sur les prairies les plus basses qui ont été mises en défens depuis plusieurs semaines. Les parties semées ne sont ouvertes aux animaux qu'après l'épuisement de ces pâturages et le bétail doit alors se maintenir sur les chaumes de maïs et les tiges lignifiées des prairies naturelles jusqu'au retour des pluies. Un complément alimentaire (farines de sorgho et de maïs, tourteaux protéiques, parfois hottes de luzerne) devient rapidement nécessaire pour maintenir le troupeau dans un état sanitaire satisfaisant (fig. 37).

Figure 37

*Calendrier  
fourrager  
sur une grande  
exploitation  
d'élevage.*



L'effort pour une exploitation plus efficace des pâturages naturels est généralement renforcé par le développement des cultures fourragères. La superficie cultivée atteint en moyenne 14 % de la surface totale, contre 5 % seulement chez les membres de l'oligarchie. Cet accroissement correspond surtout à l'essor des semis de sorgho, que l'on cultive en recourant au tracteur. Les machines sont généralement louées, mais certains grands éleveurs possèdent eux-mêmes un tracteur (trois cas sur les dix-huit étudiés) lorsque le marché de la location autour de l'exploitation assure la rentabilité de cet investissement. L'augmentation de la superficie cultivée requiert pourtant souvent l'accroissement de la main-d'œuvre en raison de la nature accidentée des terrains : la surface par actif passe à 75 hectares en moyenne sur les propriétés de ce groupe, contre 200 environ sur les domaines de l'oligarchie. La main-d'œuvre familiale est plus importante (et l'absentéisme des éleveurs beaucoup plus réduit), mais il est encore fait appel à un nombre variable de petits tenanciers (de un à cinq suivant les exploitations) chargés de cultiver le maïs sur brûlis pour fournir des chaumes et favoriser le développement du tapis herbacé au cours des cycles suivants.

L'accroissement de la surface cultivée s'avère pourtant insuffisant pour garantir l'affouragement du bétail pendant toute la saison sèche. Des fanes de maïs ou de sorgho sont achetées dans les *ejidos* voisins et représentent des superficies qui peuvent dépasser 30 hectares chaque année. S'y ajoutent, au cours des derniers mois de sécheresse, des distributions fréquentes d'aliments concentrés : farines produites avec le sorgho cultivé sur l'exploitation et le maïs acheté aux tenanciers, que l'on mélange avec des tourteaux de soja ou de coprah.

Le fractionnement de l'espace pastoral en plusieurs enclos a permis de diviser le troupeau en ateliers d'âges différents sur de nombreuses exploitations. Au cours de la saison des pluies, les vaches allaitantes sont séparées de l'ensemble du troupeau et parquées sur des pâturages proches de l'habitation. En limitant ainsi les déplacements des mères, on augmente la quantité de lait que l'on peut prélever, sans nuire à la croissance des jeunes. Les animaux les plus fragiles ou blessés sont souvent placés avec les vaches allaitantes, afin de faciliter leur suivi et l'administration éventuelle de soins. Une telle division permet également de regrouper les génisses en un atelier homogène, où elles seront séparées de leur géniteur et accompagnées par un autre taureau, de façon à favoriser les croisements et l'hybridation des animaux.

On touche là au dernier des timides essais d'intensification menés par les grands éleveurs. Il s'agit du groupe où l'amélioration génétique des troupeaux a été la plus poussée, grâce à l'achat de reproducteurs sélectionnés, zébus pour la plupart (races Gyr, Brahman et Indobrasil), mais aussi de races à double aptitude, comme la Brune des Alpes. L'introduction d'animaux ayant un bon potentiel laitier sur des exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins à viande a de quoi surprendre mais s'explique par un double objectif : les croisements permettent d'obtenir, sur une génération, des animaux ayant une bonne conformation bouchère (effet hétérosis), mais aussi d'avoir des vaches capables d'amener les broutards à un poids satisfaisant en un temps plus court, tout en procurant à l'éleveur un revenu d'appoint grâce à la vente de lait ou de fromage. Cette évolution est particulièrement sensible sur les exploitations les plus proches des bourgs. Les prélèvements de lait dépassent rarement deux à trois litres par animal et par jour, mais ils suffisent généralement à financer les achats d'aliments concentrés pour l'ensemble du troupeau.

Cette « intensification » très relative des systèmes de production permet davantage de réduire les coûts d'alimentation du bétail que d'accroître la « productivité » du troupeau. Le taux d'extraction moyen est souvent inférieur à 25 % et la production annuelle tourne autour de 26 kilos vif par hectare. Ce chiffre se situe à un niveau presque double de celui des ranchos de l'oligarchie, mais il demeure très en deçà des moyennes rencontrées dans les autres régions d'élevage du Mexique central. Les résultats économiques sont affectés par le coût des tentatives d'intensification (multiplication des clôtures, inflation touchant les fanes, achats d'aliments concentrés) : rapportées à l'hectare, les charges proportionnelles sont en moyenne quatre fois plus élevées que sur les exploitations de l'oligarchie (20 dollars contre 5). Le niveau du capital

constant, comme celui du produit brut, est directement influencé par la position de l'exploitation vis-à-vis de ses principaux débouchés commerciaux ou centres d'approvisionnement. À mesure que croît son isolement, le prix des intrants s'élève et celui des produits vendus se réduit, proportionnellement aux coûts de transport et aux commissions des intermédiaires. Le manque à gagner peut atteindre 10 à 15 % dans certains cas.

La valeur ajoutée obtenue par les grands éleveurs, si elle demeure faible une fois rapportée à la superficie (36 dollars américains par hectare en moyenne), permet en revanche une rémunération du travail très élevée : environ 3 000 dollars, soit presque quatre fois la valeur du seuil de reproduction (tabl. xiv). Ces chiffres reflètent le caractère encore largement extensif du système de production. Ils mettent aussi en évidence l'existence d'une marge d'accumulation considérable, parfois accrue grâce aux cultures illicites. Beaucoup d'éleveurs ont mis à profit cette accumulation en réduisant les rapports de prix défavorables qui pèsent sur les ranchos les plus isolés : la moitié des exploitations enquêtées possédaient au moins une camionnette, parfois un camion, permettant le transport des taurillons et des fourrages. Mais les investissements réalisés le plus fréquemment visent à améliorer la sécurité fourragère des exploitations : acquisition d'un tracteur pour accroître la superficie cultivée sans recourir à une main-d'œuvre « excessive », et, surtout, achat de barbelés visant à développer les enclosures et à étendre l'exploitation aux dépens des terrains éjidaux.

### *Élevage extensif, accumulation et diversification*

De façon générale, les tentatives d'intensification se heurtent au coût élevé de la main-d'œuvre. Le nombre d'actifs familiaux sur les grandes et très grandes exploitations ne cesse de se réduire. La rémunération du travail effectué sur le rancho, si élevée soit-elle, demeure inférieure à celle que procure un bon emploi aux États-Unis, d'autant que le niveau de l'accumulation permet aux fils d'éleveurs d'avoir accès aux filières migratoires les plus sûres (les trois quarts des grandes exploitations d'élevage enquêtées étaient concernées par la migration). Seules les options les moins exigeantes en travail – la pose de clôtures, un début de rotation des pâturages naturels et l'extension de la culture du sorgho lorsque l'emploi du tracteur est possible – ont été menées à bien. Mais elles sont souvent insuffisantes pour procurer une rémunération du capital investi (le prix du foncier a beaucoup augmenté) comparable aux taux de profit qui ont cours dans d'autres secteurs d'activité.

La logique économique des élites n'a pas varié, elle vise toujours à *maximiser la rentabilité du capital*. Les grands et très grands éleveurs ont réagi à l'augmentation du coût des facteurs de production en diversifiant leurs activités et en relativisant le poids de l'élevage dans la composition de leurs revenus. Ils sont propriétaires de la plupart des bâtiments du centre de Huetamo et de nombreux terrains à bâtir autour de la ville ou dans d'autres centres urbains (Zitácuaro, Morelia ou México). L'oligarchie détient toujours les principaux magasins de la région (épiceries, matériel de construction, véhicules et pièces de rechange...) ainsi que le contrôle du commerce de bétail (les cinq plus gros maquignons de la région font partie de l'échantillon enquêté). Enfin, les grands et très grands éleveurs monopolisent le transport de marchandises vers l'Altiplano : la plupart des camions immatriculés dans la région leur appartiennent. Ils occupent ainsi une position centrale dans le commerce des fourrages et des aliments pour le bétail qui constitue, avec la vente des broutards, l'un des secteurs les plus dynamiques du commerce régional.

Tout en renforçant le contrôle de ses bastions traditionnels, l'oligarchie a saisi l'opportunité d'investir dans des secteurs qui se sont développés récemment et qui garantissent des taux de profit particulièrement élevés. Ainsi, l'essor des exportations de melon a été mis à profit par certains grands propriétaires qui ont passé des contrats de métayage avec de petits producteurs dépourvus de capitaux, leur fournissant pompes et intrants en échange de la moitié des bénéfices. On les retrouve également associés au financement des centres d'emballage du fruit, qui leur assurent une rente élevée et moins aléatoire. Enfin, la participation de certains membres de ce groupe à la production et au trafic de la *marihuana* n'est un secret pour personne : le contrôle de grandes superficies et des chaînes de transport vers l'Altiplano ou les États du Nord les place en situation idéale pour le trafic. La participation des très grands éleveurs à la vie politique locale, régionale et nationale (les grandes familles se répartissent ou réservent à leurs hommes de confiance les postes de maires et de députés locaux ou fédéraux) leur donne par ailleurs les protections et les appuis suffisants pour se bâtir une position inexpugnable et ne pas être inquiétés.

L'élevage de broutards est devenu en définitive une activité parmi d'autres, parfois même secondaire, pour les membres de l'oligarchie. Cette diversification leur permet de parer aux fluctuations de la conjoncture économique et à une crise qui toucherait un secteur d'activité en particulier. Cela a pu être vérifié au cours des années soixante-dix, lorsque les grands négociants en grains ont délaissé la production et le commerce du sésame pour réorienter

leurs activités vers les ventes de taurillons et les importations de fourrages ou d'aliments concentrés. Les capitaux circulent rapidement entre chaque secteur d'activité en fonction des bénéfices et des taux de profits autorisés par chacun.

La propriété foncière, privée ou éjidale, et le système d'exploitation des ranchos ne sont pas pour autant remis en question. D'abord parce que la terre constitue un capital dont la valeur marchande ne cesse de progresser. Ensuite parce que l'exploitation d'élevage constitue encore le support des autres activités, en particulier le commerce du bétail et le trafic de stupéfiants. Elle est également à l'origine du pouvoir politique dont bénéficient les oligarchies et qui leur donne accès à nombre d'autres spéculations. Enfin, le troupeau bovin représente un capital fragmenté que l'on peut mobiliser rapidement, ou qui se révèle au contraire très utile pour « immobiliser » et blanchir certains profits peu avouables, comme ceux du narco-trafic, dans l'attente d'un emploi ultérieur. Il n'est donc pas de l'intérêt des grands éleveurs de modifier en profondeur leur système de production et de sortir des schémas d'exploitation les plus extensifs ou semi-extensifs. Le problème se pose en revanche en de tout autres termes pour les éleveurs qui disposent de surfaces plus réduites, voire franchement limitées. Car les coûts d'alimentation augmentent alors sensiblement et il devient nécessaire de les compenser par une plus forte production par unité de superficie et par animal.

## LES PETITS ET MOYENS ÉLEVEURS FACE À LA RARÉFACTION DES RESSOURCES FOURRAGÈRES

---

Lorsque la superficie par actif devient inférieure à 50 hectares, le système de production développé par les grands éleveurs ne permet plus d'atteindre le revenu minimum qui définit le seuil de reproduction. L'élevage bovin n'est pas pour autant remis en question car il demeure la seule activité qui autorise une productivité du travail et un niveau de rémunération suffisants. Mais il exige alors la mise en œuvre de systèmes d'exploitation plus intensifs, qui passent par le développement des cultures fourragères, une diversification des activités d'élevage et l'amélioration des soins prodigués aux animaux. Une telle intensification est cependant largement conditionnée par la capacité de chaque exploitation à réaliser les investissements nécessaires.

## *Accroître la production fourragère et le contrôle sur les indivis*

Cinquante ans de différenciation sociale à l'intérieur des *ejidos* ont favorisé l'émergence d'une classe moyenne d'éleveurs qui obtiennent l'essentiel de leurs revenus d'un troupeau relativement important (entre vingt et quarante animaux). Ces familles ont largement profité d'un espace fourrager longtemps resté ouvert au bétail, mais leur marge d'accumulation est aujourd'hui affectée par le développement des enclosures. Certains propriétaires privés, dont les ranchos se sont réduits, au gré des héritages, à des superficies variant entre 50 et 150 hectares de terrain accidenté, rencontrent des blocages similaires. Ces éleveurs sont aujourd'hui confrontés à la nécessité d'accroître leur production de fourrages, en augmentant la superficie cultivée quand cela est possible, mais surtout en multipliant le nombre d'unités fourragères produites à l'hectare. Ils sont en fait amenés à entreprendre une véritable intensification, à optimiser la production fourragère et celle du troupeau dans les limites imposées par la force de travail familiale.

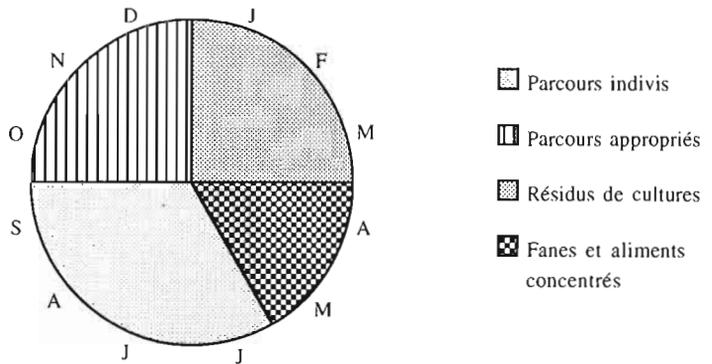
Ces éleveurs ont généralement participé au mouvement d'appropriation des parcours indivis, mais avec moins de succès que les oligarchies : les surfaces clôturées n'excèdent pas 20 hectares. Elles s'avèrent insuffisantes pour permettre l'entretien d'un troupeau de trente bovins au-delà de quelques semaines. Le système fourrager repose donc sur l'exploitation des terrains qui demeurent indivis durant la plus grande partie de la saison des pluies et sur celle des fanes de maïs et de sorgho pendant quatre à cinq mois de la saison sèche<sup>6</sup>. Cela suppose qu'une superficie importante soit cultivée chaque année : au sein de l'échantillon, 35 à 70 % de la surface totale, soit tout l'espace labourable, étaient cultivés. Maïs et sorgho se partagent l'assolement, mais le sorgho n'a pas l'importance qui lui est assignée sur certaines grandes exploitations d'élevage, car les producteurs cherchent ici à couvrir en priorité les besoins alimentaires de leur famille.

Le surplus de maïs et l'ensemble de la production de sorgho sont conservés pour l'alimentation du bétail en fin de saison sèche. Ils sont généralement moulus avec les rafles et parfois avec les chaumes, afin de faciliter l'assimilation de ces fourrages par les animaux et réduire le gaspillage sur la parcelle. La récolte des cannes de maïs ou de sorgho mobilise alors un nombre important de travailleurs maïs, ayant lieu à une période creuse du calendrier agricole, elle peut s'étendre sur plusieurs semaines et s'effectuer avec la main-d'œuvre familiale. Le calendrier fourrager repose ainsi sur l'exploitation de ressources et d'un espace relativement

6. Il faut au moins 20 hectares de chaumes de maïs pour assurer durant six mois l'alimentation d'un troupeau de trente animaux, compte tenu du gaspillage effectué.

morcelés, qui concernent aussi bien les terrains indivis que les parcours clôturés et différentes parcelles cultivées. Il tend en cela à reproduire le schéma mis en place sur les grandes exploitations d'élevage (fig. 38).

Figure 38  
*Calendrier fourrager  
 sur une exploitation  
 éjidale de taille moyenne.*



Ces efforts sont pourtant insuffisants pour garantir l'autonomie des exploitations : plus de la moitié de l'échantillon enquêté procédait à des achats de chaumes auprès des éjidataires voisins et 85 % de ces éleveurs avaient recours à des compléments concentrés (céréales, tourteaux protéiques, son, aliments préparés) pour assurer la soudure en fin de saison sèche. Les coûts des aliments à cette époque de l'année (mouture des grains et broyage des fanes, achats de chaumes et de compléments) contribuent à élever considérablement le niveau des charges. Ils représentent en moyenne 62 % et jusqu'à 80 % de la consommation d'intrants des exploitations. La consommation de capital constant par hectare peut ainsi atteindre un niveau quatre à cinq fois supérieur à celui que l'on observe sur les grands ranchos.

Afin de ne pas amputer davantage la marge d'accumulation, l'accroissement de la superficie cultivée s'effectue en réduisant au maximum les recrutements de main-d'œuvre salariée. Les cultures se limitent souvent aux terrains plans, où l'emploi du tracteur est aisé et l'aspersion d'herbicides se substitue aux sarclages manuels. Surtout, ces éleveurs cherchent à compenser le niveau élevé des charges d'exploitation par une productivité accrue du troupeau. Si les taux d'extraction demeurent relativement faibles (entre 20 et 25 %), la production de viande à l'hectare augmente sensiblement (entre 35 et 40 kilos par an – sur les propriétés dont la superficie exploitée est connue –, contre 25 kilos en moyenne chez les grands éleveurs) et l'exploitation du potentiel laitier du troupeau devient beaucoup plus systématique. Les exploitations situées à

proximité d'un bourg réalisent des ventes régulières de lait frais et celles qui n'ont pas accès à un tel marché commercialisent l'excédent sous forme de fromage. La traite s'étend sur quatre à six mois et empiète généralement sur une partie de la saison sèche. Les vaches allaitantes bénéficient alors d'un complément composé de farines de céréales et de concentrés.

Cette diversification relative des productions animales se concrétise parfois par la création de nouveaux ateliers d'élevage. Sur la moitié des exploitations enquêtées, entre cinq et vingt porcs étaient ainsi régulièrement engraisés, mais selon des techniques d'élevage très extensives : les porcs ne bénéficient d'aucun soin particulier et la mortalité demeure très élevée (épidémies, piqûres de scorpions, insolation). Mises à part de petites quantités de maïs ou de sorgho, les animaux sont nourris à peu de frais, avec les déchets de la famille, et ils sont vendus encore jeunes, à un poids qui varie entre 50 et 70 kilos.

Cette ébauche d'intensification autorise une productivité du travail généralement supérieure au seuil des 1 000 dollars. Une marge d'accumulation existe donc et permet parfois la constitution d'un petit fonds de commerce (épicerie de village) ou l'achat d'une camionnette. Mais les bénéfices réalisés sur l'exploitation sont investis préférentiellement dans l'émigration aux États-Unis : les trois quarts des familles enquêtées y avaient envoyé entre un et trois de leurs membres. Les retours de devises permettent d'augmenter le troupeau familial et de financer les achats de fourrages grossiers et d'aliments concentrés. Le bétail sert alors de fonds d'investissement pour acquérir un droit éjidal ou, si l'occasion se présente, s'approprier de nouveaux parcours, et ainsi préparer dans les meilleures conditions le retour et l'installation définitive des enfants expatriés.

### *Les petits éleveurs, principales victimes de la saturation de l'espace agropastoral*

Ce groupe est essentiellement composé d'exploitations éjidales dont la taille varie entre 5 et 6 hectares de terrains plans et peut atteindre une douzaine d'hectares lorsqu'il s'agit de versants. Par manque de capitaux, elles ont rarement participé au mouvement d'appropriation des parcours indivis (seulement sept cas sur les vingt-trois étudiés) et les superficies concernées n'ont jamais dépassé 10 hectares. Ces petits éleveurs doivent donc assurer l'affouragement de leur bétail à partir de surfaces très réduites, même si l'accès aux parcours éjidaux leur est ouvert durant toute la saison des pluies. On trouve également dans ce groupe de très

petits propriétaires (moins de 25 hectares de versants), souvent d'anciens tenanciers d'un rancho d'élevage qui ont pu acquérir un bout de terre et quelques animaux.

Les effectifs des troupeaux varient entre dix et vingt têtes ; ce sont très souvent des animaux de races « créoles » dont la valeur commerciale est faible, mais qui s'accommodent d'une alimentation pauvre et résistent mieux que le bétail sélectionné aux mauvaises conditions. Leur nombre est souvent trop élevé en regard de la capacité fourragère des exploitations car le surpâturage des parcours indivis oblige souvent ces éleveurs à ramener le bétail sur leur parcelle dès la fin de la saison des pluies, avant même la récolte du maïs. Il leur faut donc laisser en friche une partie des terres cultivables pour que le troupeau puisse y pâturer durant les semaines qui précèdent la récolte. Cette friche remplit la fonction qui est assignée aux parcours clôturés par les moyens et grands éleveurs.

La surface cultivée demeure limitée : elle s'élève en moyenne à 5,5 hectares et ne dépasse pas 8 hectares. Le système de culture est autant destiné à assurer l'alimentation de la famille et à lui procurer un revenu complémentaire qu'à garantir l'affouragement du bétail. Le maïs occupe au moins la moitié de la superficie emblavée, le reste étant semé de sésame et de sorgho. Les parcelles bénéficient d'un travail plus important et plus soigné que sur des exploitations de taille supérieure. Les sarclages sont généralement manuels et lorsque des herbicides sont employés, les doses sont beaucoup plus importantes (2 à 3 litres par hectare) : il est évident que la production de grains prend le pas sur celle de fourrages dans les objectifs de ces paysans. Dans tous les cas, l'essentiel du travail est fourni par la famille et les recrutements de salariés sont ponctuels et limités.

Bien qu'à peine 40 % des exploitations étudiées bénéficient d'un crédit de campagne (beaucoup sont endettées vis-à-vis de Banrural), les engrais sont systématiquement employés sur les parcelles cultivées. Les quantités apportées se situent en moyenne autour de soixante unités d'azote à l'hectare et elles sont souvent fractionnées en deux applications (à la montaison et juste avant l'épiaison) de façon à accroître leur efficacité. Lorsque les opérations de désherbage sont effectuées à la main, il n'est pas rare non plus que des plants de courges soient semés au milieu du maïs. Les fruits constituent alors une source auxiliaire de fourrage qui est distribuée au bétail et aux quelques porcs que l'exploitation engraisse en début de saison sèche.

La superficie cultivée et la production de chaumes demeurent souvent insuffisantes pour permettre l'alimentation du bétail

durant la saison sèche, d'autant qu'un désherbage plus soigné réduit le nombre d'unités fourragères disponibles. Six hectares cultivés suivant une rotation maïs (1/2) - sésame (1/4) - sorgho (1/4) suffisent à peine à l'alimentation de sept à huit têtes de bétail au cours de cette période, quand la taille des troupeaux dépasse presque toujours dix unités. Le niveau des revenus dont disposent ces éleveurs ne permettant pas d'effectuer des achats massifs de fanes, les animaux terminent la saison sèche dans des conditions très difficiles et il n'est pas rare que les vêlages soient alors fatals à la mère et au veau. Afin de soulager la charge en bétail et les coûts d'entretien du troupeau, les ventes de brouards ont impérativement lieu dès les premiers mois de la saison sèche, quels que soient les prix offerts par les maquignons : se débarrasser des animaux excédentaires plus tard, quand ils ont déjà perdu beaucoup de poids, serait encore moins rentable.

Afin d'améliorer l'utilisation des fourrages par le bétail et de réduire les gaspillages, certaines exploitations procèdent à la récolte des feuilles de maïs un peu avant ou juste après celle du grain. Ces feuilles sont distribuées en époque de soudure aux vaches allaitantes et aux animaux les plus faibles. Cette récolte implique une surcharge de travail importante, d'autant qu'on ne peut longtemps différer l'entrée du bétail sur les parcelles cultivées. La productivité de ce travail est faible, mais c'est l'augmentation des revenus par unité de surface qui est ici recherchée, davantage que l'accroissement de la rémunération du travail.

L'alimentation déficiente des animaux n'autorise pas des niveaux de productivité élevés et ne permet d'amener sur le marché que des animaux d'un poids faible, mal cotés de surcroît pour leur conformation médiocre. Aussi les petits éleveurs sont-ils amenés à varier et à diversifier le plus possible leurs productions. Cette diversification concerne les ventes de lait ou de fromage, dans la mesure où la disponibilité de fourrage permet d'effectuer des prélèvements de lait au cours de la saison sèche. La traite n'excède pas une durée de trois à quatre mois par vache.

L'effort de diversification concerne aussi d'autres ateliers d'élevage. Un quart des producteurs de l'échantillon élèvent un petit troupeau de chèvres, dont les effectifs peuvent s'élever à trente animaux. Les chevreaux sont généralement vendus à l'occasion des fêtes de Noël ou de Pâques, pour un prix relativement élevé (la vente d'une douzaine de chèvres procure un revenu équivalent à celle d'un taurillon de 200 kilos). Cet élevage devient pourtant de plus en plus difficile, devant la multiplication des enclosures et la privatisation des parcours. Il est encore compliqué par l'hostilité

des grands et moyens éleveurs qui n'hésitent pas à tuer les animaux qui pénètrent sur leurs parcelles. Les clôtures à trois ou quatre fils ne suffisant pas à retenir les caprins, les animaux doivent être accompagnés en permanence d'un berger, ce qui réduit considérablement l'intérêt d'un élevage qui est généralement adopté parce qu'il exige peu de soins.

L'engraissement des porcs est par contre beaucoup plus répandu : plus de 80 % des exploitations de l'échantillon disposent de une à cinq truies et engraisent entre cinq et trente porcs à l'année. Les animaux se nourrissent de déchets dans les rues des villages. L'engraissement est terminé avec les excédents de maïs et les courges, mais les porcs sont rarement vendus à un poids supérieur à 60 kilos. En trente ans, le rapport entre le prix de la viande de porc et celui du maïs s'est à peu près maintenu dans les Terres Chaudes, contrairement à ce qui s'est produit en d'autres régions du Michoacán<sup>7</sup>. La rentabilité d'un tel élevage a peu varié, dans la mesure où il s'adresse à un marché local, relativement protégé par son isolement, et qu'il s'appuie sur des coûts de production extrêmement faibles. Sur les exploitations étudiées, les ventes de porcs pouvaient représenter jusqu'à 30 % du produit brut total.

La multiplication des activités d'élevage et la relative optimisation de l'emploi des ressources fourragères procèdent d'une logique économique semblable à celle du groupe précédent. Mais ici, la faible surface disponible oblige à diversifier beaucoup plus les sources de revenus (une part beaucoup plus importante des productions agricoles, sorgho et sésame, est mise sur le marché). L'intensification devient une nécessité absolue : c'est l'augmentation des revenus obtenus à l'hectare qui est recherchée, avant la rémunération immédiate du travail. Le faible niveau des ressources qui peuvent être investies dans cette intensification en hypothèque cependant largement la portée.

Relativement au produit brut, le niveau des charges d'exploitation est gonflé par les coûts de l'alimentation et ceux des intrants employés à la production agricole. La productivité du travail dépasse rarement le seuil des 1 000 dollars et, pour le quart des exploitations, cette rémunération n'atteint même pas le seuil de reproduction. Aussi la moitié de ces petits éleveurs doivent-ils s'employer comme salariés agricoles durant la saison sèche. Lorsqu'elle existe, la faible marge d'accumulation ne permet pas de réaliser des investissements importants. Elle est le plus souvent employée à financer le passage de un ou plusieurs fils aux États-Unis : les deux tiers des petits éleveurs enquêtés avaient participé à des degrés divers à l'émigration clandestine. Lorsque cette tenta-

7. En 1960, un porc de 50 kilos (40 *arrobas*) atteignait un prix équivalent à celui de 340 kilos de maïs. En 1988, sa valeur atteignait 130 000 à 150 000 pesos, soit entre 330 et 375 kilos de maïs. Dans la région de Coalcoman en revanche cette valeur s'est dévaluée de moitié entre 1910 et 1970 (voir H. Cochet, 1991 : 158-159).

tive réussit (les cas d'échec sont nombreux car les sommes investies sont nécessairement limitées), les envois de dollars constituent un véritable ballon d'oxygène pour l'exploitation. Ils peuvent alors représenter plus de 60 % du revenu monétaire net.

Les revenus tirés de l'émigration sont pourtant insuffisants pour que ces paysans puissent envisager d'étendre leurs exploitations. Leur avenir semble menacé à moyen terme, car le prix de la terre, comme celui des fourrages, leur interdit toute perspective d'accroissement du capital productif. Toute division des terres et du patrimoine à l'occasion d'un héritage les condamnerait à passer sous le seuil des 5 hectares par actif et à une décapitalisation plus ou moins rapide, voire à la disparition pure et simple en tant que producteurs agricoles.

### *L'irrigation, clé de l'intensification des systèmes d'élevage*

Cette précarité est inconnue des éleveurs qui disposent de terrains irrigués et n'ont pas à recourir aux ressources fourragères extérieures à leur exploitation (groupe D de la figure 36). Une telle situation demeure exceptionnelle à l'échelle de la région. Elle concerne essentiellement les villages situés sur les terrains irrigués par la « Commission du Balsas » (au sud du *municipio* de San Lucas) et quelques grandes propriétés privées, où les conditions hydrographiques ont justifié l'achat d'une pompe à gros débit. Parmi l'échantillon, huit exploitations de ce type ont une superficie totale qui varie entre 10 et 50 hectares et une surface irriguée de 8 à 40 hectares (pour une moyenne de 20 hectares). Il s'agit donc d'exploitations de taille moyenne, qui disposent de troupeaux relativement importants : entre quarante et soixante-dix animaux.

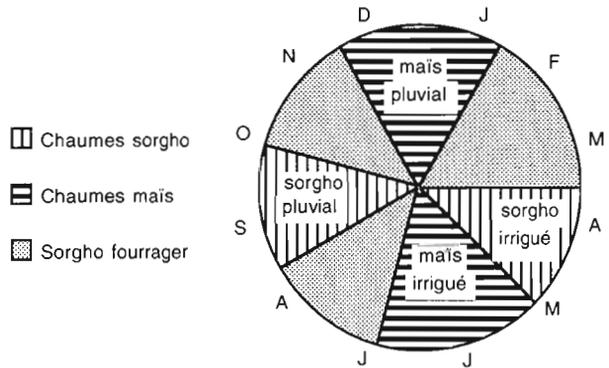
Les chargements en bétail sont élevés. Ils dépassent toujours 1,5 hovin et atteignent même parfois la limite de trois têtes par hectare clôturé. De telles densités impliquent la mise en place d'un système d'élevage intensif : ces exploitations doivent produire des quantités importantes d'aliments et éviter au maximum l'apparition de « trous » dans le calendrier fourrager. L'espace est géré de façon à obtenir une production échelonnée de chaumes, de grains et de matière verte, qui permette le pâturage continu des animaux tout au long de l'année et l'apport de compléments au cours des rares périodes de soudure.

Les éleveurs installés sur les terres irriguées du *municipio* de San Lucas ont résolu ces diverses contraintes en cultivant des prairies temporaires de sorgho fourrager. Ils disposent ainsi d'un pâturage

vert, abondant et de très bonne qualité lorsqu'il est exploité au moment de l'épiaison. Après le passage des animaux, un fauchage sommaire et une rapide fertilisation sont effectués pour favoriser le recrû des plantes et obtenir en quelques semaines une prairie presque aussi fournie qu'après le semis. Sur une année, on peut ainsi ménager quatre pousses entrecoupées de périodes de pâture qui varient entre un mois et six semaines. Douze à seize mois après l'établissement de la prairie, la parcelle est labourée à nouveau et une culture de maïs ou de sorgho-grain est entreprise. Elle fournit les chaumes consommés par le bétail durant le recrû des prairies, ainsi que le grain distribué comme complément aux vaches allaitantes et aux animaux les plus faibles.

Les plantes associées dans ce système de culture présentant des cycles végétatifs de durées différentes (110 à 120 jours pour le maïs, 90 jours pour le sorgho-grain et 75 jours pour le sorgho fourrager), les exploitations disposent d'une production de fourrages échelonnée, presque sans période de soudure. Les rotations sont triannuelles et se rapprochent du schéma suivant : maïs pluvial - sorgho irrigué - sorgho fourrager (douze à seize mois) - maïs irrigué - sorgho pluvial - sorgho fourrager (douze à seize mois), etc. Dans le cas d'une exploitation divisée en trois parcelles, cultivées suivant cette rotation, le calendrier fourrager est illustré par la figure 39.

**Figure 39**  
*Calendrier fourrager sur une exploitation irriguée disposant de trois parcelles.*



Si le système de culture est bien géré, il n'est fait que très rarement appel aux fanes produites par les exploitations voisines. Cela se produit ponctuellement, lorsque la pousse des prairies de sorgho a été mal programmée, et parce que le nombre d'animaux à maintenir par hectare ne permet pas une sécurité totale. Les éleveurs tentent pourtant de réduire au maximum ce risque.

De fortes quantités d'intrants sont appliquées sur les parcelles irriguées : les doses d'engrais varient entre quatre-vingt et cent unités d'azote par hectare, l'emploi de fortes quantités d'herbicides s'est généralisé et des traitements anti-parasitaires nombreux sont indispensables sur des terres cultivées sans interruption, sous un climat chaud. La consommation d'intrants est donc importante (entre 150 et 350 dollars par hectare). Le coût est renforcé par les nombreux traitements que doivent subir les bovins pour éviter la multiplication des tiques et des parasites internes.

À ce prix, la productivité du troupeau s'accroît sensiblement. La fréquence des naissances varie généralement entre quinze et dix-huit mois, parfois moins, et les taux d'extraction dépassent toujours 25 %, voire 30 %. Les niveaux de production sont en moyenne quatre fois supérieurs à ceux des grands domaines d'élevage : entre 60 et 90 kilos de poids vif par hectare et par an. Ces exploitations n'effectuent pas pour autant l'embouche des taurillons ; les structures de commercialisation mises en place dans le cadre de la spécialisation régionale et le prix élevé des brouards ont maintenu leur orientation vers l'élevage naisseur.

Le système d'élevage mis en place a permis d'augmenter sensiblement la production laitière. Et comme les plus importantes superficies irriguées voisinent avec les principaux bourgs, le lait frais peut être écoulé sur un marché très rémunérateur. Les vaches allaitantes sont traitées en toutes saisons, pour des périodes variant entre cinq et huit mois, et bénéficient d'apports de concentrés (farines de maïs ou de sorgho produites sur l'exploitation que l'on mélange avec de petites quantités de tourteaux protéiques). Les ventes de lait peuvent représenter entre le quart et le tiers du produit brut de ces exploitations. Une spécialisation mixte vers la production de viande et celle de lait se dessine, renforcée par la diffusion des caractères génétiques de la race Brune des Alpes. Sur ces exploitations, le bétail présente généralement une conformation bouchère et des qualités laitières très supérieures aux moyennes régionales. De telles conditions permettent de limiter les sources de revenus à celles que procure le troupeau : il n'y a pas d'autre atelier d'élevage.

Une réelle intensification des systèmes d'élevage peut donc avoir lieu lorsque le surcroît de travail qu'elle requiert bénéficie d'une rémunération équivalente à celle procurée par l'élevage extensif. Les ressources en main-d'œuvre sont élevées (entre deux et quatre actifs permanents) et la superficie par actif familial dépasse rarement 10 hectares, contre plus de 100 sur les grandes exploitations d'élevage. La productivité du travail se maintient au-dessus

de 1 500 dollars malgré le niveau élevé des charges d'exploitation. Ces éleveurs disposent donc d'une marge d'accumulation importante. L'émigration aux États-Unis ou l'installation d'un commerce sont pourtant moins fréquentes qu'au sein des groupes précédents, car le travail sur l'exploitation mobilise la quasi-totalité de la main-d'œuvre familiale. L'excédent monétaire est plus souvent investi dans l'achat d'une camionnette pour transporter le lait frais jusqu'au bourg. L'avenir de ces exploitations n'est pas menacé, même par la perspective d'une possible division par héritage : même en deçà d'un certain seuil de superficie, l'irrigation et le capital accumulé laissent la possibilité de réorienter le système de production vers le maraîchage et l'exportation de fruits.

Pour les petites et moyennes exploitations d'élevage, les limites de l'intensification sont donc fixées par la capacité à produire leurs propres fourrages. Elles dépendent de la superficie que l'on peut cultiver avec un tracteur et un minimum de main-d'œuvre, mais aussi de la surface qui reste disponible pour le pâturage estival du bétail. Lorsque l'appropriation des parcours devient impossible ou qu'elle est limitée par le manque de capital, les exploitations se trouvent souvent obligées de conserver à cet effet une portion significative de leur surface cultivable. Leur capacité d'entretien du troupeau au cours de la saison sèche en est directement affectée : la marge d'accumulation et de reproduction des petits éleveurs se réduit en même temps que les parcours indivis. Ils sont menacés par la pénurie de fourrages et seraient condamnés par toute division de leur patrimoine. La seule alternative de survie à moyen terme consiste dans l'irrigation ou l'appropriation avec mise en défens d'une superficie suffisante de pâturages naturels. Deux options qui semblent hors de portée de la majorité d'entre eux.

## INTENSIFICATION OU DOUBLE ACTIVITÉ : QUELS RECOURS POUR LES PAYSANS MINIFUNDISTES ?

---

Lorsque les divisions par héritage ont réduit les exploitations agricoles à de petites superficies (moins de 4 ou 5 hectares par actif familial), la spécialisation vers l'élevage naisseur devient impossible. La dégradation des termes de l'échange (bas prix des produits vivriers, accès indirect au marché...) précipite le glissement des exploitations minifundistes vers des seuils de productivité

toujours plus faibles. L'avenir de ces familles dépend alors des opportunités productives ou salariales, des faibles rentes de situation qui peuvent se présenter et pourront freiner la chute de leurs revenus. De telles opportunités sont apparues localement avec le développement de l'irrigation et celui des cultures maraîchères. Elles ont alors permis d'enrayer les processus de paupérisation. Mais pour combien de paysans minifundistes ? Et pour combien de temps ?

### *Petite irrigation et productions maraîchères, ballons d'oxygène d'une minorité*

Le développement de l'irrigation dans le sud-est des Terres Chaudes et l'arrivée des *brokers* ont fourni à une minorité de paysans minifundistes l'occasion *d'obtenir une forte productivité du travail en maximisant les revenus à l'hectare*. Sur les dix exploitations étudiées, la rémunération du travail varie entre 1 700 et 2 500 dollars (deux à trois fois le niveau du seuil de reproduction) et la valeur ajoutée atteint 800 à 1 750 dollars par hectare : entre vingt et cinquante fois les niveaux observés sur les grandes exploitations d'élevage. La culture d'un hectare de melons permet d'obtenir une valeur ajoutée équivalente au produit de la vente de sept ou huit taurillons, ou à celui de quatre ou cinq bovins dans le cas de la tomate.

La spécialisation est alors très forte et mobilise la totalité de la force de travail familiale. Toutefois, une partie de la surface est généralement cultivée durant le cycle pluvial afin de satisfaire les besoins de la famille en maïs et, s'il y a lieu, ceux du troupeau en sorgho et en résidus de cultures. Mais en aucun cas les cultures pluviales n'entravent la production maraîchère : il n'est pas rare que les parcelles destinées au maraîchage soient laissées en friche durant toute la saison des pluies pour permettre un semis précoce, parfois dès la fin du mois d'octobre. Il importe en effet de récolter très tôt dans l'année si l'on veut éviter les brusques variations de prix qui ont lieu dès que les régions d'altitude, mieux situées par rapport aux marchés, viennent concurrencer la production des Terres Chaudes. De la même façon, et quelle que soit la capacité d'accumulation de l'exploitation, un troupeau n'est constitué que dans la mesure où son entretien n'affecte pas les productions maraîchères.

Les produits bruts atteignent fréquemment un niveau comparable à celui observé sur certaines grosses exploitations d'élevage : parfois plus de 20 000 dollars, soit le prix d'un lot de soixante-cinq

taurillons... Mais les gains réels des producteurs sont généralement très éloignés de telles sommes car ils sont grevés dans une proportion de 50 à 60 % par les coûts de production (semences sélectionnées pour le melon, doses très importantes de fertilisants, traitements anti-parasitaires dont il faut accroître le nombre à chaque nouveau cycle de culture, charges en main-d'œuvre). S'y ajoute enfin une forte consommation de capital fixe, en particulier sur les exploitations irriguées par pompage. Une telle spécialisation suppose donc un investissement considérable, qu'aucun paysan minifundiste n'est capable de réaliser par lui-même.

Ceux qui se lancent dans l'aventure (c'en est une car le risque d'échec est important) doivent obtenir un financement par l'intermédiaire d'un grand commerçant ou d'un commissionnaire local des exportateurs, dans des conditions de production défavorables : sur les dix exploitations maraîchères étudiées, quatre seulement étaient en situation de faire-valoir direct. Le commerçant ou l'intermédiaire fait l'avance du capital et des pompes s'il y a lieu, et se charge de vendre la totalité de la production. Sur le produit de ces ventes, il se rembourse de la totalité du capital (constant et variable) consommé et empoche la moitié du bénéfice net. Très souvent, le producteur n'a aucun contrôle sur la commercialisation des fruits et ne sait même pas à quel prix elle a été effectuée. Toutes sortes de manipulations et d'abus sont possibles. La majeure partie des profits demeure ainsi entre les mains des commerçants de fruits et d'une petite frange de l'oligarchie régionale, le producteur étant placé au dernier rang dans la répartition de la manne.

Même largement amputé par la rente versée au détenteur du capital, le revenu monétaire tiré du maraîchage permet pourtant à l'ensemble de ces exploitations de se maintenir nettement au-dessus du seuil de reproduction. Mais leur marge d'accumulation demeure limitée par rapport au capital d'exploitation qu'il leur faudrait constituer pour s'affranchir de rapports de production aussi défavorables. Elle permet l'envoi d'un ou de plusieurs fils aux États-Unis, parfois l'achat d'une pompe légère et, beaucoup plus rarement, celui d'un véhicule employé au transport des fruits (un cas sur dix étudiés).

La situation des petits producteurs maraîchers demeure précaire car la multiplication des parasites et l'appauvrissement progressif des sols imposent l'emploi de quantités toujours plus grandes de pesticides et d'engrais, l'utilisation de nouvelles variétés plus résistantes mais plus chères, et donc la réduction rapide des marges de bénéfice. Pour éviter ce problème, les *brokers* n'accordent plus de

financement au-delà de deux années de culture consécutives sur les terres irriguées du *municipio* de San Lucas. De façon générale, les intermédiaires ont mis en place un système de rotation entre les différentes exploitations et les périmètres irrigués de la région. Le déclin des productions maraîchères dans la dépression du Tepalcatepec est à l'origine de leur développement dans les Terres Chaudes, mais une semblable mésaventure menace à terme les paysans de la région. Ce départ priverait les petits maraîchers de l'accès aux capitaux et aux marchés, mais signifierait également pour beaucoup d'entre-eux la disparition des systèmes d'irrigation installés par leurs patrons. Il ne faut pas pour autant sous-estimer la capacité de ces paysans à s'appropriier les techniques et les connaissances nécessaires à la poursuite de cette activité. Une analyse des processus d'adaptation et de recomposition qui sont en cours dans les bassins délaissés par les *brokers* (dépression du Tepalcatepec, région d'Autlán) serait riche en enseignements.

Pour les producteurs qui sont installés sur des périmètres irrigués par la Commission du Balsas, ce départ n'aurait pas d'effets aussi dramatiques. En l'absence de possibilités de crédit, ces paysans peuvent réorienter leur système de production vers des cultures vivrières et fourragères peu coûteuses à mettre en place. L'irrigation leur laisse la possibilité d'effectuer deux récoltes de maïs par an dont l'une, réalisée au milieu de la saison sèche, peut être vendue aux acheteurs de l'Altiplano sous la forme d'épis tendres payés deux ou trois fois plus chers que le grain sec. Trois exploitations ont adopté ce système de culture et conservent une productivité du travail supérieure au seuil de reproduction, malgré leur petite taille (moins de 3 hectares par actif). Les ventes d'épis tendres et celles de chaumes leur permettent de compenser la dégradation du prix du maïs, à la condition de conserver des rendements élevés (1,5 tonne par hectare en moyenne). Ils y parviennent en intensifiant les façons culturales : les doses d'engrais (100 unités par hectare) sont les plus élevées de la région, celles d'herbicides également et ils procèdent à un labour profond avant chaque cycle de culture. À ce prix, ils obtiennent une valeur ajoutée relativement importante, si on la rapporte à la taille des exploitations (250 dollars par hectare en moyenne), mais qui demeure insuffisante pour garantir une rémunération du travail élevée (toujours inférieure à 1 000 dollars). Elle permet donc la reproduction de la force de travail mais n'autorise guère une réelle accumulation. Cela se vérifie par le faible nombre de bovins entretenus sur l'exploitation : une seule possédait un troupeau limité à quatre vaches et leur suite.

## *Les petits éjidataires et les tenanciers des ranchos d'élevage en voie de paupérisation*

Lorsque l'irrigation n'est plus possible, les exploitations minifundistes se trouvent presque systématiquement rejetées en dessous du seuil de reproduction. Sur des superficies qui ne dépassent pas 5 hectares par actif, les associations maïs-sorgho, maïs-sorgho-sésame ou la culture pure du maïs ne dégagent pas une rémunération du travail suffisante. Le comportement de ce groupe est donc dicté par la nécessité de valoriser au mieux l'emploi de la main-d'œuvre familiale tout en réduisant au maximum les risques et les coûts de la production agricole. Cela se traduit par une très forte diversification des activités sur l'exploitation, mais aussi en dehors de celle-ci : tout est mis en œuvre pour que la force de travail familiale soit employée tout au long de l'année.

Une telle exigence peut se vérifier à travers l'analyse des systèmes de culture. Les combinaisons de cultures (maïs, sorgho et sésame) sont entreprises de façon à éviter la formation de goulots d'étranglement qui nécessiteraient l'emploi de travailleurs salariés. Une partie au moins de la surface cultivée est également labourée avec un petit attelage de mules ou d'ânes pour réduire les coûts d'utilisation du tracteur, au risque de prendre du retard dans les semis. Les paysans s'efforcent d'effectuer les sarclages sans avoir recours aux herbicides ou aux journaliers, au détriment parfois de la qualité du travail réalisé. En revanche, bien que les ressources financières des exploitations soient limitées et que l'accès aux crédits de campagne leur soit souvent refusé (les deux tiers de l'échantillon figuraient sur la liste noire de Banrural pour non-recouvrement de créances), presque toutes fertilisent leurs parcelles (soixante unités d'azote par hectare en moyenne) car « la terre est fatiguée et sans engrais elle ne produit plus ».

Pour ce groupe de producteurs, la culture du maïs sur défriche-brûlis garde un intérêt qu'elle a perdu pour beaucoup d'éleveurs, davantage intéressés par les possibilités de mécaniser les façons culturales. La volonté de réduire les risques les incitant à varier les milieux cultivés, la culture sur brûlis leur donne la possibilité d'étaler le calendrier de travail (semis précoce, sarclages réduits, récolte décalée) et de limiter les coûts de production (on emploie peu ou pas d'engrais). Nombre de producteurs minifundistes cherchent donc à combiner l'exploitation d'une parcelle labourable et la culture sur brûlis d'une superficie qu'il est possible de défricher sans dépasser la force de travail familiale.

Le souci d'assurer au mieux l'autonomie alimentaire de la famille se traduit également par l'association de la courge – parfois du haricot ou de quelques plants de pastèque ou de piment – à la culture du maïs. Depuis quelques années, on assiste à un regain d'intérêt pour la culture de la courge. Ses fruits sont utilisés pour engraisser quelques porcs durant l'automne, mais l'attrait de cette culture provient surtout des graines qui, une fois séchées, sont employées dans la cuisine et font l'objet d'une demande constante à México et sur tous les marchés de l'Altiplano. Le kilo de semences se vendait 2 500 pesos en 1988 sur la place de Huetamo, quand un hectare de maïs et de courge associée peut en produire plus de cinquante. Sans tenir compte de la production supplémentaire de viande de porc qu'elle autorise, cette association permet ainsi d'élever la valeur ajoutée à l'hectare dans une proportion de 20 %.

Les récoltes de sésame et de sorgho complètent ces ventes. La production de maïs est en revanche entièrement consacrée à l'alimentation de la famille et des animaux de trait et à l'engraissement de quelques porcs. Les chaumes sont généralement vendus, mais cela devient difficile, voire impossible dès que l'exploitation compte quelques bovins, car le paysan doit alors mettre en défens les fanes nécessaires à l'alimentation de son petit troupeau, et donc installer une nouvelle clôture, ce qu'il a rarement les moyens de faire. L'acquisition d'une tête de bétail peut ainsi signifier une réduction immédiate et significative des revenus de l'exploitation et représente souvent un pas difficile à franchir.

L'acquisition de bovins demeure pourtant le premier objectif de ces paysans. Elle leur permet de ne pas être totalement exclus des processus d'appropriation foncière en cours. 60 % des paysans enquêtés possédaient ainsi entre deux et six têtes de bétail. La faiblesse des effectifs et les mauvaises conditions d'alimentation freinent pourtant une élévation sensible du revenu familial : un taurillon ou une vache de réforme sont vendus avec peine tous les deux ou trois ans et la production de lait est trop faible pour justifier son transport jusqu'au bourg. Les ventes de bovins ou de laitages représentent à peine 18 % du produit brut moyen de ces exploitations. Le bétail constitue surtout un fonds de sécurité que l'on peut utiliser pour parer aux coups durs d'une existence qui n'en manque pas. Cette recherche de sécurité peut s'effectuer au détriment de la production, car le surpâturage des parcours oblige de plus en plus fréquemment les paysans à réduire la surface cultivée et à conserver en friche une partie de la parcelle, où le bétail sera rapatrié dès la fin des pluies et pâturera durant la

période précédant la récolte. Sur d'aussi faibles surfaces, la rentabilité de l'élevage bovin est souvent douteuse, mais cette activité n'est pas pour autant remise en question.

L'élevage et l'engraissement de porcs tiennent une place plus significative dans la formation du revenu de ces exploitations. Les deux tiers des paysans minifundistes possèdent une ou deux truies et engraisent entre trois et cinq porcs chaque année. Cet élevage demeure très rustique : les animaux, nourris avec des déchets de tous types, sont « finis » avec les excédents de maïs et les courges pour être amenés au poids de 50 ou 60 kilos auquel ils sont vendus aux petits maquignons. Cette activité peut représenter plus de la moitié des revenus monétaires de certaines familles, mais elle est aléatoire car les épidémies déciment fréquemment les effectifs. L'entretien d'une basse-cour procède de la même logique. Il se traduit rarement par la vente de poules ou d'œufs, mais il permet d'améliorer à peu de frais le régime alimentaire de la famille.

Les marges réalisées sur chacune des activités agricoles ou d'élevage demeurent pourtant faibles et la productivité du travail modeste : elle atteint en moyenne 670 dollars et 80 % des producteurs étudiés se trouvaient en dessous du seuil de reproduction. Le recours à d'autres activités, hors de l'exploitation, est alors indispensable. Les paysans minifundistes s'emploient comme journaliers tout au long de l'année, dès que des temps morts apparaissent dans le calendrier agricole. Les migrations saisonnières constituent encore un recours fréquent. Elles sont dirigées aujourd'hui vers les périmètres irrigués du nord-ouest du pays ou vers les melonnières contrôlées par les compagnies exportatrices au sud de la région. L'émigration aux États-Unis concerne à peine la moitié de l'échantillon, contre 65 à 75 % des petits et moyens éleveurs. Les revenus tirés de l'exploitation permettent en effet rarement d'accéder aux filières d'emploi les plus sûres. Le pourcentage d'échec et d'expulsion est élevé, et si les envois de dollars contribuent à maintenir tant bien que mal ce type d'exploitations, ils demeurent insuffisants pour franchir un palier d'accumulation et acquérir terre et bétail.

La situation des paysans minifundistes s'améliore lorsqu'ils ont accès aux cultures de piments ou d'arachide (groupe H de la typologie). Quelques dizaines de paysans seulement bénéficient des financements et des débouchés qui donnent accès à ces spéculations. Les revenus obtenus à l'hectare augmentent jusqu'à 250-350 dollars, soit à peu près ce que gagnent les producteurs de maïs sur les terres irriguées. Même si les besoins importants en main-d'œuvre ne permettent pas d'élever la superficie par actif

familial au-delà de 3 hectares, la productivité du travail se maintient alors au niveau du seuil de reproduction et autorise parfois une faible accumulation.

Même dans ces conditions plus favorables, l'avenir des exploitations minifundistes demeure incertain. De très faibles variations des taux de l'usure ou des prix de garantie, mais aussi une mauvaise récolte peuvent entraîner de lourdes conséquences. La vente de la vache ou de la truie devient nécessaire, l'endettement s'accroît, le capital productif est rapidement consommé. Toute division ou amputation du patrimoine à l'occasion d'une succession a un effet plus grave encore : la plupart de ces exploitations se trouvent sur le fil du rasoir et le moindre écart peut être fatal.

C'est encore plus vrai pour les petits tenanciers des ranchos d'élevage. Les rapports de production ont pourtant évolué à leur avantage depuis une trentaine d'années mais la récolte de quatre hectares de maïs (c'est la superficie qu'il est possible à un actif de cultiver par défriche-brûlis) ne suffit plus à assurer la survie d'une famille. Les tenanciers ont en effet à couvrir la totalité des coûts de production et ne peuvent disposer des chaumes du maïs. Cela revient à amputer d'un tiers la rémunération de leur travail. En fait, si l'on considère que les quatre hectares de chaumes permettent l'entretien de six têtes de bétail durant la saison sèche et la production supplémentaire d'un taurillon et demi, ce prélèvement représente 45 % de la valeur ajoutée créée par le travailleur et correspond à un taux de plus-value de 75 %<sup>8</sup>.

Afin que le troupeau du propriétaire ne souffre pas de concurrence, les tenanciers se voient par ailleurs refuser le droit de posséder plus de deux ou trois vaches et leur suite. En fait, les trois quart des tenanciers rencontrés ne possédaient pas le moindre bovin, les activités d'élevage se réduisant à l'engraissement de deux ou trois porcs. Dans ces conditions, la rémunération du travail effectué sur le rancho reste très faible (moins de 650 dollars par an). Comme les possibilités d'emploi au cours de la saison sèche sont extrêmement limitées loin des villages, ces producteurs dépendent des conditions salariales qui leur sont fixées sur le domaine et du bon vouloir des propriétaires. Aussi n'est-il pas surprenant que l'exode des petits tenanciers n'ait fait que se renforcer depuis le début des années quatre-vingt et qu'il soit de plus en plus difficile pour les grands éleveurs de conserver la main-d'œuvre nécessaire à la production de chaumes. La plupart des tenanciers tendent à abandonner les ranchos pour se rapprocher des villages, y louer une petite parcelle et travailler comme journaliers agricoles. Ils viennent renforcer une population de semi-prolétaires qui ne cesse de croître.

8. Voir la note 5 : la part de la valeur ajoutée qui revient au tenancier (production de grain et valorisation de ce grain par l'engraissement de 2 porcs) s'élève à environ 1 600 000 pesos. Celle dont bénéficie le propriétaire (production d'un taurillon et demi grâce aux fanes de maïs) correspond à un gain de 1 200 000 pesos environ. Le taux de plus-value s'élève alors à 75 %.

## *Semi-prolétaires : pour combien de temps ?*

Tous les exclus d'un processus de développement orienté vers la concentration foncière et l'extensification échouent à la périphérie des chef-lieux municipaux et des principaux villages. Leurs baraques de branchages et de carton goudronné voisinent avec les maisons de brique et de ciment que se font construire les émigrés aux États-Unis. Ils constituent une population de journaliers agricoles, de vendeurs à la sauvette, de petits artisans (maçons, ressemeleurs de sandales, etc.), à qui un parent prête ou loue pour une somme modique un ou deux hectares de mauvaises terres. Certains sont parfois tenanciers-usufruitiers d'un lopin éjidal plusieurs fois divisé, mais dont la taille (moins de 3 hectares) ne permet en aucun cas le maintien d'une famille. Le maïs associé à la courge, parfois au haricot, est la seule plante cultivée. Les animaux de trait et les outils employés sont souvent prêtés par des parents. Des vingt et une personnes de ce groupe, une seule possédait deux vaches. Il n'est pas rare en revanche que ces producteurs fassent l'acquisition d'un âne qu'ils emploient pour le transport du bois de chauffe, ramassé sur les parcours et vendu dans les villages.

Ces structures d'exploitation ne permettent pas d'obtenir une rémunération du travail supérieure à 400 dollars (moyenne de 300 dollars). La seule solution de survie consiste à *vendre à n'importe quelle condition la force de travail familiale*. Les familles sont souvent nombreuses et les enfants travaillent comme journaliers dès l'âge de onze ou douze ans aux tâches les plus dures, pour un salaire inférieur de 30 à 50 % à celui qui est donné aux adultes. Cela demeure pourtant insuffisant et la plupart des familles se trouvent dans un état de pauvreté absolue.

Elles constituent une main-d'œuvre de choix pour les producteurs et les trafiquants de drogue. Les missions les plus risquées, la surveillance des plantations et surtout le transport des chargements de *marihuana* vers l'Altiplano leur sont généralement confiés. Les enfants sont souvent préférés pour cette dernière tâche : ils éveillent beaucoup moins l'attention des policiers et des militaires qui contrôlent les routes. Ils sont installés avec un paquet de marihuana dans un autobus et surveillés à distance par un homme de main qui prend en charge la drogue une fois le voyage terminé. Ce sont les premières victimes de la répression policière, mais comment résister à la tentation des dollars que les trafiquants font miroiter ?

Avec les trafiquants de drogue, les compagnies melonnières sont les seules à créer de nouveaux emplois, mais pour une durée limitée aux six mois de la saison sèche. En tout état de cause, les

recrutements sont loin de pouvoir absorber la masse des expulsés et l'offre de bras provenant des producteurs minifundistes qui n'ont pas encore abandonné leur terre. La périphérie de Huetamo ou des gros villages n'est souvent qu'une étape avant un exode cette fois définitif vers les secteurs où les possibilités d'emploi sont plus importantes et mieux réparties dans l'année : les grands bassins irrigués et les ceintures de misère des grandes villes voisines, Morelia, Acapulco ou México.

## Conclusion

---

Les transformations économiques et politiques des Terres Chaudes depuis plus d'un siècle ne paraissent pas avoir affecté les mécanismes de différenciation sociale et de marginalisation qui en faisaient l'une des sociétés les plus inégalitaires à l'aube de la Révolution mexicaine : l'histoire agraire semble s'y répéter sous l'intervention d'acteurs et de contraintes qui ont peu évolué. Un siècle après la dissolution des communautés indiennes, les conditions économiques et sociales paraissent à nouveau réunies pour que se répète un phénomène d'exclusion : le petit peuple des *ejidos* et des ranchos d'élevage est progressivement emporté par une crise qui n'est pas sans rappeler la ruine de la paysannerie indienne durant le *Porfiriato*. La Réforme agraire des années trente-cinquante a certes permis de redistribuer la propriété foncière. Mais elle n'a en rien modifié les mécanismes de différenciation et de subordination qui régissaient cette société. Ils fonctionnent encore de nos jours et se renforcent à l'occasion de chaque crise.

L'analyse historique renvoie l'image d'une société dont le développement a toujours été déterminé par l'intervention d'acteurs étrangers à la région. Il s'agit d'un caractère commun à l'ensemble des sociétés latino-américaines, mais qui trouve dans les Terres Chaudes une expression presque caricaturale. Depuis les déplacements de populations organisés par l'État tarasque pour s'assurer le contrôle de ses circuits d'approvisionnement, jusqu'à l'implantation des *brokers* et des compagnies melonnières nord-américaines, en passant par l'expansion des grands domaines et la réforme agraire, les politiques définies à Tzintzuntzan, México ou Washington et des acteurs ou des capitaux extérieurs à la région ont induit ou imposé les transformations subies par cette société.

Une telle emprise était évidente au xv<sup>e</sup> siècle, quand l'État tarasque a organisé le peuplement de la région et imposé aux paysans déportés des tributs de coton et de cacao, et le travail obligatoire dans les mines d'or et de cuivre. Au xviii<sup>e</sup> siècle, ce sont les immigrants métis venus de l'Altiplano qui mirent en place un système d'exploitation nouveau, reposant sur l'appropriation privée du sol, la culture attelée, l'introduction de nouveaux rapports de production (fermage et métayage) et l'association de la canne à sucre avec l'élevage extensif. La diffusion progressive de ce système de production au sein des communautés indiennes n'a pas empêché les spoliations et leur disparition au profit des éleveurs métis. Cette dépendance s'est encore vérifiée après la Réforme agraire, lorsque les industriels du centre du pays (fabricants d'huile et raffineries de sucre) se sont alliés à la nouvelle bourgeoisie agraire pour s'appro-

prier le surplus agricole de la paysannerie éjidale et exploiter sa force de travail. Un système de production reposant sur la culture du sésame et les migrations saisonnières s'est mis en place. Dès lors, les « hirondelles » sont devenues les figures centrales de la société agraire dans les Terres Chaudes.

Au cours des trente dernières années, à mesure que les Terres Chaudes s'intégraient à un espace économique de plus en plus large, leur dépendance vis-à-vis d'acteurs économiques extérieurs n'a cessé de s'accroître. La chute des prix agricoles, la spécialisation vers l'élevage de bœufs ou le maraîchage, les conditions du trafic de drogue ou de l'émigration clandestine ne peuvent être analysées qu'en fonction des conditions particulières de l'économie nord-américaine (productivité des céréaliers, demande en main-d'œuvre bon marché, en jeunes bovins ou en fruits frais) : l'économie des Terres Chaudes fonctionne désormais dans les espaces et aux conditions que lui a assignés sa voisine nord-américaine.

Depuis trois siècles, la spécialisation vers l'élevage extensif est au centre des mécanismes d'accumulation différentielle, de paupérisation et de concentration foncière. Il y a trois cents ans, les troupeaux bovins furent le vecteur de l'expansion métisse, au détriment des communautés indiennes. Pour pouvoir résister à leur poussée, les Indiens ont dû assimiler les éléments du système de production métis, en particulier la culture attelée et l'élevage bovin, principaux outils de l'appropriation foncière. Deux siècles plus tard, les grands éleveurs se trouvaient à la base des réseaux d'usure qui ont permis l'expansion des très grands domaines. Le pouvoir de cette oligarchie, un temps remis en question par la Réforme agraire, s'est vite réaffirmé lorsque le bétail s'est avéré le meilleur instrument de contrôle sur la terre et la production agricole, au travers des locations d'attelages et du crédit. L'élevage représentait alors la seule façon d'accéder aux rentes découlant du droit de vaine pâture et de l'utilisation des parcours indivis. Enfin, les grands éleveurs sont à l'origine du mouvement d'enclosures et d'appropriation foncière qui s'est étendu à l'ensemble des *ejidos*, selon un processus semblable à celui qui accompagna la dissolution des communautés indiennes il y a une centaine d'années.

Tout au long de cette histoire, les éleveurs ont mis à profit les écarts de productivité qui leur donnaient un avantage décisif sur la petite paysannerie, pour accroître leur contrôle sur les moyens de production et s'approprier les rentes qui en découlent. Les efforts des petits producteurs ont donc visé de tout temps l'acquisition des têtes de bétail qui leur permettraient une spécialisation semblable dans l'élevage. Mais l'accroissement de la population et du

cheptel au cours des trente dernières années a entraîné une telle pression sur les ressources agropastorales que ces tentatives sont aujourd'hui vouées à l'échec : les retards d'accumulation sont devenus définitifs. Il n'est guère que les mythes alimentés par les réussites fulgurantes d'une minorité d'expatriés ou de trafiquants de drogue pour entretenir l'illusion d'un enrichissement à la portée des paysans minifundistes. Seuls les privilégiés qui ont bénéficié des programmes publics d'irrigation ont pu maintenir ou améliorer leurs conditions de vie. Les systèmes de production en agriculture pluviale sont en revanche entraînés dans une spirale d'extensification qui exclut un nombre croissant de laissés-pour-compte.

Des secteurs importants de la paysannerie auraient pourtant intérêt à intensifier leur système de production, pour peu que les moyens leur en soient donnés. Le changement technique et les retombées de la seconde révolution agricole (moto-mécanisation, emploi d'engrais et de semences sélectionnées...), qui étaient censés y parvenir, n'ont pas permis d'élever de façon significative les rendements (la hausse moyenne de 20 % observée dans la région pour le maïs n'a pas permis de compenser la chute des prix au producteur enregistrée depuis trente ans).

Cette faillite tient en partie au fait que le transfert de technologie envisagé était conçu comme un paquet sophistiqué, indivisible et coûteux, dont l'adoption entraîne une fragilisation des exploitations minifundistes, une prise de risques agronomiques et économiques accrue. Imaginé au départ pour des zones à fort potentiel agricole, le changement technique a vite été assimilé sur les périmètres irrigués des Terres Chaudes, avec de bons résultats. En revanche, dans les zones d'agriculture pluviale, son adoption a été beaucoup plus sélective : dans la mesure où les nouvelles techniques s'ajustaient aux stratégies d'expansion spatiale et d'allègement des charges en main-d'œuvre des grandes exploitations, elles se sont diffusées rapidement (moto-mécanisation, emploi des herbicides, introduction du sorgho). Mais pour des exploitations de taille réduite, disposant de peu de terres labourables et en situation de dépendance quant à l'accès aux outils et aux marchés, ces paquets techniques étaient tout simplement inadaptes.

En dehors des périmètres irrigués, la Révolution verte a contribué à renforcer la capacité d'expansion des grands éleveurs, parce qu'ils étaient les seuls à bénéficier de véritables gains de productivité. Contrairement aux espoirs de ses promoteurs, le changement technique ne s'est pas traduit par une intensification (accroissement des rendements et des revenus monétaires à l'hectare), mais par une simplification des itinéraires techniques, une

« extensification » des systèmes de culture qui correspondait à un fort accroissement de la productivité du travail pour qui pouvait disposer de grandes superficies. L'extension des exploitations devenant une condition pour bénéficier de ces gains de productivité.

Ce type de modernisation de l'agriculture n'était pas la seule solution de progrès économique et social. Simplement, les caractéristiques et la capacité de réponse des exploitations minifundistes n'ont jamais été prises en compte. S'interroger sur l'échec de la Révolution verte en zone d'agriculture pluviale conduit à s'interroger sur la fonction assignée à ces régions dans la société mexicaine (réservoir de main-d'œuvre bon marché, zones tampons d'amortissement des tensions sociales). Mais ce n'est pas ici notre propos.

Il était possible de définir des « paquets techniques » mieux à même de favoriser l'accroissement de la productivité et de la production sur les exploitations minifundistes, sans qu'il soit nécessaire pour cela d'en bouleverser les structures. Dans cette perspective, la première mesure à prendre consistait à procéder au fractionnement et à la répartition de la plus grande partie des parcours indivis, de façon égalitaire, entre tous les éjidataires, et non pas au prorata du nombre de bovins possédés (comme il en était question dans le discours des promoteurs du « Plan d'élevage du sud du Michoacán »). Bien sûr, il eût été indispensable d'appuyer cette mesure par une politique de crédit et de subvention à l'achat de fil de fer barbelé, de façon à faciliter l'individualisation des parcelles et des portions de parcours attribuées, et à permettre la constitution de parcs. Avec un coût minimal, les exploitations pouvaient ainsi instaurer un pâturage tournant, optimiser l'utilisation des prairies naturelles et élever sensiblement les chargements en bétail.

Individualiser les terrains cultivés et les pâturages est une étape indispensable dans la conduite de tout projet d'intensification. D'une part, parce qu'elle permet d'accroître immédiatement les revenus des paysans minifundistes, en leur donnant la possibilité de vendre au meilleur prix les fanes et les pâturages naturels de leur dotation. En augmentant la capacité d'accumulation (et la solvabilité) de ces exploitations, il devient possible de promouvoir des techniques d'amélioration des pâturages : fauche des refus et semis localisé de graminées autochtones (*grama* et *acetilla*), accroissement du pourcentage de légumineuses locales (riches en azote digestible) au sein des strates herbacée et ligneuse, diffusion de techniques simples de fenaison (allant de pair avec une amélioration des installations de stockage du foin – petit hangar), opérations d'autant plus aisées à mener que les conditions clima-

tiques facilitent le séchage rapide et la conservation des fourrages. La diffusion de crédits à l'achat de petits moulins à fléau aurait également permis une meilleure utilisation des fanes et des grains dispensés au bétail, comme on peut l'observer sur les moyennes et grandes exploitations d'élevage.

La concentration du bétail sur un espace réduit aurait par ailleurs simplifié les opérations de traite en saison des pluies (ce qui est impossible sur les parcours indivis ; la traite ne peut avoir lieu qu'en saison sèche et implique l'achat d'aliments) et elle aurait facilité l'organisation d'un parcage de nuit permettant des transferts de fertilité peu coûteux (fumier) vers les parcelles cultivées. Enfin, l'individualisation des parcours et des parcelles aurait autorisé un développement de l'élevage caprin, freiné actuellement par l'hostilité des grands propriétaires de bétail.

Il était possible... Le paysage agraire des Terres Chaudes ne laisse plus guère d'espace aujourd'hui pour ce type de mesures : comment remettre en cause des appropriations foncières qui ont parfois eu lieu il y a près de vingt ans ? Pour autant, le futur ne peut-il être envisagé qu'en termes d'expansion des domaines d'élevage et d'exclusion des couches les plus pauvres de la société ? Les paysans des Terres Chaudes ne peuvent-ils bénéficier de l'élargissement des marchés et de la prochaine intégration du Mexique à l'espace économique nord-américain ?

Pour les paysans des Terres Chaudes, cette intégration est déjà une réalité depuis de nombreuses années. Les importations massives de maïs et de soja nord-américains sont directement à l'origine de la baisse des prix des produits agricoles qui a provoqué la ruine de la production régionale d'oléagineux. Le développement de l'élevage naisseur et plus encore celui des cultures maraîchères et de la production de *maribuana* sont directement liés à l'ouverture plus ou moins franche du marché nord-américain<sup>1</sup>. Et que dire de l'émigration d'une proportion croissante de la population active des Terres Chaudes ? L'économie régionale est extravertie et de plus en plus dépendante de celle de son grand voisin.

Les paysans des Terres Chaudes ne peuvent-ils mettre à profit ces relations multiples et certains avantages comparatifs pour tirer le meilleur parti de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) ? Rien n'est moins sûr. Les activités illégales (émigration clandestine, trafic de drogue) le resteront et il est fort probable que la mise en place du « Grand Marché » ira de pair avec une intensification de la répression contre les producteurs de *maribuana*. Quant aux

1. Même si les brouards nés dans les Terres Chaudes sont engraisés au Mexique, ce sont les exportations vers les États-Unis qui déterminent le niveau des prix des bovins sur pied.

deux produits qui composent l'essentiel des exportations régionales, les bovins et les melons, il est peu probable que l'accord de libre-échange conduise à un bouleversement des marchés.

Le commerce du bétail continuera à être réglementé par l'actuelle législation mexicaine qui destine la production des États du sud et du centre de la République à l'approvisionnement du seul marché mexicain. Si le Traité peut se traduire à terme par un accroissement des livraisons de bétail mexicain vers les États-Unis, ce sont essentiellement les États frontaliers qui en bénéficieront. Les réseaux de contrebande qui existent déjà risquent fort de fonctionner jusqu'à ce que les éleveurs du Nord ajustent leur production à la demande nord-américaine, mais le bétail des Terres Chaudes continuera à être handicapé par sa conformation et une moindre valorisation par rapport aux races Hereford, Angus ou Charolais, qui constituent l'essentiel des ventes aux États-Unis. L'impact de l'Aléna restera donc marginal en ce domaine, et seuls les grands éleveurs pourront éventuellement bénéficier de la contrebande, comme c'est déjà le cas.

Les producteurs de primeurs ne devraient pas davantage percevoir de résultats palpables du Traité de libre-échange. Les exportations de melons des Terres Chaudes demeureront saisonnières, venant en complément de la production nord-américaine qui se concentre durant le cycle printemps-été. Le melon produit dans la dépression du Balsas ne peut concurrencer directement celui des États-Unis, car sa culture est perturbée dès le mois de mai par les premières pluies (développement de maladies cryptogamiques, pourrissement des fruits) et l'accroissement des coûts qui en découle réduit considérablement la compétitivité des producteurs locaux<sup>2</sup>. Limitée au cycle automne-hiver, la production des Terres Chaudes continuera à être contingentée par les quotas délivrés par l'Union nationale des producteurs maraîchers (UNPH) et par la concurrence des autres régions productrices du Mexique et du bassin Caraïbe (également bénéficiaires d'un accès élargi au marché nord-américain). La baisse des prix à la frontière et celle des taux de profit ne devraient donc pas être modifiées par la mise en œuvre de l'Aléna : les mêmes risques continueront à peser sur les producteurs.

Les maraîchers produisant des tomates et des courgettes pour le marché de México risquent, quant à eux, de devoir affronter une concurrence accrue au printemps et en automne, lorsque les légumes produits aux États-Unis arriveront sur les places de l'Altiplano<sup>3</sup>. Déjà en position défavorable par rapport aux autres régions productrices, plus proches des marchés, ils risquent fort

<sup>2</sup> Dans l'absolu, il n'est pas évident que les producteurs mexicains bénéficient d'avantages de compétitivité, en raison de l'importance des coûts de transport et de commercialisation dans la composition de la valeur finale du produit. Voir M. A. GOMEZ CRUZ *et al.* (1992).

<sup>3</sup> Des investisseurs nord-américains auraient déjà acquis des entrepôts sur le marché de gros de la ville de México et sur divers marchés du centre du pays (Irapuato et Guadalajara). Voir M. A. GOMEZ CRUZ *et al.* (1992) : 60.

de voir leurs marges se réduire dans les années qui viennent et, avec elles, les financements proposés par les grossistes de México.

Que dire des productions locales de maïs et même de sorgho ? La chute des prix des céréales risque fort de s'accroître et il n'est pas exclu que les importations de farines, tourteaux, voire de fourrages déshydratés (luzerne, foin) induisent une baisse de la valeur des résidus de culture produits dans la région. La petite paysannerie y perdrait une source de revenus qui a pris une importance croissante au cours des dernières années. Les paysans minifundistes seront sans doute les plus affectés par la formation du Grand Marché nord-américain, si des mesures de protection et de subvention à l'agriculture des régions défavorisées ne sont pas mises en place par le gouvernement mexicain. Mais cela irait à l'encontre des préceptes qui ont présidé à la signature du Traité et supposerait une politique d'investissements massifs dont les pouvoirs publics n'ont plus les moyens actuellement.

Il reste à espérer que les emplois induits par la création d'un Grand Marché suffiront à absorber la masse des exclus. Depuis plus de cinquante ans, seules les migrations saisonnières et la double activité ont permis la survie d'une paysannerie importante dans les Terres Chaudes. Celle-ci semble pourtant avoir atteint un seuil de rupture. La crise de la production vivrière et l'extensification des systèmes d'exploitation hors des terrains irrigués menacent désormais directement sa reproduction. La mise en œuvre du Traité de libre-échange pourrait lui porter le coup de grâce. À défaut de donner aux petits producteurs les moyens d'intensifier leurs systèmes d'exploitation et de multiplier leurs revenus, les vaches auront bientôt chassé les dernières « hirondelles » de la région. Et il est peu probable qu'elles fassent le printemps dans les bidonvilles d'Acapulco ou de México.

## Bibliographie

---

- AGUIRRE A. (J.), 1986 - *El Mercado de Oleaginosas en México*. Thèse professionnelle, UA (université autonome) Chapingo, Economía Agrícola, *multigr.*
- AGUSTIN (J. A.), 1988 - *La Producción de Hortalizas en el valle de Tepalcatepec, Michoacán*. Morelia, UA Chapingo-Cruco, *multigr.*
- ARIÑE (L.), 1985 - *Campesinado y Migración*. México, Sep.
- ARMILLAS (P.), 1947 - *Notas sobre Sistemas de Cultivo en Mesoamérica, los Cultivos de Riego y de Humedad en la Cuenca del Balsas*. México, Anales del Inah , Tomo III, 1947-1948.
- ARREOLA C. (R.), 1979 - *Tacámbaro, Carácuaro, Nocupétaro, Turicato*. Morelia, Gobierno del Estado de Michoacán.
- ARROYO (G.), éd., 1989 - *La Pérdida de la Autosuficiencia Alimentaria y el Auge de la Ganadería en México*. México, Plaza y Valdes - UAM (université autonome métropolitaine) Xochimilco.
- Asesoría Interdisciplinaria S.C., 1983 - *Huetamo, Michoacán*. México.
- BANCO DE MÉXICO S.A., 1943 - *Monografías Comerciales : el Ajonjolí*. México.
- BANCO DE MÉXICO S.A., 1956 - *Monografías Comerciales : el Ajonjolí*. México.
- BARKIN (D.), KING (T.), 1970 - *Desarrollo Económico Regional (un Enfoque por Cuencas Hidrológicas de México)*. México, Siglo XXI.
- BARRAGAN L. (E.), 1990 - *Más allá de los Camino*. Zamora, El Colegio de Michoacán.
- BARTRA (A.), 1978 - *Zona Centro : Michoacán. Sector Agropecuario y Diagnóstico de los Factores Sociales*. México, Sarh, Dirección General de Planeación-Ochoa y Asociados S.C.
- BARTRA (R.) , 1969 - « Tributo y Tenencia de la Tierra en la Sociedad Azteca ». In : *El Modo de Producción Asiático*, México, Era, 8a Edición .
- BARTRA (R.) *et al.*, 1975 - *Caciquismo y Poder Político en el México Rural*. México, Siglo XXI-Instituto de Investigaciones Sociales Unam (université nationale autonome de México).
- BARTRA (R.), OTERO (G.) , 1988 - Crisis Agraria y Diferenciación Social en México. *Revista Mexicana de Sociología* 1/88, Instituto de Investigaciones Sociales Unam, México.
- BASALENQUE (D.), 1963 - *Historia de la provincia de San Nicolás Tolentino de Michoacán de orden de N.P.S. Agustín*. México, Jus.

- BORAH (W.), 1975 - *El Siglo de la Depresión en Nueva España*. México, Era.
- BORAH (W.), COOK (S. F.), 1963 - Arboreal Population of Central Mexico on the Eve of Spanish Conquest. *Iberoamericana* 45, University of California Press, Berkeley et Los Angeles.
- BRAND (D. D.), 1952 - Bosquejo de la Geografía y la Antropología en la Región Tarasca. *Anales del Museo Michoacano* n° 5, 2ª época, Morelia.
- BUSTAMANTE (J. A.), 1988 - « La Política de Inmigración de Estados Unidos: un Análisis de sus Contradicciones ». In LOPEZ (G.), PARDO (S.), éd.
- BUSTAMANTE A. (T.), 1990 - *Agroindustria Transnacional y Explotación Campesina. El Caso de la Producción de Melón en la Tierra Caliente de Guerrero*. Thèse de maîtrise, UAM Xochimilco, México.
- BUSTAMANTE A. (T.), RAVELO (R.), SALAZAR (J.), 1987 - *Historia de la Questión Agraria Mexicana. Estado de Guerrero 1867-1940*. México, Gobierno del Estado de Guerrero-UA Guerrero-Ceham.
- CALVO (T.), LOPEZ (G.), éd., 1988 - *Movimientos de Población en el Occidente de México*. México, Cemca-El Colegio de Michoacán.
- CARDENAS DE LA PEÑA (E.), 1980 - *Tierra Caliente. Porción Sureste de Michoacán*. México, Sahop.
- CARDOSO (C.), éd., 1983 - *México en el Siglo XIX (1821-1910). Historia Económica y la Estructura Social*. México, Nueva Imagen.
- CASTILLO (H.), 1987 - « Los Comerciantes Mayoristas de Alimentos de la Ciudad de México ». In MUMMERT (G.), éd.
- CEHAM, 1989 - *Historia de la Cuestión Agraria Mexicana*. 8 volumes, México, Ceham-Siglo XXI.
- CEPAL, 1982 - *Economía Campesina y Agricultura Empresarial (Tipología de Productores del Agro Mexicano)*. México, Siglo XXI-Cepal.
- CHAVEZ OROZCO (L.), 1953 - *La Crisis Agrícola Novo-Hispanica de 1784-1785*. México, Banco Nacional de Crédito Agrícola y Ganadero S.A.
- CHEVALIER (F.), 1953 - *La Formation des grands domaines au Mexique : terre et société aux xv<sup>e</sup> et xvii<sup>e</sup> siècles*. Institut d'ethnologie, Paris.
- COATSWORTH (J. H.), 1976 - *El Impacto Económico de los Ferrocarriles en el Porfiriato*. México, Era.

- COCHET (H.), 1990 - *Cannabis et Pavot : essor des cultures illicites et spécialisation régionale, un exemple en Sierra Madre del Sur (Mexique)*. Paris, Observatoire géopolitique des drogues, *multigr.*
- COCHET (H.), 1993 - *Des barbelés dans la Sierra. Origines et transformations d'un système agraire au Mexique*. Pariss, Orstom, coll. À Travers Champs.
- COCHET (H.), LÉONARD (E.), SURGY (J. D. de ), 1988 - *Paisajes Agrarios de Michoacán*. Zamora, El Colegio de Michoacán.
- COOK (S. F.), SIMPSON (L. B.), 1948 - The Population of Central Mexico in the Sixteenth Century. *Iberoamericana* 31, University of California, Berkeley.
- COSIO VILLEGAS (D.) éd., 1965 - *Historia Moderna de México. El Porfiriato*. México, Hermes.
- COSIO VILLEGAS (D.), éd., 1976 - *Historia General de México*. México, El Colegio de México-Harla.
- DÍAZ (S.), ESPINOSA (T.), MONDRAGON (J.), 1985 - *Identificación de Proyectos Agroindustriales en la Región Este de Tierra Caliente, Michoacán*. Thèse professionnelle, UA Chapingo, Industrias Agrícolas, *multigr.*
- DÍAZ-POLANCO (H.), 1982 - *Formación Regional y Burguesía Agraria en México*. México, Era.
- DURAN (J. M.), 1988 - *¿Hacia una Agricultura Industrial ?* Université de Guadalajara.
- DURAN (J. M.), BUSTIN (A.) , 1983 - *Revolución Agrícola en Tierra Caliente de Michoacán*. Zamora, El Colegio de Michoacán-Conacyt.
- ESCOBAR (M. DE ) - *Americana Thebaida. Crónica de la Provincia Agustiniense de Michoacán*. Morelia, Balsal Editores.
- ESPINOSA (J.), PULIDO (M.), MUNRO (D.), HERNANDEZ (I.), 1987 - *Diagnóstico de la Situación Actual de la Ganadería Bovina en el Valle de Apatzingán*. Apatzingán, Inifap, *multigr.*
- ESTEVA (G.) , 1980 - *La Batalla en el México Rural*. México, Siglo XXI.
- FABRIS (M.), GUEVARA (C.), 1983 - « Sector Campesino : Conducta Productiva 1960-1980. Un Análisis Comparativo a Nivel Municipal ». In : *Economía Mexicana, serie Temática, sector Agropecuario*. México, Cide.
- FEDER (E.), 1982 - « Vacas Flacas, Ganaderos Gordos : las Ramificaciones Internacionales de la Industria del Ganado en

México ». In : *El Desarrollo Agroindustrial y la Ganadería en México*, México, Sarh, Coordinación General de Desarrollo Agroindustrial.

FERNANDEZ O. (L.), TARRIO (M.), 1988 - Ganadería y Crisis Agroalimentaria. *Revista Mexicana de Sociología* 1 (88), Instituto de Investigaciones Sociales Unam, México.

FIGUEROA D. (J.), 1899 - *Guía General Descriptiva de la República Mexicana. Tomo I : Estados y Territorios Federales*. Barcelone.

FLORESCANO (E.), 1969 - *Precios del Maíz y Crisis Agrícolas en México 1708-1810*. México, Era.

FLORESCANO (E.), 1971 - *Origen y Desarrollo de los Problemas Agrarios en México (1500 - 1821)*. México, Era.

FLORESCANO (E.), 1977 - Una Historia Olvidada : la Sequía en México. *Nexos* 32, México.

FLORESCANO (E.), GIL (I.), 1976 - « La Epoca de las Reformas Borbónicas y el Crecimiento Económico ». In : *Historia General de México*. México, El Colegio de México-Harla.

FOGLIO M. (F.), 1936 - *Geografía Económico-agrícola del Estado de Michoacán*. México, Cultura.

GAL (A.) , MAGAÑA (J.), 1872 - Noticias Estadísticas del Distrito de Tacámbaro. *Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística*, Tomo IV, nº 9, México.

GARCIA M. (E.), 1945 - *El Ajonjolí y su Aceite*. México, Escuela Nacional de Economía, *multigr.*

GARCIA PAYON (J.) , 1941 - *Mallatzincas o Pirindas*. México, Encuadernables El Nacional.

GIL (J.), SINQUIN (E.), FERNANDEZ (M. J.), 1984 - La Unión Agrícola Regional 'José María Morelos' de Apatzingán, Michoacán. *Textual* 15-16, vol. 4, UA Chapingo.

GILLY (A.), 1971 - *La Revolución Interrumpida*. México, El Caballito.

Gobierno del Estado de Michoacán, 1877-1892 - *Memorias del Gobierno del Estado de Michoacán*. Années 1877, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1889, 1892. Morelia.

GOMEZ CRUZ (M. A.), SCHWENTESIUS R. (R.), MERINO S. (A.), 1992 - « La Producción de Hortalizas en México frente al Tratado de Libre Comercio con E.U. y Canadá ». In Calva (J. L), éd. : *La Agricultura Mexicana frente al Tratado Trilateral de Libre Comercio*, México, UA Chapingo-Juan Pablos Ed.

GONZALEZ G. (A.), 1937 - *Explotación del Ajonjolí en Sinaloa*. México, Banco Nacional de Crédito Ejidal.

- GONZALEZ S. (I.), 1985 - *El Obispado de Michoacán en 1765*. Morelia, Gobierno del Estado de Michoacán.
- GONZALEZ ( L.), 1982 - *La Querencia*. México, Sep.
- GONZALEZ (L.), FLORESCANO (E.), LANZAGORTA (M. R.), FLORES CABALLERO (R.), HERRERA CANALES (I.), BAZANT (J.), 1972 - *La Economía Mexicana en la Epoca de Juárez*. México, Secretaria de Industria y Comercio.
- GORDILLO (G.), 1988 - « El Leviatán Rural y la Nueva Sociabilidad Política ». In ZEPEDA (J.), éd.
- GUNDER FRANK (A.), 1966 - *La Agricultura Mexicana : Transformación del Modo de Producción (1521-1630)*. México, Era.
- GUTELMAN (M.), 1971 - *Capitalismo y Reforma Agraria en México*. México, Era.
- GUZMAN A. (J. N), 1982 - *Michoacán y la Inversión Extranjera 1880-1911*. Morelia, UMSNH (Universidad moreliana San Nicolas de Hidalgo).
- GUZMAN P. (M.), 1989 a - *Bosquejo Histórico de Tiquicheo*. UMSNH, *multigr.*
- GUZMAN P. (M.), 1989 b - *Tuzantla. Ensayo Històrico*. UMSNH, *multigr.*
- HEATH (J. R.), 1989 - « El Financiamiento del Sector Agropecuario en México ». In ZEPEDA (J.), éd.
- HENDRICH (P. R.), 1945 - *Por Tierras Ignoras. Viajes y Observaciones en la Región del Río de las Balsas*. México, Cultura.
- HEWITT DE ALCANTARA (C.), 1978 - *La Modernización de la Agricultura Mexicana 1940-1970*. México, Siglo XXI.
- IBARROLA (A. de), 1975 - *Derecho Agrario, el Campo Base de la Patria*. México, Porrúa.
- JUAREZ G. (I. P. ), 1981 - Los Cortadores de Caña en los Ingenios de San Pedro y San Francisco Naranjal (Mpo de Lerdo de Tejada, Ver.). *Revista Mexicana de Sociología* 81 (1), Instituto de Investigaciones Sociales Unam, México.
- IBARRA L. (J.), BRAMBILA P. (J. J.), 1983 - El Sector Soya dentro del Complejo Oleaginosas. *Revista Chapingo* 42, UA Chapingo.
- ITURRIAGA DE LA FUENTE (J. N.), 1983 - « La Intervención de Conasupo en la Comercialización de Oleaginosas ». In : *La Comercialización de Productos Agrícolas en México*, Montecillo, Colegio de Postgraduados, Centro de Economía.

- KAERGE (K.), 1986 - *Agricultura y Colonización en México en 1900*. México, UA Chapingo.
- KATZ (F.), 1980 - *La Servidumbre Agraria en México en la Época Porfiriana*. México, Era.
- KIRKBY (A.), 1973 - *The Use of Land and Water Ressources in the Past and Present Valley of Oaxaca, Mexico*. University of Michigan, Museum of Anthropology, Memoirs 5.
- KNOCHENHAUER (G.), 1985 - La Subordinación Agrícola. *Nexos* 23, México.
- LABARTHE (M. C.), 1969 - *La Provincia de Zacatula. Historia Social y Económica*. Thèse de maestría, Enah, México, *multigr.*
- LECOIN (S.), 1988 - « Intercambios, Movimientos de Población y Trabajo en la Diócesis de Michoacán en el Siglo XVI ». In CALVO (T.), LOPEZ (G.), éd.
- LÉONARD (E.), 1988 - « La Vía Lechera, une Alternative al Mal-Desarrollo en el Valle de Maravatío ». In COCHET (H.), LÉONARD (E.), SURGY (J.D. de).
- LÉONARD (E.), MÉDINA H. (H.), 1988 - « Emergencia y Desarrollo de un Caciquismo Ganadero en el Ejido de Turitzio ». In COCHET (H.), LÉONARD (E.), SURGY (J.D. de).
- LÉONARD (E.), MOLLARD (E.), 1989 - Caracterización y Perspectivas de las Agriculturas Periféricas. *Relaciones* 37, El Colegio de Michoacán, Zamora.
- LERA (J.), 1987 - « El Agronegocio de los Productos Perecederos en Michoacán : Estudios de Caso del Melón, Pepino, Mango, Limón y Fresa ». In MUMMERT (G.), éd.
- LINARES (A.), 1872 - Cuadro Sinóptico del Estado de Michoacán. *Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística*, Tomo IV, México.
- LINCK (T.), 1988 a - « Aguacate, Caña y Migrantes, la Región de los Reyes, Michoacán ». In LOPEZ (G. ), PARDO (S.), éd.
- LINCK (T.), 1988 b - *El Campesino Desposeído*. México, Cemca-El Colegio de Michoacán.
- LINCK (T.) *et al.*, 1986 - *Población y Poblamiento II: Ocupación del Espacio y Migraciones*. Zamora, El Colegio de Michoacán.
- LIRA (A.), MURO (L.), 1976 - « El Siglo de la Integración ». In : *Historia General de México*, México, El Colegio de México-Harla.
- LOPEZ CASTRO (G.), 1986 - *La Casa Dividida*. Zamora, El Colegio de Michoacán-Asociación Mexicana de Población.

- LOPEZ CASTRO (G.), 1988 - « La Migración a Estados Unidos en Gómez Farías, Michoacán ». In LOPEZ (G.), PARDO (S.), éd.
- LOPEZ CASTRO (G.), ZENDEJAS (S.), 1988 - « Migración Internacional por Regiones en Michoacán ». In CALVO (T.), LOPEZ (G.), éd.
- LOPEZ LARA (R.), 1973 - *El Obispado de Michoacán en el Siglo XVII. Informe Inédito de Beneficios, Pueblos y Lenguas*. Morelia, Fimax Publicistas.
- LOPEZ (G.), PARDO (S.), 1988 - *Migración en el Occidente de México*. Zamora, El Colegio de Michoacán.
- MARTIN (L.), 1960 - *La Ganadería Mexicana*. México, Banco de México S.A.
- MARTIN DEL CAMPO (A. C.), 1988 - « La Política Económica Reciente y la Agricultura ». In ZEPEDA (J.), éd.
- MARTINEZ (G.), 1980 - « Las Fronteras Surorientales del Imperio Purhépecha ». In : *La Cultura Purbé. II Coloquio de Antropología e Historia Regionales*. Morelia, Colegio de Michoacán-Fonapas.
- MARTINEZ de LEJARZA (J. J.), 1822 - *Análisis Estadístico de la Provincia de Michoacán en 1822*. Morelia, Fimax Publicistas.
- MAZIN G. (O.), 1986 - *El Gran Michoacán. Cuatro Informes del Obispado de Michoacán 1759-1769*. Zamora, El Colegio de Michoacán-Gobierno del Estado de Michoacán.
- MAZOYER (M.), 1985 - *Systèmes agricoles et développement agricole*. Institut national agronomique Paris-Grignon, *multigr*.
- MENDIETA Y NUÑEZ ( L.), 1923 - *El Problema Agrario de Mexico y la Ley Federal de Reforma Agraria*. México, Porrúa.
- MENDIZABAL (M. DE), 1939 - *La Demografía Mexicana. Epoca Colonial 1519-1810. Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística*, Tomo 48. México.
- MEYER (J.), 1987 - Los « Kulaki » del Ejido (los Años 30). *Relaciones* 29, El Colegio de Michoacán, Zamora.
- MOGUEL (J.), ROBLES (R.), RUBIO (B.), 1988 - *La Epoca de Oro y el Principio de la Crisis de la Agricultura Mexicana, 1950-1970. Historia de la Cuestión Agraria Mexicana 7*. México, Siglo XXI-Ceham.
- MONTALVO (E.), RIVERA (J.), BETANZOS (O.), 1988 - *Modernización, Lucha Agraria y Poder Político, 1920-1934. Historia de la Cuestión Agraria Mexicana 4*. México, Siglo XXI-Ceham.
- MONTES DE OCA (R.), ZAMORANO (J.), 1983 - « La Articulación Agricultura-Industria en los Principales Granos y Oleaginosas ». In : *Economía Mexicana, Serie Temática, Sector Agropecuario*, México, Cide.

MORIN (C.), 1979 - *Michoacán en la Nueva España del Siglo XVIII. Crecimiento y Desigualdad en una Economía Colonial*. México, Fondo de Cultura Económica.

MUMMERT (G.), 1987 - *Almacenamiento de Productos Agropecuarios en México*. Zamora, El Colegio de Michoacán-Andsa.

Nacional financiera S.A., 1983 - *La Economía Mexicana en Cifras*. México.

NAVARRETE (S.), 1988 - « Algunas Implicaciones de los Cambios en los Patrones de Asentamiento Indígena durante el Siglo XVI ». In CALVO (T.), LOPEZ (G.), éd.

*Noticias Históricas sobre los Pueblos de Ajuchitlán, Coyuca, Cutzamala, Coahuayutla, Petatlan, Tecpan, Atoyac*. Bibl. Aportación Histórica, México, Vargas Rea, 1947.

OCHOA (A.), 1988 - « Arrieros, Braceros y Migrantes del Oeste Michoacano (1849-1911) ». In CALVO (T.), LOPEZ (G.), éd.

OCHOA (A.), SANCHEZ (G.), 1985 - *Relaciones y Memorias de la Provincia de Michoacán 1579-1581*. Morelia, UMSNH.

OIKION SOLANO (V.), 1986 - « Huetamo : Trinchera de la Revolución ». In Zendejas (S.), éd. : *Estudios Michoacanos I*. Zamora, El Colegio de Michoacán-Gobierno del Estado de Michoacán.

PARÉ (L.), 1977 - *El Proletariado Agrícola en México ¿ Campesinos sin Tierra o Proletarios Agrícolas ?* México, Siglo XXI.

PARÉ (L.), 1981 - Propuesta para la Participación de los Cortadores de Caña en el Proceso Productivo. *Revista Mexicana de Sociología* 1 (81), Instituto de Investigaciones Sociales Unam, México.

PASO Y TRONCOSO (F. DEL), 1905 - Suma de Visitas de Pueblos. *Papeles de la Nueva España* Segunda Serie I, Madrid, Imprenta de la Casa Real.

PASTOR S. (A.), 1988 - *Estudio del Pasto Buffel en Temporal. Programa Ganadero del Sur de Michoacán*. Huetamo, Sarh , *multigr.*

PERCHERON (N.), 1988 - « Colonización Española y Despoblación de las Comunidades Indígenas ». In CALVO (T.), LOPEZ (G.), éd.

RAMA (R.), VIGORITO (R.), 1979 - *El Complejo de Frutas y Legumbres en México*. México, Ilet-Nueva Imagen.

REIG (N.), 1982 - « El Sistema Ganadero-Industrial : su Estructura y Desarrollo, 1960-1980 ». In : *El Desarrollo Agroindustrial de la Ganadería en México*. México, Sarh, Coordinación de Desarrollo Agroindustrial.

- RESTREPO (I.), SANCHEZ C. (J.), 1969 - El Arrendamiento de Tierras Ejidales : El Caso de Apatzingán. *Economía Política* 21, México.
- RIVERA MARIN (G.), 1983 - *La Propiedad Territorial en México 1301-1810*. México, Siglo XXI.
- ROBLES B. (R.), 1988 - « Migraciones Rurales y Jornaleros Agrícolas 1950-1970 » . In : *Historia de la Cuestión Agraria Mexicana 7. La Epoca de Oro y el Principio de la Crisis de la Agricultura Mexicana, 1950-1970*, México, Ceham-Siglo XXI.
- ROMERO (J. G.), 1860 - *Noticias para Formar la Historia y la Estadística del Obispado de Michoacán*. México, Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística.
- RUTSCH (M.), 1984 - *La Ganadería Capitalista en México*. México, Linea-CIIS.
- SANCHEZ D. (G.), 1979 - *El Suroeste de Michoacán. Estructura Económico-social, 1821-1851*. Morelia, UMSNH.
- SANCHEZ D. (G.), 1980 a - « Movimientos Campesinos en la Tierra Caliente de Michoacán, 1869-1900 ». In : *Movimientos Populares en el Occidente de México. Siglos XIX y XX*. Jiquilpán, Centro de Estudios de la Revolución Mexicana Lázaro Cárdenas.
- SANCHEZ D. (G.), 1980 b - « Tenencia de la Tierra en Michoacán Prehispánico. Trabajo Campesino entre los Tarascos ». In : *La Cultura Purbé. II Coloquio de Antropología e Historia Regionales*. Morelia, El Colegio de Michoacán-Fonapas.
- SANCHEZ D. (G.), 1984 - Las Crisis Agrícolas y la Carestía del Maíz en Michoacán (1886-1910). *Textual* 15-16, UA Chapingo.
- SANCHEZ D. (G.), 1988 - *El Suroeste de Michoacán : Economía y Sociedad, 1852-1910*. Morelia, UMSNH.
- SANCHEZ D. (G.), PÉREZ (R. A.), 1989 - *Carácuaro de Morelos. Historia de un Pueblo de la Tierra Caliente*. Morelia, SCP-UMSNH.
- SANCHEZ P. (V.), éd., 1988 - *Sistema Agroindustrial Oleaginosas y Aceites Comestibles*. UA Chapingo, *multigr.*
- SANCHEZ P. (V.), FLORES V. (J. J.), 1987 - « Desarrollo Tecnológico, Dependencia y Situación Actual en la Industria Aceitera del Noroeste ». In : *La Agroindustria en México*, UA Chapingo.
- SANTACRUZ (I.), BATT (R. M.), 1988 - *El Desarrollo Regional de Huetamo 1960-1988 (Municipios de Carácuaro, Huetamo, Nocupétaro, San Lucas, Tiquicheo)*. Morelia, Centro de Investigación y Desarrollo del Estado de Michoacán, *multigr.*
- Secretaría de Agricultura, 1973 - *El Mercado de Oleaginosas en México*. México, Dirección General de Economía Agrícola.

- SARH, Comisión Técnica Consultativa para la Determinación de los Coeficientes de Agostadero - s. d. *Estados de Michoacán y Colima*.
- Secretaría de Hacienda y Créditos Públicos, 1940 - *Estudios Histórico-Económicos sobre los Estados de la República, Michoacán*. México.
- SITJAR ( G.), OSORIO (S.), 1983 - « Una Aproximación al Enfoque de Sistemas en la Ganadería ». In : *Economía Mexicana, Serie Temática. Sector Agropecuario*, México, Cide.
- STAVENHAGEN ( R.), 1974 - *Neolatifundismo y Explotación*. México, Nueva Imagen.
- TAVERA C. (J.), 1968 - *Huetamo, Historia y Geografía*. Morelia, édition de l'auteur.
- TEJA A. (J.), 1979 - *Tuzantla, Tiquicheo, Juárez, Susupuato*. Morelia, Gobierno del Estado de Michoacán.
- TORRE VILLAR (E. DE LA), 1984 - *El Tropicó Michoacano, Hombres y Tierra*. México, Sidermex.
- UNPH, 1987 - *Efectos del Programa de Iniciativa del Caribe (CBI) en la Producción de Frutas y Hortalizas para Exportación a Estados Unidos*. Mazatlán, multigr.
- VELASCO (A. L.), 1892 - *Geografía y Estadística de la República Mexicana. Tomo VI, Estado de Michoacán de Ocampo*. México.
- VELAZQUEZ C. (M.), 1987 - « El Sistema Agroindustrial de Oleaginosas en México : Caracteres Relevantes y Opciones de Desarrollo ». In : *La Agroindustria en México*, UA Chapingo.
- VILLASEÑOR S. (A.), 1748 - *Parte que Corresponde a Michoacán en la Estadística del Teatro Americano*. Morelia.
- WARMAN (A.), 1976 - *Y Venimos a Contradecir*. México, La Casa Chata.
- WARMAN (A.), 1980 - *Ensayos sobre el Campesinado en México*. México, Nueva Imagen.
- WARMAN (A.), 1988 - Los Campesinos en el Umbral de un Nuevo Milenio. *Revista Mexicana de Sociología*, 1 (88). Instituto de Investigaciones Sociales Unam, México.
- WARMAN (A.), éd., 1982 - *El Cutivo del Maíz en México, Diversidad, Limitaciones y Alternativas. 6 Estudios de Caso*. México, Centro de Ecodesarrollo.
- WARREN (J. B.), 1968 - Minas de Cobre en Michoacán. *Anales del Museo Michoacano*, 2a época, Morelia.
- ZARAGOZA (J. L.), MACIAS (R.), 1980 - *El Desarrollo Agrario de México y su Marco Jurídico*. México, Cenia.

ZAVALA DE COSIO (M. A.), 1988 - « Análisis de las Migraciones Internas Mexicanas a Nivel Regional y Local : el Caso de Lázaro Cárdenas ». In CALVO (T.), LOPEZ (G.), éd.

ZAVALA (S.), 1940 - *De Encomiendas y Propiedad de la Tierra en algunas Regiones de la América Espanola*. México.

ZEPEDA (J.), 1988 - *Las Sociedades Rurales Hoy*. Zamora, El Colegio de Michoacán-Conacyt.

## **Statistiques et recensements**

### RECENSEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

*Censo y División Territorial del Estado de Michoacán verificados en 1900.*

*Indice Alfabético de la División Territorial del Estado de Michoacán de Ocampo, en orden de Tenencias, Haciendas y Ranchos, comprendidos en la Ley de 20 de julio de 1909.*

*División Territorial de los Estados Unidos Mexicanos, correspondiente al Censo de 1910. Estado de Michoacán.* Secretaria de Fomento, Colonización e Industria. Dirección de Estadística. México.

*IV Censo General de Habitantes 1921. Estado de Michoacán.* Departamento de la Estadística Nacional. México 1927.

*V Censo de Población 1930. Estado de Michoacán.* Secretaria de la Economía Nacional. Dirección General de Estadística. México 1937.

*VI Censo de Población 1940. Michoacán.* Secretaria de la Economía Nacional. Dirección General de Estadística. México 1943.

*VII Censo de Población 1950. Michoacán.* Secretaria de Economía. Dirección General de Estadística. México 1952.

*VIII Censo de Población 1960. Michoacán.* Secretaria de Industria y Comercio. Dirección General de Estadística. México 1962.

*IX Censo General de Población 1970. Michoacán.* Secretaria de Industria y Comercio. Dirección General de Estadística. México 1971.

*X Censo de Población y Vivienda 1980. Michoacán.* Tomo 16. Secretaria de Programación y Presupuesto. Inegi. México 1983.

## RECENSEMENTS ÉCONOMIQUES ET AGRICOLES

*Algunas Estadísticas de Michoacán.* Dirección de Exposición Estadística. México 1931.

*Censo Ejidal de 1935. Datos Definitivos.* Secretaría de la Economía Nacional. Dirección General de la Estadística. México 1941.

*I Censo Agrícola y Ganadero de 1930. Estado de Michoacán.* Secretaría de la Economía Nacional. Dirección General de Estadística. México 1937.

*II Censo Agrícola-Ganadero de los Estados Unidos Mexicanos 1940.* Secretaría de Economía Nacional. Dirección General de Estadística. México 1951.

*III Censo Agrícola, Ganadero y Ejidal 1950.* Secretaría de Economía. Dirección General de Estadística. México 1956.

*IV Censo Agrícola, Ganadero y Ejidal 1960. Estado de Michoacán.* Secretaría de Industria y Comercio. Dirección General de Estadística. México 1965.

*V Censo Agrícola y Ejidal 1970. Estado de Michoacán.* Secretaría de Industria y Comercio. Dirección General de Estadística. México 1972.

## STATISTIQUES ÉCONOMIQUES DIVERSES

SARH (1980) : *Anuario Estadístico de la Producción Agrícola de los Estados Unidos Mexicanos.* Sarh DGEA. México.

Secretaría de Programación y Presupuesto (1979) : *Anuario Estadístico de los Estados Unidos Mexicanos 1977-1978.* SPP Inegi. México.

SPP (1981) : *El Sector Alimentario en México.* SPP Inegi. México.

SPP (1982) : *Anuario Estadístico de los EUM 1980.* SPP Inegi. México.

SPP (1987) : *Anuario de Estadísticas Estatales 1985.* SPP Inegi. México.

SPP Huetamo, recensements économiques divers : Arroyo Hondo, Limón de Angandico, Bastán del Cobre, San Jerónimo, Turitzio, Zicuirán, Charácuaro.

TsUSA (1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987) : *U.S. General Imports and Imports for Consumption. Calendar Year 1982-1987.* Washington D.C.

## Archives consultées

### *Archivo General de la Nación*

« Ydea de la Juridicción de San Juan Huetamo. Extendida por persona comisionada que fue don Joseph Antonio Calderón ». Historia T. 73.

### *Archivo General de Notarias de Michoacán*

Distrito de Huetamo ; notaires R. Escobar, F. Abejas et M. Méndez ; Juzgado de letras ; Juzgado de primera Instancia.

### *Archivo del Poder Ejecutivo de Michoacán*

Distrito de Huetamo ; livres 1, 2, 5 et 7.

### *Archivo de la Reforma Agraria, Morelia, Michoacán*

Dotación, distrito de Huetamo ; dossiers 121, 387, ejidos de Turitzio, Ziritzícuaro, Cumburindio, San Jerónimo, Sanchiqueo et Capeo.

## Périodiques

*La Jornada* (México) - 06 août 1987, 06 juin 1988, 08 juin 1988, 10 juin 1988, 13 juin 1988, 01 août 1988 et 09 octobre 1988.

*Uno + uno* (México) - 12 septembre 1988.

*La voz de Michoacán* (Morelia) - 05 juillet 1988, 11 septembre 1988, 28 septembre 1988, 29 janvier 1989 et 15 mars 1989.

*Pacto* (Ciudad Altamirano) - 30 septembre 1988.

*Siglo Veinte* (Huetamo) - 10 avril 1988, 24 juillet 1988.

## Documents cartographiques

SPP, Inegi

- Carta topográfica 1/250 000 « Morelia » E14-1.
- Carta topográfica 1/250 000 « Ciudad Altamirano » E14-4.
- Carta topográfica 1/50 000 « Acuyo » E14 A53.
- Carta topográfica 1/50 000 « Aratichanguio » E14 A72.
- Carta topográfica 1/50 000 « Carácuaro » E14 A43.
- Carta topográfica 1/50 000 « Coyuca de Catalán » E14 A74.
- Carta topográfica 1/50 000 « Ciudad Altamirano » E14 A75.
- Carta topográfica 1/50 000 « Huetamo » E14 A64.
- Carta topográfica 1/50 000 « Papatzingán » E14 A44.
- Carta topográfica 1/50 000 « San Jerónimo » E14 A63.
- Carta topográfica 1/50 000 « Tiquicheo » E14 A54.
- Carta topográfica 1/50 000 « Tuzantla » E14 A45.
- Carta geológica 1/250 000 « Morelia » E14-1.
- Carta geológica 1/250 000 « Ciudad Altamirano » E14-4.

## *Photographies aériennes*

SPP, Inegi

vol 1970, 1/50 000, zone 20 A : ligne de vol 24, photos 4, 6, 8 et 10 ; ligne de vol 25, photos 24, 26 et 28 ; ligne de vol 26, photos 810 et 11 ; ligne de vol 47, photos 17, 19, 21, 23, 25, 27, 29, 31 et 33 ; ligne de vol 49, photos 20, 22, 24, 26, 28, 30 et 32 ; ligne de vol 51, photos 17, 19, 21, 23, 25, 27, 29 et 30 ; ligne de vol 53, photos 18, 20, 22, 24, 26, 28 et 30 ; ligne de vol 55, photos 19, 21, 23, 25 et 28.

Aerofoto S.A.

vol de novembre 1961, 1/10 000 : photos 25, 29, 33, 37, 39, 43, 45, 47, 49, 51, 54, 56, 60, 64, 69, 71, 73, 75, 77, 79, 83, 87 et 89.



## Annexes

---

## *Évaluation des niveaux de population dans les Terres Chaudes, 1520-1980*

Les calculs ou évaluations des niveaux de population ont été entrepris de la façon suivante pour les différentes dates de référence :

– 1520 : à partir des données concernant le nombre d'inactifs agricoles à l'époque préhispanique (10 000 à 15 000 soldats et fonctionnaires), une estimation de 30 000 habitants sur les rives gauches du Balsas et du Cutzamala (comprenant les agglomérations de Ajuchitlán, Tlalchapa, Cutzamala, Pungarabato, Coyuca et Zirándaro), plus riches en ressources agricoles et minières et directement menacées militairement, a été jugée raisonnable. De même, il a été attribué une population de 15 000 âmes aux plaines alluviales de la rive droite du Balsas (villages de Cutzio, Huetamo, Purechucheo...) et environ 5 000 habitants au piémont de l'axe néo-volcanique (Nocupétaro, Carácuaro, Tiquicheo...), soit un total de 50 000 habitants pour l'ensemble de la région, étendue aux deux rives du Balsas.

– 1540 : les chiffres avancés s'inspirent de la *Suma de Visitas de Pueblos*, citée par E. CARDENAS DE LA PEÑA<sup>1</sup>. Celle-ci donne pour les villages de Zirándaro, Coyuca, Cutzamala, Pungarabato le nombre de 7 550 adultes mariés, lequel a été porté à 9 000 pour tenir compte du bourg d'Ajuchitlán, alors le plus important de la région. Les familles indiennes ayant selon BORAH et COOK 4,5 membres en moyenne au moment de la conquête<sup>2</sup>, la multiplication par le facteur 2,5 aboutit à une population de 22 500.

– 1580 : les *Relaciones y Memorias de la Provincia de Michoacán*<sup>3</sup> contiennent le nombre de tributaires des localités suivantes : Cutzio, Zirándaro, Guayameo, Coyuca, Pungarabato, Cutzamala et Ajuchitlán. Pour prendre en compte les villages de la rive droite du Balsas ignorés par les *Relaciones*, le nombre de tributaires de Cutzio a été majoré de 50 %. Ces chiffres ont ensuite été multipliés par un coefficient 3,2, nombre de membres par famille à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>.

– 1605 : les sources employées sont les *Autos de Congregación de Indios*, reproduits par E. DE LA TORRE VILLAR (1984), pour les villages de Zirándaro et Guayameo, Cuitzeo et Huetamo, Pungarabato, Coyuca et Cutzamala. Pour Ajuchitlán une extrapolation a tenu compte des évolutions observées dans les autres localités. Le nombre de tributaires obtenu a été multiplié par le coefficient 3,2.

– 1632 : les documents publiés par R. LOPEZ LARA (1973) concernent l'ensemble de la région qui s'étend sur les deux rives du Balsas. Dans le

1. E. CARDENAS DE LA PEÑA (1980) : 58-59.

2. W. BORAH et S. COOK (1963).

3. A. OCHOA et G. SANCHEZ (1985).

4. M. O. DE MENDIZABAL cité par W. BORAH (1975) : 13.

cas des « voisins mariés », un facteur quatre a été appliqué pour prendre en compte les familles complètes. Ce facteur correspond à l'accroissement observé dans la taille des familles par rapport à la fin du siècle précédent et cité dans la bibliographie (facteur 5 vers 1670<sup>5</sup>).

– 1746 : le *Theatro Americano*<sup>6</sup> offre, avec un grand luxe de détails concernant notamment la composition ethnique des populations, un tableau très complet de la région. Il y manque malheureusement les chiffres des paroisses de Cutzamala et Ajuchitlán. Les familles appartenant à la juridiction de Zirándaro mais situées par A. VILLASENOR sur la rive droite du Balsas ont été comptabilisées dans la paroisse de Huetamo. Un facteur 4 a été appliqué au nombre de familles, en accord avec le chiffre donné par le baron von Humboldt pour la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>.

– 1760-1765 : les chiffres avancés pour les populations de la rive gauche du Balsas sont ceux donnés par C. MORIN<sup>8</sup>. Pour le reste de la région, nous nous sommes reportés aux documents d'archives publiés par O. MAZIN (1986) et I. GONZALEZ (1985) en fonction des détails qu'ils offraient. Ces sources précieuses permettent, en outre, un aperçu de la composition et de la distribution de la population sur l'ensemble du territoire des paroisses.

– 1770 : la *Ydea de la Juridicciòn de San Juan Huetamo*<sup>9</sup>, aimablement communiquée par A. OCHOA, permet d'observer l'accroissement de population qui s'est produit à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle dans la région ; en particulier en qui concerne les « gens de raison ». Le même facteur 4 a été employé pour le nombre de tributaires ou de familles.

– 1790 : il s'agit des mêmes chiffres donnés par C. MORIN<sup>10</sup>. Pour parvenir à la population totale, un coefficient de 1,4 a été appliqué au nombre de communians.

– 1822 : l'*Analisis Estadístico de la Provincia de Michoacán*<sup>11</sup> est exhaustif quant aux niveaux de population des partis de Huetamo et Tacámbaro (ce dernier pour la commune de Carácuaro). Pour les populations de Cutzamala et Ajuchitlán qui n'étaient pas rattachées au Michoacán, les chiffres ont été extrapolés à partir de l'augmentation globale de population des autres communes de la rive gauche (Coyuca, Pungarabato et Zirándaro).

– 1860 : J. G. ROMERO (1860), sans atteindre la précision de MARTINEZ DE LEJARZA, ne laisse de zones d'ombre qu'autour de certains villages de la juridiction de Huetamo et sur l'ensemble de celle de Zirándaro. Cette lacune a été comblée comme précédemment par extrapolation à partir de l'augmentation de la population des villages voisins.

– 1870 : le *Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística* de 1872<sup>12</sup> donne les chiffres de la population de la municipalité de Carácuaro (incluant Nocupétaro et Purungueo) et de l'ensemble du district de Huetamo. Pour évaluer le niveau de peuplement de la plaine alluviale, il a fallu, à partir de ce dernier chiffre, déduire les populations appartenant à la rive gauche du Balsas grâce à la répartition de

5. W. BORAH (1975) : 94.

6. A. VILLASENOR Y SANCHEZ (1748).

7. Cité par C. MORIN (1979) : 44.

8 *Ibid.* : 84-90.

9. *Ydea de la Juridicciòn de San Juan Huetamo. Extendida por persona comisionada que fue Dr Joseph Antonio Calderón.* AGN Historia, Tomo 73.

10. MORIN (1979) : 84-90 et 91.

11. J. J. MARTINEZ DE LEJARZA (1823).

12. - Noticias Estadísticas del Distrito de Tacámbaro - et - Cuadro Sinóptico del Estado de Michoacán - in *Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística*, Tomo IV, 1872.

13. *Noticias Históricas sobre los Pueblos de Ajuchitlán, Coyuca, Cutzamala, Coahuayula, Petatlan, Tecpan, Atoyac.* Biblioteca Aportación Histórica. Ed. Vargas Rea, México 1947.

14. *División Territorial de los Estados Unidos Mexicanos correspondiente al Censo de 1910. Estado de Michoacán.* Secretaría de Fomento, Colonización e Industria. Dirección de Estadística. México 1910.

15. *IV Censo General de Habitantes 1921. Estado de Michoacán.* Departamento de la Estadística Nacional. México 1927.

– *V Censo de Población 1930. Estado de Michoacán.* Secretaría de la Economía Nacional. Dirección General de la Estadística. México 1933.

– *VI Censo de Población 1940. Michoacán.*

Secretaría de la Economía Nacional. Dirección General de la Estadística. México 1943.

– *VII Censo de Población. 6 de junio de 1950.*

*Estado de Michoacán.* Secretaría de Economía. Dirección General de Estadística. México 1952.

– *VIII Censo de Población 1960. Estado de Michoacán.* Secretaría de Industria y Comercio. Dirección General de Estadística. México 1962.

– *IX Censo General de Población 1970. Estado de Michoacán.* Secretaría de Industria y Comercio. Dirección General de Estadística. México 1971.

– *X Censo de Población y Vivienda 1980. Tomo 16.* Secretaría de Programación y Presupuesto. Inegi. México 1983.

16. W. BORAH (1975) : 22.

l'ensemble de la population du district que révèlent des documents postérieurs présentés à continuation. Pour obtenir la population totale de la rive gauche, le solde du district de Huetamo a été ajouté aux chiffres donnés par les *Noticias Históricas sobre los Pueblos de Ajuchitlán, Coyuca, Cutzamala...*<sup>13</sup>

– 1882 et 1889 : les *Memorias del Gobierno del Estado de Michoacán* indiquent dans leurs versions de 1883 et 1889 les chiffres correspondant à chaque municipalité des districts de Huetamo et Tacámbaro. Il a fallu soustraire au total de la municipalité de Huetamo ce que l'on pensait représenter la population de Tiquicheo et ajouter celle-ci au chiffre de la municipalité de Carácuaro pour évaluer l'implantation humaine sur le « piémont ».

– 1910 : le recensement de 1910<sup>14</sup>, bien qu'extrêmement incomplet, donne cependant le montant de la population totale du district de Huetamo, circonscrit à cette époque à la rive droite du Balsas. L'évaluation concernant la population de la municipalité de Carácuaro et de l'ensemble du « piémont » est le résultat d'une extrapolation faite à partir de l'augmentation globale de la population observée dans les districts de Huetamo et Tacámbaro et appliquée aux chiffres de 1889.

– 1921, 1930, 1940, 1950, 1960, 1970 et 1980 : les chiffres présentés sont ceux des différents recensements<sup>15</sup> effectués à ces dates. La plaine alluviale a été schématiquement circonscrite aux *municipios* de Huetamo et San Lucas et le piémont de l'axe néo-volcanique à ceux de Carácuaro, Nocupétaro et Tiquicheo.

Le calcul de l'accroissement de la population blanche et métisse, c'est-à-dire des « gens de raison » (chap. 1, tabl. II), présente de sérieuses difficultés pour les XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Les *Relaciones* tout comme *El Obispado de Michoacán en el Siglo XVII* n'indiquent pas la composition ethnique des populations. Mais ils mentionnent certaines indications sur les terrains qui ne sont plus sous le contrôle des communautés : *estancias* de bétail, *ranchos*, etc. À chaque fois, il a été considéré une moyenne de deux familles « de raison » et appliqué un coefficient de 5 à 6 qui correspond aux dimensions attribuées par BORAH aux familles blanches à cette époque<sup>16</sup>. L'extension de ce raisonnement à l'ensemble de la région a été une affaire de bon sens, en prenant en compte la nature des terrains et l'attrait qu'ils pouvaient exercer sur une population pionnière. Les chiffres correspondant au XVIII<sup>e</sup> siècle sont beaucoup plus fiables puisqu'ils sont directement extraits des documents détaillés publiés dans *El Gran Michoacán* et *El Obispado de Michoacán* en 1765 ou de la *Ydea de la Jurisdicción de San Juan Huetamo*, précédemment cités.

Tableau 1  
*Évolution de la population  
 de la région sud-est  
 du Michoacán 1520-1980*

Années	Plaine alluviale	Piémont	Total Terres Chaudes
1520	15 000	5000	20 000
1580	4 500-5 000	?	?
1605	1 800	?	?
1632	1 400	750	2 150
1746	2 830	400	3 230
1765	3 125	1 835	4 960
1770	4 050	1 720	5 770
1790	4 830	3 100	7 930
1822	6 700	1 250	7 950
1860	12 000	6 400	18 400
1870	15 300	6 715	22 015
1882	19 500	8 300	27 800
1889	21 100	6 110	27 210
1910	30 500	9 900	41 400
1921	33 100	17 577	50 677
1930	32 700	17 878	50 578
1940	30 208	18 956	49 164
1950	33 158	20 942	54 100
1960	37 361	26 220	63 581
1970	45 842	31 181	77 023
1980	52 668	34 686	87 354

## ANNEXE 2

### *Données climatiques concernant la région des Terres Chaudes*

Les données utilisées pour réaliser la figure 3 proviennent du centre régional de la Secretaria de Agricultura y Recursos Hidraulicos (Sarh) de Ciudad Altamirano. En dépit des imprécisions et du laxisme qui accompagnent généralement la collecte de telles données, il s'agit de la base la plus fiable disponible. Elles ont en outre le mérite de concerner des périodes suffisamment longues pour établir des moyennes significatives : de 1973 à 1983 à Aratichanguio, dix-sept ans pour la station de Tiquicheo (bien que les bornes n'aient pu en être précisées, elles s'étendent très probablement de 1970 à 1986), trente ans, de 1944 à 1973, pour Huetamo. Si le choix de cette dernière station pour représenter la plaine du Balsas ne peut être discuté, un site plus septentrional aurait certainement mieux convenu pour le piémont ou la partie orientale de la région (Aratichanguio se trouve sur la rive gauche du fleuve). L'absence d'autres stations n'offre pas d'autre choix. Il a malheureusement été impossible de retrouver les séries de données ayant servi de base à ces moyennes. De ce fait, et bien qu'elle eût présenté un intérêt certain pour souligner l'irrégularité du climat, aucune analyse de variance n'a pu être réalisée.

Tableau 1

*Données climatologiques  
des stations de Huetamo et de Tiquicheo*

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
<b>Huetamo</b>												
Tm	26	28	29,9	31,5	33,1	31,2	29,5	29	28,5	29	28,3	26,7
P	6,9	2,2	0,9	3,5	20,4	164,6	182,9	190,9	174,9	61,2	13,6	7,3
ETP	123,2	131,6	165,6	79,2	197,2	184,8	176,4	170,9	155,4	152,4	138,2	128,3
Hs	0	0	0	0	0	0	21,6	33,7	36,3	0	0	0
Jp	0,9	0,2	0	0,5	2,2	12,1	14,7	12,5	11,6	5,5	1,1	0,5
<b>Tiquicheo</b>												
Tm	23,8	25,5	27,7	29,8	31,7	28,4	27,1	26,8	27	25,4	26	23,8
P	14,4	2,7	0,7	5,4	21,6	157,2	208,4	198,7	192,1	64,6	9,4	3,6
ETP	93,9	114,6	146,3	166,1	189,8	174	161	152,5	137,7	127,3	114,6	95,9

Tm : température moyenne

P : précipitations

ETP : évapotranspiration potentielle

Hs : humidité accumulée dans le sol

Jp : nombre de jours de pluie

Pour l'étude de la courte sécheresse du mois d'août, dénommée « canicule » dans les Terres Chaudes, des moyennes par périodes de cinq jours ont été utilisées. Nous nous sommes référés à la station d'Aratichanguio, située légèrement hors de la zone d'étude, mais qui est la seule à être représentative de la partie sud-orientale, là où le phénomène de la canicule est le plus aigu.

Tableau 2  
*Bilan hydrique  
 au cours  
 de la période  
 de développement  
 végétatif du maïs*

Mois	Juillet				Août				
Jours	15	20	25	30	5	10	15	20	25
Précipitation mm	27,4	26,7	24,9	35,9	19,2	20,8	32,2	20,6	48,1
ETP	25,4	23	27	30	25,2	24,6	21,2	22,6	22,4
P-ETP	2	3,7	-2,1	5,9	-6	-3,8	11	-2	25,7

### *Bases juridiques de la tenure du sol et de la propriété foncière au Mexique : les traits marquants des lois promulguées depuis 1856*

#### LA LOI DE « DÉSAMORTISSEMENT » FONCIER DE JUIN 1856

« La propriété des individus ne peut être occupée sans leur consentement, si ce n'est pour cause d'utilité publique et après indemnisation [...]. Aucune corporation civile ou ecclésiastique, quels que soient son caractère, dénomination ou objet, n'aura capacité légale pour acquérir en propriété ou administrer pour soi des biens-fonds, à l'unique exception des édifices destinés immédiatement ou directement au service ou objet de l'institution »<sup>1</sup>.

#### L'ARTICLE 27 DE LA CONSTITUTION DE 1917

« La propriété des terres et des eaux comprises dans les limites du territoire national correspond originellement à la nation, laquelle a eu et conserve le droit d'en transmettre le contrôle aux particuliers, constituant la propriété privée.

« Les expropriations ne pourront se faire que pour cause d'utilité publique et moyennant indemnisation.

« La nation aura à tout moment le droit d'imposer à la propriété privée les modalités que dicte l'intérêt public, ainsi que celui de régenter l'utilisation des éléments naturels susceptibles d'appropriation, pour faire une distribution équitable de la richesse publique et pour veiller à sa conservation. Dans cet objectif seront dictées les mesures nécessaires pour le fractionnement des latifundia ; pour le développement de la petite propriété ; pour la création de nouveaux centres de population agricole avec les terres et les eaux qui leur soit indispensables ; pour la promotion de l'agriculture et pour éviter la destruction de éléments naturels et les dommages que la propriété pourrait souffrir au préjudice de la société. Les villages, hameaux et communautés dépourvus de terres et d'eaux, ou qui les ont en quantité insuffisante pour les nécessités de leur population, auront droit à en être dotés, en les prenant aux propriétés les plus proches, en respectant toujours la petite propriété [...]. L'acquisition des propriétés particulières nécessaires pour atteindre les objectifs exprimés ci-dessus sera considérée d'utilité publique. »<sup>2</sup>

1. Recueilli dans *Economía Campesina y Agricultura Empresarial*. Cepal-Siglo XXI, México 1982 : 21. La traduction a été faite par nos soins, comme celle de toutes les citations qui suivent.

2. Recueilli dans *El Desarrollo Agrario de México y su Marco Jurídico*. J.L. ZARAGOZA et R. MACÍAS. Cenia, México 1980 : 27 et 29.

## AJOUTS À L'ARTICLE 27 SOUS LA PRÉSIDENTE DE M. ALEMAN (1947)

« Les propriétaires ou personnes en possession de propriétés agricoles ou d'élevage, en exploitation, à qui l'on aura délivré, ou l'on délivrera dans le futur, un certificat d'inaffectabilité pourront promouvoir le " jugement de protection " contre la privation ou l'affectation agraire illégales de leurs terres et de leurs eaux.

« On considérera comme petite propriété celle qui ne dépasse pas cent hectares irrigués [...] ou leur équivalent en d'autres classes de terres, en exploitation.

« Afin d'établir les équivalences, on comptera un hectare irrigué pour deux cultivables en agriculture pluviale ; pour quatre de parcours de bonne qualité et pour huit de maquis ou de parcours en terrains arides.

« On considérera de même comme petite propriété les superficies qui ne dépassent pas deux cents hectares exploités en agriculture pluviale ou comme parcours susceptibles d'être cultivés ; cent cinquante hectares lorsque les terres sont consacrées à la culture du coton, si elles sont irriguées par des crues ou par pompage ; trois cents, en exploitation, lorsqu'elles sont destinées à la culture de la banane, de la canne à sucre, du café, du sisal, du caoutchouc, du cocotier, de la vigne, de l'olivier, de la quina, de la vanille, du cacao ou des arbres fruitiers.

« On considérera comme petite propriété d'élevage celle qui ne dépasse pas la superficie *nécessaire au maintien de cinq cents têtes de bétail bovin* ou leur équivalent en espèces mineures, dans les termes fixés par la loi, en accord avec la capacité fourragère des terrains.

« Si en raison d'ouvrages d'irrigation, de drainage ou tout autres faits par les propriétaires ou les personnes en possession d'une petite propriété à laquelle on a délivré un certificat d'inaffectabilité, on améliore la qualité des terres pour leur exploitation agricole ou l'élevage, cette propriété ne pourra être l'objet d'affectations agraires même si, en raison des améliorations effectuées, les maxima signalés ci-dessus sont dépassés, pourvu que les conditions requises par la loi soient réunies. »<sup>3</sup>

3. *Ibid.* : 71-73.

Tableau 1

*Évolution des prix du maïs,  
du sésame et de la viande de bœuf  
en pesos courants et réels (1972) entre 1930 et 1988*

Années	Indice des prix (base 100 en 1972)	Maïs (tonne)		Sésame (tonne)		Viande (kg)	
		Prix courants	Prix réels	Prix courants	Prix réels	Prix courants	Prix réels
1930	10,3	78	757,3	121	1 174,7	0,73	7,09
1931	9	48	533,3	107	1 188,9	0,57	6,33
1932	8,4	53	630,9	121	1 440,5	0,39	4,64
1933	9	49	544,4	152	1 688,9	0,35	3,89
1934	9,5	52	547,4	155	1 631,5	0,34	3,58
1935	9,5	62	652,6	157	1 652,6	0,4	4,21
1936	10	83	830	201	2 010	0,45	4,5
1937	11,9	118	991,6	257	2 159,7	0,56	4,7
1938	12,7	109	858,3	220	1 732,3	0,61	4,8
1939	12,5	104	832	301	2 408	0,83	6,43
1940	12,9	95	736,4	296	2 294,6	1,09	7,95
1941	13,7	102	744,5	337	2 459,8	1,19	7,86
1942	15,1	113	748,3	398	2 635,7	1,44	7,94
1943	18,2	174	956	556	3 054,9	2,32	10,38
1944	22,4	251	1 120	655	2 924,1	3,75	15,04
1945	24,9	274	1 100,4	835	3 353,4	3,9	15,66
1946	28,7	298	1 038,3	954	3 324	4,37	15,24
1947	30,4	313	1 029,6	895	2 944,1	4,13	13,57
1948	32,6	303	929,4	1 016	3 116,6	4,03	12,45
1949	35,7	294	823,5	920	2 577	4,47	12,51
1950	39	387	992,5	951	2 438,5	4,92	12,6
1951	48,4	500	1 033	957	1 977,3	6,55	13,53
1952	50,2	500	996	975	1 942,2	6,65	13,24
1953	49,2	499	1 014,2	1 033	2 099,6	5,77	11,74
1954	53,8	515	957,2	1 120	2 081,8	5,98	11,12
1955	61,2	526	859,5	1 182	1 931,4	8,15	13,3
1956	64	636	993,7	1 573	2 457,8	8,6	13,43
1957	66,7	700	1 049,5	1 777	2 664,2	9,52	14,27
1958	69,7	709	1 017,2	1 832	2 628,4	10,39	14,91
1959	70,5	715	1 014,2	1 865	2 645,4	11,85	16,8
1960	74	729	985,1	1 915	2 587,8	13,34	18,02

ANNEXE 4

*Évolution des prix des principales productions  
agricoles des Terres Chaudes*

Le suivi des prix des produits de l'agriculture et de l'élevage se heurte à un obstacle de taille dans la mesure où les données qui correspondent à la région des Terres Chaudes ne sont pas disponibles pour toute la période qui précède 1980... Il a donc été fait appel à des moyennes calculées au niveau national – avec toutes les incertitudes que cela implique – pour pouvoir couvrir les évolutions sur un long terme.

Le tableau I concerne les trois principaux produits de la région, maïs, sésame, et viande de bœuf. Pour cette dernière variable, les prix indiqués sont ceux du marché de gros sur la place de México et peuvent donc

1961	74,7	749	1 002,6	2 015	2 697,4	14,39	19,26
1962	76	762	1 002,6	1 982	2 607,9	14,35	18,88
1963	76,5	942	1 231,4	2 037	2 662,7	14,38	18,79
1964	79,7	945	1 185,7	2 068	2 594,7	14,77	18,58
1965	81,3	959	1 179,6	2 090	2 570,7	15,48	19,04
1966	82,3	918	1 115,4	2 101	2 552,8	16,16	19,63
1967	84,7	940	1 109,8	2 455	2 898,5	16,96	20,02
1968	86,3	934	1 070,7	2 456	2 845,8	17,96	20,8
1969	88,5	894	1 010,2	2 517	2 844	18,21	20,58
1970	93,8	905	964,8	2 515	2 681,2	19,12	20,38
1971	97,2	900	925,9	2 585	2 659,5	20,84	21,44
1972	100	902	902	2 807	2 807	22,14	22,14
1973	111,5	1 109	994,6	3 568	3 200	25,88	23,21
1974	136,3	1 463	1 073,4	5490	4 027,9	32,73	23,98
1975	159,3	1 863	1 169,5	5711	3 585	35,6	22,35
1976	185	2 167	1 171,3	6 421	3 470,8	38,97	21,06
1977	233,6	2 837	1 214,5	8 168	3 496,6	45,4	19,43
1978	273,2	2 912	1 065,8	10 805	3 955	62,45	22,86
1979	321,8	3 550	1 103,2	12 980	4 033,6	86,18	26,78
1980	407,1	4 791	1 176,8	11 210	2 753,6		
1981	524,3	6 425	1 182,9	14 524	2 939,5		
1982	826,2	8 079	977,8	23 285	2 818,4		
1983	1 633,9	18 081	1 106,6	57 432	3 515		
1984	2 657,6	29 620	1 114,5	84 022	3 161,6		
1985	4 181,7	47 941	1 146,4	160 000	4 769,6		
1986	7 733,3	97 000	1 254	275 000	3 556		
1987	17 753		1 183	450 000	2 533		
1988	37 200,5	400 000	1 075,3	1100 000	2 956		

Sources : Inegi-Inah : *Estadísticas Históricas de México*, Tome I : 370, 371, 395, 396 ; Tome II : 745, 746.  
 Banco de México S.A. : *Precios al Mayoreo, Costo de la Alimentación e Índice Nacional de Precios al Consumidor. El Mercado de Valores*, n° 6, 15 mars 1989.  
 Sarh, Subprograma de Estudios, Información y Estadísticas Sectorial, Morelia.

paraître peu pertinents dans le cas d'une région qui exporte du bétail sur pied. Ils ont cependant le mérite de traduire assez fidèlement l'évolution des prix du bétail à l'échelle nationale et de constituer une donnée tout à fait fiable. Les données concernant maïs et sésame sont une moyenne nationale des prix offerts au producteur. À partir de 1980, ils correspondent à des moyennes effectuées dans l'État du Michoacán et constituent donc une approximation plus satisfaisante. Les prix réels sont rapportés à l'année 1972, qui fut la dernière à présenter un taux d'inflation relativement faible.

### Coefficients de pâturage évalués par l'administration agricole dans la région des Terres Chaudes <sup>1</sup>

Les coefficients de pâturage proposés par la commission technique sont évalués en fonction des différents types de végétation que présente la forêt tropicale caducifoliée selon les sols et l'altitude où elle est implantée. Les espèces dominantes sont, pour l'étage arboré, la *parota* (*Enterolobium cyclocarpum*), le *pinzàn* (*Pithecellobium dulce*), le *bui-zache* (*Acacia farnesiana*), le *cueramo* (*Cordia elaeagnoides*), la *ceiba* (*Ceiba pentandra*), le *ciriàn* (*Crescentia alata*), le *capire* (*Sideroxylon capiri*), le *cuaulote* (*Guazuma ulmifolia*), le *guaje* (*Leucaena glauca*), le *brasil* (*Haematoxylum brasiletto*), le *corongoro* (*Zizyphus sonorensis*), le *cuachalate* (*Amphytergium adstringens*) et le *hincha huevos* (*Pseudosmodium perniciosum*) et, pour la strate herbacée, la *navajita banderilla* (*Bouteloua curtipendula*), la *grama* (*Hilaria cenchroides*), l'*aceitilla* (*Cathastecum erectum*), le *zacate colorado* (*Heteropogon contortus*) et *Hilaria cenchroides*. Ils correspondent à la superficie nécessaire, en hectares, à l'alimentation d'un bovin adulte sans apport extérieur :

1. Il s'agit des chiffres fournis par la Comisión Técnica Consultativa para la Determinación Regional de los Coeficientes de Agostadero. : SARH, Estados de Michoacán y Colima : 18-26 et 43-50.

	Conditions du pâturage			
	Excellente	Bonne	Moyenne	Pauvre
Forêt tropicale moyenne sub-caducifoliée (200-1 000 mètres).	7,2	8,6	9,9	13,6
Forêt tropicale basse caducifoliée sur sols rouges (200-1 000 mètres).	6,2	6,35	7,55	10
Forêt tropicale basse caducifoliée (200-600 mètres).	6,1	6,3	7,5	9,9

## ANNEXE 6

### *Les exportations de bétail depuis les Terres Chaudes*

Les tableaux et graphiques présentés dans cette annexe ont été réalisés à partir des données collectées auprès des associations locales d'éleveurs (Asociaciones Ganaderas Locales) de Huetamo, San Lucas, Tiquicheo, Carácuaro et Nocupétaro et de la Secretaria de Fomento Agropecuario y Forestal de l'État du Michoacán. Ils se basent sur les fiches de circulation que les commerçants et transporteurs de bétail doivent remettre aux administrations et associations locales pour toute expédition d'animaux hors de la région. Celles-ci sont malheureusement périodiquement brûlées et l'association régionale de Morelia, qui en reçoit les copies, n'échappe pas à cette pratique. Nous n'avons eu accès qu'aux données les plus récentes, concernant l'année 1988, peu représentative car elle correspond à une période de dépression du marché (restriction des exportations de broustards en direction des États-Unis qui provoquent un engorgement du marché national), qui succédait à une année où les ventes avaient été particulièrement élevées, ce qui amenait les éleveurs à réduire les ventes pour reconstituer leurs troupeaux. Seule l'association des éleveurs de Huetamo a pu fournir des données remontant à 1985. On remarquera l'importance de ce *municipio* où se vendent jusqu'à 50 % des animaux exportés. Il rassemble certes le plus important troupeau bovin de la région, mais les maquignons de Huetamo drainent également une grande partie des broustards de la région, notamment ceux du *municipio* de Tiquicheo, dont les ventes apparentes sont sans commune mesure avec la taille du cheptel (probablement près de 65 000 têtes de bétail en 1988).

Tableau 1

*Les exportations de bétail  
des différents municipios  
des Terres Chaudes en 1988*

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	Total
Huetamo	1 195	779	728	525	540	350	156	382	593	913	1 118	972	8 251
San Lucas	519	317	235	225	339	184	133	101	193	332	300	216	3 094
Tiquicheo	141	84	97	32	130	40	7	19	99	301	270	178	1 397
Carácuaro	749	365	256	102	46	75	27	98	255	439	477	336	3 225
Nocupétaro	249	153	130	98	64	25	3	26	70	168	118	70	1 174
Total	2 853	1 698	1 446	982	1 119	674	326	626	1 210	2 153	2 283	1 772	17 141

Tableau 2

*Les ventes de bétail  
à l'extérieur  
du municipio de Huetamo  
entre 1984 et 1988*

	1984 <sup>1</sup>	1985	1986	1987	1988	% exportations
Janvier	1 371	1 484	1 302	1 950	1 195	14,6
Février	1 175	1 455	1 300	1 327	779	11,6
Mars	1 500	794	750	740	728	8,9
Avril	1 036	730	342	323	525	5,8
Mai	1 056	628	272	313	540	5,5
Juin	493	289	214	256	350	3,2
Juillet	513	133	67	60	156	1,8
Août	535	112	161	298	382	2,9
Septembre	907	464	323	541	593	5,6
Octobre	803	564	1 172	2 004	913	10,6
Novembre	2 032	994	1 753	2 197	1 118	15,8
Décembre	1 068	1 386	2 220	1 315	972	13,7
Total	12 289	9 023	9 876	11 324	8 251	100

1. D'après DIAZ (S.), ESPINOSA (T.), MONDRAGON (J.), 1985 : 349.

Tableau 3

*Principales destinations  
du bétail exporté  
du municipio de Huetamo  
entre 1986 et 1988*

Destination	1986		1987		1988	
	total	%	total	%	total	%
Bajío	3 355	34	3 713	32	4 597	56
N-E Michoacán	1 260	13	878	8	1 223	15
Aguascalientes	1 131	11	2 587	22	453	5,5
Querétaro	1 170	12	778	7	386	4,5
Huasteca	733	7,5	522	4,5	315	4
Altos de Jalisco	451	4,5	254	2	8	0
États du Nord (Durango, Zacatecas...)	371	4	975	8,5	63	1
Abattoirs (Morelia, México)	1 127	11	1 364	14	865	10
Autres destinations	278	3	243	2	321	4
Total	9 876	100	11 324	100	8 251	100

## ANNEXE 7

### *Répartition de la propriété privée et du bétail dans les Terres Chaudes*

Superficie des propriétés (ha)	Propriétés		Superficies	
	Nombre	%	Superficie totale	%
moins de 20	500	39,5	4 484	3,4
20 à 50	220	17,4	7 577	5,7
51 à 100	173	13,7	13 659	10
101 à 250	223	17,7	35 614	26
251 à 500	113	9	39 362	29
501 à 1000	26	2	18 452	13,6
plus de 1000	6	0,5	16 745	12
<b>Total</b>	<b>1 261</b>	<b>100</b>	<b>136 093</b>	<b>100</b>

Tableau 1

*Répartition de la propriété foncière privée dans les municipios de Tiquicheo et de Huetamo en 1988*

Sources : Administración de Rentas, Huetamo, 1988 ;  
Asociación de Pequeños Propietarios, Tiquicheo.

Effectifs du troupeau	Troupeaux		Effectifs	
	Nombre	%	Total	%
1 à 5	406	11,9	1 636	2
6 à 10	906	26,6	7 490	10
11 à 15	625	18,5	8 001	10,6
16 à 20	463	13,6	8 465	11,2
21 à 30	443	13	11 085	14,6
31 à 50	299	8,8	13 655	18
51 à 100	198	5,8	13 447	17,8
101 à 200	43	1,3	5 557	7,3
201 à 500	15	0,4	3 865	5,2
plus de 500	3	0,1	2 418	3,3
<b>Total</b>	<b>3 401</b>	<b>100</b>	<b>75 619</b>	<b>100</b>

Tableau 2

*Répartition du bétail déclaré dans les municipios de Huetamo et de San Lucas en 1988*

Sources : Asociaciones Ganaderas Locales, Huetamo et San Lucas, « Registros de Ganado », 1988.

*Contrat de location de terres passé entre la compagnie American Producers et l'éjido de La Quetzeria (municipio de Huetamo)*<sup>1</sup>

CLAUSES

Première : « L'Investisseur » fournira les semences, les fertilisants et les insecticides nécessaires, ainsi que la machinerie agricole et les opérateurs requis pour le succès de la culture, en utilisant les techniques qu'il aura choisies conformément à son expérience et à l'opinion du personnel technique de la Sarh.

Deuxième : le nombre d'hectares auquel il est fait référence [...] correspond aux parcelles des éjidataires dont les noms sont détaillés dans la liste annexe ; ce sont ces éjidataires qui fourniront la main-d'œuvre nécessaire pour exécuter les travaux qui leur seront assignés par « L'Investisseur ».

Troisième : pour les travaux exécutés conformément à la clause précédente, « L'Investisseur » assurera une rémunération de 7 000 pesos de salaire journalier qui sera augmentée en fonction de l'évolution du salaire minimum national ; les éjidataires seront obligés de respecter l'horaire de travail fixé par « L'Investisseur ».

Quatrième : dans le cas où une force de travail supérieure à laquelle la clause deuxième fait référence serait requise, « L'Investisseur » et les autorités éjidales décideront qui des éjidataires de ce même *ejido* fournira cette force de travail ; et si celle-ci ne suffit pas, des travailleurs de la région seront engagés [...]

Cinquième : « L'Investisseur », en exécutant les travaux, donnera toute facilité aux éjidataires afin que ceux-ci assimilent la technologie de la culture du melon et qu'ils puissent réaliser eux-mêmes la dite culture après la durée de ce contrat.

Sixième : ce contrat, valide pour le cycle de culture automne-hiver 1988-1989, pourra être prolongé jusqu'à deux cycles automne-hiver supplémentaires, *à la condition que [...] l'on ne répète pas la culture du melon ou du cornichon sur les parcelles où ils auront été cultivés au cours du cycle immédiatement antérieur*, et que les deux parties aient respecté le présent contrat<sup>2</sup>.

1. Ce contrat concernait une superficie totale de 232,5 hectares pour l'hiver 1988-1989.

2. Les parties mises en italiques le sont de notre fait.

Septième : au terme de la récolte, motif de ce contrat, « l'Investisseur » s'engage à laisser les parcelles auxquelles la seconde clause se réfère proprement préparées pour la culture des produits vivriers au cours du cycle agricole suivant.

Huitième : une fois la récolte obtenue, « l'Investisseur » paiera aux éjidataires mentionnés dans la liste annexe, et indépendamment de la clause trois, un montant de *300 pesos par caisse de melon qui aura été exportée*.

Neuvième : *pour que la clause qui précède prenne effet, les éjidataires devront être présents lors de l'embarquement et de la récolte, afin de vérifier avec « l'Investisseur » ou la personne qu'il aura désigné, le nombre de caisses qui auront été embarquées.*

Dixième : une fois ce contrat signé, approuvé et enregistré par le ministère de la Réforme agraire, « l'Investisseur » versera aux éjidataires concernés par la seconde clause *une avance de 350 000 pesos par hectare où il aura cultivé le melon et 100 000 pesos par hectare où il n'aura pas pu le faire*, mais qui bénéficie de l'irrigation. Ces sommes seront décomptées, une fois la récolte effectuée et conformément à la neuvième clause.

Onzième : les éjidataires acceptent de fournir leurs terres à « l'Investisseur » *le premier juin 1988* pour le semis du melon et reconnaissent que le présent contrat ne concerne qu'un seul cycle de melon ; en cas d'un deuxième semis, un autre paiement sera effectué selon l'accord auquel on sera parvenu à cette date.

Douzième : *en cas de mauvaise utilisation de l'eau et du service d'irrigation, les sanctions prévues par la Loi fédérale des Eaux seront appliquées aux éjidataires [...]*

Treizième : les termes de ce contrat, leur interprétation et leur application sont soumis aux dispositions de la loi fédérale de Réforme agraire et de la législation fédérale sur l'Agriculture et l'Élevage [...] et en cas de conflit, le ministère de la Réforme agraire prendra les décisions appropriées.

Quatorzième : en accord avec la circulaire 0117, toute pollution des eaux des canaux d'irrigation par l'utilisation ou l'application inadéquate de pesticides et autres produits chimiques pourra motiver l'interruption du présent contrat.

Le 7 mai 1988, signent les membres du Commissariat de l'*ejido* de La Quetzeria et Salvador Sánchez Magallon, représentant de la compagnie American Producers.

## ANNEXE 9

### *Les enquêtes effectuées dans la région des Terres Chaudes, entre décembre 1986 et mai 1989*

Village ou hameau	Histoire	Histoire et système de production	Système de production	Nombre d'enquêtes
<i>Municipio de Huetamo</i>				
Huetamo	11	4	12	27
Turitzio	8	4	29	41
Charácuaro	4	1	13	18
Zicuirán	1	0	13	14
Zirtzicuaro	5	3	3	11
Purechucho	0	3	3	6
Las Trincheras	1	2	3	6
La Parota	0	0	3	3
Sanchiqueo	1	1	1	3
La Quetzería	0	0	3	3
Quenchendio	2	0	1	3
Capeo	0	1	1	2
Santa María	1	0	1	2
San Jerónimo	1	1	0	2
Montecillo	0	0	1	1
Santiago Conguripo	0	1	0	1
Tierras Blancas	0	0	1	1
Paso de Corupo	1	0	0	1
Cuachalalates	0	1	0	1
Zapote de los Díaz	1	0	0	1
Total Huetamo	37	22	88	147
<i>Municipio de San Lucas</i>				
San Lucas	2	0	4	6
Tacupa	3	3	12	18
Riva Palacio	0	1	1	2
Angao	1	0	0	1
Salguero	0	1	0	1
Total San Lucas	6	5	17	28
<i>Municipio de Tiquicheo</i>				
Tiquicheo	5	2	3	10
San Carlos	2	1	4	7
El Zapote Grande	1	2	1	4
Tzetzenguero	3	0	0	3
Limón de Pap.	1	2	0	3
Zirúcuaro	2	1	0	3
Monte Grande	0	1	1	2
Cuaranguero	1	1	0	2
Purungueo	2	0	0	2
Huahuasco	0	1	0	1
Paso del Tepehuaje	0	1	0	1
Ceibas de Trujillo	1	0	0	1
Ojo de Agua	1	0	0	1
San Miguel Canario	0	1	0	1
Total Tiquicheo	19	13	9	41

<i>Municipio de Carácuaro</i>				
Carácuaro	3	1	0	4
Paso de Nuñez	2	1	0	3
El Naranja	1	0	1	2
Chapacáricuaro	1	0	1	2
Zapote de los Gómez	0	1	0	1
Santa Fé	0	0	1	1
Guacamayas	0	1	0	1
Capire de Bravo	0	1	0	1
Total Carácuaro	7	5	3	15
<i>Municipio de Nocupétaro</i>				
Nocupétaro	3	2	3	8
Las Parotas	0	2	2	4
San Antonio	1	1	0	2
Agua Santa	0	1	0	1
La Estancia Grande	1	0	0	1
El Platanal	1	0	0	1
Total Nocupétaro	6	6	5	17
<i>Municipio de Tuzantla</i>				
Tuzantla	0	2	0	2
Paso Nicolás Romero	0	1	0	1
Paso Tierra Caliente	0	1	0	1
Total Tuzantla	0	4	0	4
<i>Autres municipios</i>				
Zirándaro	1	0	0	1
Cutzamala	0	1	0	1
Coyuca de Catalán	0	1	0	1
Total enquêtés	76	52	122	250

## Résultats économiques des systèmes de production identifiés dans les Terres Chaudes

### RENTABILITÉ DES PRINCIPALES CULTURES PRATIQUÉES DANS LES TERRES CHAUDES 1988-1989

Cultures	Opérations	Intrants et main-d'œuvre	Coût
<b>Sésame</b>	Préparation du sol	Tracteur et cultivateur	35 000
		Tracteur et cultivateur	35 000
	Semis	1 journalier	12 000
		Semences	15 000
	Fertilisation	Sulfate d'am. (200 kg)	80 000
		1 journalier	12 000
	Buttage	1 attelage de mules (1 jour)	30 000
	Sarclages	8+8 journaliers	190 000
	Récolte	140 gerbes <sup>1</sup>	140 000
	Battage et transport	3 journaliers <sup>2</sup>	45 000
Coût total		594 000	
Produit brut	350 kg de grain à 1100 \$/kg	385 000	
Revenu monétaire		-209 000	
<b>Maïs</b> (terres labourées)	Préparation du sol	Tracteur et charrue à disques	70 000
		Tracteur et cultivateur	35 000
	Semis	Tracteur et cultivateur	35 000
		1 journalier	12 000
		Semences	4 000
	Fertilisation	Sulfate d'am. (200 kg)	80 000
		« Triple 17 » (100 kg)	45 000
		2 journaliers	24 000
	Buttage	1 attelage de mules (1 jour)	30 000
	Sarclage	7 journaliers	84 000
	Aspersion herbicide	<i>Esteron</i> (2 l)	16 000
		1 journalier	12 000
	Récolte	6 journaliers	90 000
Transport	1 journalier	15 000	
Coût total		552 000	
Produit brut	1 tonne de grain	400 000	
	Fanes	200 000	
Produit total		600 000	
Revenu monétaire		48 000	

Tableau 1

*Cultures pluviales, cycle printemps-automne 1988*

1. La récolte du sésame est payée à la tâche, en fonction du nombre de gerbes qui sont ensuite mises à sécher dans l'attente du battage. En 1988, chaque gerbe était payée 1 000 pesos.

2. À partir du mois d'octobre, le salaire journalier est passé de 12 000 à 15 000 pesos dans la plus grande partie de la région.

Tableau 1 (suite)

Cultures	Opérations	Intrants et main-d'œuvre	Coût
<b>Maïs</b> (défriche)	Préparation du sol	20 jours de défriche	240 000
		2 journaliers	24 000
	Semis	Semences	4 000
		Aspersion herbicide	<i>Esteron</i> (2 l)
	Désherbage	1 journalier	12 000
		4 journaliers (fauche)	48 000
	Récolte	7 journaliers	105 000
	Transport	1 journalier	15 000
	Coût total		464 000
	Produit brut	1,4 tonne de grain	560 000
	Fanes	200 000	
Revenu monétaire	Produit total	760 000	
		296 000	
<b>Sorgho</b>	Préparation du sol	Tracteur et cultivateur	35 000
		Tracteur et cultivateur	35 000
	Semis	1 journalier	12 000
		Semences	5 000
	Fertilisation	Sulfate d'am. (200 kg)	80 000
		1 journalier	12 000
	Buttage	1 attelage de mules (1 jour)	30 000
	Aspersions herbicide	<i>Esteron</i> (2 l + 2 l)	32 000
		2 journaliers	24 000
	Récolte	Moissonneuse-batteuse	100 000
Transport	1 journalier	15 000	
Coût total		380 000	
Produit brut	1,5 tonne de grain	510 000	
	Fanes	200 000	
Produit total		710 000	
Revenu monétaire		330 000	
<b>Arachide</b>	Préparation du sol	Tracteur et charrue à disques	70 000
		Tracteur et cultivateur	35 000
	Semis	Tracteur et cultivateur	35 000
		3 journaliers	36 000
	Sarclages	Semences	50 000
		10 + 10 + 8 journaliers	336 000
	Récolte	200 cuvettes de 5 kg <sup>3</sup>	400 000
	Transport	2 journaliers	30 000
	Coût total		992 000
	Produit brut	1 tonne fruits (1450 \$/kg)	1 450 000
Revenu monétaire		458 000	
<b>Piment</b>	Préparation des plants	20 jours de soins et irrigation	240 000
		Préparation du sol	Tracteur et charrue à disques
	Plantation	Tracteur et cultivateur	35 000
		Tracteur et cultivateur	35 000
	Fertilisation	10 journaliers	120 000
		Sulfate d'am. (200 kg)	80 000
	Buttage	« Triple 17 » (100 kg)	45 000
		2 journaliers	24 000
	Sarclages	1 attelage de mules (2 jours)	60 000
		4 x 5 journaliers	240 000
Traitements anti-parasites	Parathion-Tamaron (5 l)	75 000	
Récolte	5 journaliers x 4 coupes	300 000	
Transport et séchage	3 journaliers	45 000	
Coût total		1 369 000	
Produit brut	500 kg de piments à 4400 \$	2 200 000	
Revenu monétaire		831 000	

Tableau 2  
Cultures irriguées,  
cycle automne-  
hiver 1988-1989

Cultures	Opérations	Intrants et main-d'œuvre	Coût
<b>Tomates</b>	Préparation des plants Préparation du sol	20 jours soins et irrigation Labour croisé = mise en planches	240 000 290 000
	Repiquage	10 journaliers	150 000
	Fertilisation	« Triple 17 » (2 x 160 kg) Sulfate d'am. (160 kg) Urée (320 kg)	200 000 64 000 220 000
	Buttage	5 journaliers	75 000
	Sarclages	1 attelage de mules (1 jour)	45 000
	Traitements anti-parasites	2 x 5 journaliers	150 000
	Récolte	8 traitements	560 000
	Transport	12 journaliers x 6 coupes 4 voyages camionnette	1 080 000 200 000
	Coût total		3 274 000
	Produit brut Produit net	850 caisses à 6000 \$	5 100 000 1 826 000
<b>Melon<sup>4</sup></b>	Préparation du sol	Labour croisé avec disques Mise à niveau + mise en planches	320 000 140 000
	Semis	Traitement sol Semences hybrides	160 000 720 000
	Fertilisation	Tracteur Nitrate d'am. (200 kg) Urée (500 kg) Cuivre	70 000 64 000 320 000 20 000
	Traitements anti-parasites	Transport	25 000
	Irrigation	30 produits différents	1 430 000
	Main-d'œuvre	amortissement, surveillance Sarclages, traitements et récolte	250 000
	Transport		1 180 000 500 000
	Coût total		5 199 000
	Produit brut	450 caisses export. (5 US\$) 300 caisses marché nat.	5 600 000 4 500 000
	Produit total Produit net		10 100 000 4 901 000

### CALCUL DES REVENUS MONÉTAIRES PAR ACTIF FAMILIAL PERMIS PAR DIFFÉRENTS SYSTÈMES DE CULTURES PLUVIALES (EN PESOS DE JANVIER 1989)

#### Système sésame pur

*Produit brut* : 350 kilos de grain à 1100 pesos = 385 000 pesos.

*Charges fixes* : consommation annuelle de capital fixe (araire, tarecuas, remise) = 60 000 pesos.

*Charges proportionnelles* : tracteur = 70 000 pesos, engrais = 80 000 pesos, semences = 15 000 pesos.

*Valeur ajoutée* (en milliers de pesos) : VA = 220 SAU-60.<sup>5</sup>

*Charges salariales* : à partir de 1 hectare, CV = (SAU-1) . 350 = 350 SAU-350.<sup>6</sup>

*Revenu monétaire* : de 0 à 1 hectare, RM = VA ; à partir de 1 hectare, RM = VA - CV = 290-110 SAU.

3. La récolte est payée à la tâche, par cuvettes de 5 kilos de fruits déterrés et détachés de la plante. Une cuvette était payée 200 pesos en 1988.

4. Source : feuilles de comptabilité remises aux producteurs des *ejidos* de Cutzio et La Parota, *municipio* de Huetamo, en 1988 ; établies par la société « La Chiquita », elles ont été actualisées pour l'année 1989.

5. SAU = surface agricole utile.

6. CV = capital variable (= charges salariales).

### Système maïs pur

*Produit brut* : 1 tonne de grain à 400 pesos = 400 000 pesos, 1 hectare de fanes = 200 000 pesos, total = 600 000 pesos.

*Consommation annuelle de capital fixe* : araire, tarecuas, remise, grenier, barbelés (fanes) et pulvérisateur = 100 000 pesos.

*Charges proportionnelles* : tracteur = 105 000 pesos (labour profond tous les deux ans), engrais = 125 000 pesos, herbicide = 16 000 pesos, semences = 4 000 pesos.

*Valeur ajoutée* : VA = 350 SAU-100.

*Charges salariales* : à partir de 1 hectare, CV = (SAU-1) . 240 = 240 SAU-240.

*Revenu monétaire* : de 0 à 1 hectare, RM = VA = 350 SAU-100 ; à partir de 1 hectare, RM = VA-CV = 110 SAU + 140.

### Système sorgho pur

*Produit brut* : 1,2 tonne de grain à 340 pesos = 410 000 pesos, 1 hectare de fanes = 200 000 pesos, total = 610 000 pesos.

*Consommation annuelle de capital fixe* : araire, remise, barbelés, pulvérisateur = 75 000 pesos.

*Charges proportionnelles* : tracteur = 105 000 pesos, engrais = 80 000 pesos, buttage (tracteur) = 30 000 pesos, herbicide = 16 000 pesos, semences = 8000 pesos.

*Valeur ajoutée* : VA = 370 SAU- 75.

*Charges salariales* : à partir de 1 hectare, CV = (SAU - 1) . 220 = 220 SAU - 220.

*Revenu monétaire* : de 0 à 1 hectare, RM = VA = 370 SAU - 75 ; à partir de 1 hectare, RM = 150 SAU + 145.

### Système maïs (1/2)-sésame (1/2)

*Produit brut* : 1/2 PB maïs + 1/2 PB sésame = 492 500 pesos.

*Consommation annuelle de capital fixe* = consommation annuelle maïs pur = 100 000 pesos.

*Charges proportionnelles* = 1/2 ch. p. maïs + 1/2 ch. p. sésame = 207 500 pesos.

*Valeur ajoutée* : VA = 285 SAU - 100.

*Charges salariales* : à partir de 2 hectare, CV = (SAU-2) . 120 + (SAU-2) . 175 = 295 SAU - 590.

*Revenu monétaire* : de 0 à 2 hectares, RM = VA = 295 SAU - 100 ; à partir de 2 hectares, RM = 490 - 10 SAU.

### Système maïs (1/2)-sésame (1/4)-sorgho (1/4)

*Produit brut* : 1/2 PB maïs + 1/4 PB sésame + 1/4 PB sorgho = 549 000.

*Consommation annuelle de capital fixe* : idem maïs pur = 100 000 pesos

*Charges proportionnelles* = 1/2 ch. p. maïs + 1/4 ch. p. sorgho + 1/4 ch. p. sésame = 226 000 pesos.

*Valeur ajoutée* :  $VA = 323 \text{ SAU} - 100$ .

*Charges salariales* : - entre 2 et 4 hectares,  $CV = (\text{SAU}-2) \cdot 120 = 120 \text{ SAU} - 240$ , à partir de 4 hectares,  $CV = (\text{SAU} - 2) \cdot 120 + (\text{SAU}-4) \cdot (55 + 87,5) = 263 \text{ SAU} - 810$ .

*Revenu monétaire* : de 0 à 2 hectares,  $RM = VA = 323 \text{ SAU} - 100$  ; de 2 à 4 hectares,  $RM = 203 \text{ SAU} + 140$  ; à partir de 4 hectares,  $RM = 60 \text{ SAU} + 710$ .

### Système maïs (1/2)-sorgho (1/2)

*Produit brut* : 1/2 PB maïs + 1/2 PB sorgho = 605 000 pesos.

*Consommation annuelle de capital fixe* : idem maïs pur = 100 000 pesos.

*Charges proportionnelle* = 1/2 ch. p. maïs + 1/2 ch. p. sorgho = 245 000 pesos.

*Valeur ajoutée* :  $VA = 360 \text{ SAU} - 100$

*Charges salariales* : à partir de 2 hectares,  $CV = (\text{SAU}-2) \cdot (110 + 120) = 230 \text{ SAU} - 460$ .

*Revenu monétaire* : - de 0 à 2 hectares,  $RM = VA = 360 \text{ SAU} - 100$  ; à partir de 2 hectares,  $RM = 130 \text{ SAU} + 375$ .

### Système sorgho (1/2)-sésame (1/2)

*Produit brut* : 1/2 PB sorgho + 1/2 PB sésame = 487 500 pesos.

*Consommation annuelle de capital fixe* : idem sorgho pur = 75 000 pesos.

*Charges proportionnelles* = 1/2 ch. p. sorgho + 1/2 ch. p. sésame = 195 000

*Valeur ajoutée* :  $VA = 293 \text{ SAU} - 75$ .

*Charges salariales* : à partir de 2 hectares,  $CV = (\text{SAU}-2) \cdot (110 + 175) = 285 \text{ SAU} - 570$ .

*Revenu monétaire* : - de 0 à 2 hectares,  $RM = VA = 293 \text{ SAU} - 75$  ; à partir de 2 hectares,  $RM = 8 \text{ SAU} + 495$ .

## MODÉLISATION ET RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES SYSTÈMES DE PRODUCTION IDENTIFIÉS DANS LES TERRES CHAUDES

### L'oligarchie (groupe A)

La charge animale s'établit autour de 0,25 tête de bétail par hectare, nous avons donc fixé  $N = \text{SAU}/4$ .

La superficie par actif (*caporal et arrimados*) est d'environ 200 hectares et la superficie cultivée par chacun d'eux est d'environ 6 hectares. Elle s'établit donc de la façon suivante :  $Sc = 0,03 \text{ SAU}$ .

*Produit brut* : les animaux vendus sont composés pour 1/3 de vaches de réforme et 2/3 de taurillons. Le taux d'extraction s'établit à 1/5 du troupeau environ. Si l'on considère le produit de ces ventes aux prix en vigueur en janvier 1989<sup>5</sup>, on a  $Pa = \text{SAU}/4 \cdot 1/5 \cdot (1/3 \cdot 840\,000 \text{ pesos} + 2/3 \cdot 760\,000 \text{ pesos}) = 40 \cdot \text{SAU}$  en milliers de pesos.

Le maïs produit par les travailleurs du *rancho* représente (pour un rendement moyen d'une tonne par hectare) un produit  $Pv = 0,03 \text{ SAU} \cdot 400 = 12 \text{ SAU}$  en milliers de pesos.

D'où  $PB = 52 \text{ SAU}$ .

5. 2 800 pesos par kilo vif pour une vache (300 kilos en moyenne) et 3800 pesos pour un taurillon (180 à 200 kilos).

*Charges proportionnelles* : les travailleurs du *rancho* cultivant surtout des terres de défriche qui ne sont pas fertilisées, les charges proportionnelles se réduisent au coût d'alimentation du bétail durant la saison sèche et à l'emploi irrégulier de vaccins et produits déparasitants.

*Aliments* : 1 kilo de mélange maïs-sorgho-tourteau pour chaque vache allaitante et par jour durant les 4 derniers mois de la saison sèche :  
 $Ca = N/5 \cdot 120 \cdot (400 \text{ pesos}) = 9,6 N = 2,4 \text{ SAU}$ .

*Vaccins* : environ 1000 pesos/animal et/an :  $Cv = N = 0,25 \text{ SAU}$ .

Charges proportionnelles CP = 2,65 SAU.

*Charges fixes* : elles se réduisent à la consolidation des clôtures (en moyenne 2 000 pesos par hectare dans les enquêtes que nous avons réalisées) et au renouvellement d'un outillage réduit (araïres et jougs, courroies, hache, *machetes*, *tarecuas*, éventuellement pulvérisateur d'herbicide...). Elles sont donc grossièrement estimées au niveau suivant :

$CF = 2 \text{ SAU} + 500$ .

*Valeur ajoutée* : On obtient donc  $VA = PB - CP - CF = 47,5 \text{ SAU} - 500$  en milliers de pesos, et en dollars,  $VA = 20 \text{ SAU} - 200$  par approximation.

### Les grands éleveurs (groupe B)

La charge en bétail s'élève sensiblement, passant à 0,4 tête par hectare ;  $N = 0,4 \text{ SAU}$ . De la même façon, la charge en main-d'œuvre tourne autour de SAU/100. La superficie cultivée se maintenant à environ 6 hectares par actif, on a  $Sc = 0,06 \text{ SAU}$ .

*Produit brut* : le taux d'extraction s'établit au 1/4 du troupeau ; mais la vente d'animaux est parfois complétée par la traite des vaches allaitantes durant deux ou trois mois de la saison sèche, pour pouvoir vendre le lait frais dans les villages les plus importants.

On a alors  $Pa = (N/8 \cdot 760 + N/8 \cdot 840) + (N/4 \cdot 2 \text{ l./vache} \cdot 1 000 \text{ pesos/litre} \cdot 90 \text{ jours}) = 200 N + 45 N = 98 \text{ SAU}$ .

$Pv = 0,06 \text{ SAU} \cdot 400 = 24 \text{ SAU}$ .

$PB = 122 \text{ SAU}$ .

*Charges proportionnelles* : la superficie par actif étant moindre, les parcelles cultivées sont plus souvent fertilisées (en moyenne 100 kilos de sulfate d'ammoniaque par hectare) et l'usage des herbicides est plus répandu. La consommation d'intrants s'élève à (25 000 pesos/100 kilos + 8 000 pesos/litre) par hectare cultivé. D'où :  $CPv = 33 Sc = 2 \text{ SAU}$ .

Le problème posé par l'alimentation du bétail durant la saison sèche est plus aigu, d'autant que les prélèvements de lait sont plus importants. Les quantités de fanes produites sur le *rancho* s'avèrent insuffisantes et il faut recourir aux achats extérieurs dans une proportion d'un hectare pour six animaux. S'y ajoutent les aliments concentrés distribués aux vaches allaitantes (2 kilos par vache durant 4 mois) et le recours plus systématique aux vaccins et aux produits déparasitants (2 000 pesos en moyenne

par animal et par an). On a alors :  $CPa = N/6 \cdot (200\ 000 \text{ pesos par hectare de fanes}) + N/5 (96\ 000 \text{ pesos d'aliments concentrés}) + 2 N = 55 N = 22 \text{ SAU}$ .

$CP = 24 \text{ SAU}$ .

*Charges fixes* : rapportée à la superficie, la consommation annuelle de capital fixe s'élève presque au double de ce qui était observé dans le cas précédent : les exploitations sont divisées en parcs de taille réduite afin de faciliter le pâturage tournant, le nombre de charrues s'élève, celui des pulvérisateurs également.

$CF = 4 \text{ SAU} + 500$ .

*Valeur ajoutée* :  $VA = 94 \text{ SAU} - 500$  en milliers de pesos, soit  $VA = 40 \text{ SAU} - 200$  en dollars.

### Les exploitations d'élevage de taille moyenne (groupe C)

C'est la superficie clôturée par des exploitations éjidales qui est ici prise en compte, bien que les indivis interviennent pour une part importante dans l'alimentation du bétail. Aussi la charge en bétail s'établit autour de 1,5 animal par hectare et la surface cultivée  $Sc$  au tiers de la superficie totale.

*Produit brut* : le taux d'extraction est de 1/4 ici aussi, les broutards représentant les deux tiers des ventes. Mais les vaches sont traitées sur une période plus longue, qui peut atteindre cinq mois (2 litres par jour et par vache). Le produit brut « animal » s'établit donc de la façon suivante (en milliers de pesos) :

$Pa = N/4 \cdot (2/3 \cdot 760 + 1/3 \cdot 840) + N/3 \cdot 135 \cdot 2 = 287 N = 430 \text{ SAU}$ .

Les terrains cultivés le sont suivant une rotation maïs-sorgho :

$Pv = 1/3 \text{ SAU} (200 + 205) = 135 \text{ SAU}$ .

$PB = 565 \text{ SAU}$ .

*Charges proportionnelles* : les charges proportionnelles relatives aux cultures sont celles qui ont été évaluées plus haut :

$CPv = 245 Sc = 81 \text{ SAU}$ .

La disponibilité de fanes sur l'exploitation ne représente que le tiers des besoins du cheptel durant la saison sèche. Il faut donc recourir à l'achat de 2/3 SAU hectares de fanes, soit l'équivalent de 133 SAU milliers de pesos. Les distributions d'aliments concentrés aux vaches allaitantes (2 kilos par jour et par vache) et aux animaux les plus faibles durant cinq mois représentent :  $N/3 \cdot 150 \cdot 2 \cdot 0,4 = 40 N = 60 \text{ SAU}$ . Les frais vétérinaires enfin s'établissent à 2 000 pesos par animal et par an, soit 3 SAU milliers de pesos.

On a alors  $CPa = 196 \text{ SAU}$  et  $CP = 277 \text{ SAU}$ .

*Charges fixes* : compte tenu d'un capital productif relativement important (l'emploi de la mécanisation légère est systématique et certaines exploitations possèdent leur propre tracteur), on établit  $CF = 10 \text{ SAU} + 400$ .

*Valeur ajoutée* :  $VA = 278 \text{ SAU} - 400$  en milliers de pesos,

ou  $VA = 112 \text{ SAU} - 160$  en dollars.

## Les moyennes exploitations d'élevage disposant de terres irriguées (groupe D)

L'existence d'une superficie irriguée dont la taille varie entre 15 et 30 hectares permet la mise en place d'un système d'élevage indépendant des parcours indivis et augmente les charges animales jusqu'à un seuil de 2 têtes par hectare. Si le taux d'extraction varie peu par rapport aux exploitations du groupe précédent, le nombre d'animaux vendus est donc sensiblement plus élevé et la traite devient systématique durant six mois par an. La superficie cultivée s'élève aux 4/5 de la surface totale ; elle est occupée par une rotation maïs (1/4) - sorgho grain (3/8) - sorgho fourrager (3/8) qui permet l'affouragement du bétail pendant toute l'année, sans interruption.

*Produit brut :*

$$Pa = N/4 \cdot (2/3 \cdot 760 + 1/3 \cdot 840) + N/3 \cdot 180 \cdot 2 = 317 N = 632 \text{ SAU.}$$

$$Pv = \text{Produit maïs} + \text{produit sorgho grain} = Sc \cdot (1/4 \cdot 400 + 3/8 \cdot 410) = 203 \text{ SAU.}$$

$$PB = 835 \text{ SAU.}$$

*Charges proportionnelles :* l'irrigation et le piétinement des animaux obligent à un labour profond après chaque cycle de culture suivi de pâturage. L'emploi d'engrais chimiques et d'herbicide est également beaucoup plus systématique. Si l'on ajoute le coût du labour, on obtient :  $Cv = \text{coût tracteur} + \text{coût fertilisants} + \text{coût herbicide} + \text{coût moissonneuse (sorgho grain)} = 112 \text{ SAU} + 70 \text{ SAU} + 10 \text{ SAU} + 30 \text{ SAU} = 222 \text{ SAU.}$

Les charges relatives au bétail se limitent à l'achat d'aliments concentrés pour les vaches qui sont traitées (2 kilos par vache et par jour) et à l'emploi de déparasitants (important car sur les terrains irrigués les problèmes de parasitisme sont beaucoup plus aigus) :

$$Ca = N/3 \cdot (2 \cdot 0,4 \cdot 180) + 4 N = 52 N = 104 \text{ SAU.}$$

$$CP = 326 \text{ SAU.}$$

*Charges fixes :* elles doublent presque par rapport aux exploitations de même taille mais qui sont dépourvues d'irrigation. La nécessité de diviser l'espace fourrager, le coût d'entretien des systèmes de pompage ou des canaux d'irrigation et la présence plus fréquente d'un véhicule pour permettre le transport et la vente du lait sont à l'origine de cette augmentation :

$$CF = 22 \text{ SAU} + 400.$$

*Valeur ajoutée :*  $VA = 487 \text{ SAU} - 400$  en milliers de pesos ,

ou  $VA = 195 \text{ SAU} - 160$  en dollars.

## Les petites exploitations de polyculture-élevage (groupe E)

Sur des surfaces variant entre 6 et 15 hectares sans possibilité d'irrigation, et malgré l'accès aux parcours indivis, l'entretien d'un troupeau bovin devient difficile. Si les charges en bétail se maintiennent autour de 1,5 tête par hectare, le taux d'extraction tombe à moins de 1/5 du cheptel

et il faut conserver une partie de la superficie en friche pour constituer un pâturage utilisable en fin de saison sèche, lorsque les parcours sont épuisés. Aussi la surface cultivée n'excède pas les 2/3 de la SAU ; elle est soumise à une rotation du type maïs (1/2) - sorgho (1/4) - sésame (1/4). Les activités productives sont aussi diversifiées que possible, et l'engraissement de quelques porcs, les ventes de lait ou de fromage s'ajoutent à celles de bovins et des grains produits sur l'exploitation.

*Produit brut :*

Pa = ventes de taurillons + ventes de vaches de réforme + ventes de lait + ventes de porcs =  $N/10 \cdot 760\ 000$  pesos +  $N/10 \cdot 840\ 000$  pesos +  $N/5 \cdot 2$  litres  $\cdot 120$  jours  $\cdot 1\ 000$  pesos/litre +  $SAU/2 \cdot 60$  kilos  $\cdot 3\ 000$  pesos/kilo =  $76 N + 84 N + 48 N + 90 SAU$  (en milliers de pesos) = 400 SAU.

Pv (voir *supra*) =  $2/3 SAU \cdot 398 = 265 SAU$ .

PB = 665 SAU.

*Charges proportionnelles :* celles relatives au système de culture sont évaluées dans la première partie de cette annexe. Elles sont équivalentes à  $Cv = Sc \cdot 215 = 143 SAU$ .

Les charges relatives à l'élevage sont constituées par les coûts d'alimentation (les animaux ne sont presque jamais vaccinés) : maïs pour les porcs (100 kilos par porc engraisé), fanes pour le bétail et aliments concentrés pour les vaches (1 kilo par jour et par vache allaitante). Les achats de fanes constituent la rubrique la plus importante : malgré la récolte des feuilles de maïs, les résidus de culture sur l'exploitation ne permettent de nourrir le bétail que pendant les 2/3 de la saison sèche. Il faut donc disposer d'environ 0,33 SAU hectare de fanes supplémentaires.

Ca =  $20 SAU + 0,33 SAU \cdot 200 + N/5 \cdot 120 \cdot 0,4 = 101 SAU$ .

CP = 244 SAU.

*Charges fixes :* la consommation annuelle de capital fixe se limite au renouvellement du petit outillage, amortissement de l'aire, du joug et des harnais, renforcement des clôtures :

CF =  $10 SAU + 200$ .

*Valeur ajoutée :* VA = 411 SAU - 200 en milliers de pesos, ou VA = 164 SAU - 80 en dollars.

### Les maraîchers (groupe G)

Sur une superficie qui varie entre 4 et 8 hectares, l'intensification devient indispensable pour atteindre le seuil de reproduction ; elle devient aussi possible dans ce cas puisque les 3/4 de la surface sont irrigués. Le modèle défini ici suppose que la moitié de la SAU est semée de melon durant la saison sèche, et qu'au cours du cycle pluvial, les 3/4 de la surface sont cultivés suivant une rotation maïs-sorgho. Du fait de la mobilisation de main-d'œuvre qu'exige le maraîchage, les ateliers d'élevage ont une moindre importance : la charge animale s'établit à une tête par hectare (taux d'extraction de 1/4) et aucun porc n'est engraisé sur l'exploitation.

*Produit brut* : le produit animal est composé de la vente de quelques taurillons et vaches de réforme et de celle de lait frais ( les vaches allaitantes sont traitées durant 3 mois par an).

$$Pa = N/8 \cdot 840 + N/8 \cdot 760 + N/4 \cdot 120 \cdot 2 = 260 \text{ SAU.}$$

Le produit d'un hectare de melon s'élevait en moyenne à 8 millions de pesos durant l'hiver 1989 (voir *supra*) ; celui d'une rotation maïs -sorgho à 400 000 pesos si les fanes n'étaient pas vendues.

$$Pv = 1/2 \text{ SAU} \cdot 8000 + 3/4 \text{ SAU} \cdot 400 = 4300 \text{ SAU.}$$

$$PB = 4560 \text{ SAU.}$$

*Charges proportionnelles* : le total des charges proportionnelles relatives au système de culture atteint :

$$Cv = \text{Ch. maïs-sorgho} + \text{Ch. melon} = 3/4 \text{ SAU} \cdot 237,5 + 1/2 \text{ SAU} \cdot 2220 = 1288 \text{ SAU.}$$

Les charges de l'atelier bovin se limitent au coût des vaccins et produits déparasitants et à celui de l'aliment distribué aux vaches allaitantes (2 kilos par vache et par jour) :

$$Ca = N/4 \cdot 2 \cdot 120 \cdot 0,4 + 2 N = 26 \text{ SAU.}$$

$$CP = 1314 \text{ SAU.}$$

*Charges fixes* :

Elles sont élevées compte tenu du coût d'entretien du système d'irrigation (elles incluent fréquemment l'amortissement d'une pompe) et du matériel d'aspersion :

$$CF = 30 \text{ SAU} + 400.$$

*Valeur ajoutée* :

$$VA = 3215 \text{ SAU} - 400 \text{ en milliers de pesos}$$

$$\text{et en dollars, } \underline{VA} = 1285 \text{ SAU} - 160.$$

### Les petits producteurs agricoles à la recherche d'alternatives (groupe H)

Ces exploitations ont pu intégrer la culture du piment ou celle de l'arachide à leur système de production grâce aux accords passés avec les commerçants qui contrôlent l'accès à ces marchés. Nous avons considéré deux systèmes de culture, l'un associant maïs sur les 4/5 de la superficie et piment sur le reste, et l'autre combinant maïs (3/4 SAU) et arachide (1/4 SAU). La superficie cultivée s'étend à la totalité de l'espace disponible. Le cheptel est réduit : la charge en bétail n'excède pas 0,5 tête par hectare (taux d'extraction de 1/4) et un nombre de porcs équivalant à SAU/2 est engraisé.

*Produit brut* :

1- Système maïs-piment : (voir *supra*).

$$Pv = 4/5 \text{ SAU} \cdot 400 + 1/5 \text{ SAU} \cdot 2200 = 760 \text{ SAU.}$$

2- Système maïs-arachide :

$$Pv = 3/4 \text{ SAU} \cdot 400 + 1/4 \text{ SAU} \cdot 1500 = 680 \text{ SAU.}$$

Soit en moyenne,  $Pv = 720 \text{ SAU.}$

Le niveau des ressources fourragères disponibles et la mobilisation de main-d'œuvre durant le cycle pluvial ne permettent pas de traire les vaches. On a donc :

$$Pa = \text{ventes bovins} + \text{ventes porcs} = N/8 \cdot 760 + N/8 \cdot 840 + SAU/2 \cdot 60 \cdot 3 = 100 \text{ SAU} + 90 \text{ SAU} = 190 \text{ SAU.}$$

$$PB = 910 \text{ SAU.}$$

*Charges proportionnelles :*

Les calculs effectués *supra* nous donnent :

$$Cv = 162 \text{ SAU pour le système maïs-piment ou :}$$

$$Cv = 110 \text{ SAU pour le système maïs-arachide, soit } Cv = 136 \text{ SAU en moyenne.}$$

Les fanes permettant l'alimentation du bétail, les charges relatives à l'élevage se limitent aux coûts d'alimentation des porcs et à la distribution de maïs aux animaux les moins bien portants en fin de saison sèche :

$$Ca = 40 \cdot SAU/2 + 20 N = 30 \text{ SAU.}$$

$$CP = 166 \text{ SAU.}$$

*Charges fixes :*

Elles demeurent limitées par la faible consommation d'outils et de matériel (hormis le pulvérisateur nécessaire à la culture du piment). On a donc :  $CF = 10 \text{ SAU} + 100$ .

*Valeur ajoutée :*

$$VA = 730 \text{ SAU} - 100 \text{ en milliers de pesos et } VA = 290 \text{ SAU} - 40 \text{ en dollars.}$$

### Les petites exploitations éjidales et les tenanciers des domaines d'élevage (groupe I)

Les superficies varient entre 4 et 8 hectares, mais les 3/4 seulement de la superficie sont cultivés pour conserver un espace où les vaches peuvent être traitées et où le bétail revient pâturer lorsque les parcours sont épuisés. La charge en bétail ne dépasse pas 1/2 tête par hectare ; un nombre de porcs équivalent à SAU/2 est engraisé chaque année. Les rotations de cultures sont du type maïs (1/2)-sorgho (1/2)-sésame (1/2).

*Produit brut :* le montant du produit brut pour le système de cultures considéré (si les fanes sont conservées pour l'alimentation du bétail de l'exploitation) est :

$$Pv = 3/4 \text{ SAU} \cdot 400 = 300 \text{ SAU.}$$

Les vaches allaitantes sont traitées durant 4 mois ; le lait est vendu frais ou sous forme de fromage. On a alors :

$$Pa = \text{ventes bovins} + \text{ventes lait} + \text{ventes porcs} = N/8 \cdot 840 + N/8 \cdot 760 + N/4 \cdot 120 \cdot 2 + SAU/2 \cdot 60 \cdot 3 = 250 \text{ SAU.}$$

$$PB = 550 \text{ SAU.}$$

*Charges proportionnelles :*

$$Cv = 3/4 \text{ SAU} \cdot \text{Charges système maïs-sorgho-sésame} = 3/4 \text{ SAU} \cdot 160 = 120 \text{ SAU.}$$

Ca = maïs pour porcs et bétail = 20 SAU

CP = 140 SAU

*Charges fixes :*

La consommation de capital fixe est équivalente à celle du groupe précédent :

CF = 10 SAU + 100.

*Valeur ajoutée :*

VA = 400 SAU - 100 en milliers de pesos, ou VA = 160 SAU - 40 en dollars.

### Les double-actifs et les semi-prolétaires (groupe J)

La force de travail est ici égale à une personne, quelle que soit la surface cultivée. Celle-ci est le plus souvent prêtée ou louée par des parents éjidataires ; elle est semée de maïs. Il n'y a pas de bétail mais des porcs sont souvent engraisés ; leur nombre équivaut à 1/2 SAU + 1. Ce qui permet l'obtention d'un produit brut positif, même quand la surface cultivée est nulle.

*Produit brut :*

PB = 400 . SAU + (1/2 SAU + 1) . 50 . 3 = 475 SAU + 150.

*Charges proportionnelles :*

Cv = 170 SAU.

Ca = 100 . 0,4 . (1/2 SAU + 1) = 20 SAU + 40.

CP = 190 SAU + 40.

*Charges fixes :*

CF = 10 SAU + 50 (nombre des outils employés sont prêtés, et le paysan n'est pas astreint à l'entretien des clôtures).

*Valeur ajoutée :*

VA = 275 SAU + 60 en milliers de pesos et VA = 110 SAU + 25 en dollars.

# Cows and swallows

Large cattle breeders and seasonal farmers in Mexico

---

*Summary*

The Rio Balsas depression has been one of the main regions for livestock production in the Mexican dry tropics for over a century. In the past thirty years, the region has specialised in the extensive production of calves that are then fattened in other parts of the country. This specialisation tends to hide the existence of large numbers of small farmers who draw their incomes from food crops and agricultural wages and who play a central role in the functioning of the livestock holdings. However, increasing integration of the region in markets and specialisation in breeding have involved small farmers in a rapid impoverishment process and triggered a landholding concentration movement benefiting large cattle breeders.

The agrarian history of this society shows that the roots of the process are old and based on differences in productivity and accumulation to the benefit of the livestock farmers that date back for several centuries. Ambitious agrarian reform did not affect the bases of this differentiation. On the contrary, they have been reinforced in the past decades. In fact, the authorities have long backed the 'pastoral vocation' of the *Tierra Caliente* and interventions have enhanced this feature.

This judgement is derived to a considerable extent from the geographical and climatic features of the region. The lack of communications, the hilly landscape and the dry tropical climate contribute to reducing its 'comparative advantages'. The alluvial *Tierra Caliente* depression is streaked with rock outcrops with elevations ranging from 350 to 800 metres and lies between two mountain ranges rising to over 3,000 metres. These barriers block the masses of sea air from the Pacific and the Gulf of Mexico and shorten the rainy season. Seventy percent of precipitation is between July and September and ninety percent between mid-June and mid-October. In spite of the relatively abundant rainfall (generally more than 800 mm per year), precipitations are torrential and random and form a danger to agricultural activities. It is not always enough to compensate the year-long high evaporation and makes a strict agricultural calendar necessary for farmers.

The soils are not favourable for agriculture either. Over half of the area is covered by regosols and lithosols that are rarely more than 25 to 30 cm deep. They are poor soils and susceptible to erosion. The proportion of more fertile feozems and cambisols increases near watercourses. The first human settlements were in such areas.

## *The creole agricultural revolution and the development of private property (1450-1870)*

The Middle Balsas possessed diversified agriculture focused on Altiplano markets from the middle of the 15th century. The population was concentrated along the main watercourses, where two food crop cycles were possible each year (maize, beans, squash) on wooded slopes that were cleared, burned and cropped during the rainfed cycle and on beaches periodically flooded and fertilised by the rivers. Cotton was also grown on the beaches and used by farmers to pay tribute to the state.

In addition to their work in the fields, the farmers were employed in mines controlled by the central power or on small cocoa plantations near springs and which were owned by the administrative or religious nobility. At the time of the Spanish conquest, this agrarian system provided subsistence for a population estimated at 20,000.

The first century of Spanish colonisation was marked by the pillage and destruction of this society. Once the mining resources and local labour had been exhausted, the Middle Balsas region long remained on the fringe of the economy of Nueva España. The despoiled Indian communities concentrated their activities in the alluvial beach areas and reduced their exchanges with the creole population to sales of cotton.

A mixed blood population did not become established until the 18th century when the large cereal farms spread in the Altiplano. Sharecroppers and small farmers expelled from the Bajío haciendas settled on the land left vacant by the Indian communities. They introduced new means of production which completely changed the way in which the environment was exploited.

Draught cultivation resulted in considerable increase in productivity and in particular multiplied by three the area that could be cultivated by slash and burn techniques. It also enabled the new arrivals to establish exclusive, permanent rights of use of the land that they cultivated. These rights had long been unknown to the native communities as the long period of forest fallow or the annual flood rendered individual appropriation of land impossible. By sustaining their installation on land, the creole farmers were able to carry out some development work on their *ranchos*, such as irrigating the small plots of sugarcane planted after rainfed food crops.

The cattle that made possible this agricultural revolution grazed the vast stretches of scrubland belonging to the Indian communities and whose status was stable thanks to rights of commonage. The creole livestock farmers thus benefited very early on from a rent derived from free access to Indian land that had remained jointly owned. A distinct difference in productivity and accumulation already separated the creoles from the Indians.

The components of the creole farming system spread to the Indian villages as much as allowed by individual accumulation. The community rules governing control of land weakened throughout the 19th century and individual appropriation became widespread.

### *The heyday of large estates (1870-1930)*

From 1870, the development of communications enhanced the integration of producers in the national market and facilitated the arrival of a new wave of migrants from the Altiplano. Whereas the *ranchos* were specialised in the production of fattened cattle for the Mexico City market and production of sugar for sale in the region, Indian farmers were hit hard by competition from the large cotton estates in the northern part of the country. Their incomes fell and they became increasingly indebted. The larger cattle breeders and dealers succeeded in appropriating the land belonging to the old Indian communities and that of small farmers through usury and mortgage loans. Estates varying in size from 1,000 to 20,000 hectares were established.

The farming system that they established was based on the concentration of very large areas in a catchment. The operator thus controlled the water supply required for the sugar plantations and the various ecological stages through which the cattle moved. The high pastures were grazed during the rainy season and the animals were then brought down to more humid grazing land at the bottom of the slopes and then to the cultivated land in the valley bottoms where the stubble was grazed at the end of the dry season. A single cowherd could look after a large number of cattle and intermediate intake was kept very small.

However, herd size and the size of the area planted with sugarcane depended on the number of landless farmers that each owner managed to settle on his estate. Sharecroppers and tenant farmers produced crop residues eaten by the cattle during the most critical period. They also planted and cut sugarcane. By taking half of the sharecroppers' maize harvest and an average of

a third of that of his tenant farmers, the owner built up a stock of grain for fattening the beef cattle and pigs sold in Mexico City.

The sharecropper just managed to feed his family and sometimes one or two pigs with the harvest share left to him. He was in any case dependent on the advances on harvest allowed to him by the owner. A few tenant farmers had a slightly greater margin for accumulation, but the appropriation of crop residues by the landowner forbade the ownership of more than two or three head of cattle and made it impossible for them to build up a capital.

### *The limits of an agrarian reform (1935-1960)*

The agrarian reform law was only applied in the region after 1935, but it led to the redistribution of over 150,000 hectares of land. In order to escape expropriation, many of the estates were divided into *ranchos* of not more than a thousand hectares. Usufruct of confiscated land was awarded to the former sharecroppers and tenant farmers grouped into *ejidos*. They each received a 5 to 6-ha plot considered to be sufficient to cover the minimum requirements of their families. In contrast, the wooded slopes were cultivated in undivided form as grazing land for cattle. However, this redistribution was limited to land and did not concern the other means of production - tools, draught teams and capital. Only a few former tenant farmers possessed a draught team. The vast majority of *ejidatarios* who had been sharecroppers or agricultural day labourers did not even have enough autonomy not to need advances of seed maize.

The cattle breeders thus held on to the monopoly of credit and draught. They controlled the access of small farmers to land and awarded themselves rights of commonage and free access to the *ejidos* rangeland. In order to obtain means of production, the *ejidatarios* sometimes had to become sharecroppers as during the hacienda era or at best obtain usurious loans obliging them to give away over a third of their agricultural production. The livestock farmers thus succeeded in conserving their pre-agrarian reform incomes. They also benefited from support from the major Altiplano oil industries who financed producers' credit and required payment in sesame seed. Oilseed crops thus developed strongly in the *ejidos* where it was rotated with maize. However, the margin for accumulation by small farmers did not increase when the usurers had taken their share.

Small farmers thus had to seek means for generating a surplus outside the *Tierra Caliente* area. Migration movements started

very rapidly to commercial farming regions such as the Gulf of Mexico sugar plantations or the irrigated perimeters on the Pacific side of the country producing export fruit and vegetables. Poor farmers found labouring jobs during the dry season. The wages were scarcely sufficient to feed these migrants and their families but migration saved the maize that would have been eaten if they had stayed in their villages.

The increase in the margin for accumulation by poor farmers remained insufficient to compensate the unequal relationship with the cattle breeders. Thirty years after agrarian reform, the gap in productivity and accumulation between livestock farmers and small farmers had not closed. The latter hardly achieved sustainability level and were vulnerable to any variation in price, in agricultural wages or in the area that they farmed.

### *Transformation and crisis in the agrarian system (1960-1990)*

In the early 1960s, agrarian society had to face various crisis factors. A new generation of producers demanded access to land and division by inheritance resulted in the division of a fair number of plots, resulting in holdings that were not large enough to cover the minimum requirements of a family. The official policy of supplying urban centres at low cost simultaneously contributed to reducing the prices paid to maize and sesame producers. Faced with competition from regions where the second agricultural revolution had spread rapidly and enabled an increase in labour productivity, farmers' incomes dwindled rapidly.

The cattle breeders themselves were shut out of the Mexico City market by *ranchos* in the humid tropics whose production conditions were much more favourable. However, the demand for animals less than 18 months old developed in this fattening area and enabled cattle breeders in the *Tierra Caliente* region to specialise in the extensive production of calves. Development of the road system disenclaved the region in 1970 and facilitated the arrival of cattle buyers and the transport of young animals and also enhanced the importing of cheap maize. Changes in the macroeconomic environment thus led to a decline in food crop and sesame production while extensive cattle farming was the only activity in which there was a return on labour.

This specialisation was accentuated by the diffusion of new means of production (motorised mechanisation, chemical fertilisers and pesticides). However, the resulting increase in field crop yields did

not compensate either the fall in farm prices or the decreased productivity of farm labour. In contrast, that of the large livestock farmers increased considerably. By purchasing tractors they were able to increase the areas that they cultivated themselves and remain the masters of motive force. The extension of sorghum and the use of fertilisers and herbicide resulted in larger quantities of crop residues and they were able to build up fodder reserves.

These conditions enhanced the rapid growth of herds. The number of head of cattle was multiplied by three in less than thirty years. Livestock pressure on undivided rangeland therefore increased considerably and overgrazing became so common as to threaten the livestock system that had been functioning since agrarian reform. The exhaustion of grazing land led to the appropriation of undivided land by livestock farmers. Each one attempted to enclose and defend as large an area of grazing land as possible. The capital accumulated by each producer and his ability to finance fencing set the limits of this appropriation. Enclosure also spread to the plots of small *ejidatarios* which were enclosed by the cattlemen in exchange for rights of commonage for crop residues. This land appropriation finally elbowed out the small farmers by taking from them all possibility of undertaking similar specialisation in cattle breeding. The lag in accumulation had become final. Small producers were limited to forage production for the large operators and to the sale of their own labour.

### *Might integration in markets enable intensification?*

In order to decrease the fall in the profitability of traditional maize and sesame crops, attempts at intensification from the mid-1970s onwards have resulted in the irrigation of over 4,000 hectares in the southern part of the region. Some traders started to develop tomato and above all melon production for export or for urban markets. However, vegetable production requires considerable operating capital and access to markets is still controlled by large trade monopolies. Access for a producer with no capital is only possible through a sharecropping arrangement with a trader who undertakes to supply all the inputs and to sell the crop.

Relations of production are often even more unfavourable. The greater part of melon production is performed by North American entrepreneurs who rent the land nearest the main watercourses from *ejidos* and install irrigation systems themselves. The rent paid to the *ejidatario* is no more than the added value that he

would have gained from a rainfed maize crop. The profit that he can obtain lies more in the guarantee of work for himself and his family throughout the production cycle. In any case, the farmer receives only a fraction of the added value created on his land. He earns half if he is a sharecropper and less if his land is rented.

The substantial profits of vegetable production considerably increased farmers' incomes. However, this intensification remains limited in area (no more than 1% of the land in the region is irrigated or irrigable) and in time. High temperatures and the repetition of crop cycles also enhance the spread of pests and a parallel increase in production costs. Dwindling margins soon lead to the shifting of investors to 'virgin' land where their profit margins are sure to be higher. The conditions of intensification thus remain extremely precarious, concern a limited number of producers and do not seem to change the imbalances of the agrarian system in the *Tierra Caliente* area.

Small farmers had to leave the region once again to seek income to enable them to survive. The migratory routes that established after agrarian reform became extended to the USA where wages are ten times as high. This severely sanctioned illegal immigration is therefore based on clandestine networks whose effectiveness (and the profits that may be hoped for) depends in the amount that the immigrant can afford. Prices start at 400 dollars - nearly 6 months of the lowest wages - and so the option is not available to the poorest. However, it enables the survival of many holdings whose structures fall short of sustainability. However, it is much rarer for the arrival of dollars to increase operating capital. As the largest profits are more readily available to the livestock farmers, emigration increases the difference in accumulation and enhances the capacity of expansion of the oligarchies.

Growing cannabis offers even better prospects for earning money, as long as the particularly violent repression is avoided. The hemp plants have to be hidden and so the crop is scattered over a very large area. The small *minifundia* farmers thus only have access to the enormous rents from hemp trafficking by sharecropping the rangeland of a large cattle breeders or by being a wage-earner on the plantations. They also bear the brunt of repression. The difference in accumulation by cattle breeders and *minifundia* farmers increases here again.

The many departures for the USA or for the cannabis plantation have contributed to increasing the cost of agricultural labour in the *Tierra Caliente* area. The daily wage paid during peak periods of the rainfed crop cycles increased by 150% in real terms from

1980 to 1989. The rise first affected small growers of maize or sesame, both of which are labour-intensive crops. The farmers reacted by simplifying their crop management sequences and hence reducing yields, without it being possible to make up for the loss by increasing the cultivated area. As cultivation seasons lasting three or four months is not favourable for the survival of a large population of labourers or part-time farmers. The impoverishment and exodus of poor farmers continued, aggravating the seasonal shortage of labour.

### *Differences in productivity, impoverishment and exclusion*

The productivity gap between *minifundia* farmers and the large livestock farmers has increased continuously for thirty years. In 1989, it was 1 to 5 for labour productivity and 1 to 7 for monetary income per worker. Extensive livestock farming has become the only activity that ensures the sustainability of non-irrigated holdings. This requires more than 5 hectares per workers and access to the meagre grazing land that remains under common ownership to cover the minimum requirements of a family and to ensure its survival. However, this type of specialisation process now takes place in a saturated context in which land and forage prices are rising continuously. Only drug crops and trafficking or exceptional success in the United States enable a small number of people to reverse the current differentiation mechanisms.

The others, that is to say the vast majority of *minifundia* farmers, do not seem to have an alternative to part-time farming and total subordination to the livestock farmers to whom they supply the crop residues grazed by cattle. But for how long? The farm size forming the sustainability threshold is increasing steadily and 'emigration dollars' will not be enough to set up the younger generation on even smaller holdings. The expulsion procedure is accelerating and with it the mechanisms of renewed concentration of landholding. Little by little, the social landscape of the *Tierra Caliente* area is recovering the features that it displayed before agrarian reform.

*Traduit du français par Simon Barnard*



Acerca de vacas y de golondrinas  
Grandes ganaderos y agricultores-peones en México

---

*Resumen*

La depresión del Río Balsas finge desde hace casi un siglo al rango de las principales cuencas ganaderas del Trópico Seco Mexicano. En el curso de los últimos 30 años esta región se ha ido especializando en la cría extensiva de novillos de menos de 18 meses de edad, destinados a la engorda en otras regiones del país. Esta característica no debe ocultar la existencia de un campesinado numeroso, que obtiene la mayor parte de sus ingresos de la producción de granos básicos y del peonaje, ocupando un papel central en el funcionamiento de los ranchos ganaderos. Sin embargo, la creciente integración de la región a los mercados nacional e internacional y la especialización en la ganadería de cría ha precipitado a este campesinado en un proceso de pauperización rápida y propiciado un movimiento de concentración de tierras en manos de ganaderos.

El estudio de la historia agraria de esta sociedad nos muestra que las raíces de tal proceso son antiguas y descansan en un diferencial de productividad y de acumulación del que aprovechan los ganaderos desde hace varios siglos. Una ambiciosa reforma agraria no pudo modificar las bases de esta diferenciación, sino por el contrario, estas han ido reforzándose en el curso de los últimos decenios. El hecho es que el Estado decidió desde hace largo tiempo que la Tierra Caliente tenía “vocación ganadera” y sus intervenciones recientes sólo tendieron a reforzar dicha “vocación”.

Tal juicio se debe en gran medida a las características geo-climáticas de la región : la escasez de vías de comunicación, el relieve abrupto y el clima tropical seco contribuyen a limitar sus “ventajas comparativas”. La Tierra Caliente conforma una depresión aluvial, cortada por serranías pedregosas, cuya altura varía entre 350 y 800 metros, insertada entre dos macizos motañosos, que culminan a más de 3000 metros. Estas dos sierras obstaculizan el movimiento de las lluvias provenientes del Golfo de México o del Océano Pacífico y contribuyen a concentrar la temporada de lluvias en un periodo muy corto : el 70% de las precipitaciones ocurre entre los meses de julio y agosto, y el 90% entre mediados de junio y mediados de octubre. A pesar de su relativa abundancia (generalmente más de 800 mm), estas lluvias suelen ser torrenciales y aleatorias y representan un riesgo para la actividad agrícola. No siempre logran compensar una evaporación que sigue siendo muy elevada a lo largo del año e impone al campesino un calendario de trabajo agrícola estricto.

Los suelos tampoco resultan favorables para la agricultura. Regosoles y litosoles cubren más de la mitad de la superficie regional. Son delgados (25 a 30 cm), pobres y propensos a la ero-

sión. Los feozems y cambisoles, más fértiles, sólo se encuentran próximos a los ríos (valles aluviales del Balsas y del Río Tuzantla). En ellos se establecieron los primeros asentamientos humanos.

## *La revolución agrícola criolla y el desarrollo de la propiedad privada (1450-1870)*

La región del Curso Medio del Balsas ha sido, desde mediados del siglo XV, la cuna de una agricultura diversificada y orientada hacia los mercados del Altiplano. La población se concentraba a lo largo de los principales ríos, donde el cultivo bajo roza-tumba y quema de las vertientes enmontadas durante el temporal y luego el de las playas inundadas y fertilizadas por las crecientes, permitían dos ciclos de producción de granos básicos al año (maíz, frijol y calabaza). También en esas playas se sembraba algodón que los campesinos entregaban como tributo al Estado.

Otra fracción de su plustrabajo estaba dirigida hacia las minas controladas por el poder central, o bien era captada para labrar pequeñas huertas de cacao, establecidas cerca de los manantiales, y que poseía la nobleza administrativa o religiosa. En el momento histórico de la conquista española, este sistema agrario lograba mantener una población de unos 20,000 habitantes.

El primer siglo de colonización española se caracterizó por el saqueo y la destrucción de esta sociedad. Una vez agotados los recursos mineros y la mano de obra indígena, la región del Medio Balsas se quedó al margen de la economía de la Nueva España. Las comunidades indígenas, agotadas, concentraron sus actividades a proximidad de las playas aluviales, limitando sus intercambios con la población criolla a la venta de algodón.

El establecimiento de la población mestiza sólo se produjo en el curso del siglo XVIII, cuando se expandieron los latifundios cerealeros del Altiplano. Un número considerable de aparceros y pequeños arrendatarios, expulsados de las haciendas del Bajío, se instalaron entonces en los inmensos espacios que la población india diezmada había dejado baldíos. Introdujeron nuevos medios de producción que les permitieron revolucionar el modo de aprovechamiento del medio.

El cultivo con arado y yunta les daba una ventaja de productividad considerable : logró triplicar la superficie que se cultivaba con el sistema de roza y quema. Permitted también a los recién llegados establecer un derecho de uso exclusivo y permanente sobre la tierra que labraban. Tal derecho había quedado hasta entonces desconocido en las comunidades indígenas, ya que el largo

período de renovación forestal o la creciente anual del río impedían cualquier apropiación individual. Al volverse perenne su asentamiento, los agricultores mestizos pudieron arreglar sus parcelas, desviando pequeños caudales para regar superficies reducidas. En ellos se sembraba la caña de azúcar que venía a suceder, en el calendario agrícola, al cultivo de temporal de granos básicos.

El ganado, que permitió llevar a cabo esta revolución agrícola, se mantenía en los extensos pastizales que pertenecían a las comunidades indígenas y gracias al derecho de pastoreo que los indios les concedían en sus parcelas. El libre acceso a los terrenos indígenas indivisos hizo, pues, que los ganaderos mestizos beneficiaran de una verdadera renta. Un gran diferencial de productividad y de acumulación separaba ya los dos polos de esta sociedad agraria.

Estas condiciones explican que los elementos del sistema de producción criollo se hayan difundido en los pueblos indios tan rápido como la acumulación individual lo permitía. A lo largo del siglo XIX, las reglas comunitarias de control sobre la tierra se fueron debilitando paulatinamente, mientras que la apropiación individual se generalizaba.

### *El apogeo de los latifundios (1870-1930)*

A partir de 1870, el desarrollo de las comunicaciones acelera la integración de los productores al mercado nacional, al mismo tiempo que favorece la llegada de una nueva ola de migrantes originarios del Altiplano. Mientras los ranchos ganaderos se especializan en la producción de ganado de engorda, con destino al mercado de México, y en la de azúcar vendida en la región, los campesinos indígenas padecen la competencia de los latifundios algodoneros del norte del país. Sus ingresos se derrumban y su endeudamiento crece. Mediante la usura y los préstamos hipotecarios, los grandes ganaderos y los comerciantes de ganado logran apropiarse de sus tierras, constituyendo latifundios cuyo tamaño rebasa a veces las 20,000 hectáreas.

El sistema de producción que desarrollan estos hacendados descansa en la concentración de grandes superficies a la escala de una cuenca. De esta forma, se adueñan del agua necesaria al cultivo de caña, así como de los diferentes pisos ecológicos entre los que trashuma el ganado. Los animales se mantienen así en los pastizales más altos durante el temporal antes de bajarse hacia agostaderos de llano más húmedos y, a fines de la temporada seca, hacia los rastrojos abandonados en las tierras de cultivo. Este manejo permite que un solo vaquero cuide un vasto número de animales, mientras que el consumo de insumos queda muy limitado.

En cambio, el tamaño del hato y la superficie sembrada de caña dependen del número de campesinos sin tierra que cada propietario logra fijar en su finca. Arrendatarios y medieros producen los esquilmos que consume el ganado en el período más crítico y proveen la mano de obra para la plantación y la cosecha de la caña. Acaparando la mitad de la cosecha de sus medieros y la tercera parte, en promedio, de la de sus arrendatarios, el propietario también se adueña de las reservas de grano útiles para la seba de bueyes y de puercos que, posteriormente, venderá en el mercado de México.

La parte del trabajo que le queda al mediero apenas le permite alimentar su familia y, en ocasiones, a uno a dos puercos. En todo caso, no le alcanza para adquirir los medios de producción que utiliza. Los arrendatarios disponen de un margen de acumulación algo mayor, pero las posibilidades de constituirse un capital productivo quedan limitadas ya que el hacendado se adueña de la totalidad de los esquilmos y les impide poseer más de dos o tres cabezas de ganado.

### *Los límites de la reforma agraria (1935-1960)*

La ley de reforma agraria sólo se aplica en la región a partir de 1935, pero lleva entonces a la redistribución de más de 150,000 hectáreas. Para escapar de la expropiación, muchas de las propiedades se dividen en ranchos cuya superficie no rebasa las mil hectáreas. Las tierras confiscadas son entregadas en usufructo a los aparceros y arrendatarios, agrupados en un *ejido*. Reciben una parcela de 5 a 6 hectáreas, considerada como suficiente para cubrir las necesidades mínimas de una familia, mientras que las vertientes de monte espinoso se aprovechan en forma indivisa, como agostaderos para el ganado. Pero esta redistribución sólo concierne la propiedad del suelo y no contempla los demás medios de producción : aperos, arado, yuntas, capital. Sólo algunos de los antiguos arrendatarios poseen una yunta. En cambio, la inmensa mayoría de los ejidatarios, antaño medieros o peones, ni siquiera disponen de la autonomía suficiente para poder librarse de los anticipos de maíz que les hacía el hacendado.

Los ganaderos conservan, pues, el monopolio que ejercían sobre el crédito y la fuerza de tracción. De esta forma, siguen controlando el acceso de los pequeños productores a la tierra, pueden arrogarse el derecho de pastoreo sobre los agostaderos y los esquilmos del *ejido*. Para conseguir los medios de producción, los ejidatarios, con frecuencia, tienen que someterse a las relaciones de aparcería que prevalecían en los latifundios o, en el mejor de

los casos, a condiciones de usura que los llevan a ceder más de la tercera parte del valor creado en sus parcelas. Los ganaderos logran así conservar las rentas de las que gozaban antes de la reforma agraria. Además, benefician del apoyo de las grandes fábricas de aceite del Altiplano, las cuales financian el crédito a los campesinos e imponen su pago con semillas de ajonjolí. El cultivo de esta oleaginosa se desarrolla rápidamente así en todos los *ejidos*, donde se cultiva en las tierras de labor, en rotación con el maíz. No por ello los campesinos logran ampliar su margen de acumulación, ya que las tasas de intereses practicadas sólo les permiten cubrir las necesidades básicas de sus familias.

El pequeño campesinado tuvo, pues, que buscar fuera de la Tierra Caliente los ingresos que le permitirían constituirse un excedente. Muy pronto, corrientes migratorias se desarrollaron hacia las regiones de agricultura comercial : los cañaverales del Golfo de México o los distritos de riego de la vertiente pacífica, donde se cultivan hortalizas de exportación. Ahí, los campesinos pobres encuentran empleos de peones el tiempo que dura la temporada seca. Los sueldos alcanzan a duras penas para alimentar esas « golondrinas »<sup>1</sup> y su familia, pero la migración les hace ahorrar el maíz que consumirían quedándose durante seis meses en el *ejido*.

Este aumento del margen de acumulación resulta insuficiente para compensar las relaciones desiguales con los ganaderos. Treinta años después de la reforma agraria , el diferencial de productividad y de acumulación entre los ganaderos y los campesinos pobres no se ha reducido. Éstos se mantienen apenas en el nivel del umbral de reproducción y siguen siendo vulnerables frente a cualquier variación del nivel de los precios agrícolas, del salario mínimo o de la superficie que cultivan.

### *Transformaciones y crisis del sistema agrario (1960-1990)*

A principios de los años sesenta esta sociedad agraria se enfrenta con varios factores de crisis. Una nueva generación reclama el acceso a la tierra y, por herencia, numerosas dotaciones son divididas, dando lugar a unidades de producción demasiado pequeñas para poder cubrir las necesidades mínimas de una familia. En la misma época, la política oficial de abastecimiento a bajo costo de los centros urbanos lleva a reducir los precios al productor de maíz o de ajonjolí. Los campesinos de la Tierra Caliente se enfren-

1. Golondrinas (os) : término que concierne a los campesinos que tienen que dejar su explotación a fines del ciclo agrícola para emplearse en forma temporalera en las cuencas de agricultura comercial e intensiva

tan a la competencia de las regiones donde la segunda revolución agrícola ha tenido una difusión rápida y ha logrado duplicar la productividad del trabajo; sus ingresos merman paulatinamente.

Los ganaderos también son desplazados del mercado de México por los ranchos del Trópico Húmedo, que benefician de condiciones de productividad mucho más favorables. Sin embargo la demanda de animales jóvenes, de menos de 18 meses, crece en esas regiones de engorda y permite a los ganaderos de Tierra Caliente efectuar una nueva especialización hacia la cría extensiva de novillos. El desarrollo de la red de carreteras y su extensión a la depresión del Balsas a partir de 1970 facilita el comercio y el transporte de los bovinos, al mismo tiempo que favorece las importaciones de maíz barato. Las transformaciones del entorno macroeconómico llevan pues al ocaso las producciones de granos básicos mientras que la ganadería extensiva se convierte en la única actividad donde la remuneración del trabajo se mantiene.

La difusión de nuevos medios de producción (motomecanización, fertilizantes químicos, herbicidas) refuerza esta especialización. El leve aumento de los rendimientos de los cultivos básicos que esta permite no alcanzará a compensar la caída de los precios agrícolas. En cambio la productividad de los ganaderos sí aumenta. Con la compra de tractores, pueden ampliar las superficies que cultivan y conservar el control de la fuerza de tracción. La difusión del sorgo, de los fertilizantes y de los herbicidas les ayuda a incrementar la producción de esquilmos y las reservas forrajeras.

Estas condiciones han propiciado el crecimiento rápido de los hatos : los efectivos bovinos se han triplicado en menos de treinta años. La presión del ganado sobre los agostaderos se incrementó en forma considerable y el sobrepastoreo se generalizó al grado de cuestionar el tipo de manejo del ganado que se practicaba desde la reforma agraria. El agotamiento de los agostaderos llevó a los ganaderos a apropiarse de los terrenos indivisos, cada quien buscando cercar la mayor extensión de pastizales. El capital acumulado por cada cual y su capacidad para financiar la instalación de cercas es lo que determina los límites de esta apropiación. Las cercas se extienden también a las parcelas de los ejidatarios que los ganaderos cercan a su vez a cambio del libre pastoreo de los esquilmos. Este fenómeno acaba marginando a los pequeños productores en el sentido de que se les quita toda posibilidad de adquirir algún día algunas cabezas de ganado y de realizar semejante especialización hacia la cría extensiva : los retrasos en la

acumulación se han vuelto definitivos. El campesinado se halla limitado a la producción de forrajes para los ganaderos y a la venta de su fuerza de trabajo.

### *La integración a los mercados... ¿ puede ella permitir la intensificación ?*

Para contrarrestar la pérdida de rentabilidad de los cultivos tradicionales de maíz y de ajonjolí, algunos intentos de intensificación han surgido desde mediados de los años 1970, a raíz de la irrigación de más de 4,000 hectáreas en la parte sur de la región. Algunos comerciantes han impulsado los cultivos de tomate y, sobre todo, de melón destinado a los mercados urbanos o de Estados Unidos. Pero la producción de hortalizas requiere de un capital productivo muy importante y el acceso a los mercados esta controlado por poderosos monopolios comerciales. Para el campesino desprovisto de capital, tal acceso sólo es posible mediante contratos de aparcería con un comerciante que se encarga de proporcionar los insumos y de vender la producción.

Con frecuencia las relaciones de producción resultan aún más desfavorables. La mayor parte de la producción de melones está en manos de empresarios norteamericanos que alquilan las tierras de los ejidos cercanos a los principales ríos, instalan ahí la infraestructura de riego y se hacen cargo del cultivo. La renta que pagan al ejidatario no rebasa entonces el valor agregado que este podría obtener de un cultivo de maíz de temporal y el beneficio que saca reside más en el hecho de que se le garantiza el empleo para su familia durante todo el ciclo de producción. En todo caso, el campesino sólo recibe una fracción del valor creado de su parcela : la mitad si está en situación de mediero, y mucho menos si alquiló su tierra.

Las utilidades generadas por la producción de hortalizas podrían sin embargo incrementar sensiblemente los ingresos de los campesinos. Pero el alcance de tal intensificación esta limitado tanto en el espacio (las tierras que pueden beneficiarse del riego no representan más del 1% de la superficie regional) como en el tiempo. Las altas temperaturas y la repetición de los ciclos de cultivo favorecen la multiplicación rápida de los parásitos y el aumento paralelo de los costos de producción. A corto plazo, la merma de sus márgenes de beneficio lleva los "inversionistas" a desplazarse hacia tierras "vírgenes", donde están seguros de aprovechar tasas de ganancia más altas. Las condiciones de la intensificación siguen

siendo, pues, muy precarias. Estas implican a un número limitado de productores y no inducen una modificación sensible de los desequilibrios del sistema agrario de la Tierra Caliente.

Una vez más, los campesinos pobres tienen que buscar fuera de la región los ingresos necesarios a su sobrevivencia. Los circuitos migratorios que se habían desarrollado hacia las áreas de riego del país se han extendido a los Estados Unidos, donde los salarios son 8 a 10 veces superiores. Se trata de una migración ilegal, duramente reprimida, que descansa en gran medida sobre redes clandestinas cuya eficacia (y los beneficios que se pueden esperar) son función de la inversión que el candidato puede realizar. El costo del pasaje asciende por lo menos a 400 dólares, o sea seis meses del salario mínimo. Esta alternativa resulta, pues, fuera del alcance de los más pobres.

La migración permite sin embargo la sobrevivencia de muchas explotaciones cuyas estructuras productivas se ubican por debajo del umbral de reproducción. Pero los envíos de dólares raras veces permiten elevar el capital de explotación. Los grandes ganaderos están en la mejor posición para sacar el mayor provecho de la migración y ésta contribuye al cabo a reforzar las diferencias de acumulación y la capacidad de expansión de las oligarquías.

El cultivo de la marihuana ofrece posibilidades de enriquecimiento aún más grandes, siempre y cuando se pueda evitar una represión muy violenta. Para lograrlo, es necesario atomizar la superficie cultivada en un espacio muy grande para disimular los plantíos de marihuana. De suerte que los campesinos minifundistas sólo puedan acceder a las rentas generadas por el tráfico mediante contratos de aparcería en los agostaderos de los grandes ganaderos o trabajando de peones en sus sembradíos. Son ellos los que soportan el peso de la represión. En este caso también, el narcotráfico contribuye a ampliar el diferencial de acumulación que existe entre ganaderos y "golondrinas".

Las numerosas partidas hacia Estados Unidos o las plantaciones de marihuana han propiciado un incremento considerable del costo del trabajo agrícola en la Tierra Caliente. El salario atribuido a los peones en lo más algido del trabajo de temporal ha aumentado un 150% en términos reales entre 1980 y 1989. El alza afecta sobre todo a los pequeños productores de maíz y ajonjolí (cultivos que requieren de mucho trabajo), los cuales han reaccionado simplificando los itinerarios técnicos, es decir limitando los rendimientos, sin poder compensar esa merma con un incremento de

la superficie cultivada. La duración del ciclo de temporal (3 a 4 meses) tampoco permite la sobrevivencia de una numerosa población de jornaleros. La ruina y el éxodo de los campesinos pobres se amplifican, y contribuyen a reforzar la penuria estacional de la mano de obra.

### *Diferencias de productividad, pauperización, exclusión*

El diferencial de productividad que separa los agricultores minifundistas de los grandes ganaderos no ha dejado de crecer en los últimos 30 años. En 1989 era de 1 a 5 y el relativo al ingreso monetario por trabajador alcanzaba uno por siete. La ganadería extensiva se ha impuesto como la única especialización que permite la reproducción amplia de las explotaciones sin riego. Se requiere entonces una superficie por trabajador superior a las 5 hectáreas de tierras de labor y un acceso a los escasos agostaderos que siguen indivisos para poder satisfacer las necesidades básicas de una familia. Pero semejante proceso de especialización debe ahora llevarse a cabo en un espacio saturado, en el que el precio de la tierra y el de los forrajes no dejan de aumentar. Sólo el cultivo y el tráfico de marihuana, o un éxito excepcional en Estados Unidos pueden hacer lograr a un pequeño número de productores invertir los mecanismos de diferenciación.

Los otros, la inmensa mayoría de los productores minifundistas, no parecen tener otra alternativa que la doble actividad o una subordinación completa a los ganaderos, a quienes proporcionan los esquilmos consumidos por el ganado. ¿ Para cuánto tiempo más ? El umbral de reproducción no deja de desplazarse hacia superficies más grandes y los dólares de la emigración no alcanzarán para permitir la instalación de una nueva generación en parcelas aún más chicas. El proceso de expulsión se acelera y, con él, los mecanismos de re-concentración de tierras. Poco a poco, el paisaje social de la Tierra Caliente vuelve a cobrar el aspecto que tenía antes de la reforma agraria.

*Version espagnole de l'auteur*

## Table des illustrations

---

## LISTE DES FIGURES

---

Figure 1 - La région des Terres Chaudes sur le Tropicque Sec mexicain.....	10
Figure 2 - Les Terres Chaudes : topographie et voies de communication.....	12
Figure 3 - Caractéristiques climatologiques des Terres Chaudes.....	15
Figure 4 - Exploitation du milieu dans les Terres Chaudes au début du XVI <sup>e</sup> siècle .....	24
Figure 5 - Les Terres Chaudes dans l'empire tarasque.....	26
Figure 6 - L'évolution démographique dans le sud-est du Michoacán entre 1520 et 1790 .....	34
Figure 7 - La paroisse de Cutzio en 1765.....	37
Figure 8 - Échanges avec l'Altiplano et migration métisse au XVIII <sup>e</sup> siècle.....	40
Figure 9 - Profil d'une propriété des Terres Chaudes à la fin du XIX <sup>e</sup> siècle .....	41
Figure 10 - Évolution comparée des populations des Terres Chaudes et de l'État du Michoacán entre 1870 et 1920.....	46
Figure 11 - L'apogée des grands domaines : le paysage foncier des Terres Chaudes autour de 1920 .....	53
Figure 12 - Distribution de la terre entre propriétaires fonciers en 1930 .....	54
Figure 13 - Bilan hydrique dans la période de développement végétatif des cultures (15 juillet-25 août) dans le sud-ouest des Terres Chaudes .....	56
Figure 14 - Pluviométrie et humidité du sol dans les Terres Chaudes.....	57

Figure 15 - Les petits systèmes d'irrigation employés dans les Terres Chaudes vers 1930 .....	59
Figure 16 - Calendrier fourrager d'un rancho des Terres Chaudes dans la première moitié du xx <sup>e</sup> siècle .....	66
Figure 17 - Principales voies de communications et essor du commerce régional au début du xx <sup>e</sup> siècle.....	70
Figure 18 - Superficie distribuée dans les Terres Chaudes entre 1930 et 1960 .....	77
Figure 19 - Évolution des indices des prix à monnaie constante du maïs et du sésame (prix au producteur) et de la viande de bœuf (marché de México) entre 1930 et 1960.....	84
Figure 20 - Évolution de la superficie cultivée entre 1920 et 1960 .....	87
Figure 21 - Migrations et commerces saisonniers, les activités de contre-saison vers 1960 .....	103
Figure 22 - Occupation de l'espace dans un <i>ejido</i> des Terres Chaudes autour de 1960 (profil topographique) .....	109
Figure 23 - Ventes mensuelles de bétail (taurillons et bêtes de réforme) à l'extérieur des Terres Chaudes (1984-1987).....	127
Figure 24 - Destinations des broutards nés dans les Terres Chaudes (moyenne 1986-1988).....	128
Figure 25 - Les Terres Chaudes et leurs principaux débouchés commerciaux en 1988 .....	130
Figure 26 - Évolution des indices des prix à monnaie constante (1960) du maïs et du sésame (moyennes nationales) et de la viande de bœuf (marché de México), 1960-1988.....	131
Figure 27 - Évolutions des superficies cultivées et de la population bovine dans les Terres Chaudes, 1930-1988.....	135
Figure 28 - Calendrier fourrager dans un <i>ejido</i> de la plaine alluviale en 1988.....	150
Figure 29 - Répartition de la propriété foncière privée et du bétail dans les Terres Chaudes en 1988 .....	157

Figure 30 - L'expansion de la culture de melon pour l'exportation dans la région du Moyen Balsas (1979-1989) .....	172
Figure 31 - L'essor des superficies irriguées et des nouvelles productions agricoles (1970-1989).....	173
Figure 32 - Participation directe des compagnies exportatrices à l'essor de la superficie melonnière dans la région de Huetamo (1983-1989).....	177
Figure 33 - Occupation et appropriation de l'espace dans un <i>ejido</i> où sont implantées les compagnies exportatrices de melon .....	182
Figure 34 - Évolution des prix du melon pour l'exportation proposés dans le Michoacán entre 1982 et 1988.....	185
Figure 35 - Représentation des revenus par actif familial permis par les différents systèmes de culture considérés .....	203
Figure 36 - Productivité du travail permise par les différents systèmes de production identifiés .....	208
Figure 37 - Calendrier fourrager sur une grande exploitation d'élevage .....	213
Figure 38 - Calendrier fourrager sur une exploitation éjidale de taille moyenne .....	219
Figure 39 - Calendrier fourrager sur une exploitation irriguée disposant de trois parcelles.....	225

## LISTE DES TABLEAUX

---

Tableau 1 - Évolution de la population totale des Terres Chaudes sur les deux rives du Balsas entre 1520 et 1870.....	29
---	----

Tableau II - Croissance de la population « de raison » dans le sud-est du Michoacán entre 1580 et 1765 .....	33
Tableau III - Les principaux latifundia des Terres Chaudes au milieu des années vingt .....	52
Tableau IV - Temps de travaux et productivité du travail sur une parcelle labourée, comparaison entre maïs et sésame .....	90
Tableau V - Évolution de la population de quelques propriétés entre 1921 et 1960 .....	114
Tableau VI - Part des principaux oléagineux dans la composition des huiles alimentaires au Mexique (1970-1984).....	120
Tableau VII - Évolution de la superficie, de la production et du rendement du sésame dans les Terres Chaudes entre 1960 et 1988 .....	123
Tableau VIII - Évolution du prix des taurillons à Huetamo (pesos par kilogramme vif) entre 1981 et 1988.....	132
Tableau IX - Superficie régionale concernée par les crédits de campagne de Banrural (1979-1987).....	138
Tableau X - Crédits à l'équipement délivrés par les banques de la région en 1988.....	147
Tableau XI - Surpâturage et pénurie de fourrages dans les Terres Chaudes (1970-1988).....	150
Tableau XII - Évolution des superficies d'arachide et de piment dans les Terres Chaudes entre 1978 et 1988 .....	166
Tableau XIII - Évolution des superficies contrôlées par les principales compagnies exportatrices dans la région du Moyen-Balsas (Michoacán et Guerrero, 1983-1989) .....	179
Tableau XIV - Évolution du salaire moyen des journaliers agricoles dans les Terres Chaudes entre 1981 et 1988 .....	195
Tableau XV - Les écarts de productivité entre les différents groupes de producteurs (en dollars américains).....	207

## LISTE DES PHOTOGRAPHIES

---

Photographie 1 - Une *noria*, en fin de saison sèche, sur le cours du Balsas et la culture irriguée du maïs sur les plages alluviales.

Photographie 2 - Le Balsas en fin de saison sèche à hauteur de Zirándaro. Les parcelles de deux éjidataires, séparées par une clôture, ont été pâturées pendant cinq mois de saison sèche : il ne reste plus que des fanes grossières sur le sol.

Photographie 3 - Le Balsas en fin de saison sèche. De part et d'autre de la clôture : à gauche, une parcelle surpâturée par le bétail, à droite, une prairie mise en défens.

Photographie 4 - Un hameau entouré de terres de labour (maïs) occupe un fond de vallon, tandis que des maquis épineux sur les versants servent de pâturages.

Photographie 5 - La culture du melon par pompage a envahi, en 1989, les terres alluviales de l'*ejido* de San Pedro (*municipio* de Tiquicheo).

Photographie 6 - Cultures maraîchères au pied des ouvrages d'irrigation réalisés au début du siècle sur l'hacienda des frères Pardo (Tiquicheo).

Photographie 7 - L'un des derniers moulins à canne à sucre encore en service, sur l'emplacement de l'ancienne hacienda de El Limón. (Cio de agua, *municipio* de Tiquicheo).

Photographie 8 - Habitation et grenier à maïs dans un *ejido* du piémont (*municipio* de Tiquicheo).

Photographie 9 - Les vaches allaitantes enfermées dans le corral du rancho de Guadalupe (*municipio* de Huetamo) après la traite.

Photographie 10 - Cinquante ans après la Réforme agraire, de « Révolution » il n'est plus question que sur les murs.

Photographie 11 - Tradition et modernité : une église presque en ruine dans le village de Monte Grande (*municipio* de Tiquicheo) et un tuyau servant à l'irrigation d'une parcelle de melon.

## Table des annexes

---

Annexe 1 .....	262
Annexe 2 .....	266
Annexe 3 .....	268
Annexe 4 .....	270
Annexe 5 .....	273
Annexe 6 .....	274
Annexe 7 .....	276
Annexe 8 .....	277
Annexe 9 .....	279
Annexe 10 .....	281

## Table des matières

---

Glossaire .....	7
-----------------	---

Introduction : les Terres Chaudes .....	9
--	---

## 1 La révolution agricole créole et le développement de la propriété privée (1450-1870)..... 19

---

<i>Les Terres Chaudes dans l'empire tarasque : un centre stratégique et économique</i> .....	20
--	----

Le système néolithique de culture sur défriche et d'exploitation des plages alluviales .....	22
---	----

Les rapports d'échange .....	24
------------------------------	----

<i>L'économie de pillage et la catastrophe démographique</i> .....	25
--	----

La catastrophe démographique .....	27
------------------------------------	----

Une place marginale dans la géographie économique de la Nouvelle-Espagne.....	29
--	----

<i>L'immigration créole et la formation de la propriété privée</i> .....	31
--	----

La poussée des « gens de raison » .....	32
---	----

La formation de la propriété privée .....	34
---	----

<i>Un nouveau système agraire</i> .....	38
---	----

## 2 L'apogée des grands domaines (1870-1930)..... 43

---

<i>L'intégration au marché national se renforce</i> .....	44
---	----

<i>La formation d'une oligarchie</i> .....	47
--	----

La montée en puissance des commerçants-usuriers.....	48
--	----

Le fractionnement et la vente des terres des communautés indigènes.....	50
--	----

L'apogée des grands domaine .....	51
-----------------------------------	----

<i>L'hacienda : organisation économique et rapports de production</i> .....	54
---	----

Des systèmes de culture adaptés aux contraintes écologiques ...	54
---	----

Métayers, fermiers et journaliers, une stratification du prolétariat rural.....	60
--	----

La conduite des troupeaux .....	65
---------------------------------	----

<i>Les Terres Chaudes dans l'environnement national</i> .....	68
Vachers et muletiers sur les routes commerciales .....	69
L'oligarchie face au mouvement révolutionnaire .....	72

### 3 Terre et liberté ? Les limites d'une réforme agraire (1935-1960) .....

---

<i>L'ejido et les ejidatarios</i> .....	76
<i>L'ejido, l'usufruit individuel et la gestion communale des terres</i> ..	78
<i>Les kulaki de l'ejido</i> .....	79

#### *Le contrôle de la production paysanne : sésame et crédit agricole*.....

La petite production paysanne : mirages et sujétion économique .....	86
Le crédit public : subvention à l'usurier.....	92

#### *Éleveurs-commerçants et « hirondelles » : accumulation et différenciation dans les ejidos* .....

Muletiers et travailleurs migrants, nouvelles figures centrales du système agraire.....	95
Les paliers de l'accumulation : une société à deux vitesses .....	104

#### *Crise et redressement de la propriété privée*.....

Les propriétaires face aux politiques agricoles .....	110
L'évolution des rapports sociaux de production .....	114

### 4 Transformations et crise d'un système agraire (1960-1990).....

---

#### *La crise des productions traditionnelles et la spécialisation vers l'élevage naisseur*.....

Le déclin de la production paysanne de sésame .....	120
Le développement de l'élevage naisseur .....	124

#### *Les politiques de développement au secours des éleveurs : crédit agricole et « paquets techniques »* .....

De nouvelles aides de l'État à l'agriculture pluviale.....	136
Le changement technique : une avancée sélective dont profitent surtout les éleveurs et les producteurs de fourrages .....	142
L'élevage au centre des politiques de développement .....	147

#### *L'appropriation et la concentration de l'espace agropastoral*.....

Croissance des troupeaux, surpâturage et enclosures .....	149
L'intensification des systèmes d'élevage est-elle possible ? .....	153
La concentration des moyens de production se renforce .....	156

**5** L'intégration aux marchés, support d'une intensification ? ..... 161

---

*Se rapprocher des marchés urbains : comment contourner les monopoles commerciaux ?*..... 162  
Les tentatives d'intensification en agriculture pluviale se heurtent aux coûts de production et à l'étroitesse des marchés ..... 162  
L'irrigation : maraîchage ou productions fourragères ? ..... 166

*L'exportation de produits maraîchers : quelles perspectives pour les paysans des Terres Chaudes ?* ..... 171  
Quel intérêt pour les éleveurs ? ..... 180  
Quelles perspectives à moyen terme ? ..... 182

*Les recours illégaux : émigration aux États-Unis et culture des stupéfiants*..... 186  
L'émigration aux États-Unis : comment forcer les portes de l'Eldorado ? ..... 186  
Le trafic de drogue : accumulation, « dollarisation » et inflation..190

*La crise de l'agriculture paysanne s'amplifie* ..... 194  
Une main-d'œuvre rare et chère..... 194  
Des stratégies orientées vers l'extensif ..... 196

**6** Écarts de productivité, paupérisation, exclusion ..... 201

---

*Les écarts de productivité s'accroissent* ..... 202  
Cultures pluviales et formation du revenu paysan ..... 202  
Cultivateurs et éleveurs face au « seuil de reproduction » ..... 204

*Les grands éleveurs face au renchérissement des facteurs de production : expansion, intensification ou diversification ?*..... 209  
L'oligarchie, fer de lance des stratégies d'extensification..... 209  
Les grands éleveurs en quête d'espace et de fourrages.....211  
Élevage extensif, accumulation et diversification ..... 215

*Les petits et moyens éleveurs face à la raréfaction des ressources fourragères*..... 217  
Accroître la production fourragère  
et le contrôle sur les indivis ..... 218  
Les petits éleveurs, principales victimes  
de la saturation de l'espace agropastoral ..... 220  
L'irrigation, clé de l'intensification des systèmes d'élevage ..... 224

<i>Intensification ou double activité : quels recours pour les paysans minifundistes ?</i> .....	227
Petite irrigation et productions maraîchères, ballons d'oxygène d'une minorité .....	228
Les petits éjidataires et les tenanciers des ranchos d'élevage en voie de paupérisation .....	231
Semi-prolétaires : pour combien de temps ?.....	235

<b>Conclusion</b> .....	237
-------------------------	-----

Bibliographie .....	245
Annexes.....	261
Summary .....	293
Resumen.....	303
Table des illustrations.....	313
Table des annexes.....	319
Table des matières.....	321

*Imprimé en France.* - JOUVE, 18, rue Saint-Denis, 75001 Paris  
N° 227309V. - Dépôt légal : Mai 1995

Au Mexique, dans le sud-est de l'État du Michoacán, la société occupant la dépression du Río Balsas offre l'image d'un déséquilibre entre de grands domaines d'élevage et des exploitations minifundistes, pareille en cela à beaucoup d'agricultures latino-américaines. Tout au long de l'histoire, malgré une réforme agraire ambitieuse, l'élevage bovin, grâce au droit de vaine pâture sur les terres des communautés paysannes, a constitué la base des mécanismes d'accumulation différentielle et de concentration foncière. Pour les freiner, les petits paysans n'ont eu d'autre recours que la double activité et la migration saisonnière sur des distances qui s'allongent : les « hirondelles » se sont imposées comme la figure centrale de la société agraire des « Terres Chaudes » mexicaines.

Aujourd'hui, leur survie en tant que producteurs agricoles est remise en question. L'élevage extensif est devenu la seule activité qui permette le maintien des revenus paysans, dans un contexte d'insertion croissante au marché et de perspectives d'intégration à l'espace économique nord-américain. Cette spécialisation s'exerce dans un espace largement saturé où la compétition pour les ressources fourragères marginalise les « hirondelles », à qui ne reste que l'espoir d'un « gros coup » lié aux activités illégales – la migration aux États-Unis, le trafic de cannabis – ou l'exode, cette fois définitif.

**Éric Léonard**, agro-économiste, a travaillé de 1986 à 1989 dans l'État du Michoacán, au Mexique, en collaboration avec l'Orstom et le Colegio de Michoacán. Depuis 1991, chercheur à l'Orstom, il étudie les conditions de reproduction de l'agriculture de plantation en zone forestière ivoirienne.

MOTS CLÉS : Système agraire – Mexique – Agriculture minifundiste – Élevage extensif.

KEYWORDS : Agrarian system – Mexico – *Minifundia* farming – Extensive cattle farming.

PALABRAS CLAVES : Sistema agrario – México – Agricultura minifundista – Ganadería extensiva.

ISSN 0998 - 4658  
ISBN 2-7099-1260-0

Orstom éditions : 211, rue La Fayette, 75480 Paris cedex 10  
Diffusion : 72, route d'Aulnay, 93143 Bondy cedex